



Echec soviétique sur Mars

Phobos-2 ne répond plus. La sonde spatiale soviétique, en orbite autour de la planète Mars depuis le 29 janvier, qui se rapprochait peu à peu du minuscule satellite dont elle porte le nom, refusait d'obéir aux instructions et n'envoyait plus aucun message depuis la soirée du dimanche 26 mars. Et si tout espoir n'est pas perdu, les chances de redresser la situation semblent désormais très faibles.

Six mois après la défaillance similaire de la sonde jumelle Phobos-1, cet accident met fin, sauf rétablissement improbable, à l'une des plus ambitieuses missions spatiales soviétiques. Certes, qu'un beau jouet technologique ne soit plus qu'une coûteuse ferraille, à quelque 200 millions de kilomètres de la Terre, ne changera rien au sort de ses habitants. Ceux-ci seront privés des très belles images qu'on leur promettait pour le début d'avril, quand la sonde devait survoler de très près (50 mètres d'altitude), à la manière d'un missile de croisière, le satellite Phobos.

Les spécialistes seront frustrés de l'étude de ce satellite qui est probablement un témoin de l'origine du système solaire : la petite taille de cet ovale irrégulier implique qu'il se soit refroidi très rapidement et qu'il soit sans doute resté inchangé pendant plus de quatre milliards d'années. Le satellite Phobos s'écrasera un jour sur Mars, mais dans... trente millions d'années.

Quand explosa la navette américaine Challenger, accident autrement dramatique, le président Reagan déclara : « Nous continuerons notre conquête de l'espace. » M. Gorbatchev peut-il dire autre chose ?

La perte de Challenger a laissé des traces aux Etats-Unis, dans l'opinion publique et dans l'économie. Les défaillances successives de Phobos-1 et Phobos-2 ne seront pas sans conséquences elles aussi. L'ambitieuse mission de ces sondes était le début d'un programme tracé pour le troisième millénaire.

Les Soviétiques projetaient d'envoyer tous les deux ans vers Mars des sondes de plus en plus perfectionnées, qui se poseraient sur la planète. Elles prélèveraient et analyseraient des échantillons, puis les rapporteraient sur Terre. L'envoi d'hommes sur Mars était envisagé. Comme pour la mission actuelle, une large coopération internationale était attendue. Sous-tendant ce programme, un gros effort technologique devait être réalisé dans des domaines comme l'électronique et l'informatique, où l'Union soviétique accusait des retards. Rien de tout cela n'est irrémédiablement compromis, mais les choses vont moins vite que Moscou ne l'espérait.

Le programme d'exploration martienne a été préparé par M. Roald Sagdeev, ancien directeur de l'Institut soviétique de recherches cosmiques, maintenant conseiller de M. Gorbatchev pour la science et la défense stratégique. Dans la lutte politique engagée aux plus hauts niveaux du pouvoir à Moscou, cet échec ne sera-t-il pas exploité par les adversaires de M. Gorbatchev ou par ceux qui jugent le programme spatial beaucoup trop coûteux ?



Un crime lié à l'affaire Rushdie ?

Le recteur de la Mosquée de Bruxelles a été assassiné

Le recteur de la Mosquée de Bruxelles, Abdullah Ahdel, ainsi que le bibliothécaire du centre culturel islamique de cette ville, Saleh el Behir, ont été assassinés mercredi 29 mars en fin d'après-midi. Ces crimes n'avaient pas été revendiqués jeudi. L'imam, d'origine saoudienne, avait fait preuve de modération dans l'affaire Rushdie.

Ce sont des visiteurs attendus par ces deux personnalités religieuses qui ont trouvé leurs corps dans un bureau attenant à la mosquée. Selon des témoignages recueillis sur place, les deux hommes ont été tués de deux coups de pistolet, dans la nuque et dans la tempe.

Il y a quinze jours, Abdullah Ahdel, trente-cinq ans, chef spirituel des musulmans de Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg, avait accordé une interview à la télévision belge RTBF, dans laquelle il avait condamné le livre de Salman Rushdie, dont il avait dit qu'il le considérait comme « diffamatoire, gratuit, tendancieux et blasphématoire pour l'Islam ». Mais, avait-il ajouté, il faut faire la distinction entre une société islamique (...) et une démocratie occidentale, où chacun a le droit de s'exprimer comme il le souhaite. Il avait

également jugé que les menaces de mort - proférées par le régime iranien - ne constituaient pas la bonne façon de traiter l'affaire. « L'accusé devrait être jugé, (avoir la possibilité de) se défendre, et il faudrait lui demander de se repentir », avait-il encore déclaré.

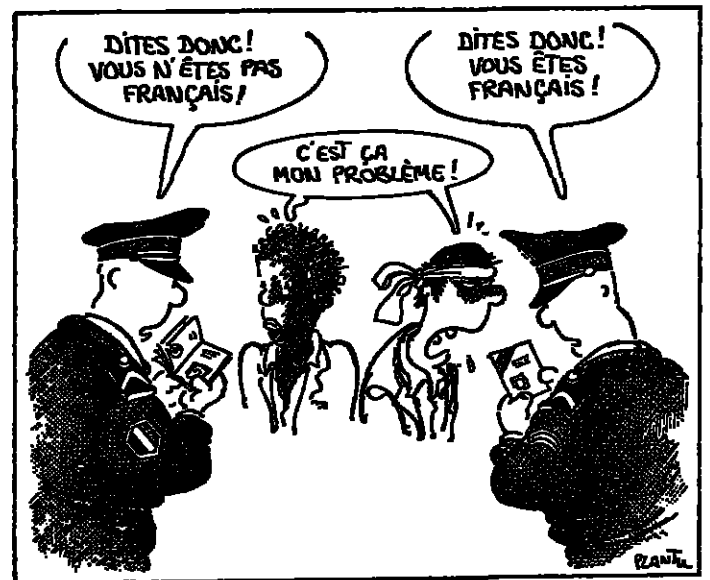
A la suite de ces déclarations, a indiqué un responsable de la police belge, Abdullah Ahdel avait reçu, le week-end dernier, des menaces de mort. « Nous avons pris immédiatement toutes les mesures de sécurité nécessaires, mais il a refusé notre offre de protection supplémentaire », a précisé ce responsable, selon lequel aucune arrestation n'avait été effectuée mercredi soir, malgré les mesures de sécurité renforcées adoptées dans les aéroports ainsi qu'aux frontières.

(Lire la suite page 6.)

Les conditions de séjour des étrangers

M. François Mitterrand exige l'« abrogation » de la loi Pasqua

L'adoption par le conseil des ministres des grandes lignes d'un projet de loi abrogeant la loi Pasqua sur l'entrée et le séjour des étrangers en France suscite approbation à gauche et critiques à l'extrême droite. Deux conceptions se sont opposées : M. Joxe souhaite maintenir les dispositions décourageant l'immigration clandestine, M. Mitterrand exige l'« abrogation » de la loi.



(Lire l'article de ROBERT SOLÉ et nos informations page 3)

Trois disparitions

- Le général Gambiez (p. 40).
- Bernard Blier (p. 27).
- Madeleine Ozeray (p. 27).

La bataille de Jalalabad

La ville assiégée par la résistance afghane.

PAGE 3

Le casse-tête de la dette

Trois plans en présence.

PAGE 34

L'extrême droite en RFA

Habits neufs et vieilles idées.

PAGE 4

Le Monde

LES LECTURES

■ Torrente Ballester, le baroque. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Un oiseau dans le ciel », de Félicien Marceau.

Pages 17 à 23

Le sommaire complet se trouve en page 40

Un article de M. Pierre Mauroy

Construire l'eurogauche

Le débat sur la stratégie socialiste - rassemblement à gauche et/ou ouverture - n'est pas clos. M. Pierre Mauroy développe sa propre conception, en élargissant la réflexion des socialistes au champ de manœuvres européen.

par Pierre Mauroy
premier secrétaire du PS

Les socialistes peuvent être satisfaits du bilan des élections municipales. Avec soixante-quatre villes de plus de neuf mille habitants gagnées, leur progression est sensible. Simultanément, les communistes paraissent amers. Ils ne sont toujours pas parvenus à enrayer leur déclin. Cette contradiction explique à elle seule le mauvais climat qui a accompagné les alliances électorales conclues entre les deux formations. Les accords ont toutefois fonctionné. Ils étaient indispensables pour assurer la progression et les victoires de la

gauche. J'ajoute que la démarche a été plus aisée et les résultats meilleurs lorsque les alliances ont été passées dès avant le premier tour.

Les acquis encore sauvegardés cette fois-ci, la capacité de rassemblement de la gauche maintenue, demeurent, chacun le pressent, particulièrement fragiles et menacés. Les communistes doivent en prendre conscience à un moment où le raidissement de l'appareil fait pointer le risque d'une nouvelle détérioration de nos relations.

Au-delà des intérêts électoraux des uns et des autres, au-delà de la sauvegarde de situations acquises, quel peut être aujourd'hui le sens du rassemblement des forces de gauche ? Ne se plaît-on pas à nous répéter que cette logique a fait son temps, qu'il n'y a plus rien à espérer de cette voie présente, non sans arrière-pensée, comme périmée ? C'est oublier quel était le sens historique d'une démarche engagée avec hésitation du milieu des

années 60, affirmée durant les années 70 en dépit de tensions et de crises, concrétisée en 1981 par des responsabilités partagées dans la conduite de réformes essentielles avant de s'échouer en 1984 sur les grands choix d'une rigueur indispensable à la modernisation, donc au retour à la croissance.

L'alliance entre socialistes et communistes, base du rassemblement de l'ensemble des forces de gauche, ne s'est jamais limitée, dans l'esprit de ses initiateurs, à une simple addition de suffrages. Force est d'admettre que, pour autant, elle n'a jamais débouché sur un véritable projet commun. La dimension électorale est donc devenue prépondérante et demeure, aujourd'hui encore, une nécessité incontournable aussi bien pour ouvrir les portes de l'Elysée à un candidat socialiste que pour assurer au parti socialiste et à ses alliés une majorité à l'Assemblée nationale comme dans les collectivités locales et territoriales.

(Lire la suite page 12.)

Inauguration des nouveaux espaces du Louvre

La Pyramide plébiscitée

Le président de la République a inauguré, mercredi 29 mars, la Pyramide qui marque l'entrée du Grand Louvre. Derrière lui, la foule des visiteurs a pu pénétrer pour la première fois dans l'espace d'accueil du musée en cours de rénovation.

A l'extérieur, des touristes s'entassaient et se bousculaient sous le soleil, des Japonais, des Américains, des Allemands et encore des Japonais. Par des escalators, on accède à une vaste salle des pas perdus où de grandes pancartes semblant indiquer des directions - « Sully », « Richelieu » - surplombent des tourniquets à composteurs. A côté des distributeurs de billets, des téléviseurs affichent des horaires.

Une nouvelle station du RER ? Non : à la librairie, on ne trouvera pas son magazine favori ni les best-sellers du moment. Avec un peu de chance et beaucoup de persévérance, on pouvait, en revanche, y rencontrer mercredi le chef de l'Etat en train de feuilleter devant les caméras un ouvrage sur l'art étrusque.

Elle est si belle, cette pyramide, il est si réussi l'ensemble que François Mitterrand avait souhaité associer le commun des visiteurs à cette inauguration.

A peine le cortège présidentiel avait-il pénétré à l'intérieur que la foule y était elle aussi admise. Au compte-gouttes certes, mais cela valait tout de même à l'œuvre de Pei l'inauguration la plus chaotique, désordonnée mais aussi bon enfant dont puisse bénéficier un édifice culturel. Jack Lang dut refuser de signer maints autographes, indiquant

d'un signe qu'il se trouvait en trop auguste compagnie. « Bravo, Mitterrand ! » cria-t-on des rambardeurs alors que le chef de l'Etat s'éloignait sur l'escalator. Il est vrai, comme le rappelait un conservateur du Louvre, que cette œuvre, c'est « sa chose ».

Si pressante était la foule que le président, après avoir vainement tenté de regagner son véhicule à travers la cour Napoléon, dut se frayer un chemin pour retourner dans la Pyramide et gagner la rue de Rivoli via le bureau de Pierre Bérégovoy où on put enfin lui servir à boire.

Après le départ du cortège officiel, les portes furent cette fois grandes ouvertes, livrant les lieux à une cohorte d'admirateurs. Oh ! il ne fallait pas chercher là ceux qui depuis de longs mois ont dénigré l'ouvrage.

Intérieur, extérieur, ce sont les fans de l'ensemble qui s'étaient donnés rendez-vous. Venue presque au complet, une classe de 3^e ne savait qu'admirer le « plus » de l'ascenseur tubulaire à l'usage des handicapés ou du mystérieux escalier dit « en pelure d'orange ».

« La Pyramide, c'est une conception architecturale très ancienne », expliquait un étudiant. « Entre l'époque du Louvre et l'époque contemporaine, le compromis est ici », renchéissait son camarade. « Lumineux », « accueillant », « grandiose » entendait-on. « Et en plus, s'émervillait une vieille dame en la contemplant à travers les parois de verre la façade du ministère des finances, il n'y a même pas de reflets. »

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Un dossier

■ Le roman du Grand Louvre, par Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux. ■ Un portrait de l'architecte Pei, par Michèle Champenois. ■ Les nouvelles salles, par Philippe Dagen. ■ AGLAE, le nouvel équipement du laboratoire du Louvre, par Yvonne Rebeyrol.

Pages 24 à 26

ANDRÉ STIL

Maxime et Anne

Un grand amour de Robespierre ?

Maxime et Anne

André Stil

ROMAN

GRASSET

Débats

PSYCHANALYSE

Retrouver le sens de l'expérience freudienne

La psychanalyse est-elle en danger ? C'est la question posée aujourd'hui via la presse au public. Certains analystes affiliés à l'Association internationale de psychanalyse (le président, le docteur Robert Wallerstein, exerce à San-Francisco) utilisent les médias pour mettre les Français en garde contre le danger représenté par une certaine psychanalyse dont les normes ne correspondent pas à la formation dispensée par les analystes affiliés à cette association. Sous le couvert de « formation », c'est le monopole de la psychanalyse (et de son extension enseignante à l'université et à l'hôpital) qui se trouve réclamer en fait.

Dans le livre du président de l'Association internationale de psychanalyse, Robert Wallerstein (*Becoming a Psychoanalyst*), on voit très clairement comment dans les structures enseignantes mises en place par lui dans son « secteur », la dimension clinique s'est trouvée totalement occultée par les enjeux de pouvoir institutionnel. Ce qui a aussi faussé la recherche entreprise, au-delà de ses implications institutionnelles, c'est la façon dont elle a pris pour axe

des modèles théoriques, tels qu'ils fonctionnent dans les sciences. Car ce qui se trouve alors sacrifié aux critères de scientificité, ce n'est rien de moins que la spécificité de la démarche analytique.

Le modèle théorique en métapsychologie, comme la façon dont il se transforme, n'est en effet pas de même nature que ce qu'il devient en logique, en mathématique ou dans les sciences physiques. La métapsychologie résiste à toute entreprise de synthèse ; mais dès que l'analyste se trouve en quête d'un appareil à penser, c'est la liberté nécessaire à toute élaboration et à toute transformation de ses représentations fantasmatiques qui va lui faire défaut. Ce que l'analyste échoue dès lors à entendre dans ses cures, c'est une parole du patient échappant à une grille doctrinale.

Ceux qui tentent d'imposer aujourd'hui au public l'idée que les « héritiers » de Freud, ce sont eux, analystes membres de l'Internationale, paraissent bien moins modestes que la propre fille de Freud.

Anna Freud n'hésite pas en 1970 à reprendre la question de l'héritage freu-

par MAUD MANNONI (*)

dien en rendant l'institution analytique responsable de la stérilité de la recherche. C'est bien pourquoi Lacan, dès 1955, forma le vœu que l'institution analytique n'apparaisse pas comme « seul maître du savoir ». En souhaitant que les jeunes s'initient aux méthodes du linguiste, de l'historien... du mathématicien, il indiquait des « trajets » extérieurs à la seule institution analytique, tout comme il faisait venir dans l'institution analytique des spécialistes d'autres disciplines. Il y avait une part de « jeu » proposé dans ces différents parcours intellectuels. C'est par ce biais-là, et par ce biais-là seul, qu'il lui semblait que les analystes arriveraient à retrouver le sens de l'expérience freudienne et son moteur. Il n'hésitait pas à encourager les analystes à jouer aux échecs et à faire des mots croisés. C'est cette dimension de l'imagination, de l'humour et du jeu qui s'est perdue de vue ensuite. Ce phénomène est loin d'avoir été l'apanage des seuls lacaniens. Les kleinien ont été tout autant pris d'un besoin de cert-

(*) Présidente du Centre de formation et de recherches psychanalytiques.

tude. Le droit à l'erreur étant désormais interdit.

Pour qu'une communauté analytique demeure vivante, il est essentiel qu'elle ne soit pas fondée sur des sautes structures enseignantes dans des rapports maître-élève. Une « communication » doit pouvoir exister non seulement entre les enseignants (entre pairs), mais entre les membres eux-mêmes, invités à mettre en commun « l'expérience de l'inconscient ».

Lorsque Freud parle d'analyse « propre », il relativise le savoir médical, le situe parmi d'autres champs de discipline (mythologie, littérature). Il était loin de faire l'apologie de l'inculture. Son souci constant (lettre à Pfister du 25 novembre 1928) a été de protéger la psychanalyse à la fois de la médecine et de la religion.

Les associations psychanalytiques ont été amenées, au cours de l'histoire de la psychanalyse, à prendre position sur la question de la qualification, formation et sélection. L'analyse personnelle, si elle est nécessaire, n'est, en effet, pas une condition suffisante pour exercer l'ana-

lyse : ce n'est pas parce qu'on a été analysé que l'on devient pour autant analyste. Dès que la question de « l'organisation du savoir » s'est posée, des enjeux politiques sont apparus, au point que certains se sont demandé si la réglementation de l'analyse (et de son enseignement) favorisait l'analyse, le patient ou l'institution ?

Le consensus auquel on est arrivé dans la plupart des pays, c'est que ce n'est pas à l'Etat de réglementer l'analyse. Encore faut-il que les associations prennent elles-mêmes en main la question de la formation et de l'habilitation. « L'intérêt du patient », disait la Société hongroise, « celui de la théorie ne sauraient être protégés par un diplôme médical, mais seulement par des analystes bien choisis, correctement formés et surtout par des analystes analysés. » Cela nous fait mettre l'accent à la fois sur l'importance de l'analyse des didactiques (et des supervisions), mais encore sur l'obligation pour une institution de veiller à ouvrir des voies postanalytiques à ses membres, pour les aider à demeurer « exposés » à l'inconscient.

L'Union soviétique « terre de mission »

par LÉON CHERTOK (*)

L'UN des aspects les plus sensationnels de la perestroïka gorbatchévienne, du moins au plan idéologique, est la réhabilitation du freudisme. Le Monde s'est fait l'écho des principales nouvelles qui en appartiennent : décision de publier à Moscou, cette année même, plusieurs ouvrages de Freud, visite de psychanalystes français. Le grand public peut s'en montrer d'autant plus surpris que les informations sur ce sujet donnent parfois l'impression qu'on est passé, brusquement, d'une situation où la psychanalyse était bannie, à l'actuelle ouverture d'esprit. La réalité est quelque peu différente.

Pour la saisir, il faut revenir sur l'évolution des idées quant à la psychanalyse qui s'est produite en URSS depuis une quinzaine d'années. C'est ce qu'avait essayé de faire Elisabeth Roudinesco dans son article « Freud en Union soviétique » (*Le Monde* du 25 janvier 1989). Mais, pour avoir suivi la question de très près pendant toute cette période et avoir été lié, comme interlocuteur français, aux principaux événements qui la jalonnent, je voudrais revenir sur certains points.

Dans les années 60, des philosophes, des psychologues, des psychothérapeutes soviétiques, avaient tenté, avec toute la pru-

dece de rigueur, de s'affranchir d'un pavlovisme devenu extrêmement dogmatique. Mais le symposium de Tbilissi (1-5 octobre 1979) sur l'inconscient constitue le pas décisif dans cette voie. Son importance fut « considérable », écrit E. Roudinesco. Si tout le monde paraît en convenir aujourd'hui, ce ne fut certes pas le cas à l'époque ; j'en sais quelque chose, ayant été vice-président du Comité scientifique pour la préparation du Symposium, fonction dont m'avaient chargé les deux personnes qui en avaient entrepris la réalisation, Ph. Bassine et A. Cherozina. Elle consistait à prendre contact, en France, dans les autres pays d'Europe occidentale, aux Etats-Unis, avec les divers spécialistes concernés et à les inviter à participer au collo-

Le voyage à Tbilissi

Mes propositions furent diversement accueillies par les psychanalystes français. Très rares furent ceux qui n'y donnèrent pas suite : certains acceptèrent de contribuer aux trois volumes de textes qui devaient être publiés avant le congrès, mais n'allèrent pas à Tbilissi (notamment D. Anzieu, A. Green, J.-P. Val-

brega, D. Widlocher). Il faut dire que, en vue de boycotter le congrès, une violente campagne avait été déclenchée. L'argumentation avancée était qu'il y avait là un piège pour les participants étrangers, qui cautionneraient à leur insu la psychiatrie répressive alors pratiquée en URSS. Cependant, à l'ouverture du congrès, Anna Freud devait envoyer un télégramme pour lui souhaiter un plein succès.

Or ses promoteurs étaient précisément des adversaires de ces pratiques, dont les tenants firent au contraire tout leur possible, pendant les quatre ans que dura sa préparation, pour le faire échouer. Ainsi, en prenant part au congrès, loin de soutenir les abus de la psychiatrie soviétique, on renforçait la position de ceux qui, dans des conditions difficiles, s'efforçaient de les empêcher.

Une dizaine des disciples de Lacan acceptèrent de venir, dont C. Clement, C. David, S. Leclaire, L. Meleze, J. Nassif, E. Roudinesco. L'insistance auprès d'eux pour qu'ils ne cèdent pas à la tentation de politiser les débats, paros qu'ils n'aboutiraient ainsi qu'à mettre dans l'embarras les organisateurs du congrès, c'est-à-dire nos interlocuteurs les plus libéraux. Tous acquiescèrent.

Cependant, dans l'avis qui les accompagnait au congrès, ces mêmes lacaniens préparaient une déclaration contre les internements abusifs destinée à être lue au cours d'une séance. Cette initiative fut ensuite abandonnée sur l'avis d'un groupe d'opposants locaux, d'après ce qu'a écrit E. Roudinesco dans son *Histoire de la psychanalyse en France*. Elle ajoute : « Il s'agit désormais

de faire effraction d'une autre manière ».

Qu'en fut-il, pratiquement ? Disons que les membres du groupe saisirent tous les prétextes, et parfois en inventèrent, pour protester au nom de la « liberté ». L'un d'eux se voyait invité par le président de séance à respecter son temps de parole, déjà largement dépassé, qu'il s'insurgeait contre cette inadmissible forme de censure.

En somme, « faire effraction » voulait dire « casser la baraque ». La grande majorité des participants s'est étonnée, et irritée, de tels agissements, à quoi s'ajoutait chez les organisateurs soviétiques quelque inquiétude, toute dérivée du congrès ne pouvant que leur causer des ennuis. Heureusement, rien n'a été cassé. Tbilissi a vraiment marqué le début d'une ère nouvelle, l'instauration d'un vrai dialogue avec les Soviétiques, non seulement à propos de psychanalyse, mais, plus généralement, pour les sciences humaines.

Avec la perestroïka, la question de la psychanalyse a pris un tour nouveau. Désormais, elle est envisagée sous l'angle de la pratique. On donnera pour illustration l'article publié dans la *Literaturnata Gazeta* du 1^{er} juin 1988 par A. Belkin. Celui-ci, qui est psychiatre, estime que la longue mise à l'écart de la psychanalyse a causé au pays un préjudice considérable : « Non seulement nous avons privé d'aide médicale des centaines de milliers de malades, mais encore diminué l'aptitude au travail créateur de générations

(*) Directeur d'enseignement clinique à la faculté de médecine Lariboisière-Saint-Louis.

entières ». Cette confiance dans le pouvoir de la psychanalyse rappelle les déclarations triomphalistes de Freud en 1910. Le décalage entre l'image que les Soviétiques se font de ce qui leur a été si longtemps interdit et la réalité pratique telle que nous la connaissons n'est que trop compréhensible. Mais la question se pose de savoir quel type d'histoire s'ouvre désormais à la psychothérapie en Union soviétique.

« Appel d'offres »

L'« appel d'offres » a été entendu. Les premiers à s'être lancés sur le « marché » ont été les lacaniens, avec le voyage à Moscou d'une vingtaine de personnes. Ce qui laisse perplexes : quand les psychothérapeutes soviétiques attendent de la psychanalyse qu'elle leur fournisse les moyens de guérir, ils repouvent d'abord les tenants d'une école qui a abandonné cet objectif et dénoncent même « le piège de l'efficacité ». Ils en recevront d'autres, avec d'autres orientations. L'Union soviétique représente désormais — si du moins l'évolution politique actuelle garde le même cours — une « terre de mission » pour la psychanalyse.

Sous quelle forme celle-ci va-t-elle s'établir en URSS ? Pour les membres de l'une ou l'autre internationale (l'API, pour les orthodoxes, le Champ freudien pour les lacaniens), la situation est simple : elle rappelle la lutte entre Coca-Cola et Pepsi-Cola pour la conquête des marchés de l'Est. Le rétablissement d'un « état de droit », comme dit E. Roudinesco, ouvre naturellement son champ à la psychanalyse, et toute la question est de savoir laquelle

des orthodoxes rivales pourra le mieux l'implanter.

Faut-il vraiment que les Soviétiques héritent de nos querelles comme les terres nouvellement colonisées ont hérité des luttes entre catholiques et protestants ? Faut-il surtout qu'ils apprennent, au contact de nos nouveaux missionnaires, à renier une technique qui a échappé à l'interdit stalinien (grâce à Pavlov) et que ceux-ci s'accorderont à reconnaître pour symbole d'obscurantisme ? Les héritiers divisés de Freud admettent en effet un dogme commun : la « coupure épistémologique » entre la psychanalyse et l'hypnose. Celle-ci est désormais qualifiée de « barbare ». Apprendra-t-on aux nouveaux thérapeutes soviétiques à avoir honte de leur pratique et à faire rimer la barbarie stalinienne avec la barbarie hypnotique ?

Ferenczi, le disciple préféré de Freud, fut traité de malade mental lorsqu'il osa soutenir que, voulant s'affranchir de tout procédé hypno-suggestif, le psychanalyste faisait passer les intérêts du psychotérapeute avant ceux de son patient. Ce que confirme aujourd'hui l'écart tragique entre l'élaboration toujours plus raffinée du discours théorique et la mineure des résultats obtenus après des cures étalées sur dix ans et davantage.

Dans plusieurs ouvrages, j'ai soutenu que l'énigme de l'hypnose est au cœur de toute psychothérapie, freudienne ou non. L'avenir de la science de l'inconscient au pays de Dostoevski passe-t-il par la normalisation ou par l'innovation, c'est-à-dire la réconciliation de ce que nos psychanalystes opposent sur un mode manichéen : l'hypnose et la psychanalyse ?

128 pages - 38 F.

Albert Soboul

La Révolution française



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARI, Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Ruess-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Ruess-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Weiss

Rédacteur en chef : Daniel Verdet

Correspondant en chef : Claude Sales

ABONNEMENTS PAR MINITELE 36-15 - Taper LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-00-01.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE ou 36-15 - Taper LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	EUROPE	SURSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	763 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 050 F	1 093 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 380 F	1 390 F	1 800 F	2 620 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVoyez CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Chaque envoi d'abonnement doit être accompagné de son règlement et de la somme de 200 F pour le portage de l'abonnement. Les envois de règlement doivent être accompagnés de la somme de 200 F pour le portage de l'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les numéros propres en expédition d'imprimerie.

502 من الأصل

CHINE

Pékin « ne juge pas nécessaire » d'amnistier les prisonniers politiques

PÉKIN
de notre correspondant

En moins de vingt-quatre heures, deux décisions sont tombées qui témoignent d'une volonté de Pékin de naviguer au plus serré sur le cap de l'autorité dans les turbulences de la contestation. Il n'y aura pas d'amnistie des « prisonniers politiques » en l'honneur du quarantième anniversaire de la République populaire ; et il n'y aura pas de sondage d'opinion extensif à Hongkong sur le projet de mini-Constitution pour la future « région administrative spéciale » sous tutelle pékinoise.

Le Parlement chinois « n'envisage pas, et ne juge pas nécessaire, de décréter une amnistie » pour des prisonniers qui ne sont pas, aux yeux de Pékin, des politiques, a déclaré, mercredi 29 mars, un des vice-présidents, M. Wang Hanbin, présenté comme « le plus haut législateur de Chine » de par son titre de président de la commission juridique de l'Assemblée nationale populaire.

M. Wang n'a cependant pas été en mesure de fournir des réponses cohérentes aux salves de questions de journalistes de Hongkong sur l'incident ayant opposé la veille six pétitionnaires venus de la colonie britannique et les organes de police et de douane (*le Monde* du 30 mars). Le septième membre du groupe, à qui la police des frontières avait refusé l'entrée en Chine, M. Chuang Sze-ming, journaliste de la revue *Chungking* de Hongkong, a été refoulé en vertu d'une peine de deux ans de prison qu'il avait antérieurement purgée à Pékin pour falsification de documents officiels, selon Chine nouvelle. Un « règlement provisoire » interdit de séjour en Chine « ceux qui passent pour avoir la possibilité de commettre des activités criminelles ».

La décision de verrouiller au maximum les consultations populaires à Hongkong dans le processus

de rétrocession de la colonie britannique à la Chine en 1997, survient alors que le lobby libéral commençait à établir un lien, comme l'a montré l'incident des pétitionnaires, entre la question des droits de l'homme sur le continent et l'avenir politique du territoire. C'est précisément M. Wang Hanbin qui dirigera une des trois missions d'information envoyées par Pékin dans les prochains mois en vue de « solliciter l'opinion des résidents de Hongkong », seule concession consentie pour le moment par le régime communiste.

Reste à savoir si, d'ici là, le régime aura pris note de la principale information à avoir filtré de la conférence de presse de M. Wang : la question sur l'éventualité d'une amnistie ne lui fut pas posée par un journaliste étranger, mais par une jeune et pimpante reporter d'un organe officiel, le *Quotidien des lois*, qui a défilé le black-out imposé par les autorités à leur presse sur les affaires de dissidence. D'une voix posée, calmement et avec le sourire, la jeune femme a sans doute provoqué plus de ravages dans le mur de silence que Pékin souhaite maintenir autour de cette question que la charge de cavalerie à la tenue du président Bush il y a un mois.

FRANCIS DERON

● La revendication d'une Italienne mariée à un Chinois. — Une Italienne menace d'accoucher devant l'ambassade de Chine à Rome si Pékin ne permet pas à son mari chinois de la rejoindre. M^{me} Patricia Ricci, dont le bébé est attendu dans les prochains jours, campe depuis le 19 mars dans une caravane en attendant d'avoir la garantie que son mari, M. Zhu Juewang, fonctionnaire des Nations unies retenu contre son gré à Pékin, soit autorisé à quitter son pays (*le Monde* du 24 février). L'ambassade de Chine lui a promis de lui donner satisfaction si elle cessait sa protestation.

Pékin reprend des contacts avec l'Albanie et normalise ses relations avec la Mongolie

Le ministre mongol des affaires étrangères, M. Tserenpylym Gombosuren, est arrivé jeudi 30 mars à Pékin pour une visite officielle de cinq jours, la première en Chine d'un chef de la diplomatie mongole en quarante ans. M. Gombosuren, dont le séjour consacrera la normalisation des relations entre Pékin et Oulan-Bator, s'entretiendra avec les plus hautes autorités chinoises, et peut-être avec M. Deng Xiaoping. Cette visite s'inscrit dans le cadre du rapprochement avec Moscou — qui a annoncé le retrait de la majeure partie de ses troupes stationnées en Mongolie — lequel sera scellé par la rencontre entre MM. Deng et Gorbatchev en mai prochain.

Après un long isolement diplomatique, la Mongolie, très liée à l'URSS, s'est mise au diapason de la perestroïka et s'ouvre vers l'extérieur, en premier lieu en direction de son voisin chinois avec lequel elle était brouillée depuis trente ans (*le Monde* du 18 janvier). Les deux pays ont signé en novembre dernier un traité concernant leur frontière commune, longue de 4 655 kilomètres. Une visite à Pékin du « numéro un » mongol, M. Batmonkh.

Au moment où M. Gombosuren arrivait à Pékin s'achevait la visite du vice-ministre albanais des affaires étrangères, la première depuis la brouille sino-albanaise de 1978, qui suivit la mort de Mao Zedong. Accompagné de son collègue du commerce extérieur, M. Mohammed Kapllani s'est entretenu avec le vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. Tian Zengpei. Les deux hommes ont exprimé mercredi leur désir de forger de nouveaux rapports entre leurs pays. M. Tian a souhaité établir des relations d'Etat à Etat « d'un type nouveau », tandis que M. Kapllani a estimé qu'il existait « un potentiel » pour le développement des relations bilatérales.

Au moment de la brouille entre les deux pays, le numéro un albanais, Enver Hoxha, pourtant allié de longue date de la Chine contre le « révisionnisme soviétique », avait dénoncé Pékin et M. Deng Xiaoping en des termes violents dans son livre *Reflexions sur la Chine*. A la suite de quoi, Pékin avait rompu ses relations économiques avec Tirane et, lors du conflit sino-vietnamien, l'Albanie s'était rangée du côté de Hanoi. — (AFP, Reuters.)

CORÉE DU SUD

Le président Roh Tae-woo a remplacé quarante-neuf généraux

TOKYO
de notre correspondant

Bien que présentée comme une mesure normale à cette époque de l'année, l'importante réorganisation du commandement de l'armée qui a été décidée par le président Roh Tae-woo, le 28 mars, est symptomatique d'une aggravation de la tension entre les loyalistes, tant au sein des militaires que du parti gouvernemental, favorables à la politique de réforme, du président Roh Tae-woo, et les faucons, qui critiquent de plus en plus ouvertement son « laxisme ». Quarante-neuf généraux, dont beaucoup sont considérés comme des fidèles de l'ex-président Chun Doo-hwan, ont été remplacés. Plusieurs d'entre eux assumaient des fonctions-clés dans la sécurité de la capitale. Le commandant en second des forces conjointes américano-sud-coréennes a été mis à la retraite et le directeur de l'Académie militaire, le général Min Byong-don, qui avait violemment critiqué la faiblesse du président face à l'opposition, a été remplacé.

M. Kim Dae-jung, président du Parti pour la paix et la démocratie, principale formation d'opposition, a déclaré que ce remaniement était nécessaire pour « prévenir toute tentative de faire sortir l'armée de son neutralisme politique ».

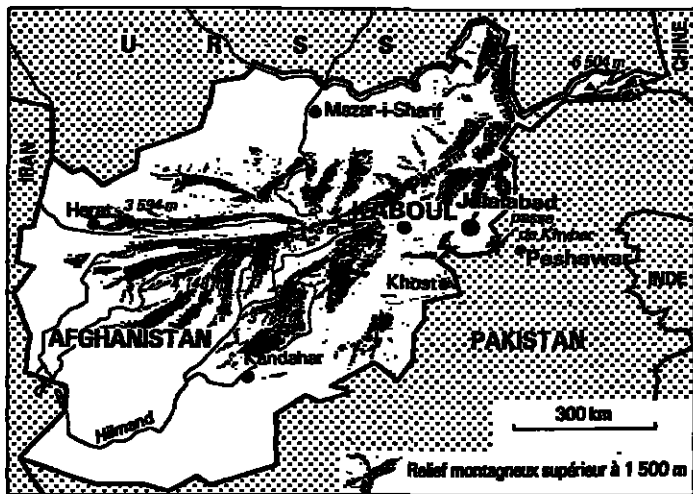
Le bras de fer entre le président Roh et la droite a notamment pour enjeu de réduire l'influence dont dispose actuellement l'ex-général Chung Ho-young au sein du parti gouvernemental (Parti pour la justice et la démocratie, PJD). Commandant des forces spéciales responsables du massacre de Kwangju, en mai 1980, l'ex-général est la personnalité conservatrice la plus puissante au sein du PJD. Les « réformistes » ont pu lui soustraire la présidence du PJD, mais il n'en a pas moins derrière lui un clan de fidèles (nommé le groupe Balam-hoe) composé d'anciens généraux, et il passe pour un successeur potentiel de M. Roh.

M. Chung ne semble guère disposé à se démettre : « Si je suis contraint à partir, beaucoup de soldats qui ont exécuté fidèlement leur mission se sentiront aussi visés », a-t-il récemment déclaré.

Ph. P.

AFGHANISTAN : face aux moudjahidins, une garnison le dos au mur

La grande bataille de Jalalabad



chairs et aussi les armes individuelles.

L'identité des pilotes de Mig-27 engagés dans la bataille, en revanche, ne semble pas faire de doute : plusieurs commandants de la résistance interceptent régulièrement leurs conversations sur de simples postes de radio à codes courts (ce qui leur permet, accessoirement, de savoir quand les raids aériens vont prendre fin). Ils s'expriment en persan et ce sont donc des Afghans.

De très violents combats

Les bombardements de l'aviation de Kaboul se concentrent de nuit sur les zones « libérées » entourant Jalalabad, notamment Samarkhel, localité située à environ 6 kilomètres de la ville. Les villages des alentours ont été évacués par la population depuis le début de l'offensive : près de 17 000 réfugiés des zones rurales (et non 35 000 comme il a été annoncé) ont gagné la frontière pakistanaise.

Cette population, beaucoup plus démunie que les réfugiés qui ont « décidé » de se replier au Pakistan depuis le début de la guerre, a été accueillie dans plusieurs camps.

Cette arrivée massive s'est, dans l'ensemble, effectuée correctement, les autorités locales et le Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR) étant rodés : 350 camps hébergent déjà quelque 3 millions de réfugiés afghans au Pakistan.

Les habitants de Jalalabad ne peuvent plus, pour leur part, quitter la ville bombardée. Un couvre-feu de vingt-quatre heures sur vingt-quatre y a été décrété. Les bureaux et commerces sont fermés depuis près de trois semaines et un mot de passe est nécessaire dès la nuit tombée : dans peu de temps, estime un observateur afghan, « les défenseurs ne pourront plus nourrir la population ».

La route menant à Kaboul est coupée et le ravitaillement en munitions n'est assuré que par un ballet d'hélicoptères. Ceux-ci se posent sur un terrain aménagé dans l'enceinte de l'hôpital (situé à la sortie ouest de la ville). L'aéroport, sur la route menant à la frontière pakistanaise, à environ 3 kilomètres de la sortie de Jalalabad, est inutilisable. Il est le théâtre de très violents combats, les moudjahidins éprouvant beaucoup de difficultés à progresser dans cette zone, car les abords de l'aéroport ont été systématiquement minés.

Au nord, Jalalabad est protégée par des champs de mines et par le barrage naturel que constitue la rivière Kaboul. Les défenseurs tiennent un poste à une quinzaine de kilomètres de la sortie de la ville, mais au-delà ils ne contrôlent plus rien. Jalalabad est donc virtuellement encerclée. Protégée par son aviation, la garnison se bat le dos au mur. En novembre, soixante-dix soldats de la garnison de Torkham (localité située à la frontière pakistanaise) auraient été exécutés dans des conditions barbares après s'être rendus aux moudjahidins d'un groupe fondamentaliste.

D'autre part, au début de l'offensive de Jalalabad, dix-sept des quelque 400 prisonniers de la base de Samarkhel, prise d'assaut par les résistants du NIFA (Front national islamique d'Afghanistan), une formation « traditionaliste monarchique », que dirige Pir Ahmad Gailani, auraient été passés par les armes après avoir été remis à des groupes fondamentalistes ou wahabites (combattants arabes non afghans).

« Je pense que ces exécutions ont bien eu lieu », nous disait un diplomate américain rencontré à Islamabad, mais même si ce n'est pas vrai, l'important est l'effet psychologique créé. Selon une thèse en vigueur dans les milieux royalistes de la résistance, les fondamentalistes islamiques ont ainsi fait des exemples afin de dissuader les soldats du président Najibullah de se rendre aux groupes modérés de résistants.

LAURENT ZECCHINI

● Le Japon poursuivra seul la construction du chasseur FSX. — Tokyo a annoncé, mercredi 29 mars, que, après l'échec des négociations avec Washington sur la construction en commun du chasseur FSX (*le Monde* du 30 mars), le Japon poursuivrait seul la réalisation du projet. Le directeur de l'Agence de défense, M. Tazawa, a demandé aux Etats-Unis de « rétablir la confiance » entre les deux pays après cet échec. — (AFP.)

Points

ROMAN

Gertrude Stein
Autobiographie de tout le monde

Pierre Mertens
Les éblouissements

Christopher Frank
Le Chevalier et la Reine

Christophe Colomb
avec la complicité de Stephen Marlowe

Vassilis Alexakis
Talgo

Michel del Castillo
Le démon de l'oubli

Editions du Seuil

Europe

RFA : la montée de l'extrême droite
Habits neufs et vieilles idéesBONN
de notre correspondant

« Les républicains ? Ce parti ressemble au café d'orge grillé : brun, bon marché, et d'autant d'avantager ! » Par ce bon mot, le secrétaire général du Parti chrétien-démocrate, M. Heiner Geissler, a tenté d'expliquer un phénomène qui prend une ampleur inquiétante : la montée des partis d'extrême droite dans l'électorat ouest-allemand.

Amorcée en 1986 avec les 3 % obtenus par les républicains de M. Franz Schönhuber aux élections régionales de Bavière en 1986, poursuivie par l'entrée au Parlement de Brême en septembre 1987 d'un membre de l'Union populaire allemande (DPU), cette renaissance d'une extrême droite taillante des groupements aux partis traditionnels nous ramène à la situation de la fin des années 60, lorsque le NPD, un parti dont le sigle et l'idéologie faisaient des références à peine voilées au nazisme, était parvenu à forcer la porte des Parlements régionaux et manquait d'un cheveu, en 1969, son entrée au Bundestag. Aujourd'hui, les républicains créent la surprise en obtenant 7,4 % des voix aux élections de Berlin-Ouest, et un NPD renaissant de ses cendres obtient 6,6 % des suffrages à Francfort. Dans les deux cas, cette percée de l'extrême droite scelle la défaite des chrétiens-démocrates et de leurs alliés libéraux, qui doivent laisser la place à l'alliance « rouge-vert » des sociaux-démocrates et des écologistes. Une analyse plus fine des résultats électoraux et l'examen des sondages d'opinion récents interdisent de penser qu'il ne s'agit là que d'un phénomène local, expression passagère d'un mécontentement vis-à-vis de politiciens usés.

Chaque fois que leurs forces militantes — encore réduites — leur permettent de présenter des candidats, les divers partis d'extrême droite réalisent des scores impressionnants. A Wolfersheim, une petite ville minière de Hesse, le NPD a obtenu plus de 17 % des suffrages : les votes protestataires se sont mêlés aux voix des incorrigibles nostalgiques du Troisième Reich, qui, chaque samedi soir, évoquent le bon temps du Führer dans les estaminets locaux. Dans le district rural du

Main-Taunus, situé entre Wiesbaden et la vallée du Rhin, les vignerons ont fait un triomphe aux républicains en leur donnant plus de 10 % de leurs voix, rendant l'Assemblée locale quasi ingouvernable.

Les sondages créditent l'extrême droite d'un potentiel électoral de 15 %, ce qui laisse une marge de progression notable à des partis dont les dirigeants, dans l'ivresse du succès, révelent parfois leur nature profonde. Ainsi le chef des républicains, M. Franz Schönhuber, ancien officier instructeur des SS français de la division Charlemagne, en a appelé au maire social-démocrate de Dortmund, lui aussi ancien officier à la tête de mort, pour que celui-ci mette à sa disposition la plus grande salle de réunion de RFA, la Westfalenhalle, lors de la campagne pour les élections régionales de Rhénanie-Westphalie au printemps 1990, « au nom de la solidarité unissant les anciens officiers de la Waffen-SS ».

Fort de leurs succès récents, voyant affluer de nouveaux militants — parfois, comme en Basse-Saxe des sections entières de la CDU — les partis d'extrême droite, au premier rang desquels on trouve des républicains plus habiles à masquer leur filiation nazie tout être les vedettes de la grande année électorale 1990, dont le point culminant sera le renouvellement du Bundestag au mois de novembre. Ils seront présents partout : aux élections européennes de juin 1989, dans les élections municipales et régionales, aux élections législatives.

Une nébuleuse

Les analystes politiques annoncent déjà la rupture de l'équilibre politique de la République fédérale, qui avait longtemps été fondé sur l'existence de trois partis : la CDU, le SPD et les libéraux du FDP, faisant la balance entre les deux. Ayant à peine intégré les Verts comme élément stable du paysage politique, la démocratie ouest-allemande, quarante ans tout juste après sa fondation, se voit confrontée à la montée en puissance d'une extrême droite qui remet en cause l'équilibre du système.

Il y a un an, la vie de la nébuleuse constituée par les groupuscules néo-

nazis n'intéressait que les fonctionnaires de l'Office fédéral de protection de la Constitution, qui leur consacraient régulièrement un chapitre de leur rapport annuel. Avec un grand souci de précision, ils établissaient ainsi le décompte des militants d'extrême droite : en tout 22 100 personnes se répartissant entre les 12 000 membres de la Deutsche Volksunion (DVU) de l'éditeur milliardaire Gerd Frey, les 6 100 membres du NPD et les militants des divers groupuscules dits national-révolutionnaires, dont

Les tentatives des groupes néo-nazis d'infiltrer les associations de supporters d'équipes de football et de les entraîner dans des manifestations de chauvinisme exacerbé, qui avaient connu quelque succès au début des années 80, semblent maintenant stoppées : les clubs ont fait le ménage parmi leurs fans. En revanche, le rapprochement avec les groupes de skinheads, ces jeunes gens des banlieues populaires des grandes villes au crâne rasé, vêtus de cuir noir et arborant par provocation des colifichets datant du Troi-

teurs, est le reflet de l'immigration, leur objectif majeur reste la réévaluation de l'histoire du nazisme et l'abolition des conséquences de la défaite pour l'Allemagne. « Auschwitz, le mensonge du siècle ! », « Assez de mea culpa ! », « Ras-le-bol de la privation des droits fondamentaux pour le peuple allemand ! », tous ces thèmes reviennent de manière récurrente dans les publications du groupe de Gerhard Frey, comme la *Deutsche National und Soldaten Zeitung* (un hebdomadaire) à 110 000 exemplaires. A l'anticommunisme viscéral des années 60 s'est substitué un « national-neutralisme » qui renvoie dos à dos Soviétiques et Américains, et qui voit même en Gorbatchev un allié potentiel qui les aiderait à mettre fin au stalinisme d'occupation de l'Allemagne.

Cette thématique rencontre un écho favorable chez les plus de soixante ans, marqués par l'éducation nazie — cette classe d'âge, pour 26 %, avoue ses sympathies pour les républicains — mais aussi chez les tout jeunes qui sont 33 % à avoir des

faiblesses pour l'extrême droite. L'analyse des récents scrutins montre que les électeurs NPD ou républicains sont, pour 50 %, des personnes qui votaient auparavant CDU, pour 16 % d'anciens électeurs SPD, et pour 6 % des Verts. Le reste — 28 % — est constitué d'anciens abstentionnistes et de nouveaux électeurs.

Cette tentation droitiste d'une génération élevée dans l'abondance et le confort démocratique pose une énigme à tous les partis politiques. La mobilité de la jeunesse ouest-allemande, de cette « génération Interall » qui bourgeoise en Europe et dans le monde, a des conséquences instructives : elle entretient la frustration de jeunes Allemands et Allemandes qui voient leurs homologues français, britanniques et américains arborer sans complexes une identité et une fierté nationales dont ils ne comprennent plus pourquoi elles leur sont interdites.

LUC ROSENZWEIG.

Report des entretiens officiels
entre M. Dumas et M. GenscherBONN
de notre correspondant

M. Roland Dumas se rendra à Bonn vendredi 31 mars pour rencontrer son homologue ouest-allemand, M. Hans-Dietrich Genscher, mais les entretiens n'auront pas le caractère officiel initialement prévu. Les deux ministres, qui devaient échanger les instruments de ratification des protocoles additionnels au traité franco-allemand de 1963 scellant la mise en place du conseil de défense et de sécurité et du conseil économique et financier, n'auront donc que deux heures d'entretiens informels au domicile de M. Genscher, à Pech, dans la banlieue de Bonn.

Ce changement de programme est intervenu à la demande des Allemands en raison de l'état de santé de M. Genscher. Celui-ci, qui vient de subir une opération de la prostate,

est, selon le ministère des affaires étrangères, « dans un état de convalescence » qui lui interdit de reprendre ses activités avant une ou deux semaines. L'annulation de la conférence de presse qui devait clore les entretiens évince également au ministre ouest-allemand des affaires étrangères d'intervenir publiquement dans une phase délicate de la vie politique de la République fédérale. En l'absence du chancelier Kohl, parti faire une cure d'amaigrissement en Autriche et réfléchir aux moyens de sauver son gouvernement du désastre, les rumeurs vont en effet bon train à Bonn sur les divergences entre le FDP, parti de M. Genscher, et les chrétiens-démocrates du chancelier. La maladie du ministre des affaires étrangères, bien réelle, est cependant diplomatiquement bien venue.

L. R.

LE PLUS
EUROPÉEN
DES
SIDÉURGISTES*

➊ Premier distributeur d'acier en Belgique (Disteel), en France (PUM) et aux Pays-Bas (Dikema & Chabot).

➋ Premier producteur européen d'éléments en acier pour le bâtiment (toitures, bardages, planchers, cloisons, portes, tuiles) grâce aux sociétés Haironville, Portexter, Couvracier, Monopanel (F), Métalprofil et Polytil (B), TAC Metal Forming (GB), Europrofil (E), Ekonomiplat (S).

➌ Spécialiste du revêtement métallique et organique de l'acier (fer blanc, acier chromé, galvanisé, électrozingué, aluminé, aluzinc, Skinplate) avec Ferblatit et les filiales Phenix Works, TDM (B), Galvalange (L), Beautor et Galvarneuse (F).

➍ Un groupe désormais bénéficiaire qui, par son chiffre d'affaires, est le premier industriel de Wallonie, le 4^e de Belgique** et le 280^e au monde***.

**GROUPE
COCKERILL Sambre**
L'acier au pluriel

* Selon L'Expansion; ** selon Trends; *** selon Fortune

YUGOSLAVIE

Les troubles au Kosovo
ont fait vingt-neuf morts

Un calme précaire paraissait se rétablir au Kosovo, où le couvre-feu restait maintenu jeudi 30 mars. Le bilan des troubles qui ont agité la province depuis lundi s'est cependant alourdi. Selon la presse de Belgrade, huit manifestants d'origine albanaise sont en effet décédés des suites de leurs blessures, ce qui porte à vingt-neuf le nombre des morts. A Rome, le pape Jean-Paul II a lancé mercredi un appel « à tous ceux qui sont responsables du bien commun pour qu'ils encouragent la coexistence pacifique entre tous les citoyens de cette précieuse terre de Yougoslavie ».

BELGRADE
de notre correspondant

Après deux jours d'intense émotion suscitée par les affrontements sanglants entre les « nationalistes séparatistes » albanais et les forces de l'ordre, aucun coup de feu n'a été tiré le mercredi 29 mars au Kosovo. La situation demeure néanmoins, selon le ministre de l'intérieur de Serbie, « dramatique », et les observateurs n'excluent pas de voir les manifestants changer de tactique et s'attaquer désormais à certains ouvrages publics.

Les carcasses des voitures incendiées ont été enlevées dans les principaux centres de désordre et les éoliés de verre des vitres brisées balayés. A Pristina, les forces de sécurité sont encore nombreuses, mais les magasins sont ouverts et la population semble vaquer à ses occupations quotidiennes.

Le ministre albanais
des affaires étrangères :
« mettre fin à la terreur »

Le ministre albanais des affaires étrangères, M. Reis Malit, actuellement en visite officielle à Paris, a déclaré mercredi 29 mars devant les journalistes qui l'interrogeaient sur la situation au Kosovo : « Il faut mettre fin à la terreur. Il faut être sage, ne pas se servir de la police. »

Interrogé sur les accusations de Belgrade selon lesquelles l'Albanie fomentait l'agitation au Kosovo, M. Malit a répondu : « C'est un mensonge. Nous n'avons aucun intérêt à faire cela. C'est un prétexte, une manière d'accuser les autres pour justifier ce qui se passe là. »

Pris de dire si le Kosovo pourrait devenir la « poudrière des Balkans », le ministre a déclaré : « Nous espérons que non. »

Au cours d'une conversation avec des correspondants étrangers, un membre du gouvernement fédéral a déclaré que les mineurs, les employés et les ouvriers des entreprises étaient présents le 29 mars dans les usines, les écoles, les postes de travail, notamment à Trepcia, qui fut le foyer de la grève générale le mois dernier, et que les taux de production étaient « tout à fait satisfaisants ». « Le grand danger à Trepcia, a-t-il ajouté, était un dépôt de 1 500 kilos d'explosifs et les autorités craignaient de voir des fanatiques y mettre le feu à l'insu des mineurs. »

Dans les milieux officiels, on compte sur une normalisation « presque complète » de la situation à partir du lundi 3 avril. Ce n'est qu'après que l'on verra si les cours à l'université et dans les écoles pourront reprendre et que la réouverture des théâtres et des cinémas sera envisagée. En attendant, le couvre-feu de 20 heures à 5 heures du matin reste en vigueur et la population elle-même évite les attroupements, interdits par les autorités.

Les directions collégiales de l'Etat et du parti ont tenu, le 29 mars, une séance commune pour examiner la situation au Kosovo. Elles ont décidé des mesures à prendre pour « maintenir l'ordre et la sécurité » dans cette région autonome, afin d'empêcher les activités des « éléments contre-révolutionnaires et hostiles ». Cette nouvelle prise de position des organismes suprêmes du régime est interprétée officiellement comme la preuve de l'existence d'un « solide consensus » au sommet yougoslave quant au Kosovo. Les mesures proposées à cette occasion prévoient notamment leur application systématique en premier lieu aux organes du pouvoir et les organes politiques du Kosovo même, ce qui serait une étape vers la suppression progressive de l'actuel état d'urgence.

PAUL YANKOVITCH.

GRANDE-BRETAGNE

Des explosifs
« oubliés » à bord
d'un Boeing

Pendant plusieurs semaines, un Boeing-747 de la compagnie British Airways a effectué des vols internationaux avec à son bord plusieurs kilos d'explosifs. On imagine l'énorme danger que cela représentait pour la sécurité dans les aéroports bat son plein — par cette information, diffusée mercredi soir 29 mars, par la chaîne de télévision indépendante ITN.

Ce sont les services de nettoyage de l'aéroport de Heathrow qui ont découvert, mardi, ces explosifs sous un siège de passager. Ils y avaient été placés au cours d'un exercice de sécurité mené conjointement par les SAS (Special Air Service, unité antiterroriste de l'armée) et la police du Surrey, qui ont tout simplement oublié de récupérer leur matériel. Selon British Airways, il s'agissait d'un « dépôt d'entraînement des chiens de police » contenant des explosifs qui n'étaient pas reliés à des détonateurs. « Inoffensive », selon la compagnie, « incapable d'exploser », selon la police du comté de Surrey, ces explosifs n'en ont pas moins relancé le débat qui mobilise les Britanniques depuis l'affaire de Lockerbie : accusé régulièrement d'incompétence par l'opposition, le ministre des transports, M. Paul Channon, se trouve à nouveau sur la sellette.

Le ministre des transports, qui a confirmé mercredi soir que « quelque chose » avait été oublié à bord d'un appareil de British Airways après un exercice, a réclamé un rapport à la compagnie. L'opposition, quant à elle, a demandé l'ouverture d'une enquête parlementaire.

(Publié)
3 - 4 AGE
Résidences locatives
région parisienne sud
Pour information
et documentation
MINITEL 3614
code Institut A.T.V.E.

150 من الأصول

Europe

ESPAGNE

Inquiétude devant le désaccord persistant entre l'ETA et le gouvernement

Le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez doit, venant de Bruxelles, déjeuner vendredi 31 mars, avec M. François Mitterrand avant de s'entretenir dans l'après-midi avec M. Michel Rocard, a annoncé le gouvernement français mercredi 29 mars.

Le problème basque — l'ETA demandant la libération de trois de ses dirigeants actuellement incarcérés en France pour poursuivre sa trêve — pourrait être abordé à l'occasion de ces entretiens. A Madrid, la prolongation de la « trêve » par l'organisation séparatiste paraît gravement remise en question.

MADRID
de notre correspondant

Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été adoptées au Pays basque et à Madrid après l'explosion, mercredi 29 mars à minuit, de l'« ultimatum » adressé par l'ETA militaire au gouvernement. L'organisation séparatiste avait exigé, vingt-quatre heures plus tôt, les autorités espagnoles de « reculer » leur communiqué communiqué aux conversations en cours à Alger entre les deux parties, car son texte, selon l'ETA, différait de celui qui avait été initialement approuvé d'un commun accord (le Monde du 30 mars).

Le gouvernement s'est refusé à passer sous les fourches caudines de l'ETA, et s'est contenté de rendre public, mercredi après-midi, un communiqué laconique maintenant les termes de son communiqué précédent. L'organisation séparatiste n'avait toujours pas réagi jeudi matin, et l'incertitude la plus totale règne désormais quant à la poursuite de la trêve que l'organisation séparatiste avait décrétée en janvier, et qu'elle avait prolongé il y a trois jours à peine.

Dans ces conditions, le ministre de l'Intérieur, M. José Luis Corcuera, a préféré au dernier moment retarder le voyage qu'il devait effectuer mercredi après-midi à Paris, dont le principe est toutefois maintenu. M. Corcuera devait débattre avec son homologue, M. Joxe, du possible élargissement des trois dirigeants de l'ETA actuellement détenus dans les prisons françaises, dont l'organisation demande la participation aux conversations d'Alger.

La volte-face de l'ETA a été unanimement condamnée par toutes les formations politiques, tant à Madrid qu'au Pays basque, qui ont serré les rangs autour du gouvernement. Seule la coalition indépendantiste Henri Batasuna, comme à l'habitude, a justifié la position de l'organisation séparatiste en soulignant les « grandes diffé-

rences » existant, selon elle, entre le texte du communiqué convenu à Alger et celui finalement publié par le ministère de l'Intérieur.

Des différences pourtant purement sémantiques, la principale consistant à substituer l'expression « solution politique négociée » à « solution de commun accord », les autres nuances étant encore de moindre importance. Aussi considère-t-on dans les milieux gouvernementaux, face à l'évidente disproportion entre la réaction de l'ETA et le motif invoqué pour la justifier, que le secteur « dur » de l'organisation en a tiré prétexte pour remettre en cause une prolongation de la trêve qu'il n'avait déjà acceptée que du bout des lèvres. Les dirigeants de l'ETA qui négocient à Alger, ajoute-t-on, auraient été de la sorte proprement torpillés par leurs collègues plus inflexibles.

THIERRY MALINIAC.

URSS : second tour et nouveau scrutin

L'élection des députés ne s'achèvera qu'en mai

Le bilan des élections de dimanche en URSS a été dressé au cours d'une session du Politburo du parti à propos de laquelle aucun communiqué n'a encore été publié. Cette session avait été seulement annoncée mardi par M. Chevardnadze à son collègue français M. Dumas, au cours de sa visite à Moscou, ainsi que par M. Gorbatchev, qui a prononcé mercredi 29 mars devant les éditeurs de journaux un discours de deux heures, non encore publié. Selon M. Korotitch, le rédacteur en chef d'Ogoniok, qui assistait à cette réunion et a livré ses impressions au correspondant du Washington Post, le chef du parti a estimé qu'il était normal qu'il y ait « des gagnants et des perdants » dans le jeu démocratique, mais que « tout le monde devait travailler ensemble, une fois la compétition terminée ». Sans mentionner nommément M. Eltsine, grand vainqueur à Moscou, M. Gorbatchev a fait état, selon le journal américain, du danger de voir des gens multiplier les promesses sans réfléchir aux moyens de les tenir.

Il se confirme que le processus électoral ne sera pas achevé avant le mois de mai. D'autre part, en effet, selon l'agence Tass, un second tour va se dérouler, soit dimanche pro-

chain 2 avril, soit le 9, dans soixante-seize circonscriptions où trois candidats au moins étaient en lice sans qu'aucun n'atteigne 50 % des voix. D'autre part, de nouvelles élections, avec de nouveaux candidats, seront organisées le 14 mai dans cent quatre-vingt-dix autres circonscriptions où personne, candidat unique ou un des deux candidats présentés, n'a recueilli la majorité, ou encore celles dans lesquelles le scrutin du 26 mars a dû être annulé. On voit mal dans ces conditions comment la première session du congrès des députés pourrait avoir lieu fin avril, comme l'avait annoncé mardi le porte-parole du ministère des affaires étrangères. L'académie des sciences de l'URSS doit elle-même procéder les 19 et 20 avril à une nouvelle élection de ses représentants, après les protestations de certains de ses membres contre l'exclusion d'Andrei Sakharov en janvier.

Le piètre résultat obtenu par les responsables du parti à Leningrad, où neuf sièges seulement sur vingt et un ont été pourvus au premier tour, a été confirmé. Il a manqué notamment 6 points à M. Soloviev, premier secrétaire de cette région et candidat unique, pour franchir la

barre des 50 %. En revanche, le maire de la ville, M. Vladimir Khodryev, a été élu, contrairement à ce qu'indiquaient les premières informations. Ce dernier a expliqué la défaite de « certains dirigeants » par le fait que la population « a été mal informée de leurs activités et s'est parfois contentée de rumeurs », indique l'agence Tass.

Le résultat des élections est contesté en Arménie, où les étudiants se sont mis en grève pour demander leur annulation et la libération de dix-huit personnes arrêtées dimanche, en plus des membres du comité Karabakh détenus depuis décembre dernier. Aucun résultat n'avait été encore publié mercredi par la presse locale, mais la Pravda de Moscou fait état d'une participation de 71 % en Arménie, contre plus de 85 % dans les autres régions d'URSS. Elle n'a été que de 53 % à Erevan même, un chiffre que les dissidents arméniens cités par le Comité de solidarité franco-arménien ramènent à 30 %. Le premier secrétaire du parti pour la République, M. Aroutiounian, a été élu à Leningrad, une des villes détruites par le tremblement de terre de décembre. — (AFP, Tass.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Deux adolescents ont détourné un appareil hongrois sur Francfort

Deux adolescents tchécoslovaques de quinze et seize ans ont détourné un avion hongrois, mercredi 29 mars, de Prague à Francfort, où ils se sont rendus sans violence aux autorités ouest-allemandes, en libérant leurs quatorze otages.

Armés de deux fusils et d'une grenade factice, les deux jeunes gens ont pénétré dans l'appareil, un Tupolev qui assurait la liaison Budapest-Prague. A l'atterrissage, les deux adolescents ont négocié avec les autorités, libérant cinquante-trois passagers et ont gardé dix, ainsi que quatre membres d'équipage, en otages, a indiqué la compagnie hongroise Malev.

Les deux pirates de l'air voulaient se rendre aux Etats-Unis. L'équipage serait parvenu à les convaincre que l'appareil ne pouvait assurer un vol aussi long. Se résignant à atterrir à Francfort, les deux adolescents ont demandé que l'avion se pose sur la base américaine mitoyenne de l'aéroport. Les responsables américains les ont remis à la police ouest-allemande.

Les autorités tchécoslovaques « entreprennent des démarches pour obtenir l'extradition des deux terroristes », a annoncé l'agence de presse tchécoslovaque CTK. — (AFP, Reuters.)

● Violente attaque contre M. Dubcek. — M. Alexandre Dubcek, le chef du Parti communiste tchécoslovaque (PCT) lors du Printemps de Prague, en 1968, est l'objet d'une nouvelle attaque virulente de l'organe central du PCT, Rude Pravo, largement repris mercredi 29 mars par les autres médias officiels du pays.

« Dubcek, écrit le quotidien, ne voit pas qu'il est à nouveau marquée que la popularité qu'il a obtenue par le Voix de l'Amérique, la BSC, l'université de Bologne, l'Agence France-Presse, la télévision de Vienne, le magazine américain Life ou des groupes illégaux est une nouvelle fois utilisée pour lutter contre la reconstruction et la démocratisation dans notre pays et attaquer le socialisme. »

« Victime de mégalomanie, poursuit le journal, Dubcek dit exactement ce que ceux qui organisent sa popularité attendent de lui. (...) Il restera dans l'histoire celui qui a amené notre parti et notre pays au bord de la catastrophe. » — (AFP.)

HONGRIE : selon M. Grosz

M. Gorbatchev aurait désapprouvé l'intervention soviétique de 1956

Budapest. — Le secrétaire général du PC hongrois (PSOH), M. Karoly Grosz, a rendu compte devant le comité central des conversations qu'il a eues récemment à Moscou avec M. Gorbatchev. Cité mercredi 29 mars par l'agence MTI, M. Grosz a indiqué que le chef du Kremlin avait implicitement désapprouvé l'intervention des forces soviétiques à Budapest en 1956. « Analysons les leçons historiques de 1956 et 1968 », a dit le dirigeant hongrois, Mikhaïl Gorbatchev a dit qu'il faut aujourd'hui un maximum de garanties que des forces extérieures ne seront pas utilisées pour régler les affaires intérieures de pays socialistes. » M. Grosz a d'autre part confirmé que des experts hongrois allaient avoir accès aux documents soviétiques sur les événements de 1956.

On apprend par ailleurs que le corps d'Imre Nagy, premier ministre de Hongrie lors du soulèvement de 1956, a été exhumé mercredi de la fosse du cimetière de Kozma où il avait été anonymement enterré en même temps qu'un grand nombre de victimes de l'insurrection. Imre Nagy avait été pendu après un procès secret en 1958 où il fut accusé de trahison. Le corps de l'ancien premier ministre serait en relativement bon état, mais des experts devaient encore procéder à son identification formelle.

Le PC hongrois, rappelle-t-on, a décidé d'autoriser l'exhumation d'Imre Nagy et son inhumation, lors d'une cérémonie le 16 juin prochain à l'occasion du trente et unième anniversaire de son exécution, dans une tombe marquée d'une inscription. — (AFP, Reuters.)

TURQUIE

Règlement de comptes au Parlement : un mort

ANKARA
de notre correspondant

Pour la première fois depuis cinquante ans, un député a été tué par balle, mercredi 29 mars, dans l'enceinte du Parlement, à Ankara. La victime, Abdurrazzak Ceylan, député de Siirt, dans l'est du pays, et membre du Parti la juste voie, de M. Suleyman Demirel, avait tenté d'intervenir dans la dispute qui opposait deux députés de sa circonscription, tous deux membres du parti au pouvoir, le Parti de la mère patrie (ANAP). Le meurtrier, Idris Arkan, était accusé par son interlocuteur d'avoir œuvré contre le candidat du parti au cours de la campagne pour les élections municipales qui se sont soldées, dimanche 26 mars, par une défaite écrasante pour le parti du premier ministre.

Précisant que l'immunité parlementaire ne s'applique pas dans un tel cas, le procureur a fait interpellé l'auteur du crime. Des mesures ont également été prises dans la province de Siirt pour prévenir le déclenchement d'une vendetta tribale.

L'événement intervient dans un climat qui rend très tendu le refus du premier ministre Turgut Ozal de tirer les leçons du scrutin en organisant des élections anticipées. Conscients du risque de dérapage,

tous les dirigeants politiques se sont efforcés de calmer le jeu. M. Ozal adressant personnellement ses condoléances téléphoniques à M. Demirel, et celui-ci déclarant que l'événement n'avait « pas de portée politique ». Le président de la République et le premier ministre ont évoqué la nécessité d'une réforme des dispositions qui autorisent le port d'arme par les députés, qui n'hésitent pas, à l'occasion, à faire le coup de poing avec leurs adversaires en cas de désaccords.

La campagne des dirigeants de l'opposition se poursuit pour la tenue d'élections anticipées, soutenue par l'ensemble de la presse. M. Erdal Incel, dirigeant du Parti populiste social-démocrate, a demandé mercredi, au cours d'une conférence à l'intention de la presse étrangère, qu'elles aient lieu au mois de septembre, afin que l'élection du président de la République, prévue pour novembre, soit l'œuvre d'un Parlement représentatif. M. Demirel s'est fait menaçant en annonçant, sans précéder davantage, que « son parti ne se livrerait pas à la figuration pour consolider la légitimité d'un pouvoir privé du soutien de la nation ». Il a par avance dénoncé le remaniement ministériel actuellement à l'étude.

MICHEL FARRÈRE.

Afrique

CORRESPONDANCE

Les Berbères et l'ouverture politique

Plusieurs centaines de membres du Mouvement culturel berbère, organisation à vocation culturelle, assez informelle et plus ou moins tolérée par les autorités en fonction de la conjoncture du moment, ont fondé, le 11 février à Tizi-Ouzou, un Rassemblement pour la culture et la démocratie, qui pourrait devenir un parti politique au sens propre. L'initiative de ces militants est contestée par d'autres « berbéristes », comme en témoigne eut ces extraits d'une lettre de M. Salem Chaker, « berbériste algérien », actuellement universitaire à Aix-en-Provence et collaborateur de la revue berbère Tafout.

Le Monde du 15 février a annoncé la création d'un « embryon de parti berbériste légal ». Cette initiative — lancée par un groupe bien déterminé de militants berbères de Kabylie — interpelle évidemment tout berbérophone. Elle aura en au moins le mérite d'inciter à la réflexion et à la clarification. Pour ma part, je considère que, si le mouvement culturel berbère est d'inspiration démocratique, il ne saurait être confondu avec un parti politique qu'il n'a jamais été et ne pourra sans doute jamais sérieusement devenir. (...)

Le mouvement berbère a toujours été un réseau lâche de groupes et de personnalités très autonomes dans leur démarche et dans leur style. Il faudrait même, pour rendre compte de cette réalité, parler de « nébuleuse berbère ». Situation qui n'est

pas le résultat d'une addition de choix individuels ou d'une conjoncture particulière : elle est déterminée par la nature même de la revendication. Volonté de vivre dans et par la langue berbère, respect de la diversité et de la liberté culturelle, constituent des objectifs très généraux, relevant plus de la forme d'être de la société civile que d'un programme politique (...).

En théorie, on peut bien sûr concevoir un projet proprement politique sur une telle base culturelle et identitaire : cela s'appelle très précisément un programme national. La question de fond est alors de savoir si, dans une région comme la Kabylie, il existe une conscience nationale berbère et si les conditions y sont réunies d'un projet dont l'objectif final ne pourrait être, au minimum, qu'une large autonomie dans un cadre fédératif (...).

Une stratégie qui viserait à imposer une force berbère sur l'échiquier politique national serait certainement illusoire. Sa base sociale, nécessairement réduite, la condamnerait à rester une force d'appoint, voire un simple faire-valoir. La nouvelle Constitution algérienne a d'ailleurs déjà répondu de manière clairement négative à la question de fond posée par la revendication berbère : l'arabe reste langue officielle et nationale exclusive du pays, et aucune mention de la réalité berbère n'y est faite. Les limites du jeu sont donc a priori fixées.

Nos frères berbères marocains, qui ont quelque avance sur nous en ce domaine, ont du reste déjà expérimenté la « voie politicienne » avec le Mouvement populaire de Mahjoubi Aherdane. L'échec est patent.

Les instants les plus fun ne sont pas les plus chers

MONTREAL

VOL ALLER RETOUR
DEPART DE PARIS
A PARTIR DE
1990 F

7,80 VOLTAIRE 42 73 10 64
36 15 NF

NOUVELLES FRONTIERES

JACQUES MARSEILLE

La France travaille trop

éloge du jeune rentier

ALBIN MICHEL

Au bout du paradoxe, la vérité?

Proche-Orient

Les affrontements au Liban

Première nuit de trêve à Beyrouth

BEYROUTH
de notre correspondant

Le cessez-le-feu aura mis vingt-quatre heures à devenir effectif, mais, jeudi matin 30 mars, il demeurait très précaire, après que le canon se fut tu mercredi à 22 heures.

Durant toute la journée de mercredi, le bombardement du réduit chrétien par l'armée syrienne et ses alliés du camp musulman avait continué, bien que sur le mode mineur, sans commune mesure avec les pilonnages de dimanche et des jours précédents. Il avait, en fait, commencé très tôt dans la matinée, alors que, depuis une semaine, les duels d'artillerie ne dépassaient qu'à mi-temps.

Il a eu un effet doublement dévastateur par le nombre de victimes (six morts et vingt-cinq blessés dimanche) et, d'autre part, par le fait que pour les pires journées précédentes où s'abattaient pourtant dix à vingt fois plus d'obus, les gens ayant pris l'habitude de se déplacer le matin.

L'armée du général Aoun, qui avait proclamé son acceptation unilatérale de l'appel au cessez-le-feu lancé à partir de Tunis par la Ligue arabe, s'y est tenu et, comme l'a souligné son commandant en chef, n'a pratiquement pas riposté aux tirs, ainsi que l'atteste le bilan des victimes de la journée en secteur musulman (trois blessés légers par éclats de tirs de DCA).

S'il n'a pas tiré au canon, le général Aoun n'en a pas moins continué son offensive verbale contre la Syrie, tenant une nouvelle conférence de presse pour exiger, en termes encore plus musclés et sarcastiques, le retrait de l'armée syrienne du Liban. Le traitant d'armée « terroriste », lui demandant de respecter, au moins, les règles de la guerre qui enjoignent d'épargner les populations civiles, accusant M. Selim Hoss, chef du gouvernement irakien établi en secteur musulman, d'être

un fantoche et un traître, le général Aoun s'est plaint que le monde assistait « les bras croisés à ce spectacle ».

Il a particulièrement critiqué l'ambassadeur des Etats-Unis qui, ayant reçu un obus sur sa résidence, l'a signalé, « mais n'a pas vu les vingt mille obus tombés autour de lui », sur le réduit chrétien. Il a relevé à cette occasion que l'Europe était « plus soucieuse du Liban » que les Etats-Unis.

Quoi qu'il en soit, vaillait que vaillât, le cessez-le-feu règne au Liban. Le comité de bons offices de la Ligue arabe présidé par le ministre libanais des affaires étrangères se rendra à Damas et, si l'état de la sécurité le permet, à Beyrouth pour le consolider. Mais, sous la pression des événements, il a dû mettre de côté son objectif principal : trouver une solution de fond à la crise libanaise pour concentrer ses efforts sur l'arrêt des combats.

LUCIEN GEORGE.

Le photographe
Alain Nogués
blessé au sud-est
de Beyrouth

Beyrouth, (AFP). — Un photographe de l'agence Sygma a été blessé mercredi 29 mars par des éclats d'obus, lors d'un reportage sur le front de Souk-el-Gharb, à une dizaine de kilomètres au sud-est de Beyrouth. Alain Nogués, cinquante-deux ans, a été atteint de plusieurs éclats d'obus aux jambes, aux bras et au visage, lorsque la jeep militaire à bord de laquelle il se trouvait a été touchée par une roquette. Un militaire assis dans le même véhicule a été tué sur le coup.

Le reporter a été admis à l'hôpital du Sacré-Cœur, dans la banlieue chrétienne de Baabda, où son état n'inspire pas d'inquiétude.

Le recteur de la mosquée
assassiné à Bruxelles

(Suite de la première page.)

Bénéficiant dans les milieux musulmans de Bruxelles d'une réputation de grande générosité, Abdoul Abdel oubliait largement sa porte à tous les visiteurs. Il était père de quatre enfants. Agé d'une quarantaine d'années, Saleh El Behir était également marié et père de plusieurs enfants.

Réagissant à l'assassinat de leur imam, de nombreux musulmans interrogés par la télévision belge se sont déclarés indignés de cet acte. De son côté, M. Mohamed Souleyman, un professeur de théologie tunisien, a indiqué avoir récemment reçu des lettres anonymes, tapées à la machine, sommant le centre culturel islamique de prendre position sur les Versets sataniques.

C'est le 14 février dernier que l'imam Khameini jugé par Salman Rushdie, auteur d'un livre « blasphématoire » pour l'islam, méritait la peine de mort. Prenant le relais — et alors que le livre incriminé est paru en septembre, suscitant de nombreuses manifestations en Grande-Bretagne ainsi qu'au Pakistan et en Inde, dont est originaire Rushdie — les dirigeants iraniens ont, depuis, multiplié les

appels au meurtre, des personnalités iraniennes allant jusqu'à promettre une récompense au meurtrier de l'écrivain.

Ces menaces et anathèmes n'ont pas été repris par les principaux responsables politiques et religieux du monde musulman, qui ont longtemps observé un silence gêné sur cette affaire, tout en interdisant les Versets sataniques dans leur pays. Pour nombre de personnalités religieuses sunnites, si Salman Rushdie a effectivement blasphémé, les appels au meurtre lancés depuis Téhéran sont outranciers. Pour sa part, la Conférence islamique, adoptant une attitude de compromis, a jugé que l'écrivain britannique était un « apostat » mais n'a pas repris à son compte les menaces iraniennes.

Encore mercredi, l'Iran a vivement protesté auprès du gouvernement suédois pour les prises de position de la presse de Stockholm, accusant celle-ci d'insulter les musulmans en prenant la défense des Versets sataniques et estimant que cette attitude pourrait conduire à des « effets indésirables sur les relations amicales entre l'Iran et la Suède ». — (Reuters, AFP.)

L'imam était très proche
de l'Arabie saoudite

Les 225 000 musulmans vivant en Belgique sont essentiellement des sunnites émigrés de Turquie ou du Maroc. Environ 3 000 personnes fréquentent régulièrement les mosquées. La religion musulmane ayant été reconnue officiellement en 1974 par les autorités belges, elle bénéficie de subventions publiques. L'imam a donc un rôle plus important que celui qui lui accorde généralement cette religion puisqu'il lui appartient, par exemple, de nommer les professeurs d'instruction religieuse ou de langue arabe. L'Etat belge a également un droit de regard sur ces nominations.

Il y a environ trente-cinq mosquées « officielles » dans le Benelux, mais les iraniens ont entrepris de construire leur propre centre de prière. Comme ils avaient tant il y a quelques années de créer leur propre centre culturel. Le bourgmestre de la commune où ils vivent l'intention de s'installer avait donné une réponse négative.

Les relations entre les iraniens et les autres musulmans sont, sur un plan officiel, « distantes mais correctes ». On a vu ainsi l'ancien ambassadeur d'Iran

venir prier à la mosquée centrale. On voit aussi souvent les membres de l'Association des étudiants iraniens distribuer des tracts à la sortie de la prière.

L'imam qui vient d'être assassiné était d'origine saoudienne. Il avait succédé à un Tunisien, Mohamed Aloui. A l'ancien imam, plus « fonctionnaire », plus diplomate, succédait un homme essentiellement religieux, plus spirituel, plus conventionnel. Il ne parlait pas le français ni le néerlandais, un handicap pour ceux qui estiment que les musulmans doivent être intégrés au pays d'accueil. Une chance pour les autres : ainsi il ne s'occupait que de religion.

Selon Albert Bastenier, professeur à l'Université catholique de Louvain et spécialiste du monde musulman en Europe, l'imam assassiné était très représentatif de la ligne islamique mondiale, dirigée par les Saoudiens ; tout en étant très conventionnelle et très prudente quant aux principes, cette ligne veut aussi composer avec les pays occidentaux.

J.-A. F.

M. Arafat nommé
président de l'Etat palestinien
par le comité exécutif de l'OLP

C'est en président, non plus d'une organisation mais d'un Etat que M. Yasser Arafat sera reçu en France — à une date encore indéterminée — par M. François Mitterrand. Le porte-parole de l'OLP, M. Ahmed Abderrahman, a en effet annoncé, mercredi soir 29 mars, que M. Yasser Arafat avait été désigné il y a trois jours, par le comité exécutif de son organisation, président de l'Etat palestinien auto proclamé en novembre dernier à Alger par la centrale palestinienne. Cette décision, a-t-il précisé, sera toutefois « soumise pour discussion et approbation au conseil central de l'OLP, qui doit se réunir vendredi 31 mars à Tunis ».

M. Arafat était, jusqu'à présent, président du comité exécutif de l'organisation palestinienne, dont il est également commandant en chef des forces militaires. M. Abderrahman a indiqué que la direction de l'OLP avait pris sa décision « pour des raisons techniques », afin de faciliter les relations de M. Arafat

avec les pays ayant reconnu l'Etat palestinien.

Il a en outre déclaré une fois cette nomination confirmée par le conseil central, M. Arafat remplira les fonctions de « président de l'Etat indépendant de Palestine jusqu'à l'organisation d'élections présidentielles libres et démocratiques dans l'Etat de Palestine, après la fin de l'occupation israélienne ».

Le porte-parole a en outre indiqué que M. Farouk Kaddoumi pourrait être nommé ministre des affaires étrangères, une fonction qu'il occupe de fait au sein de l'OLP.

Pour sa part, M. Mitterrand a une nouvelle fois expliqué, mercredi en conseil des ministres, que sa décision de reconnaître M. Arafat faisait suite à la décision prise par l'OLP en novembre dernier d'accepter les résolutions des Nations unies fondant le droit à l'existence de l'Etat d'Israël.

Après l'annonce de cette décision, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a exprimé l'intention de demander une audience au président Mitterrand « pour obtenir des explications » concernant sa prochaine rencontre avec M. Arafat. Dans une déclaration de son président, M. Thé Klein, le CRIF estime que « la communauté juive en France doit rester calme et maitresse d'elle-même. Elle n'a pas à manifester d'une manière trop bruyante ses sentiments », en dépit d'une « émotion très forte ».

Une « émotion » dont fait également état M. Léon Masliah, directeur du Consistoire central israélite, tandis que l'ambassadeur d'Israël, M. Ovadia Seffer, exprimait sa « déception ». En revanche, l'Association Franco-Palestine s'est « très vivement » félicitée de l'initiative de M. Mitterrand. Pour M. Ibrahim Souss, représentant de l'OLP en France, « c'est une dynamique nouvelle qui va être donnée à l'idée d'une conférence internationale » de paix au Proche-Orient.

ISRAËL

Les territoires occupés
isolés
pour la « journée
de la terre »

Jérusalem (AP). — Les autorités israéliennes ont décidé, mercredi 29 mars, de « fermer » les territoires occupés pendant vingt-quatre heures et d'imposer le couvre-feu dans la bande de Gaza, afin de prévenir tout incident au cours de la « journée de la terre ».

La « journée de la terre » commémore les incidents qui avaient opposé, le 30 mars 1976, des Arabes à l'armée israélienne dans plusieurs villages de Galilée. Six Arabes avaient été tués ce jour-là. C'est la première fois cette année que les Israéliens prennent des mesures de sécurité aussi drakoniques à l'occasion de la « journée de la terre ».

GUATEMALA

Les autorités ont coupé les vivres aux mutins
de la prison El Pavon

Guatemala. — Quatrième journée tendue, mercredi 29 mars, à la prison El Pavon de Guatemala. Les négociations entre les représentants de la centaine de prisonniers qui se sont réunies le jour de Pâques et une commission composée d'officiels et de personnalités indépendantes sont « dans l'impasse », de l'avis de l'une de ces dernières, le père Antonio Lopez Martin, ambassadeur des centres pénitentiaires guatémaltèques.

Les réserves de vivres se réduisent sur les quelques 2 000 personnes qui se trouvent à l'intérieur — 1 350 détenus et 600 otages, pour la plupart des femmes et des enfants qui étaient venus visiter des prisonniers dimanche. En manière de pression sur les rebelles, les autorités ont décidé en effet de couper les vivres et l'eau à El Pavon.

Selon le médiateur du gouvernement, chargé par le président démocrate-chrétien Vinicio Cerezo de veiller à la question des droits de l'homme au Guatemala, M. Gonzalez Mendez de La Riva, ce sont des désaccords entre les milieux militaires qui auraient fait capoter un 28 d'explication entre mardi 28.

L'affaire a jusqu'à présent provoqué la mort de douze personnes — quatre gardiens, trois détenus et cinq personnes non encore identifiées. Cependant les prisonniers qui s'opposent à la rébellion, et qui sont la très grande majorité, s'efforcent de se démarquer nettement des mutins. Plus de 150 d'entre eux, sont d'ailleurs parvenus à quitter la prison, et se sont aussitôt rendus aux

autorités. De même une vingtaine d'otages, dont neuf enfants, sont sortis mercredi du pénitencier, a indiqué une radio locale, sans pouvoir préciser s'ils s'étaient échappés ou avaient été relâchés. En fait, il semble qu'une partie des otages soient restés à El Pavon après la rébellion pour éviter un assaut sanglant, comme il y en a eu plusieurs comparables.

La dernière requête des mutins, mercredi après-midi, avait consisté à demander le remplacement de l'ensemble du personnel de la prison. Les autorités, elles, semblent prêtes à passer l'éponge sur le fait même de la rébellion. Des tirs sporadiques se sont produits à l'intérieur de l'enceinte pénitentiaire après le remplacement, pour la première fois depuis dimanche, des troupes d'assaut postées autour de la prison. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

● SALVADOR : Cinq militaires vont être jugés pour la mort d'un journaliste. — Cinq militaires salvadoriens, accusés d'avoir tué un journaliste et blessé un autre lors de l'élection présidentielle du 19 mars dernier, vont être jugés par un tribunal de la capitale. Les militaires, un lieutenant, un sergent et trois soldats, appartenant à l'armée de l'air salvadorienne, devraient en être accusés le jugement. Le journaliste Roberto Naves, de l'agence Reuters, avait été tué par des soldats qui contrôlaient un barrage dans la banlieue de San Salvador. — (AFP.)

En visite au Zimbabwe

M^{me} Thatcher dénonce
la « guerre brutale » au Mozambique

Le premier ministre britannique, M^{me} Margaret Thatcher, a assisté, mercredi 29 mars, dans l'est du Zimbabwe, à des manœuvres de troupes mozambicaines avec leurs instructeurs britanniques, et appelé à la fin de la « guerre brutale » menée par les rebelles au Mozambique. « Aucun pays ne peut se développer en paix et de façon constructive quand il est la proie du terrorisme », a souligné le premier ministre après avoir visité Border-Camp, le centre du BMATT (Equipe britannique d'instruction et d'entraînement militaires), près de Nyanga, à 50 kilomètres de la frontière du Mozambique.

M^{me} Thatcher était accompagnée du président zimbabwéen, Robert Mugabe, et du président mozambicain Joaquim Chissano. Les trois dirigeants se sont entretenus en privé pendant une heure et demi, notamment, selon des officiels britanniques, de l'engagement de Londres d'augmenter les activités du BMATT. Dix-sept conseillers militaires sont actuellement affectés à

Border-Camp, et ils y entraînent, chaque année, trois cent soixante soldats ou officiers mozambicains par périodes de seize semaines.

L'isolement et les sanctions ne résolvent pas les problèmes de l'Afrique du Sud, et les mesures prises à son égard ne doivent pas détruire son économie, a déclaré, mercredi à Harare le premier ministre britannique. M^{me} Thatcher, qui s'exprimait au cours d'un dîner offert en son honneur par le président Mugabe, a affirmé qu'en dépit de tout ce qu'il y avait de condamnable en Afrique du Sud, notamment l'apartheid et la détention sans procès, seuls les négociations et le dialogue permettraient d'aboutir à une solution.

De son côté, la radio d'Etat sud-africaine a pressé, mercredi, le premier ministre britannique de venir en visite rapidement en Afrique du Sud, et elle s'est félicitée de sa « profonde compréhension » des difficultés que rencontre le gouvernement de Pretoria. Précisant que l'Afrique du Sud avait une « dette spéciale » envers M^{me} Thatcher pour son opposition aux sanctions, la radio lui a rendu hommage : « Elle s'est opposée à des sanctions totales plus que tout autre dirigeant occidental. Elle n'a pas coupé les ponts ces dernières années, alors que même les Etats-Unis » cédaient à la pression internationale et adoptaient des sanctions. — (AFP.)

Deux nominations
d'ambassadeursM. Jean Thomas
en Guinée-Bissau

M. Jean Thomas a été nommé ambassadeur de France en Guinée-Bissau en remplacement de M. Louis Bouroux, a annoncé, mercredi 29 mars, le porte-parole du ministère des affaires étrangères.

[Né en 1925, licencié en droit, M. Thomas a travaillé au Maroc de 1947 à 1956, puis à la délégation générale du gouvernement à Alger de 1958 à 1962, avant d'être consul adjoint à Montégomery, consul à Béthune (1963) et à Toulon (1965), et premier secrétaire à Lomé de 1967 à 1970. Intégré dans le corps des conseillers et secrétaires des affaires étrangères en 1968, il a travaillé à la direction des affaires africaines et malgaches avant de devenir conseiller à Ouagadougou en 1973 et à Tunis en 1976. Affecté de 1980 à 1983 à la direction du personnel, il avait ensuite été nommé ambassadeur à Monrovia. Depuis 1987, il était de nouveau à l'administration centrale.]

M. André Cira
en Uruguay

M. André Cira a été nommé ambassadeur de France en Uruguay en remplacement de M. Michel Lennuyeu-Combe, a annoncé, mardi 28 mars, le ministère des affaires étrangères.

[Né en 1935, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Cira a été en poste à Washington (1965-1968), à Tunis (1968-1971), à Bonn (1971-1975), à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles (1975-1979) et à Mexico (1981-1984). Il était consul général à Rio-de-Janeiro depuis juillet 1985.]

Six anciens
détenus politiques
se réfugient à l'ambassade
de Grande-Bretagne

Six anciens détenus politiques noirs se sont installés, mercredi 29 mars, dans l'ambassade de Grande-Bretagne à Pretoria, qui a aussitôt fait savoir qu'elle souhaitait les voir s'en aller. Un septième Noir s'est réfugié au consulat américain à Johannesburg. Il s'agit d'un prisonnier politique en grève de la faim qui s'était évadé d'un hôpital de Durban.

Commentant le cas des « six » de l'ambassade britannique, qui protestent contre les restrictions auxquelles ils sont soumis (interdiction de quitter leur circonscription, de s'adresser à des activités politiques ou de l'absenter de leur domicile pendant la nuit), le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. Botha, a promis qu'ils ne seraient pas arrêtés à nouveau à leur sortie de cette ambassade.

Depuis janvier 1989, après une vague de grèves dans les prisons, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok, a libéré les deux tiers des quelque neuf cents derniers détenus sans jugement de l'état d'urgence décrété en juin 1986. — (AFP.)

Amériques

ÉTATS-UNIS

Démantèlement d'un réseau international
de blanchiment d'argent de la drogue

Les Etats-Unis ont annoncé, mercredi 29 mars, avoir réalisé leur plus importante opération contre le blanchiment d'argent de la drogue en arrêtant cent vingt-sept personnes et en inculquant deux banques latino-américaines impliquées dans un réseau international lié au puissant cartel colombien de Medellín, la Banco de Occidente de Panama et la Banco de Occidente de Colombia. « Il s'agit de la plus importante opération contre le blanchiment d'argent jamais effectuée par le gouvernement fédéral », a indiqué, au cours d'une conférence de presse à Washington, l'attorney général (ministre de la justice), M. Dick Thornburgh.

Au terme de cette opération, baptisée « Polar Cap », les autorités américaines ont également saisi une demi-tonne de cocaïne, 45 millions de dollars en liquide, des bijoux et des propriétés. D'autres arrestations sont encore prévues à Miami (Floride), Los Angeles et New-York, et des biens supplémentaires ont été répertoriés pour saisie.

Pour sa part, M. Lanza, le patron de la brigade antidroque américaine, a précisé qu'il espérait pouvoir procéder à de nouvelles arrestations au Panama avec l'aide des forces de défense panaméennes. L'attorney général a indiqué que les deux pays continueraient à coopérer en dépit de l'insulation aux Etats-Unis pour le trafic de drogue de l'homme fort du Panama, le général Manuel Noriega.

Le département de la justice a précisé que les dernières arrestations

avaient permis d'établir un lien direct du réseau démantelé avec le cartel de Medellín, considéré comme le pourvoyeur de 80% de la cocaïne aux Etats-Unis. D'après M. Lanza, ce seraient des trafiquants qui auraient eux-mêmes informé les agents fédéraux — infiltrés déjà dans le milieu de la drogue — des activités du meilleur réseau de blanchiment, appelé « la Mina » ou « la Mine » et basé à Los Angeles. Ce réseau était capable de mener à bien une opération de blanchiment en quarante-huit heures en transférant les dollars de la cocaine dans plusieurs villes du Panama, de Colombia et également d'Uruguay. — (AFP.)

● M. Peter Secchia nommé ambassadeur d'Italie. — Le président George Bush a annoncé, mercredi 29 mars, la nomination comme ambassadeur en Italie de M. Peter Secchia. Agé de cinquante et un ans, d'origine italienne, M. Secchia, président du conseil d'administration de la société The Universal Companies Inc., occupait également les fonctions de vice-président du comité national républicain dans le Middle-West. Il remplacera à Rome M. Maxwell Rabb. L'ancien ambassadeur des Etats-Unis à Paris, M. Joe Rogers, a été reçu, mercredi, à déjeuner par le président Mitterrand à Paris. A cette occasion, le chef de l'Etat a remis au diplomate américain les insignes de grand officier de la Légion d'honneur.

كذلك من الأصل

Un nouveau service de radiotéléphone est né.

La SFR, Société Française du Radiotéléphone, est le nouvel opérateur de radiotéléphonie publique. Le jeudi 30 mars 1989, la SFR ouvre en région parisienne son service de radiotéléphone : Ligne SFR. Fin 1989, les dix principales agglomérations françaises seront couvertes.

Avant 1992, c'est plus de 85 % de la population en métropole qui sera desservie.

Pour un tel projet, il fallait une garantie de compétence : la SFR rassemble l'expérience de treize sociétés françaises et étrangères qui, chacune dans leur domaine, préparent l'Europe.

Grâce à son réseau très dense de relais et à sa technologie cellulaire, Ligne SFR offre qualité d'écoute et confort d'utilisation à tous ses abonnés. Pour connaître les services Ligne SFR et les dates d'ouverture du réseau de votre région, appelez le service Relations Clientèle au (1) 47 30 90 00 disponible 24 h/24.

Avec Ligne SFR, le radiotéléphone fait dorénavant partie intégrante de la vie professionnelle comme de la vie privée. Ligne SFR, c'est le nouvel outil de communication au service du temps. C'est le téléphone liberté.

**LIGNE
SFR**
LE TÉLÉPHONE LIBERTÉ

Politique

Statu quo en Corse

Les syndicats des fonctionnaires de Corse n'avaient toujours pas répondu, jeudi matin 30 mars, aux offres de reprises du dialogue faites par M. Michel Rocard. Des divergences apparaissent entre les syndicats, qui ne souhaitent plus employer le terme d'« intersyndicale » mais restent d'accord pour exiger des propositions « chiffrées et concrètes » de Paris.

Tandis qu'à Ajaccio, mercredi, une manifestation regroupant de 3 000 à 6 000 personnes, selon les estimations, s'est déroulée dans le calme, de nouveaux affrontements ont eu lieu à Bastia, où une importante manifestation régionale était prévue pour jeudi.

Les affrontements ont fait moins de blessés que la veille mais ont marqué une escalade de la violence, tant dans le comportement des manifestants que de la part des forces de l'ordre. Dans ce contexte, où une dérive « soixante-huitarde »

semble se préciser, on craignait de nouveaux affrontements à l'occasion de la manifestation de jeudi.

Les inquiétudes des professionnels du tourisme dans l'île se font plus vives. De nombreuses annulations de réservations sont constatées, non seulement pour Pâques, mais aussi pour l'été.

A Paris, M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, a demandé mercredi au gouvernement de prendre « immédiatement » des mesures « permettant de répondre au moins partiellement aux revendications exprimées » en Corse. Néanmoins, M. Marchelli juge que « les déclarations fracassantes » de M. Michel Rocard, ministre délégué chargé du budget, « ne sont pas totalement dénuées de bon sens » et « apprécie la volonté du premier ministre de renouer le dialogue ».

« Non au mépris, oui aux revendications »

AJACCIO
de notre envoyée spéciale

Ne demander pas aux grévistes de Corse comment va leur intersyndicale. Il n'y a pas d'intersyndicale. Ceux qui ont lu les tracts de l'intersyndicale et enregistré les propos de ses porte-parole depuis plusieurs jours se sont trompés : « Il n'y a jamais eu d'intersyndicale ». C'est nouveau. Chaque syndicat reprend ses mots d'ordre, mais l'unité d'action demeure. Tous syndiqués confondus (sauf le STC), ils étaient encore de trois à quatre mille manifestants mercredi matin, devant la préfecture d'Ajaccio pour brûler une effigie de Michel Rocard.

Grévistes à 90 % voire 100 % : les administrations sont fermées et plusieurs directeurs, qui occupaient encore les lieux, ont été chassés mardi à la suite de l'intensification de la lutte décidée après le voyage à Paris de samedi dernier. « On vous demande de sortir, monsieur le directeur. Mais on vous promet qu'il n'y aura pas de casse... » L'intersyndicale ne s'est pas dissoute ni égarée : elle n'a jamais existé. La CFDT s'en est aperçue la première, « il n'y a pas eu d'intersyndicale au sens où tout le monde serait d'accord sur tout », explique Pierre Cervetti.

Plutôt qu'une « intersyndicale de façade », la CFDT privilégie donc « l'unité dans l'action ». On peut appeler ça une « convergence syndicale ». La CGT, elle non plus, n'a pas vu l'intersyndicale, ou alors seulement « dans le feu de l'action ». L'heure, explique Alain Pieri, est « l'union » et, en même temps, à

« l'autonomie ». Mais que les continuateurs se rassurent. Ils peuvent continuer à employer le terme d'intersyndicale s'ils le souhaitent. Ils se privent seulement du plaisir de la complication.

Dans la manifestation de mercredi à Ajaccio, il est question de « clarification ». Qui veut quoi, dans les organisations ? La base, de son côté, inaugure de nouvelles banderoles et des chants. Quelques sacs-poubelles franchissent pour la première fois — par le haut — les grilles de la préfecture. Les délégués syndicaux montent au quatrième étage d'un immeuble pour se faire entendre jusqu'à la préfecture.

La CGT maximaliste

On a peine à croire que Michel Rocard a proposé la veille la réouverture des négociations et que son cabinet espère une reprise du dialogue avant vendredi. « Non au mépris, oui aux revendications », lit-on sur la banderole de tête. Mais, quelles revendications ? Selon la CFDT, tout le monde est d'accord pour dire que le prix soit de 15 % plus élevé en Corse que sur le continent, et demander en conséquence une compensation. Au-delà, chaque organisation a ses propres exigences.

La CFDT ne veut pas de prime : « On a regardé dans le dictionnaire, c'est un synonyme de cadeau ». Elle réclame une « indemnité » éventuellement transitoire jusqu'au règlement du problème des prix. La CGT et FO demandent toujours une prime définitive de 1 000 francs par mois, plus 200 francs par enfant à

charge. La CGC, qui siège aux côtés des organisations de gauche dans l'intersyndicale fantôme, alors qu'elle représente plutôt — selon un syndicaliste — « la droite ajaccienne », veut elle aussi une prime et le classement en zone de vie chère.

Avant d'engager quoi que ce soit, les syndicats font la liste de leurs souhaits. Entre ceux qui font un préalable du règlement du conflit particulier à la sécurité sociale, ceux qui veulent du transitoire du définitif, ceux qui se moquent de négocier à Paris ou en Corse, ceux qui attendent que M. Michel Rocard, ministre de la fonction publique, se déplace, il y a des divergences qui se règlent plus tard. La base sera consultée et la CGT espère bien qu'elle poussera du côté maximaliste. Le préalable, en tout état de cause, fait l'unanimité : « Des propositions écrites et chiffrées ».

Dans ce contexte, Matignon peut bien annoncer que les contacts sont pris pour une nouvelle réunion. « C'est de l'inter », dit la CGT. Les grévistes pensent qu'ils ont été insultés, piétinés, humiliés, méprisés, bafoués. Les communistes officiels arrivent à la presse avant d'être téléphonés directement depuis Paris aux unions départementales ; il ferait beau voir que les organisations mettent de l'empressement à répondre à l'ouverture de Michel Rocard ! Que les ententes gouvernementales annoncent une date et elle sera respectée. On s'indigne, on fait semblant de bouder et, pendant ce temps on prépare le prochain coup.

CORINE LESNES.

La législation sur les étrangers en France

M. Mitterrand entend que la « loi Pasqua » soit « abrogée »

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a présenté au conseil des ministres, mercredi 29 mars, les « grandes orientations » d'un projet de loi « abrogeant » la loi du 9 septembre 1986, dite « loi Pasqua », sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

L'utilisation du terme « abroger » dans le communiqué officiel du conseil des ministres résulte de la volonté exprimée de M. François Mitterrand, dont le communiqué commence, d'ailleurs, par rappeler qu'il « avait souhaité, lors de la présentation de ses vœux à la nation, le 31 décembre 1988, qu'une réforme des conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France fût déposée devant le Parlement sans tarder ».

Une différence d'approche était nettement perceptible, au cours du conseil des ministres, entre le chef de l'Etat et le ministre de l'Intérieur. Alors que ce dernier souhaitait réaménager la « loi Pasqua » en maintenant certaines de ses dispositions, afin d'éviter que la droite ne puisse accuser le gouvernement de renouer avec la fermeture de son prédécesseur face à l'immigration clandestine, M. Mitterrand tenait, au contraire, à ce qu'il fût clair que la « loi Pas-

qua », sévèrement critiquée, lors de son adoption, par les organisations de défense des droits de l'homme et de lutte contre le racisme et par les orateurs socialistes au Parlement, serait, en tant que telle, annulée.

Cette question avait été débattue au sein de la direction du PS, saisie, l'automne dernier, par les mouvements qui s'étaient associés, sous le précédent gouvernement, afin de combattre ses projets de réforme du code de la nationalité (le Monde du 6 octobre 1988). Il était apparu, alors, que M. Joxe, mais aussi l'Hôtel Matignon, préféreraient intervenir, par voie administrative, au niveau de l'application de la loi, plutôt que de réformer celle-ci.

Le ministre de l'Intérieur avait donné, en décembre, de premières instructions sur la mise en œuvre de la procédure de reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière, confiée par la « loi Pasqua » à l'autorité administrative alors qu'elle relevait, auparavant, de l'autorité judiciaire.

Le point de vue de M. Joxe trouve sa traduction dans le communiqué du conseil des ministres lorsque celui-ci précise que, pour ce qui est

de l'entrée en France, « les dispositions actuelles sont maintenues pour combattre et décourager l'immigration clandestine ».

L'intervention de M. Mitterrand n'en marque pas moins une volonté de rupture, et non de continuité, avec la politique menée de 1986 à 1988. Le porte-parole du gouvernement, M. Louis Le Penec, s'est borné à indiquer, en rendant compte du conseil des ministres, que M. François Mitterrand et M. Michel Rocard avaient rappelé les « valeurs » inspirant la réforme de la législation en vigueur.

L'élaboration du projet de loi lui-même doit donner lieu à un large débat, que M. Joxe est chargé d'organiser avec les associations concernées. Parmi celles-ci, SOS-Racisme, qui avait fait campagne pour l'abrogation de la « loi Pasqua », se félicite de l'intervention du chef de l'Etat.

M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, a exprimé, mercredi, sur FR 3, l'espoir que « l'abrogation de la loi Pasqua ouvrira la voie à une nouvelle politique d'intégration basée sur le principe de l'égalité des droits ».

PATRICK JARREAU.

Texte et contexte

La « loi Pasqua » sera-t-elle vraiment « abrogée » ? La question peut se poser, même si ce mot a été inscrit en toutes lettres dans le communiqué du conseil des ministres.

Abroger signifie annuler, effacer. Or personne ou presque ne veut revenir purement et simplement à la situation antérieure à septembre 1986. Même les nombreuses associations qui ont fait de « l'abrogation » leur cheval de bataille admettent la nécessité d'inventer une nouvelle formule qui se distinguera des dispositions prises par la gauche en 1981 après son arrivée au pouvoir.

La question n'est pas de savoir si l'on va abroger ou pas, mais de définir exactement ce qui sera abrogé dans la « loi Pasqua ». Il est trop tôt pour le dire puisque le gouvernement a décidé de ne rédiger son projet de loi qu'après une consultation des organisations intéressées. Son communiqué de mercredi ne donne que des indications assez vagues sur les trois principaux points en discussion.

ENTRÉE EN FRANCE : « Les dispositions actuelles sont maintenues pour combattre et décourager l'immigration clandestine », précise le gouvernement. Autrement dit, comme avec M. Pasqua des visas seront toujours exigés ; la police des frontières pourra, à la limite, les annuler (alors que la présentation des documents requis constituait jusqu'en 1986 un droit d'entrée en France) ; enfin, les étrangers devront toujours justifier de « moyens d'existence » suffisants. Le conseil des ministres indique, d'autre part, que « les étrangers retournés pourront trouver dans les aéroports une assistance humanitaire ». Cela concerne essentiellement les demandeurs d'asile qui peuvent être maintenus pendant plusieurs jours en zone internationale avant d'être réembarqués.

RÉGIME DE SÉJOUR : « Les étrangers ayant épousé un citoyen français et ceux qui vivent en France depuis plus de quinze ans auront de plein droit une carte de séjour valable dix ans, annoncée-t-on. Cette carte sera aussi attribuée au conjoint et aux enfants d'une personne réfugiée ou apatride. »

Le gouvernement envisage ainsi de rétablir, pour l'essentiel, les dispositions de la loi de 1984. Celle-ci, d'accord, de plein droit, la carte de dix ans aux conjoints de Français (M. Pasqua avait exigé un an de mariage et de vie communale) ; aux

parents d'enfants français (cette mesure n'a pratiquement pas été touchée par la loi de septembre 1986) ; aux résidents en France depuis plus de quinze ans, même en situation irrégulière (M. Pasqua avait fixé dix années en situation régulière, ce qui est plus difficile à prouver) ; et aux enfants entrés en France avant l'âge de dix ans (M. Pasqua avait posé comme condition la virginité du casier judiciaire).

RECONDUITE A LA FRONTIÈRE : « Il s'agit de traiter avec dignité les étrangers qui sont tenus de quitter notre territoire en leur donnant des garanties et en ordonnant, en cas de mesure d'éloignement, une voie de recours préalable », affirme le conseil des ministres.

En 1981, M. Defferre avait confié au juge correctionnel le soin de décider de la reconduite à la frontière d'un étranger en situation irrégulière. M. Pasqua, lui, en a chargé les préfets. Ainsi, depuis septembre 1986, l'étranger invité à quitter la France n'a plus, en principe, le moyen de se défendre. Son seul recours possible est postérieur à la mesure — il doit saisir le juge administratif. Et s'il demande un sursis à exécution, le tribunal ne se prononcera pas avant trois mois dans le meilleur des cas.

Le gouvernement Rocard entend-il revenir à la formule judiciaire ? C'est loin d'être sûr, cette formule ayant montré, de 1981 à 1986, ses inconvénients : elle pénalisait les étrangers, contribuait à remplir les prisons et n'est pas rattrapable facilement. On s'oriente, semble-t-il, vers une mixture des deux systèmes. Le préfet pourrait, par exemple, continuer à prendre les décisions mais sous le contrôle de la justice.

Qu'entend le gouvernement par « voie de recours préalable » ? Cela signifie peut-être que l'étranger frappé d'une mesure de reconduite à la frontière pourrait déposer un recours devant un tribunal administratif. Celui-ci ordonnerait alors un sursis à exécution pendant quelques jours. Mais s'agirait-il d'un recours automatique, comme le réclament plusieurs associations ?

Le débat, comme on le voit, est loin d'être clos. « Il faut abroger ce qu'il y a de Pasqua dans cette loi », disait M. Joxe le 9 février dernier. Il savait déjà que cela lui vaudrait des critiques à gauche comme à droite.

ROBERT SOLÉ.

Président de SOS-Racisme

M. Harlem Désir renonce à présenter une liste le 18 juin prochain

M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, a indiqué, mercredi 29 mars, sur FR 3, qu'il ne sera pas candidat à l'élection européenne, une telle candidature n'étant pas, selon lui, « dans la vocation » de son organisation. M. Désir a ainsi mis fin, trois jours avant la réunion du conseil national de SOS-Racisme, qui devait en débattre le 1^{er} avril, à une discussion qui agita la direction du mouvement depuis plusieurs jours.

L'idée de présenter une liste de SOS-Racisme à l'élection européenne était apparue au vu du résultat du premier tour des élections municipales, et notamment du score des écologistes. Ceux-ci avaient bénéficié, selon les dirigeants de l'organisation anticraciste, de la désaffection vis-à-vis du PS d'une partie de l'électorat qui, au printemps 1988, avait voté pour M. François Mitterrand.

Efficacement concurrencée dans le domaine de l'intégration des générations issues de l'immigration par France-Plus, qui a fait dire plusieurs centaines de conseillers municipaux « bours » sur des listes de gauche ou de droite, SOS-Racisme éprouvait le besoin de redorer son blason en même temps que de retrouver une capacité de pression sur le Parti socialiste.

Selon les dirigeants de SOS-Racisme, le président de la République n'avait pas manifesté d'hostilité à l'idée qu'ils présentent une liste, mais avait fait observer qu'ils feraient courir un risque à leur mouvement s'ils ne franchissaient pas la « barre » des 5 % des voix, nécessaires pour obtenir un siège au Parlement européen. La considération de ce risque s'est imposée à l'esprit des responsables du mouvement anticraciste, qui n'ont pas voulu « jouer aux dés » l'avenir de celui-ci. L'intervention de M. Mitterrand, au conseil des ministres, en faveur de l'abrogation de la « loi Pasqua » sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France est arrivée à point nommé pour justifier l'annonce, par M. Désir, qu'il renonçait à présenter une liste.

M. Désir ne sera donc pas lui-même candidat, mais les dirigeants de SOS-Racisme n'excluent pas que l'un des leurs figure en bonne place sur la liste du PS. Ils privilégient ainsi la perspective d'un élargissement futur du PS, dans lequel ils pensent pouvoir jouer un rôle majeur, plutôt que celle d'une rivalité, qui aurait conduit SOS-Racisme à se transformer en organisation politique.

P. J.

Conseil des ministres. — Le conseil des ministres s'est réuni sous la présidence de M. François Mitterrand au palais de l'Élysée, le mercredi 29 mars 1989, avec pour ordre du jour : préparation de l'assurance française au marché unique européen (voir le Monde du 30 mars) et conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (lire ci-dessus).

Le ministre du commerce extérieur a informé le conseil des ministres de la nomination de M. Claude Delle comme président du conseil d'administration du centre français du commerce extérieur (le Monde du 23 mars).

Bastia : escalade de la violence

BASTIA
de notre correspondant

Tandis que, à quelques centaines de mètres, dans la salle du cinéma Le Régent, les commerçants et artisans définissent leur plan d'action pour les jours à venir, le face-à-face quotidien des manifestants de la fonction publique et des forces de l'ordre dégénère, mercredi après-midi 29 mars, à Bastia. Vers 15 heures, quelques centaines de fonctionnaires grévistes étaient groupés face à la préfecture de Haute-Corse. Les habitués s'écriaient : « La prime on la veut, la prime on l'aura », scandés par les manifestants étaient ponctués par des jets de pierres en direction des cordons de CRS placés devant la préfecture de Haute-Corse.

La veille, le même scénario avait opposé quatre cents manifestants à cent cinquante CRS, provoquant des affrontements au cours desquels douze policiers et deux manifestants étaient blessés.

Mercredi, Bastia revivait les mêmes événements. Aux premiers jets de pierres, riposte immédiate

des forces de l'ordre, qui dispersent la foule par des tirs de grenades lacrymogènes. Puis, selon un rite désormais bien établi à Bastia, les manifestants se faufilaient à travers les ruelles proches de la préfecture, allumant des feux dans les poubelles, enflammant des papiers et dressant des barricades, notamment devant la poste centrale.

Les charges successives des CRS provoquent des attroupements de plus en plus nombreux, où badauds et manifestants se confondent. Les 300 mètres du boulevard du Maréchal-Sébastien, qui relie la place de la Préfecture à la place Saint-Nicolas, face au port de commerce, servaient de champ de bataille où, tour à tour, manifestants et CRS avançaient puis reculaient au gré des salves de grenades lacrymogènes des forces de l'ordre ou des centaines de jets de pierres des manifestants.

Vers 17 heures, quelques éléments appartenant incontestablement à la police municipale se joignent à un immeuble voisin et jettent des bouteilles d'essence enflammées. L'une d'elles atteignait même un fourgon de CRS, blessant légèrement un

member du service d'ordre. Jusqu'à 21 heures les affrontements se poursuivaient, n'opposant plus que quelques dizaines de manifestants aux forces de l'ordre.

Les billes d'acier succédaient aux pierres, pendant que les tirs de grenades lacrymogènes et déflagrantes redoublaient. Comme la veille, l'Agence du Crédit agricole de la place Saint-Nicolas était la cible des manifestants, qui, après avoir brisé les doubles cloisons vitrées du bâtiment, tentaient vainement d'y mettre le feu à l'aide d'une bouteille d'essence enflammée.

Un comportement plus dangereux

Ces incidents, désormais quotidiens en fin d'après-midi à Bastia, entre éléments incontrôlés issus des manifestations de la journée et forces de l'ordre ont engendré un certain malaise. En effet, pour la première fois mercredi, les manifestants ont fait usage de projectiles assimilables à des cocktails Molotov, une expérience jugée très spectaculaire par les lanceurs de bouteilles d'essence enflammées du boulevard Graziani. De leur côté, les CRS ont laissé apparaître un certain flottement dans leurs réactions, notamment en procédant à des tirs tendus de grenades lacrymogènes ; ou encore en s'interposant sur l'opportunité de briser les vitres d'un bar de la place Saint-Nicolas où un manifestant avait trouvé refuge, après que la patronne en eût fermé la porte au nez des CRS lancés à sa poursuite.

Au terme de cette nouvelle journée d'agitation à Bastia, les forces de l'ordre comptaient six blessés dans leurs rangs, alors que le SAMU de Haute-Corse secourait trois manifestants légèrement atteints par des tirs directs de grenades lacrymogènes. La manifestation régionale organisée jeudi à Bastia à l'appel des syndicats de fonctionnaires pourrait être l'occasion d'un nouvel affrontement entre les grévistes les plus durs, auxquels se joignent des éléments incontrôlés, et les forces de l'ordre.

MICHEL CODACCIONI.

Transport maritime et coût de la vie

Le président du Comité central des armateurs de France (CCAF), M. Claude Abraham, qui est aussi président de la Société nationale Corse-Méditerranéenne (SNCM), filiale du groupe national CGM, est intervenu dans la polémique sur les origines de la vie chère en Corse, en affirmant, le 29 mars, que le coût du transport maritime entre le continent et la Corse ne pesait que de manière très minime sur le prix des produits vendus et achetés dans l'île.

« Le coût du transport maritime des marchandises, c'est-à-dire la facture de fret, a représenté en 1988 pour les trois compagnies françaises qui desservent la Corse — à savoir la SNCM, le CMN et la SOMECA, — 185 millions de francs, soit 1 % à 1,5 % du prix final des produits

achetés par les consommateurs de l'île », a-t-il précisé. M. Abraham a ajouté que le système de la continuité territoriale, même s'il n'est pas parfait, fonctionnerait de manière plutôt satisfaisante, car celle-ci permet d'assurer en toutes saisons la desserte de plusieurs ports de l'île à partir de Marseille, Nice ou Toulon.

[En fait, les remboursements versés aux transporteurs sur l'ensemble de la continuité territoriale couvrent quasiment à 100 % le coût de transport maritime proprement dit. C'est à l'occasion des opérations portuaires de chargement, notamment à Marseille et à Nice, que les frais de transport ou les coûts de manutention et de stockage abondamment encaissent le prix final des produits vendus en Corse, à cause d'une multitude d'intermédiaires. — R. G.]

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LE MONDE

سكوا من الأصل

Politique

Le remaniement du gouvernement Rocard

- M. Louis Besson devient ministre délégué au logement
- M. Brice Lalonde voit ses attributions élargies
- M. Gérard Renon, secrétaire d'Etat à la défense

M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, a annoncé, mercredi 29 mars, un remaniement ministériel limité. M. Louis Besson, réélu député PS dans la première circonscription de Savoie en juin 1988, est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé du logement. M. Brice Lalonde, déjà secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de l'environnement,

est nommé secrétaire d'Etat, toujours auprès de M. Rocard, chargé de l'environnement, de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.

M. Gérard Renon, qui était secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs, devient secrétaire d'Etat chargé de la défense.

La nomination d'un secrétaire d'Etat au logement comble un

besoin qui avait été reconnu dès que M. Michel Delebarre avait ajouté à ses propres attributions ministérielles celles de M. Maurice Faure, nommé au Conseil constitutionnel le 22 février. Elle récompense en même temps un socialiste « d'ouverture », qui a gagné, contre le maire sortant de droite, la mairie de Chambéry dès le premier tour des élections municipales.

Quant à l'élargissement des attributions de M. Brice Lalonde, il correspond à un regroupement logique, qui intervient au moment où le poids des écologistes s'accroît dans la vie politique française.

Un regroupement logique

La réunion de l'environnement avec les risques naturels et technologiques majeurs est une décision de bon sens. Comment, en effet, distinguer entre l'annonce des crues, qui revenait à M. Brice Lalonde, et la prévention des inondations qui incombait à M. Gérard Renon ? Comment faire la part des contrôles des installations classées dévolues à l'administration de l'environnement et la prévention de l'accident industriel confiée à l'administration du risque ?

Cette situation boiteuse était née de la promotion d'un simple délégué (M. Haroun Tazieff) au rang de secrétaire d'Etat, en 1984. Lorsque M. Alain Carignon a été nommé ministre de l'environnement, en 1986, il s'est vu confier aussi le portefeuille des risques, ce qui semblait logique, au moment où se produisait l'accident de Tchernobyl, à la fois catastrophe technologique majeure et grave menace pour l'environnement.

En disant à nouveau les tâches en mai 1988, la gauche semblait vouloir distinguer un ministre « vert », chargé, en gros, des fleurs et des oiseaux, et un ministre technologique capable de verrouiller certaines grandes décisions, comme le risque nucléaire. D'où le choix de M. Renon, polytechnicien, qui avait fait ses classes au CEA (Commissariat à l'énergie atomique).

M. Renon, qui bousquait dans les bureaux du ministre de la défense, rue Saint-Dominique, pour s'y installer plus au large. Quant à M. Lalonde, rendu indispensable par le « mandat vert », il est récompensé pour sa bonne tenue à l'égard du nucléaire, dont il assume maintenant tous les risques — avec ses collègues de l'industrie et de la santé. C'est, pour chacun, une promotion et une épine du pied en moins.

ROGER CAMS.

Le maire de Chambéry : un socialiste d'ouverture

CHAMBERY
de notre correspondant

L'accession de M. Louis Besson au poste de ministre délégué chargé du logement auprès de M. Michel Delebarre, est directement liée à sa récente élection à la mairie de Chambéry où, dès le premier tour, il a battu le maire sortant, M. Pierre Dumas, sénateur (RPR). Alors que, dans la région Rhône-Alpes, l'opposition RPR-UDF s'est renforcée, M. Besson est un des seuls à avoir réussi un changement au profit de la majorité présidentielle.

Confronté à la loi sur le cumul des mandats, l'ancien maire de Barbey, une petite commune de l'agglomération qu'il a dirigée pendant vingt-cinq ans, devait choisir entre le mandat de député qu'il exerce depuis 1973 et son poste au conseil général où il a été élu en 1970, après en avoir été le président de 1976 à 1982. En conservant sa place dans cette assemblée, il va pouvoir céder son siège au Parlement à son suppléant, M. Jean-Paul Collet (PS), vingt-six ans, un jeune avocat d'Alès-Bains, sans provoquer d'élection complémentaire. Cette perspective n'était pas sans risque pour la majorité dans la mesure où, comme il aime à le rappeler, M. Besson est « le député de gauche le mieux élu par une circonscription de droite » (1).

Indépendant vis-à-vis de l'appareil et des courants du PS,

auquel il a adhéré en 1975, M. Besson, qui avait été membre du PSU jusqu'en 1988, fut longtemps un proche de M. Michel Rocard, avec qui toutefois il prit quelques distances lors de la déclaration de candidature de ce dernier à la présidentielle en 1980, et il n'a jamais caché ses préférences pour la « France unie » de 1988 plutôt que pour le scénario de 1981. La polémique et la version langue de bois de la politique sont étrangères à cet homme discret, pourvu d'une barbe poivre et sel, qui préfère la pédagogie du discours, la volonté de persuader et de convaincre.

Un homme de dossiers

Adapté du « consensus » dans son département, selon une méthode proche de celle de l'actuel premier ministre, M. Besson a toujours pratiqué une « ouverture » très large, qui est incontestablement à l'origine de ses succès électoraux. Il a ainsi permis au PS de résister à la « vague » RPR-UDF emmenée par M. Barrière et de reprendre une partie du terrain perdu depuis 1982.

Peu présent dans les médias, omniprésent, en revanche, sur le terrain et profondément attaché à ses racines savoyardes, le nouveau ministre est aussi un homme de dossiers. Spécialiste de l'agriculture de montagne, il s'est pen-

ché pour la recherche et la haute technologie en assurant la promotion du sillon alpin des technologies avancées, entre Genève et Grenoble.

Président du conseil national consultatif des personnes handicapées, il s'est fait au Parlement un des actifs défenseurs d'une politique sociale prenant en compte leurs difficultés et celles des personnes âgées. Il aura surtout été à l'origine de la loi montagne votée en décembre 1984, dont il fut le rapporteur à l'Assemblée.

L'entrée de M. Besson au gouvernement le fera bénéficier d'une position privilégiée dans l'opération des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville de 1992, conduits en Savoie par M. Barrière, coprésident, avec M. Jean-Claude Killy, du comité d'organisation. Aux côtés de la délégation interministérielle, dirigée par M. Jean Glavany, il aura pour tâche de servir d'intermédiaire entre les exigences locales, au moment où quelques dérapages commencent à apparaître, et les intérêts de l'Etat, dès maintenant promu « premier parain » de cette manifestation, et qui doit investir 5 milliards de francs en 1992.

MICHEL DELBERGHE.

(1) M. Besson a été réélu dans la première circonscription de la Savoie, en juin, avec 54,39 % des voix alors qu'au second tour de l'élection présidentielle, le 5 mai, M. Chirac était arrivé en tête avec 51,4 % des suffrages.

Liste unique ou liste séparée pour les élections européennes

Giscardiens et centristes restent sur leurs positions

Comme il y a presque un an, lorsqu'ils avaient constitué, de haute lutte, un groupe parlementaire autonome, les centristes sont soumis aux amicales pressions de leurs partenaires de l'UDF pour rejoindre le giron de l'union. A main levée et à l'unanimité, les députés UDF, réunis mercredi 29 mars, à l'Assemblée nationale pour leur journée parlementaire à huis clos, se sont prononcés pour « une liste d'union la plus large conduite par Valéry Giscard d'Estaing ».

Seuls la moitié des députés UDF étaient présents, et l'absence de M. François Lottin, réélu aux Etats-Unis, n'est pas passée inaperçue. Les amis de M. Giscard d'Estaing ne désespèrent pas de ramener les centristes à la raison. Le président du groupe (républicain à l'unanimité), M. Jean-Claude Gaudin (1), rappelle que l'UDF « fera tout pour convaincre ses amis centristes de l'UDF de la nécessité de participer à ce combat pour l'Europe ».

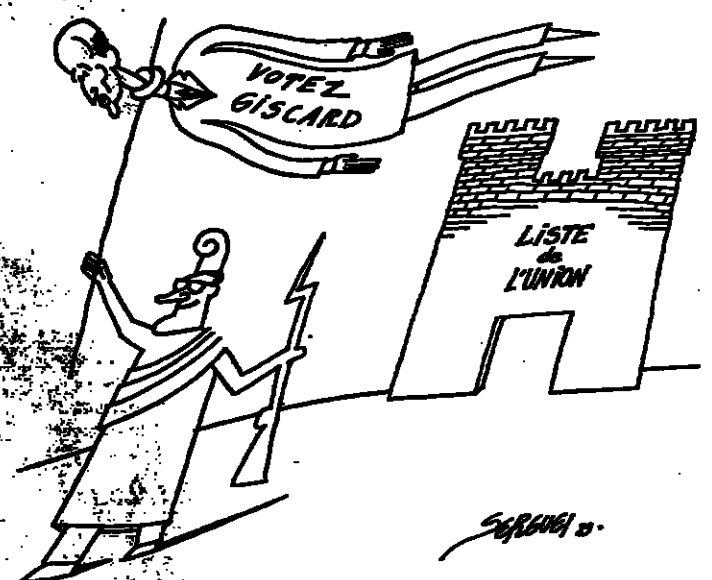
L'Europe, l'Europe, l'Europe : les « cabris » de l'UDF n'ont que ce slogan à la bouche, et ceux qui viennent dans la stratégie d'union préconisée par M. Giscard d'Estaing d'autres intentions de politique intérieure n'ont bien sûr rien compris à son engagement européen, répètent ses proches. Les officiers — du moins les maquettes — seraient, dit-on, déjà prêts pour la bataille du 13 juin.

Les mauvaises intentions de ces petits cabris politiques ont donc été renvoyées dans la cour de M. Pierre Méhaignerie. M. Alain Madelin et Gérard Longuet s'y sont employés avec énergie. Le secrétaire général du Parti républicain a estimé que la présence de plusieurs listes « ne pourrait

s'expliquer que par des considérations de politique intérieure » et que, de « cela, les Français ne veulent pas », comme l'atteste un sondage EVA-Paris-Match (74 % des électeurs de droite pour une liste unique). M. Gérard Longuet a quant à lui insisté sur le fait que

langues, derrière celle du RPR, et, pourquoi pas, du FN et des Verts !

Si la proposition Millon d'une liste composée exclusivement de jeunes têtes de l'opposition n'a pas été évoquée, la piste du « renouvellement » derrière « le sage » Giscard d'Estaing a été explorée.



l'UDF ne pouvait se permettre une amputation de membre centriste.

Cette analyse est le fruit d'une crainte que le giscardien M. Alain Lamassoure ne cache pas : si l'UDF ne fait pas une liste d'union incluant le RPR et le CDS, elle court le risque, en partant sous ses couleurs, de se retrouver non seulement derrière la liste PS (Fabius est crédité à l'avance d'un bon score et l'UDF propose comme lui une ouverture à la société civile) mais aussi, disent les mauvaises

C'est dire que l'idée d'un ticket Giscard-Balladur a été spontanément écartée. Au cours du bureau politique du groupe UDF, qui s'est tenu le matin, M. Longuet a estimé qu'il était impensable de partir avec une liste « Louis XV, Louis XVI... ». Commentaire d'un député bariste : « Nous gardons notre Louis XV, et on demande au RPR de reprendre son Louis XVI... ».

M. Jacques Chirac est venu à son tour, mercredi sur TF1, apporter sa pierre à la liste d'union en

renouvelant son appui à une liste RPR-UDF conduite par celui dont il fut le premier ministre : pour le maire de Paris ce serait la meilleure façon d'exprimer « le renouvellement de l'ensemble de l'opposition ».

« Un intergroupe commun »

Le maire de Paris va plus loin puisqu'il souhaite que se constitue à l'Assemblée nationale « un intergroupe commun », de façon à « éviter la cacophonie qui a marqué la précédente session ». L'UDF s'est félicitée de la volonté unitaire du président du RPR, même si certains trouvent son expression suspecte : « Ne joue-t-il pas cette carte pour nous faire déserter ? », s'interroge un député UDF-PR.

Du côté du CDS, le bureau politique a réaffirmé, mercredi, son opposition à une liste d'union : « Dans les circonstances actuelles, la présence de deux listes » permet de mieux atteindre les objectifs définis par M. Méhaignerie. Le CDS rappelle ses trois exigences : « la recherche du meilleur score, le renouvellement des hommes et le renforcement des idées, l'expression de convictions européennes fortes ». Le congrès du CDS du 22 avril tranchera le problème, mais déjà, dans un entretien publié par Paris-Match, le président du CDS affirme que la liste autonome du centre recueille l'assentiment de 95 % des membres du CDS.

PIERRE SERVENT.

(1) M. Gaudin a précisé qu'il ne souhaite pas se présenter en septembre aux élections sénatoriales.

Une AMBITION POUR L'EUROPE

Samedi 1^{er} et dimanche 2 avril 1989

Maison de la Chimie
28, rue Saint-Dominique
75007 PARIS

Samedi 1^{er} avril 10 h 00 - 12 h 30

PENSER L'EUROPE

avec Brian Cassidy, Max Gallo, Claude Julien, Alain Minc, Didier Motchane, Edgar Pisani.

clôture par Michel Rocard, Premier ministre

Samedi 1^{er} avril 15 h 00 - 17 h 30

L'EUROPE ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

avec Jean-Marie Bockel, Jacques Bourgeois, Philippe Labarde, Jean Peyrelevade, Jean-Paul Planchou, Lionel Stoleru, Norbert Wiczorek.

clôture par Claude Cheysson

Dimanche 2 avril 10 h 00 - 12 h 30

L'EUROPE SOCIALE, ALIBI OU LEVIER ?

avec Jean Besse, Jean-Claude Boulard, Bernard Boursat, Bernard Brunhes, Mathias Hinterschied, Laurent Joffrin, Antoine Lyon-Caen, Eliane Vogel-Polsky.

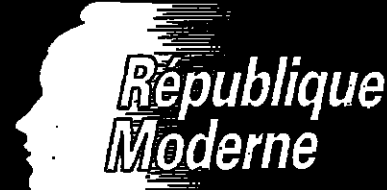
clôture par Laurent Fabius, Président de l'Assemblée Nationale

Dimanche 2 avril 15 h 00 - 17 h 30

L'AUDIOVISUEL ET L'IDENTITÉ CULTURELLE DE L'EUROPE

avec Edwige Avice, Jérôme Clément, Roger Lesgards, Bernard Millet, Jacques Pomonti, Jacques Rigaud, Georges Sarre.

clôture par Jean-Pierre Chevènement.



Pour tous renseignements s'adresser à République Moderne, 51, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris. Tél. : 47.04.53.35.

CHÔMAGE



CONTRE LE CHÔMAGE

Les mesures co-
ordonnées
BONNEUR DES COI-
général, permet a-
de la situation de
2 millions de
pour le marché de
LE CONTRAT DE RETOU-
rours de la durée
enfin, les salariés
les entreprises. Ce
essent de la le ve
LE CHÔMAGE CONSUL, U
aide, en effet, aux ch-
ent, en effet, le chèque
général, la valeur
à chaque minute de
comptable, quelque,
premier, pour exister
LE CREDIT, SUIVANT FORN-
formal, les salariés
de cet, en effet, C
dispositif, les salariés c
prises de, en effet, pour
résultat, en effet, une
prises de, en effet, la qual

LES
MINIST

مَكُونَا مِنَ الْأَمَلِ

CONTRE LE CHÔMAGE, LA PAROLE EST AUX ACTES.

Avec les 4 mesures concrètes, la France poursuit plus que jamais l'action pour l'emploi.

EXONÉRATION DES COTISATIONS SOCIALES POUR LA PREMIÈRE EMBAUCHE. Cette mesure permet aux entreprises désirant engager leur premier salarié une exonération des cotisations patronales de Sécurité Sociale, pendant 24 mois. Un million d'entreprises individuelles vont ainsi sauter le pas de la première embauche et favoriser la création d'emplois.

LE CONTRAT DE RETOUR À L'EMPLOI. Cette mesure, s'appliquant aux chômeurs de longue durée, permettra aux entreprises qui vont les recruter, de bénéficier d'une subvention de 1 500 F pendant 6 mois et d'une exonération des charges sociales. Cet avantage financier favorisera la réinsertion de professionnels dans la vie active.

LE CHÉQUIER-CONSEIL, UNE AIDE AUX CHÔMEURS, CRÉATEURS D'ENTREPRISE. L'aide apportée aux chômeurs créateurs d'entreprise sera efficacement renforcée par le chéquier-conseil. 25 000 entreprises vont pouvoir en bénéficier. D'une valeur de 6 000 F, ce chéquier-conseil pourra permettre à chacune d'entre elles de faire appel à une assistance technique, comptable ou juridique, indispensable pour franchir le cap difficile de leur première année d'existence.

LE CRÉDIT D'IMPÔT-FORMATION. Les entreprises qui augmentent leur effort de formation pour les salariés bénéficient d'une réduction d'impôt égale à 25 % de cet accroissement. Cet avantage est porté à 35 % pour les formations dispensées aux salariés occupant les emplois les moins qualifiés. Les entreprises doivent opter pour ce régime avant le 2 mai 1989, date de dépôt de leurs résultats 1988. C'est une aide importante pour inciter les entreprises à améliorer la qualification de leurs salariés.

N°VERT 05.111.222

LES MESURES POUR L'EMPLOI

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE



Politique

En réunion à Nice à partir du 1^{er} avril

Le RPR attend de M. Chirac un nouveau comportement

« Samedi 1^{er} avril 9 h 15-11 h 45 : visite du Musée océanographique de Monaco. » Non, il ne s'agit pas d'un poisson d'avril, mais du programme pour cette matinée-là des Journées d'études parlementaires du RPR, qui se dérouleront à 20 h 30 par un « dîner de gala » pour lequel on ne recommande cependant que la tenue sombre, une robe de cocktail. Le lendemain, une messe en la cathédrale Sainte-Réparate de Nice commémorera le cinquantième anniversaire de la mort de Georges Pompidou.

La première journée, vendredi 31 mars, sera consacrée à un débat sur les « technologies nouvelles » avec l'intervention de M. Melvin Schwartz, prix Nobel, professeur américain et PDG d'une entreprise de communication informatique, et celle de M. Robinet, directeur scientifique d'IBM, professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie et spécialiste de l'intelligence artificielle. Les élus visiteront ensuite quelques entreprises à Sophia-Antipolis. Ce programme semble bien loin de celui de véritables journées d'études pour des parlementaires membres de l'Assemblée nationale et du Sénat, dont la session ordinaire s'ouvrira dès le lundi 3 avril.

L'allègement du contenu politique de cet ordre du jour a été d'abord imposé par le calendrier. En effet, selon la loi PLM, les maires d'arrondissement doivent être élus huit jours après les maires des villes, ce qui tombe le samedi 1^{er} avril pour Paris et Lyon. MM. Chirac et Noir, accompagnés de leurs conseillers RPR, ne pourront donc venir à Nice que samedi après-midi. Le Musée océanographique de Monaco s'est ainsi trouvé à point nommé pour occuper les autres élus. Ils ne se contenteront cependant pas d'y regarder des poissons, ils y entendront aussi un exposé du nouveau directeur sur la « protection des fonds marins », ce qui survient au bon moment avec les risques de pollution qui sont signalés sur les côtes de la Manche et avec la préoccupation écologique actuellement dominante.

MM. Bernard Pons et Charles Pasqua, présidents des groupes de l'Assemblée et du Sénat, qui, pour la première fois, organisent conjointe-

ment de telles journées, ont souhaité « sortir des schémas habituels du débat politique ». Ignorant quel sera l'ordre du jour des travaux du Parlement, ils n'ont pu définir le leur en fonction de celui-ci. C'est donc M. Chirac qui ouvrira la discussion par un discours d'environ trente minutes. Les parlementaires attendent du président du RPR qu'il tire les enseignements du scrutin municipal sans exciper uniquement des succès spectaculaires remportés à Paris, Lyon, Grenoble ou Epinal. Ils espèrent entendre une analyse du nouveau paysage politique dans laquelle la responsabilité des fautes ne soit pas seulement mise sur le compte des autres.

Bien que les gaullistes soient davantage portés à l'autocritique, bien qu'ils préfèrent l'espoir à la nostalgie et l'optimisme à la morosité, bien qu'un tel cadre ne se prête pas à la flagellation publique, les élus RPR semblent prêts cette année à recevoir quelques vérités premières pourvu qu'elles soient accompagnées de l'annonce de remèdes adaptés. Le résultat des élections municipales a eu sur le mouvement de M. Chirac l'effet d'un choc dont tous les traumatismes internes sur l'organisme n'ont pas encore été diagnostiqués. Pour l'heure, M. Pons se console en constatant que sur 110 députés candidats aux municipales, 19 n'ont pas réussi, 5 seulement ont perdu leur mairie (MM. Aubert, Couve, de Gastine, Lipkowski, Mazaud) mais que 86 ont été élus ou réélus.

Dans l'immédiat, M. Chirac devrait préciser sa conception de l'union de l'opposition, dont il estime que le renforcement et, surtout, l'organisation sont désormais urgents et nécessaires, et d'abord pour l'élection européenne. Le président du RPR devrait aussi insister sur le nouveau comportement qu'il conviendrait d'avoir envers les électeurs. Mais les auditeurs de M. Chirac attendront surtout pour l'avenir le développement d'une action d'un type différent auprès de l'opinion et dont les principes généraux pourraient leur être exposés à Nice.

ANDRÉ PASSERON.

(Suite de la première page.)

Le projet historique de rassemblement repose toutefois sur une ambition plus vaste. Il a pour objectif la nécessaire mutation des différentes composantes de la gauche afin de jeter les bases d'une organisation des forces de progrès capable d'affronter le prochain siècle et d'élargir les réflexions et les propositions aux dimensions du nouvel espace européen. La construction d'une « euro-gauche », la définition d'une stratégie de la gauche à l'échelle de la Communauté européenne, impliquent, pour nous Français, d'en finir avec nos maladies infantiles dont les élections municipales, en dépit des succès socialistes, viennent encore d'offrir une illustration.

Le vertige sectaire du PCF

Chacun les connaît, mais je crois nécessaire de les rappeler : un niveau de participation aux consultations électorales en préoccupation régressive : même si la dernière consultation a évité le pire, les abstentions se situent au plus haut niveau depuis la Libération ; des formations politiques à l'autorité trop fragile, qui organisent, comme militants ou même simples adhérents, au mieux 3 % à 4 % du corps électoral, pourcentage indigne d'une authentique démocratie ; un taux de syndicalisation qui continue de chuter et devient ainsi le plus faible de la Communauté ; une vie associative toujours insuffisante et même, dans bien des secteurs, exsangue. Il est, à cet égard, paradoxal d'entendre les médias dénoncer le pouvoir, jugé excessif, des appareils politiques et syndicaux, alors même que c'est leur faiblesse qui mine la qualité de notre démocratie en laissant les citoyens sans intermédiaires face aux institutions.

La gauche, de par le caractère indispensable de son ancrage militant, est la première affectée par ces évolutions. Son avenir passe donc par une rénovation interne qui permette de surmonter la dispersion syndicale et de favoriser le développement de réseaux militants souples, diversifiés, adaptés aux réalités de la vie politique, sociale, économique et culturelle contemporaine. Les dirigeants de partis ont, à cet égard, une responsabilité particulière, des initiatives à proposer. Contrairement à

Construire l'eurogauche

ce qui se dit trop souvent, le social-démocrate ne se réduit pas à du socialisme ayant mis de l'eau dans son vin. Elle traduit une capacité d'organisation. C'est bien là sa force et notre faiblesse française chronique. La social-démocratie, c'est une capacité à mobiliser non seulement des forces politiques, mais aussi sociales, mutualistes, associatives...

En ce sens, il ne serait pas exagéré de dire que, par les formes de son enracinement populaire, le Parti communiste italien est assimilable à la social-démocratie d'Europe du Nord, dont il tente d'ailleurs de se rapprocher intellectuellement. Je ne vante pas les mérites de l'organisation pour le plaisir. Elle est indispensable mais non suffisante. Le Parti communiste français nous en apporte l'illustration, lui qui, par aveuglement idéologique, s'est révélé incapable de préserver ses réseaux. Au fur et à mesure que, succombant au vertige sectaire, ce sont des pans entiers de sa structure qui s'effondrent.

Je redoute, au vu de ce qui a pointé lors du scrutin municipal dans certaines communes, que de nouvelles générations de militants communistes ne soient formées avec pour seule perspective la lutte contre le Parti socialiste. Or, certains débats idéologiques qui se sont prolongés jusque dans les années 60 ne trouvent-ils pas leur conclusion dans le révisionnisme actuellement à l'œuvre en Union soviétique ? Faudrait-il maintenir artificiellement à Paris des analyses que l'histoire contemporaine a rendu caduques ? Les communistes français n'échapperont pas à la nécessité vitale d'une réflexion sur leurs orientations comme sur leur modèle d'organisation. Ils devront même pousser loin ce travail s'ils veulent éviter le repli qui les guette et qui rendrait impossible tout travail en commun.

Les socialistes ne souhaitent pas que les communistes s'enferment dans une logique suicidaire. Le risque existerait alors de voir la gauche redevenir minoritaire non en raison de la puissance de ses adversaires mais du fait de sa propre faiblesse. Le Parti socialiste, pour sa part, a engagé un travail de mise à jour de ses orientations, mais aussi de ses modes de fonctionnement qui

débouchera lors de notre congrès idéologique. La capacité de rassemblement de la gauche dans le futur passe par de tels réajustements. Si chaque courant de la gauche est naturellement porteur de sa propre mutation, il défient aussi une part de la capacité d'évolution de l'adversaire. Voilà pourquoi je crois indispensable, aujourd'hui, de rappeler le sens de la dynamique historique de rassemblement de la gauche.

Qui ne voit que la perestroïka contribue à résorber la fracture idéologique provoquée par la révolution bolchévique de 1917 ? Un tel clivage a-t-il encore un sens pour l'avenir de la société française ? Il ne s'agit pas de nier des différences de sensibilité, ni d'ignorer des oppositions culturelles, ni de sous-estimer le poids des cheminements historiques distincts mais de chercher à dépasser ces divergences.

Que cette pédagogie de la démarche commune puisse encore être menée à bien, en dépit d'un contexte national délicat, dans la plupart des villes françaises dirigées par la gauche, me paraît constituer une étape importante. Elle a, à mes yeux, l'immense mérite de préserver l'avenir et surtout, en lui donnant un repère, elle appelle le PC à une réflexion salutaire avant de faire ses choix politiques.

Renforcer la social-démocratie

Sallier, ce n'est pas seulement préserver les intérêts des uns et des autres. Sallier, c'est rechercher une dynamique. Par rapport à l'électorat certes, mais aussi par rapport à chacune des composantes de l'alliance. Deux décennies seulement se sont écoulées depuis qu'a été engagée la longue marche qui doit permettre à la gauche européenne de surmonter la scission de 1920. Les fleurs de la gauche, n'ont pas produit tous les fruits escomptés. Faut-il pour autant abandonner les avancées réalisées ? A l'échelle de l'histoire, vingt ans, c'est bien peu.

Déjà l'Assemblée de Strasbourg contrainait à un minimum de travail en commun. Socialistes et sociaux-démocrates d'une part, l'ensemble des forces de la gauche européenne d'autre part, sont encore loin toutefois de définir l'avenir en commun, de disposer d'un projet cohérent à

l'échelle du continent susceptible de les rassembler. Le risque existe, en conséquence, de voir la gauche européenne s'user en ordre dispersé à endiguer une poussée libérale favorisée par le processus d'intégration communautaire. C'est contre ce risque que le rassemblement des composantes de la gauche européenne doit nous prémunir.

D'autant qu'avec ses variantes, ses insuffisances et ses défauts, l'« Etat-providence » est une création originale du génie de l'Europe. L'équivalent n'existe ni en Amérique du Nord, ni au Japon. Ses bases ont même résisté en Grande-Bretagne à une décennie de libéralisme militant. C'est donc bien autour des valeurs de l'Etat-providence, telles qu'elles sont exprimées par la social-démocratie, que pourra, à terme, se mettre en œuvre l'Europe économique et sociale en cours de construction. Et que pourrait se réaliser plus tard la synthèse portuse d'une plus large unification européenne. Toute la gauche de la Communauté devrait en prendre conscience.

Que ce soit à l'échelle nationale, ou à celle du continent, seule notre capacité à surmonter par un effort commun la rupture idéologique d'il y a plus de soixante-dix ans, comme la rupture géo-politique des lendemains de la guerre, peut amener socialistes et communistes à ouvrir ensemble d'authentiques perspectives. Mais qui nous dit que cette Europe, au fur et à mesure de sa mise en œuvre, n'ouvrirait pas des perspectives plus vastes encore ? Son dynamisme a créé déjà un fort mouvement dans les pays européens non encore partenaires. Et déjà, des évolutions capitales semblent s'engager à l'Est, qui, si elles vont au bout de leurs promesses, peuvent permettre aux générations futures de poser en d'autres termes le problème de l'unification européenne.

Que l'analyse porte sur les problèmes que pose la construction de l'Europe de demain, ou celle de l'Europe du siècle prochain, les idées ont pris toute leur force et créent une situation inédite. De quelque côté qu'ils se tournent, les communistes français ne peuvent qu'évoluer ou se marginaliser.

PIERRE MAUROU.

Le groupe socialiste

A la santé de la SFR !

La nouvelle Division Radiotéléphone Cellulaire de Motorola est heureuse de porter ce toast à la santé de la Société Française du Radiotéléphone à l'occasion de l'ouverture de son réseau cellulaire.

Motorola, reconnu comme un leader mondial pour la haute technologie, la qualité et la fiabilité de ses produits, a le plaisir de présenter son radiotéléphone cellulaire mobile ou portable, conçu pour ce réseau.



Alain LEVINSPUHL
Directeur Général

Informations
aux revendeurs :

NUMERO VERT
GRATUIT 05 31 85 85
05 44 55 55



MOTOROLA
Division Radiotéléphone Cellulaire

هكذا من الأصل

Politique

Les journées parlementaires du PS

Le groupe socialiste souhaite amender le projet du X^e Plan

Deux points sont en suspens : la réforme de la loi Méhaignerie et les orientations du X^e Plan. Déjà, lors de la session de l'automne 1988, les élus de Paris et de la région parisienne avaient dû freiner leurs velléités d'abrogation ou de modification de la loi Méhaignerie face à l'opposition du ministre du logement d'alors, M. Maurice Faure. Le rapport de l'Observatoire des loyers, rendu public début mars, faisant état du dérapage des prix, est venu conforter les élus socialistes dans leurs convictions. Faute d'initiative gouvernementale, M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée, a annoncé mercredi que son groupe déposerait une proposition de loi en ce sens.

Autre débat, celui des grandes orientations contenues dans le X^e Plan. Un déjeuner à Matignon, réunissant mardi 28 mars, autour du premier ministre, MM. Michel Charasse, ministre du budget, Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée et du groupe de travail sur le Plan au

bureau exécutif du PS, Jean Le Garrec, ancien secrétaire d'Etat au Plan et rapporteur budgétaire du X^e Plan, Jean-Pierre Balligand, rapporteur général du Plan à l'Assemblée, n'était pas parvenu à lever toutes les inquiétudes des élus socialistes. M. Le Garrec a donc annoncé que son groupe déposerait cinq amendements au texte défendu par M. Lionel Stoléru. Il s'agit de poser le problème de l'équilibre et de la recherche du meilleur partage de la plus-value et de réaffirmer la place des salariés, d'autant, a expliqué M. Le Garrec, que, dans le secteur public comme dans le secteur privé, on a « anticipé la fin de la crise et que les salariés attendent le juste retour des efforts qu'ils ont fournis ». M. Le Garrec prit d'ailleurs bien soin de rappeler qu'un communiqué de l'Elysée avait insisté sur la nécessité d'une évolution harmonieuse des revenus salariaux et non salariaux.

Deuxième idée : renforcer l'économie mixte et réaffirmer le rôle d'impulsion des grandes entreprises publiques. Les troisième et quatrième amendements porteront sur

Restreindre en douceur pour le PS, qui a ouvert mercredi 29 mars, à l'Assemblée nationale, la première de ses deux journées parlementaires. Si les députés et les sénateurs, à peine sortis des élections municipales, semblaient avoir eu un peu de mal à se mobiliser pour rejoindre le troisième sous-sol de l'Assemblée, le gouvernement avait tenu à marquer, par la présence — on en a noté le bref passage — de nombreux ministres (MM. Pierre Joxe, Lionel Jospin, Jean-Pierre Soisson, Lionel Stoléru, Jean-Marie Ramech, Jean-Pierre Chevènement, Pierre Bérégovoy, Michel Charasse) son intérêt pour les élus socialistes. D'autant que la session de printemps s'annonce chargée et que quelques points de désaccord subsistent entre Matignon et ses troupes parlementaires.

Présentant le programme de la session, M. Jean Popereau, ministre chargé des relations avec le Parlement, convenait d'ailleurs que les textes soumis aux deux Assemblées à compter du lundi 3 avril étaient « importants » et « délicats politiquement ».

L'aménagement de l'espace dans le cadre européen et l'Europe sociale, « pendant de l'Europe financière ». Enfin, le groupe souhaite également que soit abordée la question de la cohérence des finances publiques, notamment en raison des conséquences de la baisse de la TVA.

La matinée de mercredi avait été consacrée à un débat à huis clos sur le regroupement des élections locales. M. Philippe Marchand,

député de la Charente-Maritime, a présenté la proposition de loi dont il est l'auteur et qui tend à réunir en 1992 les élections cantonales et régionales en écartant de deux ans le mandat des conseillers généraux fins l'automne dernier. Dans une seconde étape, en 1995, seraient regroupées les élections municipales (à terme normal), régionales et cantonales (anticipées). Cette formule présente l'inconvénient de ré-

nir la même année les élections locales, présidentielle et sénatoriales, les premières devant obligatoirement précéder les dernières.

M. Pierre Joxe avait adressé, le 23 février dernier, aux présidents des deux Assemblées, de leurs commissions des lois et de leurs groupes parlementaires un document fondé sur une étude de l'Inspection générale de l'administration. Celle-ci soulève le problème juridique posé par l'organisation simultanée de trois scrutins, qui suppose, aux termes du code électoral, la mise en place, pour chaque lieu de vote, de trois bureaux complets, avec président, vice-président et assesseurs, ainsi qu'un nombre correspondant de scrutateurs.

M. Joxe avait insisté pour que le problème du regroupement des élections locales, qui peut faire l'objet d'un large accord entre les différents partis, fût dissocié de celui, plus controversé, de la réforme du mode de scrutin. Si, en effet, l'élection de l'Assemblée départementale en une seule fois est généralement considérée comme préférable à son actuel renouvellement partiel, l'abandon du scrutin majori-

taire pour cette élection est loin de rencontrer la même unanimité. Entre les partisans de son maintien et ceux de la représentation proportionnelle dans le cadre départemental, plusieurs propositions intermédiaires existent.

Quant à l'extension aux élections régionales du mode de scrutin municipal — proportionnelle avec correctif majoritaire — s'il bénéficie de la faveur des présidents de conseil régional, tous partis confondus, il se heurte à un obstacle juridique : comment faire au scrutin de liste régional des conseillers appelés à participer, eux-mêmes, à l'élection des sénateurs dans le cadre départemental ?

Joué, les députés et les sénateurs devaient aborder la question des élections européennes, après une intervention de M. Laurent Fabius, qui sera très probablement leur chef de file le 18 juin prochain. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, et M. Michel Rocard, premier ministre, devaient clore ces deux journées parlementaires jeudi après-midi.

P. J. et P. R.-D.

Le comité central du PCF et les élections européennes

M. Philippe Herzog devrait conduire la liste communiste

La réunion du comité central du PCF devait s'achever jeudi 30 mars par l'adoption du rapport de M. Georges Marchais sur l'analyse des municipales et la proposition des candidatures pour la liste européenne du PCF, qui seront ratifiées au cours d'une prochaine session, les 26 et 27 avril.

« Comme Philippe Herzog l'a écrit dans le livre qu'il vient de faire paraître (1), nous proposons que la politique de notre pays « se fonde sur un non-alignement actif » : pour pouvoir coopérer librement, pour servir de trait d'union entre des peuples aux systèmes sociaux, aux structures différentes, la France doit s'extraire des dominations qu'elle subit et ne s'aligner sur aucune puissance ».

En ne citant qu'un seul nom, celui de M. Herzog, dans la partie de son rapport consacrée aux élections européennes, M. Marchais a-t-il voulu envoyer un signal aux membres du comité central ? En choisissant ce polytechnicien, enseignant à l'université de Nanterre (Paris-X), comme pilote de la liste du PC, le secrétaire général aurait-il cédé à la mode du renouvellement qui a fait irruption dans le débat politique à l'occasion des municipales ?

Les membres du comité central qui se posent la question ont pourtant entendu M. Marchais dénoncer, dans son rapport, « cette campagne à propos du « rajustement » et du « renouvellement », qui visait, en changeant les hommes, à ne rien changer » car « même utilisée à leur service, la volonté de changement s'annonce jamais rien de bon pour les conservateurs ».

Fils d'un ancien directeur des Houillères du bassin de Lorraine (HBL), M. Herzog est entré au bureau politique du PCF en 1979 — il avait trente-sept ans —, en même temps que M^{me} Françoise Lazard et Gisèle Morvan et que MM. Pierre Juquin et René Le Guen. Il dirige aujourd'hui la section économique et le secteur « régions » du parti. Considéré comme « l'économiste du PCF », M. Herzog peut donner une image différente, voire moderne, de son parti, à l'occasion du scrutin du 1^{er} juin, dont le chapitre économique, avec l'ouverture du grand marché unique, ne sera pas le moindre. Ce choix permettrait également de protéger M. Jean-Claude Geyssant, dont le nom était également évoqué dans la sphère de la direction, dans une consultation qui s'annonce a priori difficile pour le PCF.

Il n'en demeure pas moins, selon un dirigeant du parti, que « cette image de renouveau » sera quelque peu brouillée par des éléments moins favorables à M. Herzog. En effet, la liste européenne, sur laquelle ne devraient plus figurer MM. Paul Vergès et Emmanuel Maffre-Bangé, sera « très appauvrie et peu rassembleuse », selon l'expression d'un membre du comité central. Le chef de file lui-même, d'un abord plutôt sympathique, est un intellectuel qui souffre de ne pas être d'origine ouvrière. « Il a tendance à en rajouter dans l'ouverture », confie un de ses camarades, alors qu'un autre se rappelle qu'« il a joué le rôle du procureur » dans l'éviction de M. Daniel Lacroix du comité central, ce dirigeant communiste de Renault-Billancourt « respecté » lors du vingt-cinquième congrès (1985).

Défenseur des « nouveaux critères de gestion », un concept élaboré par son camarade et collaborateur,

M. Paul Boccard, universitaire lui aussi, M. Herzog pourra être ainsi « utilisé à sa juste valeur », selon un dirigeant, dans cette campagne où le parti va s'attacher à démontrer les mérites de l'« accumulation capitaliste » et l'« aggravation de la détérioration des multinationales », et les bienfaits « des coopérations véritables au service du progrès social » et de « la défense de notre potentiel industriel et agricole ».

Restructuration au centre

L'essentiel du rapport introductif de M. Marchais a porté sur l'analyse du résultat des municipales. Estimant que ces élections se sont déroulées dans le contexte d'une « restructuration au centre de la vie politique », à laquelle participent tous les partis sauf le PCF puisqu'il est la cible, M. Marchais a réaffirmé qu'« elles sont marquées par la poursuite de la remonte de notre influence ». « En nombre de municipalités, le PS sort renforcé de ce scrutin », admet le secrétaire général, en ajoutant, par comparaison avec les législatives, que « ces élections manifestent un net affaiblissement de l'influence électorale du PS ». Ce dernier est accusé d'avoir fait perdre des maires au PCF.

M. Marchais remarque que le PS a échoué dans sa tentative de conquête des municipalités communistes — « trois villes en tout et pour tout » — sur les douze premières « officielles » dans les communes de plus de vingt mille habitants — et souligne qu'il a conclu « des alliances — ouvertes ou hypocrites — avec la droite pour battre des maires communistes ». Par ailleurs, le PS s'est livré à « une opération anti-communiste menée de l'intérieur de notre parti » en Mars et, « sans que la situation soit totalement identique, des manœuvres similaires se sont développées à Orléans ».

Reconnaissant que des villes avaient été perdues dans leur département, plusieurs membres du comité central ont intervenu pour confirmer la thèse de la « remonte » ou « du redressement » du PCF. « Les gens nous comprennent », a dit l'un d'eux. Enfin, un échange un peu vif aurait opposé M. Amicet Le Pors au secrétaire général au sujet du « projet constitutionnel » dont M. Marchais avait confié la rédaction à l'ancien ministre, à la fin de l'an dernier, avec remise de la copie en mars. Il semble que M. Marchais ne juge pas opportun malheureusement l'examen de ce texte.

OLIVIER BEFFAUD.

(1) Europe 92 : construire autrement et avec classe. Editions sociales Mémoires, 307 p., 95 francs.

● Départ du conseiller social du premier ministre. — M^{me} Marie-Thérèse Join-Lambert, conseillère technique au cabinet du premier ministre où elle était responsable des affaires sociales, va quitter prochainement ses fonctions. Après avoir été pendant plus de dix mois conseillère social de M. Michel Rocard — dans une période très chargée sur le plan social, tant avec la mise en place du revenu minimum d'insertion qu'avec les conflits dans le secteur public, — M^{me} Join-Lambert va réintégrer, à sa demande, l'inspection générale des affaires sociales. Parmi les noms qui circulent pour lui succéder, on avance le plus souvent celui de M. Jacques Rigaudet, qui fait déjà partie de l'équipe sociale de Matignon.

(Publicité)

100 artistes français et étrangers contre l'intolérance

L'expression artistique est incompatible avec les dogmes et les totalitarismes. Au rythme où fleurissent les bûchers de l'Inquisition de tous bords, que restera-t-il demain de la liberté des artistes ? De la liberté. Les intégristes catholiques ont incendié des salles de cinéma pour nous empêcher de voir le film de Martin Scorsese (il y a même eu un mort !). L'Etat iranien, religieux, par la voix de son guide, a condamné à mort un écrivain, Salman Rushdie, auteur et artiste comme nous.

Une chanteuse, Véronique Sanson, est menacée et son disque retiré des ventes. Nous tenons à rappeler solennellement qu'aucune religion, aucun concept philosophique, aucune raison d'Etat, ne justifie la moindre atteinte à la liberté d'expression. Sans elle nous ne sommes rien.

C'est pourquoi nous demandons aux éditeurs, aux libraires, aux disquaires, de refuser ce Munich culturel. Face aux intégrismes de toutes sortes, seule la tolérance fera de nous des hommes respectueux de la liberté religieuse des uns et de la liberté d'expression de tous.

Yves SIMON	Alexandre ARCADY	François PERRIER	Richard BERRY
Jean-Jacques GOLDMAN	WOLINSKI	RENAUD	Peter GABRIEL
Johnny HALLYDAY	WIAZ	Henri VERNEUIL	Pierre BACHELET
Jane BIRKIN	Philippe NOIRET	Edi MEDEIROS	SIM
Nicole GARCIA	David HALLYDAY	Patrick BRUEL	Guy BEDOS
Mathilda MAY	Guy BEART	Louis BERTIGNAC	Cecilia NOAH
INDOCHINE	Christian CLAVIER	Jacques HIGELIN	DANI
France GALL	Robert DE NIRO	Pierre ARDITI	Feodor ATKINE
Maxime LE FORESTIER	ADAMO	Claude MILLER	Jean-Claude BRIALY
Alain BASHUNG	Etienne RODA-GIL	Corinne DACLA	Murray HEAD
Michel BERGER	Rita MITSOUKO	Jean-Jacques ANNAUD	Laurent VOULZY
LIO	Christian FECHNER	Rosanna ARQUETTE	Henri ALEKAN
Yves MONTAND	Catherine RIBEIRO	Etienne DAHO	Nicolas PEYRAC
Richard BOHRINGER	David MCNEIL	René CLETTMAN	Michel JONASZ
Alain SOUCHON	Michel DRUCKER	Michel FUGAIN	Francis LALANNE
Charlène COUTURE	Eddy MITCHELL	Elizabeth DEPARDIEU	SHEILA
Cheb KADER	Claude CONFORTES	Jean-Michel JARRE	Chris MARKER
Wim WENDERS	Véronique SANSON	Charlotte RAMPLING	Bertrand TAVERNIER
Joan BAEZ	Jean-Louis AUBERT	Gérard DEPARDIEU	Alan PARKER
Diane KURYS	Graziella de MICHELE	Jean-Luc LAHAYE	CARLOS
Solveig DOMMARTIN	Nathalie BAYE	Jean-Jacques BEINEIX	Alan STIVELL
NIAGARA	Pascale ROCARD	Pierre ALECHINSKY	Michel PICCOLI
Jean-Patrick CAPDEVIELLE	Catherine LARA		Marc LAVOINE
	Corinne MARIENNEAU		Bernardo BERTOLUCCI
	Hervé PALUD		Enki BILAL
	Julien CLERC		
	Françoise HARDY		
	Manu DI BANGO		

50 من الأصل

JUSTICE

Après la contestation d'un rapport d'autopsie

La technique des empreintes génétiques est mise en œuvre pour identifier un cadavre

Pour la première fois en France la toute nouvelle technique dite des « empreintes génétiques » va être mise en œuvre pour tenter d'identifier un cadavre. M. Jean-Pierre Boucher, juge d'instruction au tribunal de grande instance d'Evry, vient en effet de demander à la société strasbourgeoise Appligène de rechercher, post mortem, si c'est bien le corps de Robert Henry-Pouliquen, vingt-

trois ans, qui a été inhumé en mai 1988 après avoir été, pense-t-on, victime d'une surdose. Au-delà des problèmes particuliers qu'elle soulève, cette affaire hors de l'ordinaire illustre les multiples prolongements d'une technique prometteuse mais dont l'application peut présenter de nombreuses difficultés.

L'affaire a commencé le 22 mai 1988 à Verrières-le-Buisson (Essonne) avec la découverte par les policiers d'Orsay d'un cadavre supposé être celui de Robert Henry-Pouliquen dont tout laissait penser que la mort était la conséquence d'une surdose. La toxicomanie de Robert Henry-Pouliquen était connue. Il y avait d'abord eu, dès l'âge de quatorze ans, les premières cigarettes de haschisch au CES de Verrières et une famille bien loin d'imaginer la réalité et la proximité de la drogue. Il y avait aussi eu l'escalade des doses de la consommation de stupéfiants, la consommation d'héroïne, une infection par le virus de l'hépatite virale de type B, la première hospitalisation et la prise en charge par une équipe spécialisée dans le sevrage des toxicomanes.

Devenu majeur en 1982, Robert Henry-Pouliquen quitta progressivement ses parents sans abandonner de manière définitive sa consommation de toxiques. Il obtint, toutefois, un CAP d'industrie et fit un séjour prolongé en Bretagne où sa mère s'était retirée avec son beau-père pour des raisons économiques. Ce fut ensuite, en 1987, le retour dans la banlieue parisienne, un travail spécialisé dans la photographie mais aussi les retrouvailles avec les anciens amis, l'alcoolisme et vraisemblablement la rechute.

« C'est le dimanche 22 mai que la police m'a téléphoné pour me dire que mon fils était, selon toute vraisemblance, mort d'une overdose », raconte M. Pouliquen. On m'a expliqué qu'il était mort vers 2 heures du matin dans une chambre et que l'interne du service médical d'urgence ne l'avait retrouvé que vers 4 h 20. C'était alors le week-end de la Pentecôte. Mon fils avait fait savoir, quelque temps auparavant, son intention d'être inhumé si un malheur arrivait. J'ai demandé par téléphone si la chose était possible. Je n'ai pu arriver à Paris que le mardi. Entre-temps une autopsie avait été demandée par le substitut du procureur de la République et avait été pratiquée à l'Institut médico-légal de Paris. On m'a expliqué que seul le crématorium de Valenton dans le Val-de-Marne était disponible. Des scellés ayant été posés sur le cercueil jusqu'à ce qu'on ait changé de départe-

ment, je n'ai à aucun moment pu revoir le corps. On m'a expliqué aussi que le visage était très mal recouvert et l'on n'a même pas accepté que ce soit moi qui place un petit animal en peluche — une maman lapin serrant son petit sur le ventre — dans le cercueil de mon fils... »

Substitution de corps ?

Tout cela, M. Pouliquen l'aurait peut-être oublié s'il n'y avait eu, quelques mois plus tard, le rapport rédigé par le médecin légiste qui lui permet, aujourd'hui, d'affirmer que le corps autopsié n'était pas celui de son fils. « De nombreux éléments anatomiques ne correspondent pas, explique-t-elle. C'est ainsi, par exemple, que le rapport d'autopsie fait état d'un cadavre mesurant cinq centimètres de moins que celui de mon fils, qu'il mentionne une denture complète, ce qui n'était absolument pas le cas, et qu'il ne relève pas une importante lésion au tibia, séquelle d'un accident de cyclomoteur. Il y a aussi d'autres anomalies... »

A une autre époque, l'affaire aurait peut-être été classée sans suite. Elle prend, aujourd'hui, une autre dimension avec la mise à disposition de la justice de la nouvelle technique des empreintes génétiques, un procédé permettant la visualisation de zones particulières et hautement spécifiques du patrimoine héréditaire des êtres vivants. Il s'agit, dans cette « première », de comparer le patrimoine héréditaire, qui sera établi, espère-t-on, à partir des échantillons prélevés sur le cadavre lors de l'autopsie et conservés depuis dans une procédure médico-légale, à celui des parents. Des prélèvements sanguins ont ainsi déjà été effectués chez la mère et chez le père, qui vivent aujourd'hui séparés. Si la structure de l'ADN des tissus du cadavre n'a pas été altérée par la conservation, la société strasbourgeoise Appligène, spécialisée dans la mise en œuvre de cette technique, devrait rendre sa réponse, dans les jours ou les semaines qui viennent.

Quelle que soit cette réponse, M. Pouliquen s'apprête, déjà, à d'autres batailles. « De deux choses l'une, déclare-t-elle, soit il s'agit

effectivement de mon fils et il y a eu des fautes graves lors de l'autopsie. Soit il ne s'agit pas de lui, ce qui signifie qu'il y a eu substitution de corps. Dans les deux cas, je serai amenée à porter plainte après celle contre X pour non-assistance à personne en danger. » Dans les milieux judiciaires on tient pour vraisemblable l'hypothèse selon laquelle cette affaire ne serait qu'une nouvelle illustration des anomalies de fonctionnement dont souffre — de manière chronique dit-on — l'Institut médico-légal de Paris. Si elle était démontrée, une telle hypothèse laisserait entendre qu'on ne se serait pas seulement « trompé » de corps lors de l'autopsie, mais également au moment de l'incinération du cadavre.

JEAN-YVES NAU.

(1) La technique des « empreintes génétiques » peut être mise en œuvre à partir de simples prélèvements de sang ou de tout autre tissu bien conservé.

FAITS DIVERS

La mort d'un enfant après une appendicite non diagnostiquée

L'hôpital de Montfermeil met fin à la collaboration d'un médecin de garde

L'affaire créée par la mort de Grégory Guyot, ce garçon de cinq ans décédé des conséquences d'une appendicite non diagnostiquée en dépit de nombreuses consultations médicales (Le Monde du 30 mars), a connu un nouveau rebondissement avec la décision de la direction de l'hôpital de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) de mettre un terme à la collaboration du médecin directeur concerné.

Ce médecin, dont l'identité n'a pas été révélée, assurait des gardes à l'hôpital de Montfermeil depuis deux ans. Il était en fin de spécialisation en pédiatrie. La décision annoncée par M. Laurent Castaing, directeur de l'hôpital, ne peut manquer d'apparaître comme une mise en cause directe de la responsabilité de ce médecin. Il apparaît aujourd'hui que les choses sont peut-être plus complexes qu'on a pu au premier abord l'imaginer.

« L'enfant est arrivé à l'hôpital de Montfermeil le 7 janvier, indique-t-on de source médicale. Les parents n'ont pas fait état de leurs précédentes démarches médicales ; l'état général n'était pas à priori inquiétant. Il n'y avait pas de fièvre et l'abdomen, quoique sensible, n'imposait pas une intervention. Un cliché radiographique de l'abdomen, sans préparation, a été demandé. Il était de mauvaise qualité, et on pouvait ne pas voir, à la lecture sur le négatoscope, la présence d'air au niveau du diaphragme. Le petit Grégory est reparti chez lui, le médecin ayant demandé à ses parents de revenir si un nouveau problème se posait. »

Pourquoi, dans ces conditions, si l'obligation de moyens à laquelle sont tenus les médecins a été respectée, mettre un terme à la collaboration de ce médecin et surtout l'annoncer publiquement ? Il semble que cette décision ait été prise d'un commun accord entre la direction et le chef de service, à cause notamment de relations parfois difficiles entre le médecin et l'équipe soignante. « Cette dramatique affaire est beaucoup trop médiatisée, explique le docteur Kessler, chef du service de pédiatrie, qui ne nie pas l'erreur sur un diagnostic difficile. Mais je pense aussi que nous n'en serions pas là si les parents étaient revenus, soit dans notre service soit à l'hôpital de Bry-sur-Marne où ils s'étaient adressés deux semaines auparavant. Le vrai diagnostic aurait pu être posé et le drame évité. »

J.-Y. N.

● La surveillance de prison tuée près de Toulon, victime de son mari. — C'est son mari, Lionel Barjain, trente-trois ans, qui a tué Isabelle, son épouse, surveillée à la maison d'arrêt de Toulon, découverte étranglée le 26 mars dans les environs de La Valette (Var). Il a reconnu être l'auteur de ce crime consécutif à une querelle entre les deux époux (Le Monde du 30 mars).

Au tribunal de Paris

Les violences « strictement nécessaires » de l'inspecteur Sacerdot

Dans son malheur, Patrick Deguin a connu une certaine chance. Victime de brutalités policières, il a échappé de peu à une erreur judiciaire. Sans le non-lieu dont il a bénéficié, on peut se demander quel crédit aurait été accordé à ses déclarations lorsque, à l'audience du mercredi 29 mars de la 17^e chambre correctionnelle de Paris, il a réitéré ses accusations contre un ancien inspecteur du commissariat du vingtième arrondissement, Jean-Claude Sacerdot.

Dans la nuit du 15 au 16 mars 1986, à proximité de la porte de Vincennes, M^{me} Thérèse Guallinetti informait trois policiers motocyclistes qu'un jeune homme venait de lui arracher son sac à main. Quelques minutes plus tard, les fonctionnaires repéraient le voleur puis le perdaient de vue quelques instants avant d'apercevoir un jeune homme qui montait précipitamment dans un autobus. Brutalement interpellé, Patrick Deguin, alors âgé de dix-neuf ans, était formellement reconnu par la victime du vol, et les policiers le conduisaient dans les locaux de la 4^e division de police judiciaire, au commissariat Bercy-Picpas. Là, il était interrogé par l'inspecteur Jean-Claude Sacerdot, qui, énervé par ses dénégations, le frappait. Effrayé, Patrick reconnaissait ce qu'on lui demandait d'avouer. On le reconduisait dans sa cellule. Mais il devait affirmer à nouveau son innocence lors d'un second interrogatoire où il fut encore frappé, projeté contre les murs, jeté à terre. On le transféra alors au commissariat du vingtième, et le policier qui l'accompagnait alors devait déclarer : « Je n'avais jamais vu quelqu'un dans un tel état. »

« Qu'est-ce qu'on lui a mis »

Arrivé à destination, l'inspecteur qui l'accueillait s'étonne de ses blessures et le dirige sur l'Hôtel-Dieu. Il y est examiné puis reconduit au commissariat du vingtième, pour être dirigé vers le commissariat Charonne. Enfin, le 16 mars à 16 heures, Patrick était remis en liberté. Il devait ensuite être inculpé de vol avec violence.

Personne ne peut dire quelle aurait été la suite donnée à cette affaire si un événement fortuit n'était intervenu. Le juge d'instruction parla du dossier à l'un des ses collègues qui instruisait une affaire identique, ce qui a permis de constater que le véritable voleur avait été arrêté le 23 mars, après avoir utilisé le chèque de M^{me} Guallinetti. Patrick dut cependant attendre le 2 octobre 1986 pour qu'une ordonnance de non-lieu soit rendue en sa faveur.

Avec une rigueur toute mathématique, le président, M. Alain Lacarbarat, a donc rappelé ces éléments du dossier sans même avoir besoin de le consulter. Sacerdot, chavire, le visage lisse, a écouté, secouant parfois la tête. Sa version n'est pas la même : sommée de se mettre « à poil » pour subir une fouille, Patrick aurait refusé, avant de se précipiter contre le mur devant l'inspecteur le maltraiter. « Aujourd'hui, dit le policier, il fait très bien dans le soufflet, mais je suis tombé sur un cas. Il a fait preuve d'une résistance extraordinaire, et cela s'est transformé en pugilat. » Bref, Jean-Claude Sacerdot n'a exercé qu'une violence « strictement nécessaire ».

Deux policiers sont venus témoigner. Le premier, responsable du service, n'a rien vu, rien entendu, à part quelques « vociférations ». Le second, l'inspecteur Raymond Barthe, a fait preuve d'un courage certain. Menacé par ses collègues d'être « tricoté » à Paris, il a cependant apporté des précisions qui éclairent les faits. Il a entendu des bruits, des cris et des boucoulades quand il était amené à pénétrer dans le bureau de Sacerdot. « Ils étaient face à face », dira-t-il seulement. Il a aussi confirmé que l'inspecteur lui avait demandé son « soutien » pour l'établissement d'une procédure de rébellion, rejetée in extremis. Et puis, il y a cette phrase que Sacerdot aurait lancée à un policier en uniforme : « Qu'est-ce qu'on lui a mis ! » Manifestement gêné par la présence de ses anciens collègues du vingtième massés dans le fond de la salle, Raymond Barthe n'a pas été plus précis.

L'inspecteur Sacerdot est resté de marbre : « C'est faux de A à Z. La victime, c'est M^{me} Guallinetti. » Sur quoi, l'ancien policier a relaté sa vie. « A trente-cinq ans, je suis entré

dans la police. J'ai tout donné pendant près de dix ans. J'ai pas mâché ma peine, mais l'administration est une mère cruelle. Devant le poids des médias, j'ai été muté aux archives. J'ai préféré démissionner. » Sur sa nouvelle situation, il est resté d'une étrange discrétion, se bornant à dire : « Je suis dans le privé, directeur adjoint d'une entreprise », sans indiquer le genre d'activité de cette société.

Son avocat, M^{re} Eric Delcroix, s'est, lui, évertué à démontrer que Patrick Deguin n'était pas innocent malgré l'ordonnance de non-lieu, comme si ce fait avait pu justifier des violences. Conseil de M^{me} Guallinetti, il a fait appel de cette ordonnance, mais sans succès, le délai étant écoulé. A l'entendre, les grands coupables sont les médias, et l'affaire serait politique. En contestant formellement toute violence, il a dénoncé le « gonflement pseudo-médical ».

« Nombreuses blessures sur tout le corps, fracture du nez, trois mois d'incapacité totale de travail, 15 % d'incapacité permanente partielle due au traumatisme neuro-psychiatrique », a rappelé M. Henri Jouffé, conseil de Patrick Deguin, avant de conclure : « Ce n'est pas le procès de la police, c'est le procès de certains policiers. Ce qui fait la grandeur d'un corps, quel qu'il soit, c'est d'écarter ceux qui peuvent commettre des erreurs. L'honneur de la police, c'est de se détacher de gens comme Sacerdot. »

Anaprevant, M. Claude Pernolet substitut du procureur de la République, avait parlé d'une affaire grave et lamentable, ajoutant qu'il est effrayant de voir comment, lorsque la médiocrité des uns et la violence des autres s'accumulent, on peut aller jusqu'à l'erreur judiciaire. Pourrait, les réquisitions du substitut n'ont pas été à la mesure de sa colère, car tout en indiquant qu'il « prend [ses] responsabilités », il a demandé une sanction de dix-huit mois de prison avec sursis.

Jugement le 3 mai.

MAURICE PEYROT.

RELIGIONS

La crise à la revue « Etudes »

Réactions de solidarité après l'éviction du Père Valadier

L'éviction du Père Valadier de la direction de la revue des *Études* suscite des réactions d'indignation et de désapprobation. Dans la *Nouvelle République* du Centre-Ouest du 29 mars, Mgr Pierre Platteau, archevêque de Bourges et président de la commission épiscopale, écrit : « Beaucoup d'évêques, comme moi, vont souffrir d'un événement comme celui-là. Je ne suis pas de ceux qui diront : « C'est bien fait, il n'avait qu'à se taire. » Quand un philosophe pose des questions, il rentre dans son rôle et le Père Valadier, à ma connaissance, pose de bonnes questions. »

De leur côté, les intellectuels catholiques de Confrontations s'émouvent et s'inquiètent (...) de la mise à l'écart d'un homme qui se consacre — contre vents contraires — à maintenir ouvert le dialogue entre l'Eglise et le monde moderne. La question est posée de savoir si la liberté de l'intelligence a effectivement sa place dans l'Eglise. Bien des signes aujourd'hui témoignent du contraire.

Une lettre de protestation a été adressée au supérieur provincial de France de la Compagnie de Jésus par le Père François Marty, doyen de la faculté de philosophie du centre Stèvres, après consultation du corps enseignant (et non des étudiants étaient comme il écrit à la suite d'une erreur de transmission dans le Monde du 29 mars).

ENVIRONNEMENT

● L'épave du *Perintis* retrouvée en Manche. — Le navire britannique *The Inspector* a été retrouvé, mercredi 29 mars, l'épave du cargo panaméen *Perintis*, qui avait coulé le 13 mars avec une cargaison de produits chimiques destinés à l'Indonésie. L'épave gît par 55 mètres de fond, à 35 miles au sud-est de Brimham (Angleterre), en plein rail du trafic maritime des Casquets, dans les *Res Anglo-Normandes*. Quant au conteneur de lindane remorqué puis perdu dans les eaux françaises, il n'a toujours pas été localisé malgré la poursuite des recherches avec une flotte renforcée.



Formations à l'exportation

La Chambre de commerce et d'industrie de Paris et son Institut de Commerce International (ICI) ont signé, mercredi 29 mars, un accord de coopération avec les chambres de commerce de l'Ain, d'Avignon, du Havre et de Mulhouse et l'Ecole supérieure de sciences commerciales d'Angers, pour mener en commun des actions de formation dans le domaine du commerce international. Ces programmes de formation de longue durée (plus de cinq cents heures) s'adressent aux cadres des entreprises se spécialisant dans l'exportation. Cette initiative marque un développement des activités de l'ICI, qui a repris, en 1987, l'Ecole nationale d'exportation, qui avait été créée deux ans plus tôt. Elle s'inscrit, d'autre part, dans le programme défini par la Charte nationale pour l'exportation, signée le 14 mars par le premier ministre.

C'est pourquoi cet accord a été salué avec chaleur par M. Jean-Marie Rauch, ministre du commerce extérieur, qui a rappelé, à cette occasion, la politique de son ministère dans le domaine de la formation pour « rendre les exportateurs français plus compétitifs » : financement de bourses de stages dans des entreprises étrangères ; mise en place de formations initiales de haut niveau dans quatre instituts binationaux de commerce extérieur, à Metz (franco-allemand), Lyon (franco-italien), Montpellier (franco-espagnol) et Lille (franco-anglais) ; stages d'un an à l'étranger pour des titulaires de DUT et de BTS ; envoi de 2 500 VSNF dans des filiales d'entreprises françaises à l'étranger ; formation d'ingénieurs technologues avec l'AFPA...

M. Rauch a précisé, d'autre part, que la Charte nationale allait être suivie d'une série de chartes régionales, qui toutes feront une place à la formation à l'exportation.

F. G.

(ICI, 108, boulevard Malesherbes, 75017 Paris. Tél. : 47-54-65-00).

● Culture d'entreprise

L'association Profil des étudiants de l'Institut d'études politiques de Bordeaux organise, les 13 et 14 avril, un colloque sur le thème : « Mobiliser les hommes : un défi pour l'avenir ». Thèmes abordés : gestion des carrières ; culture d'entreprise ; conflits sociaux ; communication interne ; qualité totale.

(Profil, BP de Bordeaux, BP 101, 33405 Talence cedex. Renseignements : Pascal Ramage. Tél. : 50-91-84-85).

● Caisses d'épargne

L'Institut supérieur d'électronique du Nord, le GESTI (Junior Entreprise de l'école) et les

Caisses d'épargne de la région Nord-Pas-de-Calais ont signé un accord de coopération portant sur la formation de personnel des Caisses et l'accueil des stagiaires.

(GESTI, 41, boulevard Vauvenot, 59046 Lille Cedex. Tél. : 20-30-62-20).

● Audit social

Un diplôme de troisième cycle en formation continue d'audit social vient d'être créé par l'Institut d'administration des entreprises de Toulouse. Dispensé quatre jours par mois pendant un an, cette formation s'adresse aux cadres spécialisés dans la gestion des ressources humaines.

GROUPE

Gillam

Equipements électroniques
Télécommunications
Câblodistribution

Télégestion, télésurveillance, transmission de données par paquets, cryptage de données, alimentations de secours de centraux téléphoniques, ingénierie de réseaux interactifs (coaxial et fibre optique) de câblodistribution, systèmes de réception de signaux en provenance de satellites...

LES TELECOMMUNICATIONS
RAPPROCHENT LES HOMMES.
NOUS Y CONTRIBUONS.

Gillam s.a. Tél. : 32- (0) 41 - 27 22 44
27 32 00
quai de Corneuse, 39
B-4000 LIEGE Tél. : 32-42-183 gillam b
Télécopieur : 32- (0) 41 - 27 69 55

Nouvelle Société SATEL
Route de Demigny Z.I.
B.P. 280
71106 CHALON SUR SAONE
Cedex Tél. : 85 46 35 23
Tél. : Sateil 800 252 F
Télécopieur : 85 46 23 22

Filiales au Portugal et dans les Pays du Maghreb.

مكتبة من الأصل

Société

SPORTS

FOOTBALL : la fin d'un club d'entreprise

Matra se met hors-jeu

L'annonce officielle du retrait de Matra du football devrait intervenir, vendredi 31 mars, après la réunion hebdomadaire des directeurs du groupe. Cette décision était inévitable après l'élimination, mercredi 29 mars, du club de Jean-Luc Lagardère en seizièmes de finale de la Coupe de France par Rennes, un club de deuxième division.

RENNES
de notre envoyé spécial

Matra a perdu. Une fois de plus. La dernière ? L'élimination en seizièmes de finale de la Coupe de France du club parisien, mercredi 29 mars, à Rennes, devrait amener le groupe dirigé par Jean-Luc Lagardère à annoncer rapidement une décision qui était un secret de polichinelle depuis que celui-ci avait déclaré dans une interview à l'«Expansion» : «On ne continuera pas à investir 80 millions de francs par an dans le Matra-Racing».

Mercredi, au soir de leur élimination de la Coupe, les joueurs déclaraient : «Être au courant de rien». Un abandon brutal de la compétition semble peu probable. Jean-Luc Lagardère envisagerait de mettre le club sous tutelle d'un autre groupe (Hachette) ou d'une autre société (Europe 1 ou Europe 2) de son «empire». Le directeur général du club, M. Jean-Louis Piette, trouverait pour sa part de nouvelles fonctions au sein de Hachette. En tout cas ce serait pour M. Jean-Luc Lagardère le constat de son échec à monter en France un club de niveau européen à l'image de Fiat avec la Juventus en Italie ou de Philips avec le PSV Eindhoven aux Pays-Bas.

L'histoire de cet échec commence en 1982. Le football est alors à la mode. Michel Platini règne sur la France du ballon rond, les sponsors affluent, les chaînes de télévision commencent à se disputer les droits de retransmission. M. Jean-Luc Lagardère, passionné de football habitué du Parc des Princes, voit lui aussi dans ce sport un secteur idéal pour diversifier les activités, déjà fructueuses, du groupe Matra qu'il préside (voir ci-dessus). La compétition automobile lui a souri par le passé. Il n'y a pas de raison pour qu'il en soit autrement avec le football. Bénéficiant d'une place laissée vacante en seconde division par le

Paris FC, il ressuscite un fantôme toujours vénéré dans la capitale : le Racing Club de Paris. C'est sous ce nom prestigieux que le club accède à la première division en 1984. Le nom de Matra a fait son apparition sur les maillots ciel et blanc. Le passé du Racing lié à l'avenir de Matra ? Veste et ambition. Objectif : l'Europe. Mais l'équipe redescend aussitôt en seconde division. Jean-Luc Lagardère découvre les réalités du terrain. Pourtant, il persiste. Il a toujours gagné. D'ailleurs le club remonte en première division, un an plus tard, en 1986.

Piette Phonème du président

Pour le grand patron, il n'est désormais plus question d'arrêter en route. Une seule place compte : la première, la sienne. L'image du groupe est en jeu. Les meilleurs joueurs (Luis Fernandez, Enzo Francescoli, Pierre Littbarski...)

Malgré une première partie de saison encourageante sous la férule de ce technicien de talent, malgré les déclarations optimistes et ambitieuses de Jean-Louis Piette — «le Matra Racing peut être comparé à la Juventus de Fiat» —, l'équipe s'écroule lors de la seconde partie de la saison. De conflits internes en résultats décevants — élimination en Coupe de France par l'équipe de troisième division de Créteil — le club s'enfonce. Le message Matra ne passe toujours pas, en dépit d'un budget évalué à quatre-vingts millions de francs. Jean-Luc Lagardère s'impatiente. Mais il insiste.

La saison 1988-1989 démarre sur de nouveaux espoirs. Le Portugais Jorge Picado, le Nantais Philippe Anziani, le Breton Vincent Guérin ou les Toulonnais Ginola et Casoni arrivent à Paris. Des renforts de luxe, une fois de plus. L'ambition, toujours. Mais les résultats restent décevants et le public incertain. Jean-Luc Lagardère, lui, commence à prendre conscience de son échec. Le 4 novembre 1988, un communi-

que de la direction du groupe, sous la signature de Jean-Luc Lagardère, annonce le retrait de Matra du football. Déranger les clubs concurrents, d'abord : «Avec sa politique et son économie, le Matra nous emmerde !», lance un jour Claude Bez, président de Bordeaux. Mais dérange également les joueurs parisiens eux-mêmes : «Le football se pratique sur un terrain, pas dans les bureaux», a-t-il répondu à plusieurs reprises le gardien de but Pascal Olmeta. Ces joueurs se sont souvent plaints à juste titre du manque de chaleur et d'ambiance au sein du club. De nombreux conflits ont ainsi opposé l'austère Jean-Louis Piette à certains joueurs (Enzo Francescoli, Luis Fernandez, Maxime Bossis). Entre l'homme du président, habitué à mener des scientifiques de haut niveau et les hommes du football, volontiers capricieux, il y avait un fossé. L'un parlait rendement, efficacité, esprit «maison». Les autres répondaient ballon, ambiance et argent. «Les footballeurs ne sont pas des ingénieurs. Nos dirigeants ne l'ont jamais admis», regrette aujourd'hui un joueur parisien.

Matra n'a pas compris le football. Le football n'a pas compris Matra. Et le club s'est progressivement affaibli d'une image négative, répandue jusqu'au cœur de ce groupe dont les employés ne se sont jamais reconnus dans ces pitreries footballistiques, parfois immatures mais toujours grassement rémunérées. Le sport ne pardonne qu'à ses vainqueurs et seuls de bons résultats auraient pu renverser cette tendance. Jean-Luc Lagardère les a attendus. En vain. Il a donc décidé de se retirer.

Reste à évaluer les conséquences de ce retrait. Même s'ils auront à cœur de faire grimper leur cote auprès des autres clubs, les joueurs parisiens risquent fort d'être passablement démotivés. La plupart d'entre eux devraient rapidement trouver acquiescent. Mais certainement pas aux conditions financières qui étaient les leurs à Paris, car avec les difficultés des Girondins de Bordeaux la tendance est à la baisse des salaires. Le retrait de Matra marque la fin d'une ambition mais aussi d'une époque dorée pour les joueurs français.

PHILIPPE BROUSSARD.

Les résultats

Résultats des seizièmes de finale retour de la Coupe de France. Les clubs en gras sont qualifiés pour les huitièmes de finale qui auront lieu les 8 et 15 avril prochains.

Division I entre eux	
*Monaco b. Montpellier	3-0
*Nice b. *Toulouse	2-1
Division I contre division II	
*Marseille b. Cannes	2-0
Rouen b. Lille	1-0
*Dunkerque et Caen	0-0
*Toulon b. *Clermont	1-0
*Bordeaux b. Lens	2-0
*Quimper et Marseille	0-0
*Amiens b. Grenoble	2-1
*Rennes b. Matra Racing	3-1
Division I contre division III	
*Sochaux b. Mont-de-Marsan	3-0
*Paris-SC b. Montluçon	5-1
Division I contre division d'honneur	
*Nantes b. Kourou	8-0
Division II entre eux	
*Brest b. Orléans	3-2
*Guingamp et Angers	0-0
Lyon b. AEP La Roche	2-0

● TENNIS : Tournoi de Key-Biscayne. — Yannick Noah s'est imposé, mercredi 29 mars, contre l'Allemand de l'Ouest Carl-Uwe Steeb en quarts de finale du Tournoi de Key-Biscayne : 6-4, 6-1, 6-4. Il rencontrera en demi-finale l'Autrichien Thomas Muster. L'autre demi-finale opposera l'Américain Kevin Curran au Tchèque Ivo Lendl. L'autre demi-finale opposera l'Américain Aaron Krickstein : 6-2, 6-2, 6-2.

L'empire Lagardère

Née au lendemain de la guerre, Matra (19 milliards de francs de chiffre d'affaires) est avec Hachette l'un des deux piliers de «l'empire Lagardère» qui pèse aujourd'hui une cinquantaine de milliards de francs. Sous l'impulsion de son patron, l'entreprise sortit au début des années 80 de son métier d'origine — le militaire — pour se lancer dans une politique hardie de diversification vers le civil. Une stratégie dont l'exemple le plus frappant fut, en 1980, le rachat d'Hachette («la pieuvre verte»).

Matra rencontre néanmoins pas mal de déboires avec ces nouvelles activités et dut se résoudre, lors de sa nationalisation en 1981, à séparer sa branche com-

munication (Europe 1 et Hachette) de ses autres activités (le Monde affaires du 24 octobre 1987). De nouveau privatisée il y a un an, l'entreprise se reconcentre depuis quelques années sur ses métiers les plus rentables, quitte à se séparer des branches en difficulté. Le Racing, qui lui avait permis de conserver une image de société d'entreprise aux yeux du public pendant les six ans d'une nationalisation ressentie comme une pénitence, lui coûtait 80 millions par an. Aujourd'hui, il perd. Matra applique le même remède à son football qu'à ses autres métiers en déclin.

F. V.

sont donc engagés à prix d'or (on évoque alors un salaire mensuel de 700 000 francs pour Luis Fernandez) à l'orée de la saison 1986-87. Il s'ensuit une extraordinaire inflation des salaires. Lagardère révolutionne le football français. Symbole de cette évolution : Jean-Louis Piette, brillant directeur commercial du secteur des transports, devient l'homme fort du président pour les choses du football. Un pur produit maison, le profil Matra jusqu'à la caricature, obnubilé par l'image de marque du groupe. Il ne connaît rien au football, mais sait gérer une entreprise. Problème : sur le terrain, l'équipe n'obtient pas encore les résultats escomptés. L'Europe est hors de portée. Mais Jean-Luc Lagardère ne renonce toujours pas. Il s'engage même encore plus. En juin 1986, le club est rebaptisé Matra Racing de Paris. Les gaminis arrivés au Parc des Princes devront apprendre à crier : «aller Matra !» et non plus «aller Racing !». Nuance importante. Le club s'offre de nouveaux joueurs (le Breton Gérard Buscher, le Sochalien Thierry Fernier, le Néerlandais Sonny Silooy...), qui viennent renforcer une équipe désormais entraînée par le Portugais Artur Jorge, champion d'Europe 1987 avec le FC Porto.

Salaires prohibitifs

Après sept ans de présence sur les terrains, le grand patron du groupe Matra a capitulé devant l'évidence : jamais son club ne s'est intégré à un football français volontiers conservateur. Sa tentative de passage en force a échoué. Les spectateurs parisiens n'ont pas retrouvé dans ce club sans racine le glorieux bagage d'antan. Les tribunes du Parc ont deux fois été artificiellement garnies de grand renfort d'invitations gratuites pour les écoliers. Quant au public de province, il a sifflé plus souvent qu'à son tour cette équipe de «riches».

Ce club n'était guère mieux compris du milieu du football. Trop jeune. Trop riche. Trop pressé. Dans un sport où les notables sont encore rois et naviguent à vue au gré des caprices de leurs joueurs, la rigueur

SKI ALPIN : dopage aux championnats du monde

Contrôle positif pour Christelle Guignard

La Française Christelle Guignard, médaillée de bronze en slalom géant aux championnats du monde de ski alpin, à Vail (Colorado), en février dernier, a été déclarée positive lors du contrôle antidopage à l'issue de cette course, à mercredi 29 mars, la Fédération française de ski (FFS). Une contre-expertise qui a eu lieu à Los Angeles, le 23 mars, en présence d'un représentant de la FFS, a confirmé la présence de nicotamine, mais les résultats quantitatifs ne seront connus que plus tard.

Selon la FFS, «cette substance provient de l'absorption par Christelle, plus de vingt-quatre heures avant le début de la course, de deux comprimés de Coramine glucose sur indication de son entourage médical». La nicotamine avait été incriminée récemment dans le cas de la fondeuse italienne Dorina Vaccaroni, dont le contrôle avait été positif à la suite de l'épreuve de Coupe du monde de Garmisch (RFA), au début de février.

Dans une interview à FR 3, Bernard Chevaller, président de la FFS, a reconnu que le fait d'avoir prescrit des comprimés de Coramine était «une erreur» des médecins de la fédération. «Mais, a-t-il dit, c'est

une erreur qui peut arriver à tout le monde... Le médecin de l'équipe de France féminine, un médecin militaire détaché pour l'année, a déclaré ne pas se souvenir avoir traité Christelle Guignard pendant les championnats du monde de Vail.

Le 1^{er} décembre 1934 à Brest et ancien élève de l'École de l'air, Jean Fleury a servi en Algérie avant d'être chargé de l'expérimentation tactique des avions Mirage-III au centre des expérimentations militaires de Mont-de-Marsan (Landes). Il a notamment commandé la base aérienne de Saint-Dizier (Haute-Marne) et il a occupé plusieurs fonctions importantes à l'état-major de l'armée de l'air, en particulier au bureau des programmes. Sous-chef d'état-major des armées, il est surtout chargé des programmes militaires jusqu'en 1983, date à laquelle il est nommé commandant des forces aériennes stratégiques (bombardiers Mirage-IV et missiles du plateau d'Albion). En 1987, il devient chef d'état-major particulier à l'Elysée.

Frère du général Guy Fleury, lui-même ancien chef d'état-major de l'armée de l'air et, aujourd'hui,

DÉFENSE

La nomination de M. Silberzahn à la DGSE

Des civils aux commandes des trois services de renseignement

La direction, en France, de «l'intelligence», au sens anglo-saxon du terme, a échappé aux militaires. Au profit du corps préfectoral. C'est de tradition à la tête de la Direction de la surveillance du territoire (DST), qui s'occupe du contre-espionnage. Ce l'est devenu, il y a neuf mois, au secrétariat général de la défense nationale (SGDN), qui coordonne les activités du renseignement. Le dernier bastion vient de tomber, il y a moins d'une semaine, avec la nomination d'un préfet, M. Claude Silberzahn, à la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), à la place du général François Marnet, qui n'aura pas tenu quinze mois à son poste de «patron» des services secrets français chargés du renseignement et de l'action pour le ministère de la défense (le Monde du 23 mars).

M. Silberzahn n'est pas le premier civil à diriger la DGSE (ou son ancêtre le SDECE) depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ni le premier préfet. Il est cependant le cinquième «patron» des services secrets français depuis 1981, quand seulement six autres l'ont précédé en trente-six ans, entre 1946 et 1981. Cette instabilité en huit années témoigne de la difficulté du pouvoir actuel, sous la présidence de M. François Mitterrand, à contrôler un service dont les échecs sont plus retentissants que ses succès, réels, sur le terrain.

Le chef de l'Etat renoue, en la circonstance, avec une politique qu'il avait souhaité instaurer dès 1981 lorsqu'il avait confié à M. Pierre Marion, choisi pour remplacer M. Alexandre de Marenches à la tête de la DGSE, sa méfiance envers les militaires, soupçonnés d'avoir deux allégeances, l'une à l'égard de l'Etat et l'autre vis-à-vis de leur corporation d'origine. Entre M. Marion et M. Silberzahn, cependant, le président de la République a creusé cette règle à trois reprises, en nommant l'amiral Pierre Lacoste, puis les généraux Imbot et Marnet à la direction d'un service réfractaire à un «patron» civil.

Electrochoc

En attendant, M. Mitterrand avait tenu parole avec la désignation, en juin 1988, d'un préfet, M. Guy Fougier, au poste de secrétaire général de la défense nationale. Il mettait ainsi fin à vingt-six années de dynastie militaire à la tête du SGDN, dont un grand nombre de ses cinq cents quatre-vingt-dix fonctionnaires (40 % sont des militaires) travaillaient au sein de la division de l'évaluation et de la documentation stratégique et, plus spécialement, pour le compte du groupe permanent d'évaluation de situations. Le SGDN centralise et synthétise le renseignement sous azimuts. Il est, toutes proportions gardées, un conseil national de sécurité extérieure sous le contrôle du premier ministre, lorsque ces questions-là l'intéressent.

Avec la nomination d'un autre préfet, M. Claude Silberzahn, à la tête de la DGSE, le président de la République vient de parachèver son dispositif qui aboutit à confier à trois hauts fonctionnaires de la préfecture (avec M. Bernard Gérard à la direction de la DST) le soin d'animer le renseignement à l'intérieur et hors de France. La hiérarchie militaire, qui avait réussi jusqu'à présent à conserver les responsabilités représentées au SGDN et à la DGSE, sort affaiblie de la configuration imposée par le chef de l'Etat. En privé, certains chefs militaires considèrent que M. Mitterrand ferait payer à l'armée la faute commise en 1988 par quarante-cinq généraux de réserve qui appelèrent publiquement à voter pour M. Chirac.

Hors normes

Il reste que la partie n'est pas jouée. Malgré la réorganisation interne dont il a été l'objet et en dépit du départ de quelques-uns de ses collaborateurs, civils et militaires, pour leur administration d'origine, le SGDN n'est pas au mieux de sa forme : l'électrochoc représenté par la nomination de M. Fougier n'a pas encore donné tout ce que l'on pouvait en attendre sur le plan d'un regain de son activité. La situation de la DGSE pourrait n'être pas tellement différente : un tiers de ses trois mille agents sont des militaires d'active, et ce taux est bien plus élevé encore dans les postes de haute responsabilité.

Dans le passé, à plusieurs reprises, les différents «patrons» de la DGSE ont tenté de diversifier le recrutement des services secrets français, en cherchant à attirer des candidats de grandes écoles civiles ou à engager des fonctionnaires civils de haut rang. En vain. A chaque fois, l'opération est demeurée embryonnaire, partielle ou sans lendemain. La DGSE a continué d'exister dans la consanguinité militaire. Ce qui n'est pas forcément un défaut si l'armée constitue un vivier de compétences, de disponibilité et de discipline constamment renouvelées. Mais cela peut être un handicap si une militarisation excessive interdit tout esprit d'ouverture à un service précédemment tourné vers le renseignement hors des frontières.

Les fonctionnaires (supérieurs ou subalternes) de la DGSE ont hors normes : mutés d'une heure à l'autre, dans l'intérêt du service, par leur directeur général, qui n'a pas besoin de se justifier, ils sont privés du droit de grève, du droit d'association syndicale, sans commission paritaire pour discuter de leur sort, et soumis à une obligation draconienne de secret. Leur statut n'est que dérogations à la fonction publique. Avant d'espérer à nouveau obtenir un recrutement plus large, M. Silberzahn devra convaincre les jeunes énarques et polytechniciens qu'ils ne lâchent pas la proie pour l'ombre en entrant à la DGSE.

JACQUES ISNARD.

Le général Jean Fleury devient chef d'état-major de l'armée de l'air

Sur proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 29 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● Air. — Est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air, le général d'armée aérienne Jean Fleury, en remplacement du général d'armée aérienne Achille Lerche, qui atteint la limite d'âge de son rang le 23 avril.

[Né le 1^{er} décembre 1934 à Brest et ancien élève de l'École de l'air, Jean Fleury a servi en Algérie avant d'être chargé de l'expérimentation tactique des avions Mirage-III au centre des expérimentations militaires de Mont-de-Marsan (Landes). Il a notamment commandé la base aérienne de Saint-Dizier (Haute-Marne) et il a occupé plusieurs fonctions importantes à l'état-major de l'armée de l'air, en particulier au bureau des programmes. Sous-chef d'état-major des armées, il est surtout chargé des programmes militaires jusqu'en 1983, date à laquelle il est nommé commandant des forces aériennes stratégiques (bombardiers Mirage-IV et missiles du plateau d'Albion). En 1987, il devient chef d'état-major particulier à l'Elysée.]

Frère du général Guy Fleury, lui-même ancien chef d'état-major de l'armée de l'air et, aujourd'hui,

cadre de réserve, le général Jean Fleury était, pour la succession du général Lerche, en compétition avec le général de corps aérien Vincent Lanata, actuel major-général à l'état-major de l'armée de l'air.]

● Terre. — Sont promus général de brigade, les colonels Marc Vallon, Antoine de Vries, Christian Pipart et Armand Tardieu de Malestrie-Meln.

● Contrôleur général des armées. — Est promu contrôleur général des armées, le contrôleur des armées Jacques Blanc.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

J.-F. KAHN ET L. SICHLER CONDAMNÉS POUR DIFFAMINATION ENVERS MONSIEUR C. GUERIN

(Contrôle général de la police) Dans son n° 19, «L'EVENEMENT DU JEUDI» a publié un article intitulé «Grand-Papa Mitterrand les rend dingues» sous les signatures de SICHLER et MAURY.

Il y est notamment insinué que M. Claude GUERIN aurait, dans le cadre d'une importante affaire judiciaire en cours, participé à l'élaboration d'une pièce contenant des éléments délibérément falsifiés. Or les prévenus n'ont invoqué ni l'exception de vérité ni sollicité le bénéfice de la bonne foi.

Une telle accusation portée de surcroît contre un haut fonctionnaire de police constitue une grave atteinte à l'honneur et à la considération de M. Claude GUERIN.

C'est ainsi que, par jugement en date du 21 octobre 1988, la 1^{re} Chambre correctionnelle du T.G.I. de Paris a constaté l'existence de l'Action publique du fait de l'annulation, condamnant solidairement SICHLER et KAHN, directeur de la publication «L'EVENEMENT DU JEUDI», pour diffamation publique commise envers un fonctionnaire public à payer à M. Claude GUERIN la somme de 10 000 F à titre de dommages-intérêts, ainsi que la publication d'extraits du jugement aux frais des prévenus.

Pour extraits : Maître SYLVAIN GARANT, avocat à la Cour.

Cabinet de M^{re} Luc Boutevillier avocat à Paris 8^e, av. de Wagram n° 36. Par jugement rendu par la première chambre civile du tribunal de grande instance de Bobigny, le 17 janvier 1989, le tribunal de M^{re} Parizeau Marie-Hélène, M^{re} Durin Juste et M. Dore Yves, il appert que le tribunal a constaté l'absence de M. Paul Eugène Fournier, né à Suresne (Seine-et-Oise) le 6 mai 1915, dont le dernier domicile était à Noye-la-Seche (Seine-et-Oise), Ville Gumbetta, n° 1. POUR EXTRAITS.

DÉCLARATION D'ABSENCE

Cabinet de maître Rémy Ballanger avocat à la Cour - 7, rue Vézelay, 75008 Paris. Par requête en date du 15 janvier 1989, le tribunal de grande instance de Nanterre (Hauts-de-Seine) a été saisi à l'effet de constater l'absence du nommé Jacques Gastine, né à Paris le 28 mars 1926, fils de Jean Auguste Marie Gabriel Joseph Gastine et de Renée Raymond Marie Dacier, domicilié en dernier lieu 8, rue Voltaire (92) Issy-les-Moulineaux et qui n'a plus donné signe de vie depuis juin 1944. POUR EXTRAITS.

CAMPUS

L'EUROPE?
AH! AH! AH!

Et pendant ce temps, les étudiants de l'EFBS travaillent : 4 ans d'études pour apprendre l'anglais et savoir la grammaire. Rien bien qui ne le dérange!

EUROPEAN BUSINESS SCHOOL
Concours d'entrée : 2 et 3 mai 1989, 8, rue de la Paix - 75008 Paris
Tél. : 42.81.63.36
Minut. : 38 14 Code : Ecole EBS.

L'ACTUALITÉ
N'APAS D'HEURE

L'ACTUALITÉ DU MONDE
24 heures sur 24
Sur minitel

ACTUALITÉ
36.15 LE MONDE

Le Carnet du Monde

Naissances

M. et M^{me} Louis-Jacques BONNEVILLE,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur petit-fils

Arthur,

chez Catherine et Jean-Louis CREHALET, le 26 février 1989, à Paris.

Roch Glass, 27710 Bugnolles, 3, rue de l'Abbé-Roger-Derry, 75015 Paris.

Victoire DELORY et Christophe CATELLE ont la joie d'annoncer la naissance de

Chloé,

le 21 mars 1989.

98, rue de Saint-André, 59000 Lille.

Mariages

M^{me} Marie LABUSQUIÈRE-NOUVEAU et

Pierre CHAZANOFF,

ont la joie de faire part de leur mariage, célébré en toute intimité, le 20 mars 1989, à Paris.

4, rue Irène-Blanc, 75020 Paris.

Décès

Ses enfants, sa famille, et ses proches, ont la tristesse de faire part du décès du

professeur René BERNARD, pédagogue,

survécu à Marseille, le 26 mars 1989.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, allée de la Compassion, 13012 Marseille.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-96-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et adhérents 73 F

Communications diverses 86 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4971

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Des femmes qui pourraient se plaindre d'être traitées comme des garçons. — II. Rendre plus pesant. — III. Entre pas à pas. Partie d'un jeu. — IV. A donné aux morts l'occasion d'être à la fête. Un agrément étranger. — V. Pas vilaine, autrefois. Une tonne d'équivalent charbon. — VI. Ne descend pas pour rien. Une grande organisation. — VII. Peut-être utile quand on a besoin d'un secours. — VIII. Rajouter comme une vieille coquette. — IX. Une couleur pas très jolie, mais dont on ne peut pas dire qu'elle n'est pas catholique. — X. Pronom. Capitale, en Amérique. — XI. Avec lui, il y a évidemment de la casse. Dieu.

VERTICALEMENT

I. Des usines à pain. — 2. Que l'on a donc fait sauter. En Espagne. — 3. Est parfois garni de pompes. Fait réfléchir. — 4. Participe. Pas condamné. — 5. Une intoxication qui prouve qu'on n'a pas mangé son pain blanc. — 6. En Italie. Siège qu'on peut mettre sur un bidet. — 7. Titre étranger. A le bec arqué. — 8. Dieu. Adverbe. Qui a donc comploté. — 9. Peut qualifier une plaie. Contribuent à faire une belle main.

Solution du problème n° 4970

Horizontalement

I. Dépendance. — II. Ictus. Pua. — III. Sa. Exier. — IV. Ciro. Au. — V. OM. Pneu. — VI. Talo. — VII. Hécatombe. — VIII. Est. Anier. — IX. Erg. Tr. — X. Ubu. Ebène. — XI. Exer. Sec.

Verticalement

1. Discrétion. — 2. Escilles. Br. — 3. P. Réacteur. — 4. Enée. L. — 5. Net. Potager. — 6. Raçon. — 7. Epine. Mite. — 8. Sue. Berne. — 9. Ara. Séries.

GUY BROUTY.

M. René Chevalier,

son épouse, M. et M^{me} Jean Chevalier,

M. et M^{me} Henri Monfort, M. et M^{me} Jean-Pierre Brang,

ses enfants, M. et M^{me} Philippe Gallot,

M. et M^{me} Marc Chevalier, M^{me} Catherine Chevalier,

M^{me} Benoît, Denis, Yves et Bertrand Monfort,

ses petits-enfants, Mario-Lucie, Bertille et Baptiste,

ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} René CHEVALIER, née Charlotte Elab,

survécue le 29 mars 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 1^{er} avril, à 10 heures, en l'église Notre-Dame de Dinard.

Kroz Ar Mor, 7, avenue de la Pêcherie, 55000 Landerneau-Dinard.

M^{me} Maurice Espinasse, Catherine Espinasse et Claude Brocoulou,

M. et M^{me} André Espinasse et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice ESPINASSE, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire,

croix de guerre avec Palmes, médaille de la Résistance,

survécue le 26 mars 1989, à l'âge de soixante-dix ans.

Selon la volonté du défunt, son corps sera incinéré le mercredi 5 avril, à 14 heures, au cimetière du Père-Lachaise (entrée par la place Gambetta, Paris-20).

Ses cendres seront déposées dans le caveau familial au cimetière de Menestreau-en-Villette (Loiret).

Remerciements inchobés aux personnes qui voudront bien assister.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Résidence Mondou-Bellevue, 8, chemin de la Roche, 92190 Mondon.

Paris, Asnières, Angoulême, Aubusson-Bois.

M. Robert FRANTZEN, son épouse,

Claude et Francis Frantzen, leurs enfants et leur petit-fils,

Jean et Viviane Frantzen et leurs fils,

Francis et Patrick Marin et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part de la disparition de

M^{me} Robert FRANTZEN, née Hélène Gauthier,

décédée à Paris le 24 mars 1989.

Remerciements inchobés aux personnes qui voudront bien assister.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Résidence Mondou-Bellevue, 8, chemin de la Roche, 92190 Mondon.

Paris, Asnières, Angoulême, Aubusson-Bois.

M. Robert FRANTZEN, son épouse,

Claude et Francis Frantzen, leurs enfants et leur petit-fils,

Jean et Viviane Frantzen et leurs fils,

Francis et Patrick Marin et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part de la disparition de

M^{me} Robert FRANTZEN, née Hélène Gauthier,

décédée à Paris le 24 mars 1989.

Remerciements inchobés aux personnes qui voudront bien assister.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Résidence Mondou-Bellevue, 8, chemin de la Roche, 92190 Mondon.

Paris, Asnières, Angoulême, Aubusson-Bois.

M. Robert FRANTZEN, son épouse,

Claude et Francis Frantzen, leurs enfants et leur petit-fils,

Jean et Viviane Frantzen et leurs fils,

Francis et Patrick Marin et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part de la disparition de

M^{me} Robert FRANTZEN, née Hélène Gauthier,

décédée à Paris le 24 mars 1989.

Remerciements inchobés aux personnes qui voudront bien assister.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Résidence Mondou-Bellevue, 8, chemin de la Roche, 92190 Mondon.

Paris, Asnières, Angoulême, Aubusson-Bois.

M. Jean-François Girault,

M. et M^{me} Claude Maréchal, M. et M^{me} Jacques Mitzand,

M. et M^{me} Bernard Girault, M. Pierre Girault,

M. et M^{me} François Choutet, ses enfants,

Séverine et Elodie Girault, Corinne et Nicolas Mitzand,

Pierre et Céline Choutet, ses petits-enfants,

M. et M^{me} Jean-Marc Ancy, ses frère et belle-sœur,

M. et M^{me} Jean-Philippe Ancy, M^{me} Marie-Laurence Ancy,

ses neveux et nièces, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Maurice-François GIRAULT, née Jacqueline Ancy,

survécue à son domicile, le 26 mars 1989, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité, le 29 mars, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Rigand, 92200 Neuilly.

M^{me} Ginette Vogel-Vaux, ses enfants et petits-enfants,

M. Lucien Hauri, M^{me} née Pierrette Vaux et leurs enfants,

ses frères, sœur, Et toute sa famille, font part du décès de

M^{me} Alexandre VAUX, née Suzanne Goumy.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Tulle (Corrèze), le 27 mars 1989.

22, rue Raymond-Rouveyrol, 19000 Tulle.

Alain et Jacqueline Le Sceller, ses enfants,

Yves et Paloma Le Sceller, Daniel et Joanne Le Sceller,

ses petits-enfants, Les docteurs Christophe et Anne-Isabelle Richet et leurs enfants,

sa sœur, Le docteur Léone Richet, font part du décès de

docteur Jacques-Robert RICHERT,

le 28 mars 1989, dans sa soixante-cinquième année, à Lingèvres (Calvados).

La cérémonie religieuse aura lieu dans la plus stricte intimité à Lingèvres.

Edouard Thévenon, Jean Thévenon,

ont la douleur de faire part du décès de leur frère,

Patrick THÉVENON.

Les obsèques auront lieu le vendredi 31 mars 1989, à 15 h 30, au cimetière de Montmarie, 20, avenue Rachel, Paris-18.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

22, rue Victor-Masé, 75009 Paris.

(Lire ci-contre.)

Remerciements

M^{me} Josephine Buffi, M^{me} Claire-Lise Buffi, M. Lubinski

Descar et leur fille Dubrowka,

Les familles Brebion, Corberand, Oliba, Marie,

remercient sincèrement toutes les personnes qui ont pris part à leur douleur,

lors du décès de

M. André BOFFY,

survécue à Nice, le 21 mars 1989.

Remerciements

M^{me} Josephine Buffi, M^{me} Claire-Lise Buffi, M. Lubinski

Descar et leur fille Dubrowka,

Les familles Brebion, Corberand, Oliba, Marie,

remercient sincèrement toutes les personnes qui ont pris part à leur douleur,

lors du décès de

M. André BOFFY,

survécue à Nice, le 21 mars 1989.

Remerciements

M^{me} Josephine Buffi, M^{me} Claire-Lise Buffi, M. Lubinski

Descar et leur fille Dubrowka,

Les familles Brebion, Corberand, Oliba, Marie,

remercient sincèrement toutes les personnes qui ont pris part à leur douleur,

lors du décès de

M. André BOFFY,

Saint-André.

On nous prie d'annoncer la disparition accidentelle de

M^{me} Claude PICARD.

Familles Picard, Monod, Schillinger, Rives.

M^{me} Jean Naudet, ses enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} Alain Chailous, font part du décès de

M^{me} André PINEL,

le 22 mars 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Il rappelle le souvenir de son époux, le

capitaine de vaisseau André PINEL,

décédé en 1979.

17, rue de l'Église, 92200 Neuilly-sur-Seine.

12, rue Lecoq-de-Lisle, 75016 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Madeleine POLU, née Burelle,

survécue à Thionville, le 28 mars 1989.

Les obsèques sont célébrées ce jour, jeudi 30 mars, à 14 h 30, en la cathédrale Sainte-Réparate à Nice (Alpes-Maritimes).

L'inhumation a lieu au cimetière de Rabia, à Antibes.

Ses époux, M^{me} Jacques Richet, ses enfants,

M. et M^{me} Xavier Richet, et leurs enfants,

M. et M^{me} Philippe Desjourns et leurs enfants,

Les docteurs Christophe et Anne-Isabelle Richet et leurs enfants,

sa sœur, Le docteur Léone Richet, font part du décès de

docteur Jacques-Robert RICHERT,

le 28 mars 1989, dans sa soixante-cinquième année, à Lingèvres (Calvados).

La cérémonie religieuse aura lieu dans la plus stricte intimité à Lingèvres.

Edouard Thévenon, Jean Thévenon,

ont la douleur de faire part du décès de leur frère,

Patrick THÉVENON.

Les obsèques auront lieu le vendredi 31 mars 1989, à 15 h 30, au cimetière de Montmarie, 20, avenue Rachel, Paris-18.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

22, rue Victor-Masé, 75009 Paris.

(Lire ci-contre.)

Remerciements

M^{me} Josephine Buffi, M^{me} Claire-Lise Buffi, M. Lubinski

Descar et leur fille Dubrowka,

Les familles Brebion, Corberand, Oliba, Marie,

remercient sincèrement toutes les personnes qui ont pris part à leur douleur,

lors du décès de

M. André BOFFY,

survécue à Nice, le 21 mars 1989.

Remerciements

M^{me} Josephine Buffi, M^{me} Claire-Lise Buffi, M. Lubinski

Descar et leur fille Dubrowka,

Les familles Brebion, Corberand, Oliba, Marie,

remercient sincèrement toutes les personnes qui ont pris part à leur douleur,

lors du décès de

M. André BOFFY,

survécue à Nice, le 21 mars 1989.

Remerciements

M^{me} Josephine Buffi, M^{me} Claire-Lise Buffi, M. Lubinski

Descar et leur fille Dubrowka,

Les familles Brebion, Corberand, Oliba, Marie,

remercient sincèrement toutes les personnes qui ont pris part à leur douleur,

lors du décès de

M. André BOFFY,

Anniversaires

Le 26 mars 1979

Marc BOURDIARIAT

quittait les siens.

Dix ans après, tous ceux qui l'ont aimé se souviennent.

Pour le premier anniversaire du décès de

président Edgar FAURE,

le 30 mars 1988,

une pensée est adressée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Une messe sera célébrée à son intention le lundi 17 avril, à 11 heures, en l'église Sainte-Clotilde, rue Les-Clares, Paris-7.

L'hommage sera prononcé par le R.P. Carré.

Le Monde DES LIVRES

Torrente Ballester le baroque

Pour cet écrivain galicien longtemps — et injustement — méconnu, la littérature est une fête raffinée.

ÉCRIVAIN galicien ayant choisi d'écrire en castillan, Gonzalo Torrente Ballester connaît également parfaitement la langue et la littérature françaises. Cela lui permet de préférer la traduction française de l'île des jacinthes coupées de la manière la plus brillante et la plus drôle qui soit.

Évoquant avec humour la situation du point de vue international de la littérature espagnole il écrit : « Je n'ignore pas qu'écrire en castillan est un handicap, surtout si l'auteur est espagnol. Les lettres espagnoles, en dehors de deux ou trois classiques et de quelques modernes pas toujours bien choisis, n'ont pas la chance d'être estimées à leur juste valeur au-delà de nos frontières, sauf par les départements de langue espagnole des universités étrangères et par ces esprits émérites et curieux qu'on nomme hispanistes (...). Le fait que la Régente, le meilleur roman espagnol du dix-neuvième siècle, ait été traduit en français seulement un siècle après sa publication est suffisamment éloquent en soi. L'ignorance

dans laquelle sont tenues les lettres espagnoles n'est pourtant pas due à ses maigres mérites, elle est seulement une conséquence de l'étrange comportement historique — pas toujours bien compris — de mon pays. »

Pourtant, dans le cas de Torrente Ballester, l'ignorance a quelques excuses. Certes l'auteur de l'île des jacinthes coupées est sans conteste l'un des grands écrivains espagnols de ces cinquante dernières années. Certes, le romancier rappelle avec une ironie à peine amère qu'il est le contemporain de Jean-Paul Sartre qui n'a pas attendu sa soixante-dixième année pour avoir droit à la reconnaissance du public. Certes encore, les deux seuls textes du romancier galicien traduits en français — *Don Juan*, roman et cette *Île des jacinthes coupées* — ont été écrits il y a respectivement vingt-sept ans et dix ans et font partie d'une œuvre commencée il y a près d'un demi-siècle et qui comporte une quarantaine d'ouvrages.

Mais notre retard n'est lui-même que le reflet de l'indiffé-



Torrente Ballester : un chef d'orchestre inspiré.

rence avec laquelle l'Espagne traite longtemps le plus séduisant et le plus insaisissable de ses trésors avant de l'ensevelir, depuis le début des années 70, sous les prix littéraires, les récompenses académiques et les honneurs officiels.

C'est que Torrente Ballester ne ressemble en rien à l'image de l'écrivain espagnol que les drames

historiques du siècle nous ont forgés. La réalité sociale et politique de l'Espagne contemporaine n'a jamais été son horizon littéraire ; et, si l'écrivain a eu quelques ennuis avec la censure franquiste — après avoir mollement flirté dans sa jeunesse avec l'idéologie phalangiste, — c'est davantage parce que les dictatures détestent ce qu'elles ne comprennent pas et qu'elles haïssent toutes les formes de l'esprit et de la liberté que par les qualités subversives de ses livres.

Les cérémonies de la langue

Cet apolitisme d'esthète a valu longtemps à l'auteur d'être tenu à l'écart des courants porteurs de la vague littéraire espagnole de l'officielle comme de la clandestine. Paradoxalement, c'est ce qui vaut à l'auteur de *La Saga/Fuga de J. B.* — son chef-d'œuvre — d'être reconnu aujourd'hui comme un chef de file par les nouvelles générations, pressées de se mettre à l'heure des avant-gardes européennes et de sortir de la problématique politico-littéraire engendrée par l'ensemble guerre civile-franquisme-renouveau démocratique.

Écrit par un homme de soixante-dix ans, l'île des jacinthes coupées a en effet tout pour séduire un public longtemps privé des grandes cérémonies de la langue, de la virtuosité formelle et des jeux raffinés de l'esprit et de l'érudition. Comme dans tous les romans de Torrente Ballester, il y a quatre ou cinq livres qui s'enchevêtrent dans ce dernier, glissant de l'un à l'autre par de délicates et diaphanes passerelles verbales jetées au-dessus de ravins profonds.

Il y a un long monologue qu'adresse le narrateur, pour la séduire, à une belle étudiante, Ariadna, dans laquelle il voit la réincarnation d'une héroïne romanesque du seizième siècle ; il y a une thèse, appuyée par tous les éléments de la logique historique la plus rigoureuse, selon laquelle Napoléon n'a jamais existé, mais fut une invention diaboliquement concoctée par Metternich, Nelson, Chateaubriand et quelques autres créateurs d'imaginaire ; il y a un roman galant et des aventures mythologiques. Tout cela fuse dans l'allégresse et l'euphorie la plus communicative selon l'inspiration d'un chef d'orchestre tout au bonheur de sa musique.

PIERRE LEPEPE.

(Lire la suite page 23.)

Le roi ne meurt jamais

Voici enfin traduit le célèbre ouvrage d'Ernst Kantorowicz sur la théorie de la monarchie

« *King's Two Bodies* » d'Ernst Kantorowicz est paru à Princeton en 1957, trente ans après l'Empereur Frédéric II, qui devait imposer l'unité véritable au monde par la pensée politique médiévale et moderne. Le public français, qui a attendu soixante ans la traduction de l'Empereur Frédéric II — parue en 1987 dans la même « Bibliothèque des histoires », — découvre aujourd'hui, trente-deux ans après sa première édition, les *Deux Corps du roi*, traduit avec élégance et précision par Jean-Philippe et Nicole Genet, bons connaisseurs de la langue anglaise bien sûr, mais aussi de la genèse de l'État moderne.

Un encyclopédisme fascinant

Le retard apporté à la traduction d'un livre aussi important a quelque chose d'inquiétant : les spécialistes l'ont lu en version originale, examiné et discuté de séminaires en colloques, tandis que le contenu en était vulgarisé par des ouvrages en langue française ; des articles de l'auteur ont été réunis sous le titre *Mourir pour la patrie et autres textes* (PUF, 1984) ; les œuvres du grand disciple Ralph E. Giesey ont été traduites avant celles du maître (1). Si bien que l'on peut se demander s'il y a encore place dans le paysage intellectuel français pour ce gros livre qui appuie 366 pages de texte sur 250 pages de notes serrées, de bibliographie et d'index.

Il faut tout de suite répondre oui, non seulement parce qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire (ceci pour l'éditeur), mais parce que, lire en français les *Deux Corps du roi*, on découvre ou redécouvre un livre éblouissant où l'auteur met au service de quelques idées fortes une culture et une érudition d'un encyclopédisme fascinant. Il n'est pas moins à l'aise avec les inscriptions romaines qu'avec Thomas d'Aquin, avec les miniatures d'évangéliques carolingiens qu'avec l'œuvre poétique de Dante, pour ne rien dire des

juristes de toutes époques qui sont son pain quotidien.

C'est au seizième siècle, dans l'Angleterre des Tudor, que la doctrine des deux corps du roi est apparue en pleine lumière. Selon les légistes de la couronne, le roi a en lui deux corps : un corps naturel, sujet aux faiblesses et aux infirmités de la nature comme celui de n'importe lequel de ses sujets ; un corps politique, qui administre et gouverne en vue du bien commun. Et ce second corps est à l'abri des incapacités du premier. Mais les deux corps sont indivisiblement unis et ne peuvent être séparés que par la mort. En ce cas, seul meurt le corps naturel, et le corps politique est transféré du corps naturel maintenant mort à un autre corps naturel. C'est le sens du célèbre aphorisme : « Le roi ne meurt jamais. »

A partir d'un état de la question au seizième siècle, où il a mis à contribution aussi bien les définitions des juristes que le *Richard II* de Shakespeare (le jeu des deux corps se prête merveilleusement à la tragédie), Kantorowicz explore les trois strates d'une archéologie de la théorie.

La dualité des corps royaux

Au plus profond, au onzième siècle, il trouve la royauté fondée sur le Christ : la pensée politique occidentale est d'abord théologique, et c'est cette évidence ou ce parti pris qui court tout au long du livre. Comme le Christ, le roi est une personne mixte. « *De par la nature*, écrit un anonyme normand vers 1100, *il est semblable aux autres hommes ; de par l'éminence de sa déification et de par le pouvoir du sacre... il est un Christ, c'est-à-dire un homme-Dieu.* » Ce sont, sur le plan théologique, les arguments des juristes Tudor : la dualité des corps royaux reflète la dualité de nature du Christ.

MICHEL SOT.
(Lire la suite page 18.)

(1) R.E. Giesey : *Le roi ne meurt jamais. Les obédience royales dans la France de la Renaissance*, Flammarion, 1987 ; *Cérémonial et puissance souveraine*, France XV-XVII, Armand Colin, 1987.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Un oiseau dans le ciel, de Félicien Marceau

Caprice, petite île

Je ne connais pas de spectacle plus gracieux, plus enchanteur, et, hélas, en voie de disparition, que celui d'un voisin de train dévorant un livre et, soudain, riant tout seul, aux éclats. Des experts s'interrogent savamment, ces jours-ci, sur une prétendue crise de la lecture ; la cause, ne cherchons pas, c'est d'abord qu'en ouvrant un livre, de nos jours, on risque fort de s'ennuyer ferme. Les jeunes auteurs, croyant marquer plus sûrement leur temps, font assaut de grands airs douloureux et de composition. Que veut dire « composition » ? Tristesse affectée, absence d'ironie, de légèreté...

Avec Félicien Marceau, le danger de composition est écarté d'emblée. L'esprit de sérieux qui pétrifie nos contemporains, sous l'influence calamiteuse des discours politiques, Marceau a décidé de lui tordre le cou, comme naguère le poète à l'éloquence, sa cousine. Après une dizaine de romans, et autant de pièces, voués à nous divertir, les *Passions partagées*, il y a deux ans, ont réjoui les amateurs de romanesque échoué. *Un oiseau dans le ciel* prolonge le bonheur du précédent, dont il est un peu la suite. On y trouve des descendants des Saint Damien, selon des cousinages dont s'amuse l'auteur de *Balzac et son monde* ; on y croise même un certain Cottard-Labeau, dont le patronyme vaut clin d'œil ; et en même temps (je parle ici pour les partisans de gravité à tout crin), l'aventure du jeune Nicolas, occupée qu'elle est à nous faire voir du pays et des gens, nous conduit à nous poser, mine de rien, de bonnes questions, un peu comme la pièce *L'Oeuf*, ce coup de maître. Par exemple : qu'est-ce que la liberté, quand on l'a déjà ?

Où, Nicolas de Saint Damien rappelle beaucoup le petit héros de *L'Oeuf*. Il est mieux né, aussi bien qu'on peut l'être, il va épouser une fille de duc, et dans le « gratin », désormais, on ne s'embarrasse plus de préjugés, moins que chez les petits-bourgeois où l'inoubliable comédien Duby, l'œil rond, faisait sa pelote. Mais il s'embarrasse dans les mêmes pièges que tendent les

familles joueuses de rami et les logeuses tireuses de cartes. Un lien est un lien : la prison du mariage, une prison. Et les cages dorées, par les commodités qu'elles offrent, ne sont pas les moins traîtresses, ni les plus faciles à quitter.

Pourquoi partir ? Nicolas a la chance de ne pas devoir gagner sa vie. Il a épousé une petite Sibylle de Fauquemont pleine de fantaisie, avec ancêtres présents à Bouvines, père soupe au lait, donc inoffensif, jardin rue Barbet-de-Jouy, et nuée de belles-sœurs aux petits soins. Que désirer de plus ?... Ce qu'il n'a pas, c'est-à-dire tout le reste dont ceux qui y pataugent rêvent de s'extraire, les sautes de bile, les maudits sentant l'endive, la misère et ses vieilles morales recopiées d'une classe possédante qui, elle, n'y croit plus depuis belle lurette !

S'il tient à têter de la mouise, c'est peut-être que, outre l'esprit d'aventure et de contradiction propre aux belles natures, il a reçu en partage un peu de sang gitano. On ne lui connaît pas de père, ni lui non plus, au moins jusque vers la fin du livre. Rien de tel qu'une origine incertaine pour donner un coup de fouet aux sangs trop longtemps appariés avec soin, et que l'esprit de vengeance des bâtards pour secouer les arbres généalogiques trop bien peignés !

PAS de bonheur sans liberté, et pas de liberté sans régime de vache enragée, condition de disponibilité aux coups de hasard, lequel ne favorise vraiment que les solitaires et les errants. Nicolas déambule. Si inattendus que se montrant les duchesses, comme on le sait depuis Balzac, la rue réserve des surprises autrement plus... — comment dire sans verser dans les clichés ? — plus... capiteuses que les salons : ici, une agrégée de philo qui se prostitue parce que l'argent donne au sexe un poids, une profondeur, auxquels le sexe, seul, n'atteint pas ; là, une cartomancienne pour sénateurs, ces derniers continuant à ne pas croire à l'exactitude proclamée de la science politique.

(Lire la suite page 21.)

Je suis un écrivain, Monsieur Poirot !
Kirk Douglas et Anne Andreu

KIRK DOUGLAS
Le fils du chiffonnier
Mémoires

« Avec tant de courage, de talent et de charme, "le fils du chiffonnier" était condamné à un destin mythologique. »
ANNE ANDREU
L'ÉVÉNEMENT DU JOUR

« C'est un fondeur qui cogne dur, du grand art tout en finesse. »
MICHEL GROSJEAN
L'EXPRESS

« La véritable histoire du rêve américain. »
MARIE COLMAN
LIBÉRATION

Presses de la Renaissance

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

BIOGRAPHIE

Pierre Chaillet,

jésuite et résistant

Pierre Chaillet naît en 1900 dans une de ces pieuses familles nombreuses de Franche-Comté. D'abord séminariste à Besançon, il entre en 1923 dans la Compagnie de Jésus, où il reçoit une formation théologique poussée, le destinant à un enseignement de haut niveau. Son champ de recherche ? L'écclésiologie, et plus particulièrement cette Ecole de Tübingen qui, dans l'Allemagne de la première partie du dix-neuvième siècle, tentait d'entraîner le durcissement de la Contre-Réforme par l'ultramontanisme. Ses publications sur Mithérisme annonçaient une œuvre théologique comparable à celle de son confrère et ami Henri de Lubac ou de son collègue dominicain Yves Congar.

Mais l'irruption de l'Histoire dans une vie promise à l'étude en décide autrement. La sympathie du Père Chaillet pour l'Austrie catholique et de fréquents séjours outre-Rhin l'ont rendu sensible à la menace que fait peser le nazisme sur la foi chrétienne. Dès avant la guerre, il aide de la plume et du geste les adversaires de l'ordre brun réfugiés en France. Aussi n'hésite-t-il guère à entrer dans la résistance active. La tonalité spirituelle qu'il lui insufflé bouleverse son existence. De Lyon, puis de Paris, le Père Chaillet anime l'Amis chrétien, organisme de secours aux victimes de la persécution, et fonde les Cahiers, puis le Courrier de Témoignage chrétien, avant de prendre en charge les œuvres sociales de la Résistance.

Ainsi le théologien ne retrouve-t-il pas ses livres. Et jusqu'à sa mort, en 1972, il ne cessera de penser les plaies creusées par l'Occupation dans les rangs résistants. Mais son rôle n'a plus rien de commun avec celui qui fut le sien au fil des années noires. Les Cahiers du monde nouveau, lancés en 1945, ne connaissent pas le succès escompté. L'hebdomadaire Témoignage chrétien évolue dans des directions qui ne satisfont pas toujours son fondateur : en 1962, surtout, le Compagnie de Jésus écarte définitivement de Paris, comme de Lyon, ce religieux discipliné qui y fut naguère si influent.

Historien reconnu de la résistance chrétienne, René Bédaride nous a déjà beaucoup apporté sur les années décisives de la vie du Père Chaillet. Restait à lier la gerbe en restituant l'itinéraire complet d'un personnage hors du commun. Au total, voilà la biographie exemplaire par sa rigueur et sa finesse d'une figure connue mais parfois abusivement réduite à ce qui demeure, malgré tout, le ressort de la notoriété du Père Chaillet : sa résistance de chrétien au totalitarisme.

ETIENNE FOUILLOUX.

★ PIERRE CHAILLET, TÊTE DE LA RÉSISTANCE SPIRITUELLE, de René Bédaride. Fayard, 330 p., 95 F.

Cesare Musatti le franc-tireur

CESARE MUSATTI — qui vient de disparaître voici quelques jours (le Monde du 22 mars) — était par son « talent d'Achille », son appareil cardio-respiratoire qui lui jouait souvent de mauvais tours et qui, il y a trois ans encore, lui a fait vivre l'expérience d'une mort douce sur les quais d'une gare : « Je me laissai emporter dans le néant et c'était très beau. » Il comparait la mort à une prise de morphine : elle procure la sensation d'annuler le poids du monde.

Né en 1897 à Venise, Cesare Musatti est l'une des figures les plus originales de la psychanalyse italienne. Il racontait volontiers comment, dans les années 50, lors d'un congrès, il fut démasqué et accusé par des magistrats d'un grave délit : exercice illégal de la médecine. Il avait eu la faiblesse d'avouer qu'il n'était pas médecin, mais diplômé en philosophie. C'est en 1913, en feuilletant la revue *Scienza*, à la recherche d'articles sur les mathématiques et la physique, que le lycéen Musatti, alors âgé de seize ans, découvrit Freud : « Je venais des mathématiques et des problèmes épistémologiques », écrit-il dans son livre de Mémoires, *Musatti au miroir* (1). L'idée que l'activité créatrice puisse utiliser une quelconque image pour désigner des

éléments déterminés... me paraissait tout à fait arbitraire et peu crédible. » Cet homme, qui commença la pratique de son métier d'analyste de manière peu orthodoxe (en faisant une analyse gratuite et, de plus, une « analyse pour voir »), devint l'ordonnateur des Œuvres complètes de Freud chez l'éditeur Boringhieri. Il achève l'entreprise en 1980. Entre-temps, il avait publié, en 1945, un *Traité de psychanalyse*, écrit quelques années de fiction, reçu des prix et des distinctions que devait couronner, en 1985, l'attribution de la Plume d'Or du président de la République.

« Il n'y a plus rien en moi qui m'ait fait garder secret... Me par-

raissait tout à fait arbitraire et peu

crédible. » Cet homme, qui commença

la pratique de son métier d'analyste de

manière peu orthodoxe (en faisant une

analyse gratuite et, de plus, une « analyse

pour voir »), devint l'ordonnateur des

Œuvres complètes de Freud chez l'éditeur

Boringhieri. Il achève l'entreprise en

1980. Entre-temps, il avait publié, en

1945, un *Traité de psychanalyse*, écrit

quelques années de fiction, reçu des

prix et des distinctions que devait

couronner, en 1985, l'attribution de la

Plume d'Or du président de la

République.

« Il n'y a plus rien en moi qui m'ait

fait garder secret... Me paraissait

tout à fait arbitraire et peu

crédible. » Cet homme, qui commença

la pratique de son métier d'analyste de

manière peu orthodoxe (en faisant une

analyse gratuite et, de plus, une « analyse

pour voir »), devint l'ordonnateur des

Œuvres complètes de Freud chez l'éditeur

Boringhieri. Il achève l'entreprise en

1980. Entre-temps, il avait publié, en

1945, un *Traité de psychanalyse*, écrit

quelques années de fiction, reçu des

prix et des distinctions que devait

couronner, en 1985, l'attribution de la

Plume d'Or du président de la

République.

« Il n'y a plus rien en moi qui m'ait

fait garder secret... Me paraissait

tout à fait arbitraire et peu

crédible. » Cet homme, qui commença

la pratique de son métier d'analyste de

manière peu orthodoxe (en faisant une

analyse gratuite et, de plus, une « analyse

pour voir »), devint l'ordonnateur des

Œuvres complètes de Freud chez l'éditeur

Boringhieri. Il achève l'entreprise en

1980. Entre-temps, il avait publié, en

1945, un *Traité de psychanalyse*, écrit

quelques années de fiction, reçu des

prix et des distinctions que devait

couronner, en 1985, l'attribution de la

Plume d'Or du président de la

République.

« Il n'y a plus rien en moi qui m'ait

fait garder secret... Me paraissait

tout à fait arbitraire et peu

crédible. » Cet homme, qui commença

la pratique de son métier d'analyste de

manière peu orthodoxe (en faisant une

analyse gratuite et, de plus, une « analyse

pour voir »), devint l'ordonnateur des

Œuvres complètes de Freud chez l'éditeur

Boringhieri. Il achève l'entreprise en

1980. Entre-temps, il avait publié, en

1945, un *Traité de psychanalyse*, écrit

quelques années de fiction, reçu des

prix et des distinctions que devait

couronner, en 1985, l'attribution de la

Plume d'Or du président de la

République.

« Il n'y a plus rien en moi qui m'ait

fait garder secret... Me paraissait

tout à fait arbitraire et peu

crédible. » Cet homme, qui commença

la pratique de son métier d'analyste de

manière peu orthodoxe (en faisant une

analyse gratuite et, de plus, une « analyse

pour voir »), devint l'ordonnateur des

Œuvres complètes de Freud chez l'éditeur

Boringhieri. Il achève l'entreprise en

1980. Entre-temps, il avait publié, en

1945, un *Traité de psychanalyse*, écrit

quelques années de fiction, reçu des

prix et des distinctions que devait

couronner, en 1985, l'attribution de la

Plume d'Or du président de la

République.

« Il n'y a plus rien en moi qui m'ait

fait garder secret... Me paraissait

tout à fait arbitraire et peu

crédible. » Cet homme, qui commença

la pratique de son métier d'analyste de

manière peu orthodoxe (en faisant une

analyse gratuite et, de plus, une « analyse

pour voir »), devint l'ordonnateur des

Œuvres complètes de Freud chez l'éditeur

Boringhieri. Il achève l'entreprise en

1980. Entre-temps, il avait publié, en

1945, un *Traité de psychanalyse*, écrit

quelques années de fiction, reçu des

prix et des distinctions que devait

couronner, en 1985, l'attribution de la

Plume d'Or du président de la

République.

« Il n'y a plus rien en moi qui m'ait

fait garder secret... Me paraissait

tout à fait arbitraire et peu

crédible. » Cet homme, qui commença

la pratique de son métier d'analyste de

manière peu orthodoxe (en faisant une

analyse gratuite et, de plus, une « analyse

pour voir »), devint l'ordonnateur des

Œuvres complètes de Freud chez l'éditeur

Boringhieri. Il achève l'entreprise en

1980. Entre-temps, il avait publié, en

1945, un *Traité de psychanalyse*, écrit

quelques années de fiction, reçu des

prix et des distinctions que devait

couronner, en 1985, l'attribution de la

Plume d'Or du président de la

République.

« Il n'y a plus rien en moi qui m'ait

fait garder secret... Me paraissait

tout à fait arbitraire et peu

crédible. » Cet homme, qui commença

la pratique de son métier d'analyste de

manière peu orthodoxe (en faisant une

analyse gratuite et, de plus, une « analyse

pour voir »), devint l'ordonnateur des

Œuvres complètes de Freud chez l'éditeur

Boringhieri. Il achève l'entreprise en

1980. Entre-temps, il avait publié, en

1945, un *Traité de psychanalyse*, écrit

quelques années de fiction, reçu des

prix et des distinctions que devait

couronner, en 1985, l'attribution de la

Plume d'Or du président de la

République.

« Il n'y a plus rien en moi qui m'ait

fait garder secret... Me paraissait

tout à fait arbitraire et peu

crédible. » Cet homme, qui commença

la pratique de son métier d'analyste de

manière peu orthodoxe (en faisant une

analyse gratuite et, de plus, une « analyse

pour voir »), devint l'ordonnateur des

Œuvres complètes de Freud chez l'éditeur

Boringhieri. Il achève l'entreprise en

1980. Entre-temps, il avait publié, en

1945, un *Traité de psychanalyse*, écrit

quelques années de fiction, reçu des

prix et des distinctions que devait

couronner, en 1985, l'attribution de la

Plume d'Or du président de la

République.

« Il n'y a plus rien en moi qui m'ait

fait garder secret... Me paraissait

tout à fait arbitraire et peu

crédible. » Cet homme, qui commença

la pratique de son métier d'analyste de

manière peu orthodoxe (en faisant une

analyse gratuite et, de plus, une « analyse

pour voir »), devint l'ordonnateur des

Œuvres complètes de Freud chez l'éditeur

Boringhieri. Il achève l'entreprise en

1980. Entre-temps, il avait publié, en

1945, un *Traité de psychanalyse*, écrit

quelques années de fiction, reçu des

prix et des distinctions que devait

couronner, en 1985, l'attribution de la

Plume d'Or du président de la

République.

« Il n'y a plus rien en moi qui m'ait

fait garder secret... Me paraissait

tout à fait arbitraire et peu

crédible. » Cet homme, qui commença

la pratique de son métier d'analyste de

manière peu orthodoxe (en faisant une

analyse gratuite et, de plus, une « analyse

pour voir »), devint l'ordonnateur des

Œuvres complètes de Freud chez l'éditeur

Boringhieri. Il achève l'entreprise en

1980. Entre-temps, il avait publié, en

1945, un *Traité de psychanalyse*, écrit

quelques années de fiction, reçu des

prix et des distinctions que devait

couronner, en 1985, l'attribution de la

Plume d'Or du président de la

République.

« Il n'y a plus rien en moi qui m'ait

fait garder secret... Me paraissait

tout à fait arbitraire et peu

crédible. » Cet homme, qui commença

la pratique de son métier d'analyste de

manière peu orthodoxe (en faisant une

analyse gratuite et, de plus, une « analyse

pour voir »), devint l'ordonnateur des

Œuvres complètes de Freud chez l'éditeur

Boringhieri. Il achève l'entreprise en

1980. Entre-temps, il avait publié, en

1945, un *Traité de psychanalyse*, écrit

quelques années de fiction, reçu des

prix et des distinctions que devait

couronner, en 1985, l'attribution de la

Plume d'Or du président de la

République.

« Il n'y a plus rien en moi qui m'ait

fait garder secret... Me paraissait

tout à fait arbitraire et peu

crédible. » Cet homme, qui commença

la pratique de son métier d'analyste de

manière peu orthodoxe (en faisant une

analyse gratuite et, de plus, une « analyse

pour voir »), devint l'ordonnateur des

Œuvres complètes de Freud chez l'éditeur

Boringhieri. Il achève l'entreprise en

1980. Entre-temps, il avait publié, en

1945, un *Traité de psychanalyse*, écrit

quelques années de fiction, reçu des

prix et des

Au nom de

L'aventure héroïque de
racontée par quelques-uns

« **A** PRÈS quarante-cinq ans de silence, le chef militaire des FTP-MOI parle... » Boris Bruhman, juif d'Ukraine passé en Roumanie puis en France, militant communiste, devenu Boris Holban puis « Roger » dans la Résistance, sous-titre ainsi un récit de sa vie en forme de plaidoyer. Car, en juin 1985, quand éclata la polémique à propos de la diffusion du téléfilm de Mosco, *Des terroristes*, à la retraite, qui contait la lutte et la fin héroïque du « groupe » commandé par Manouchian, la veuve de ce dernier accusa Roger d'avoir été le responsable de sa chute. Journalistes et historiens s'en mêlèrent, des témoins essentiels se turent, l'humanité supputa. Holban, qui avait été réexpédié dès 1945 par Duclos en Roumanie pour aider à y construire le socialisme « réel », qui y avait fait carrière dans l'armée puis dans l'industrie, est depuis lors rentré définitivement en France. Comme il ne tenait pas, dit-il, à « finir ses jours dans la peau d'un bouc émissaire », il a rédigé ce *Testament* poignant.

Il s'y excuse donc, en expliquant qu'il avait été démis de son commandement militaire par la direction du Parti, en août 1943, pour avoir osé expliquer à Rol-Tanguy, son « contact », que la généralisation des actions de guérilla urbaine, préface à l'« insurrection nationale » contre l'occupant mais destinée aussi à signifier à de Gaulle et au jeune Conseil national de la Résistance la force et l'omniprésence des communistes, était « inapplicable et très dangereuse ».

Cet été-là, les FTP-MOI, seule force militaire du PCF réellement opérationnelle en région parisienne, spécialisée dans le sabotage et l'attentat contre les nazis, ne dépassaient pas cinquante combattants, dont trente vraiment aguerris, pourchassés avec féroce par plus de cent policiers français de la tristement célèbre Brigade spéciale n° 2. Les engager tous azimuts pour signifier l'ardeur communiste, c'était, selon Holban, conduire au désastre une poignée d'hommes surmenés, traqués, déjà filés parfois, imprudents à l'occasion. Leur chef ne fut pas écouté : Manouchian remplaça Holban à leur tête jusqu'à son arrestation en décembre 1943, avec les vingt-trois de l'Affiche rouge. Appelé à d'autres fonctions dès l'été, Holban ne

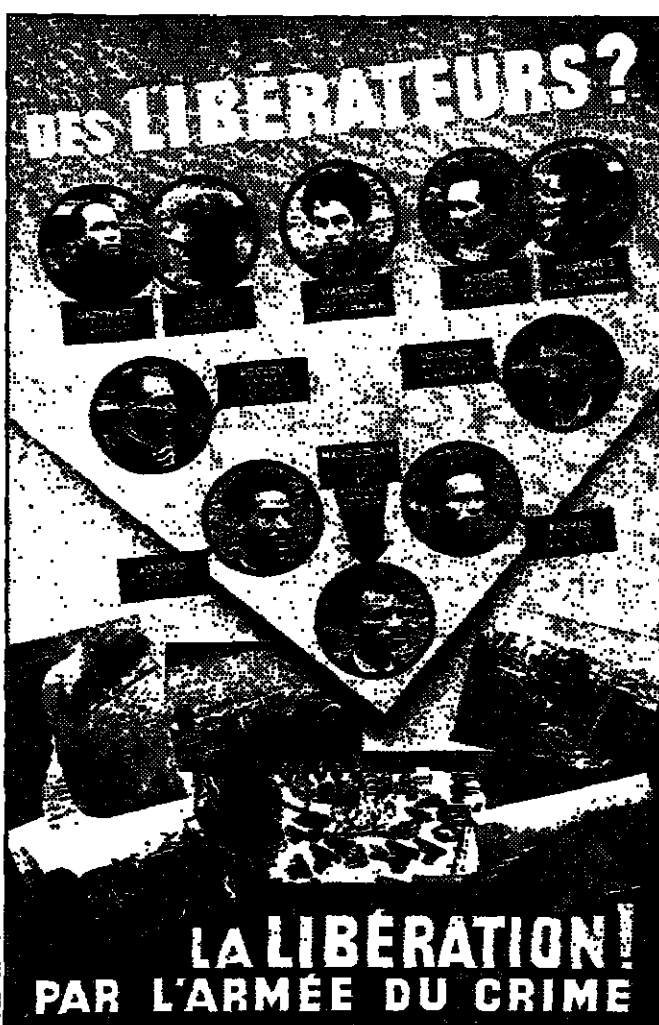
pouvait donc pas être le traître qui les aurait livrés à l'ennemi.

Il nous en convainc tout à fait. Au passage, il décrit l'exécution par ses soins du vrai traître, Davidovitch, qui avait parlé sous la torture française et dont la femme était gardée en otage par la Gestapo : lui seul a pu livrer des noms et des plans, guider la police et contribuer ainsi à resserrer l'étau. Mais tout le récit d'Holban fait comprendre que la chute de Manouchian et des siens fut l'aboutissement d'un processus autrement complexe : les sbires de la BS 2 étaient pugnaces ; le Parti n'a pas abandonné, comme on l'a dit, ces combattants à bout de course qu'il aurait fallu replier, mais il les a inconsidérément relancés dans l'action au pire moment ; il y eut aussi des imprudences. Cette démonstration est au cœur d'un livre qui retrace en outre avec émotion une enfance juive gagnée au communisme, mais qui nous laisse sur notre faim à propos des quarante dernières années roumaines de son auteur. Holban nous doit demain un récit de ses déceptions au pays du « Danube de la pensée ».

La longue traque de 1943

Son analyse et ses conclusions sur l'affaire Manouchian comme sur les actions militaires de la MOI sont corroborées par l'imposant travail d'historiens, minutieux et à peu près exhaustif, que nous donne un acteur, Adam Rayski, ancien responsable de la section juive de la MOI, et deux historiens qui ont depuis longtemps démontré la silette de leur approche en ce domaine, Stéphane Courtois et Denis Peschanski.

À dire vrai, et sous réserve de quelques révélations à extraire un jour (sera-ce un effet de la glasnost ?) des documents que les communistes français remirent dévotement après la guerre au grand frère de Moscou, leur livre a serré au plus près la vérité, après une solide recherche d'archives et une confrontation de tous les témoignages. On s'en convaincra en lisant leur description du réseau policier de la BS 2, largement étayé sur les minutes des procès d'épuration qui frappèrent quelques-uns de ces aimables fonctionnaires qui n'avaient pas pris la précaution de donner à temps des gages à la Résistance ;



en suivant aussi leur récit haletant de la longue traque de 1943, avec filatures d'une rare complexité, qui brisa le bras armé de la MOI (l'arrestation d'Henri Krasucki est contée avec une belle émotion).

Le livre, malgré l'affreux monotonisme de ce jeu du chat et de la souris et le récit répétitif des coups de main, vaut aussi par un subtil dosage entre le portrait de ces jeunes hommes et femmes auxquels la Résistance en armes

apporta l'accomplissement d'un destin à la fois international et patriotique, communiste et, pour certains, juif, et l'analyse des hautes instances qui les encadraient.

Le PC français avait certes solidement tenu sa « main-d'œuvre étrangère », créée dès les années 20, qui deviendra « immigrée » en 1932 et au sein de laquelle des militants venus de toute l'Europe étaient regroupés

tous les autres

la Résistance immigrée
de ses acteurs

par nationalité et par langue. Mais, dès 1936 et jusqu'à la guerre, cette MOI avait exprimé des tentations centrifuges au double choc du combat pour l'Espagne républicaine et de la nationalisation du discours du Parti français. Quoi qu'il en soit, après le coup de tonnerre du Pacte germano-soviétique, elle s'est précocement reconstituée, et dès avant sa rupture le 22 juin 1941, quand Hitler attaque l'URSS. La voilà prête pour l'action résistante et même, dès 1942, pour la lutte armée. Sa brève histoire héroïque est aujourd'hui un enjeu de mémoire : ce livre si probe, bourré de faits bien établis, ne l'oublie pas.

L'action spectaculaire d'une minorité militante ne doit pas faire oublier au passage que, à la déclaration de guerre, plus de soixante-dix mille étrangers vinrent s'enrôler dans l'armée du pays des droits de l'homme, même si nombre d'entre eux y avaient été in extremis accueillis dans ces affreux baraquements du Roussillon ou des Pyrénées, dont quelques-unes furent qualifiées par le gouvernement Daladier, hélas à juste titre, de « camps de concentration ».

Les textes discutés lors d'un récent colloque et qu'on vient opportunément d'éditer permettent de saisir le formidable facteur d'intégration que fut pour certains d'entre eux le combat résistant. Dans un pays qui avant 1939 était autrement plus accuei-

lant que les Etats-Unis pour les persécutés par les régimes dictatoriaux ou fascistes comme pour les demandeurs de travail, malgré les mesures de suspicion de plus en plus sévères dont ils furent l'objet, l'antifascisme se mêla à l'engagement patriotique chez les plus conscients.

Une exceptionnelle cohorte

On apprendra au passage, dans ce recueil, que Staline fit délibérément dissoudre le PC polonais en 1938, pour n'avoir sans doute pas trop de camarades à écraser quand l'heure serait venue pour lui de se partager la Pologne avec Hitler. On y lira aussi l'émouvant témoignage de Ljubomir Ilic sur nos camps d'internement. On y verra surtout, et tout au long, la force du vieux désespoir, exprimé si souvent par les Polonais : « Le Ciel est trop haut et la France trop loin ». D'aucuns surent pourtant qu'on pouvait être « heureux comme Dieu en France ». Et parmi eux, une exceptionnelle cohorte le prouve en combattant la tête haute l'ennemi du pays qui les avait accueillis. Leur sacrifice valait bien, tant d'années après, ces trois livres si durs.

JEAN-PIERRE RIOUX.

★ **TESTAMENT**, de Boris Holban, Calmann-Lévy, 324 p., 140 F.

★ **LE SANG DE L'ÉTRANGER**, de Stéphane Courtois, Denis Peschanski et Adam Rayski, Fayard, 470 p., 130 F.

★ **DE L'EXIL À LA RÉSISTANCE**, Réfugiés et immigrés d'Europe centrale en France (1933-1945), sous la direction de Karol Bartoszek, René Gaillet et Denis Peschanski, Arcanis et Presses universitaires de Vincennes, 283 p., 140 F.

[RECTIFICATIF. — Un lecteur attentif me fait aimablement remarquer que j'ai perdu le fil matrimonial dans une réédition du livre de Jean-Michel Gaillard sur Jules Ferry (Le Monde du 3 mars 1989). Le père de l'école publique n'a pas épousé la fille du sénateur Schœner-Kestner mais sa sœur, Mathilde-Eugénie Rial, née en 1850 de Paulin d'Église Kestner et de Camille Rial. Dont acte. La cohabitation d'un républicain des Schœner est si forte sur le versant des Vauges au dix-neuvième siècle, l'éclat de ses « reines d'Alsace » est tel, de grande-mères et petites-sœurs, qu'on s'y perd un peu. Il est vrai, et qu'on les croise en blanc de cette florissante républicaine et de cette tranquille laïque militante dont le jeune époux, Jules Ferry, fera son profit. Jean-Michel Gaillard, lui, avait vu clair (p. 80 et suivantes). — J.-P. R.]

Pendant l'Occupation, les ventes d'art continuent

L'HOMME s'appelait Pizzo. Sculpteur et officier de l'armée italienne d'occupation de Nice, il avait acheté un Deraïn à Maurice Laffaille. Incapable de le payer, il s'acquitta de sa dette en pillant les réserves de tabac de son régiment et le marchand de tableaux se fit un moment le marchand de cigarettes du quartier. L'anecdote est l'une de celles qui pointent mieux l'état du commerce d'art et du goût sous Vichy vu de Nice, où s'étaient réfugiés nombre de prosopistes parisiens, des artistes, des écrivains et des collectionneurs. En dépit des dangers et de la Gestapo, des œuvres chargées de ruine, les prix ne chutaient pas et l'art « dégénéré » de Picasso, Braque,

Matissse et Dufy continuait ses conquêtes.

Dénonciateurs et trafiquants prospéraient naturellement, chasseurs de « biens juifs », parvenus promptement enrichis et profitant de toutes sortes dont la ruine suivait de peu le triomphe. On pouvait alors être « donné » pour avoir exposé un dessin « indécent » de Picasso, être réglé en jambons ou en lingots de plomb recouverts d'une feuille d'or. Au bout de cette tragédie à la Sechs : la fortune pour quelques-uns, la ruine, la prison, la perdition ou la déportation pour d'autres, dont le narrateur, qui ne se tira pas sans peine de sa cellule de l'hôtel Hermitage, ayant été dénoncé par

un collaborateur qu'il avait empêché de s'enrichir.

Maurice Laffaille n'en raconte pas moins ses aventures et malheurs sobrement, en spectateur et non en procureur. Cette simplicité et la précision de son récit, auquel ne manquent ni noms, ni dates, ni chiffres, font de sa chronique un témoignage précieux pour l'histoire de l'art. On y trouvera cependant peu d'arguments en faveur de la bonté et de la générosité humaines.

PHILIPPE DAGEN.

★ **CHRONIQUE D'UNE GALERIE DE TABLEAUX SOUS L'OCCUPATION** de Maurice Laffaille, éd. Gallimard-Laffaille et Marval, 140 p., 120 F.

EDUARDO MENDOZA

À "APOSTROPHES" LE 31 MARS



ÉLU
"MEILLEUR LIVRE
DE L'ANNÉE 1988"
PAR LA
RÉDACTION DE
LIBRE

Traduit de l'espagnol
par Olivier Rolin - 120 F

Editions du Seuil



● MÉMOIRES

Bruckberger
parmi les anges

Les confessions d'un prêtre qui apprécie l'angélisme des jolies dames et fait l'apologie de Mgr Lefebvre.

« **L'HEURE** où les ombres s'allongent : les *Mémoires* du RP Bruckberger, définitifs, ceux-là, semble-t-il (1). Un beau titre virgilien. Dommage que cet accent de poésie ne se maintienne guère au cours du livre. Notre homme se forçait un peu dans la grandeur seraine ; il redevenait lui-même très vite, évoquant avec une simplicité gaillarde ce qui manqua, selon lui, pour conclure l'affaire, au « producteur » qu'il croyait avoir trouvé pour un film sur Marie-Madeleine : « C'est entre les jambes qu'il lui manque quelque chose d'essentiel » ; et voici, plus loin, les « gamins sans couilles » de mai 1968 ; et cette page aussi, à tous égards remarquable (quand ce ne serait que par la conjonction voulue, ravie, de deux noms propres à retenir) : « Devant qui que ce soit, nous confie le révérend père, je regarde s'il a de la gueule ». Apprenons donc de cet expert que, pour lui, « ont une sacrée gueule Jean-Paul II et Mgr Lefebvre ». A la bonne heure. On ne saurait être plus clair.

De Gaulle
et Othello

Un moyen sûr de frapper tout de suite le lecteur, c'est, quand on est prêtre, et même « moine », d'écrire carrément, à la dixième ligne de sa première page, ceci : « Quand, au printemps 1958, j'ai quitté la grande Amérique, je n'étais pas seul. Il y avait avec moi Barbara. — Était-elle votre maîtresse ? — Oui. » Une adorable, cette Barbara, un Modigliani vivant, une « petite juive américaine ». Minute ! Pas n'importe qui ! « La fille d'un grand avocat du Middle West ». Le dominicain ne se cherche pas d'excuses : il a trahi son engagement, il a violé son « vœu » solennel de « chasteté ». Mais comme il se tient bien ! « Je refuse d'être déculpabilisé » : il implore du Ciel son « pardon ». A vrai dire, il n'est pas tellement inquiet, à ce sujet. « Me repentir d'avoir aimé est au-dessus de mes forces. Il me semble même que cela n'entre pas dans les exigences de Dieu à mon endroit. » En somme, tout bas, il est rassuré, ce pécheur. L'amour, voyons ! La grande loi...

Bruckberger écrit tout net qu'il se targue d'« avoir aimé ». Quel mot redoutable, pourtant, et d'une si profonde ambiguïté ! Je me souviens d'une autre confidence de « Bruck », dans ce *Monde* renversé qui prenait déjà, sous sa plume, en 1971, des allures d'autobiographie, avec ces considérations pleines d'intérêt : que « l'univers féminin l'a toujours passionné », qu'il est « sans doute inguérissable » — et, là, une assez terrible incise, en douze mots, que l'on ne saurait oublier.

« Je mourrai croyant toujours que les femmes (sauf deux ou trois de ma famille qui me paraissent des monstres) sont des anges. »

Il vante sa « puissante animalité » et souligne que le mariage n'aurait jamais pu lui convenir, la fidélité sexuelle lui étant impraticable.

Alors, l'amour, l'amour vrai, l'amour-préférence-de-l'autre, où est-il dans cette existence de jouisseur ? Bruckberger reconnaît que « le maître général de l'ordre » — le dominicain en chef — lui offrit cette « réduction à l'état laïc » qui permit de se marier à un certain nombre de prêtres. Pas question, pour Bruckberger ; refus immédiat et radical de sa part. Surtout pas ça ! Justement pas ça, à aucun prix ! Demeurer dans l'Eglise protégeait son célibat.

Des quantités de choses savoureuses dans ce gros livre. Sur Camus, par exemple, qui surgit à Rhodes, en août 1958, quand « Bruck » s'y trouvait avec Barbara. Camus vit alors avec Barbara Casarès, et « Bruck » met aussitôt Barbara sous clé. Pourquoi ? Parce qu'il le connaît, son Camus : s'il aperçoit Barbara,

infailliblement, tel qu'il est, on le verra « déployer tous ses charmes ». Et Casarès pleurera... Sur de Gaulle, un extraordinaire morceau de bravoure. Ce personnage « shakespearien », savez-vous son vrai nom ? Bruckberger l'a trouvé. C'est Othello, tout bonnement Othello, l'homme trahi. Trahi par qui ? Par Iago, bien sûr. Là, « Bruck » hésite. Il songe à

l'arrestation du Christ. Et voici Congar dans le rôle de Calphe. Performance. Mais c'est parfait pour l'Aurore, qui a sa politique où Bruckberger est à l'aise avec les intégristes. Nous l'entendons à présent saluer Mgr Lefebvre comme le héros qui porte « à bout de bras l'espérance de l'orthodoxie catholique ». Il n'aurait certes pas dû aller jusqu'au



BERENICE CLEEVE

Couvre, et je crois qu'il se trompe. Il songe à Malraux (qu'il poursuit d'une hostilité soutenue, fondée, on doit l'avouer, sur d'incontestables « constats »), mais pour aboutir à une hypothèse délirante : Malraux, dans le gaullisme « taupé » du Parti communiste. Et d'incroyables naïvetés concernant Pompidou, présenté comme « le fidèle entre les fidèles (sic) », alors que si les lags furent plusieurs, le plus offensif, le plus acharné, le plus haineux fut très certainement l'Auvergnat (aidé de Chalandon et de Giscard), à cause de cette horrible « participation » souhaitée par le général et qui mettait Raymond Aron hors de lui.

Cet intégriste
matamore

Mais passons. L'essentiel, pour moi, dans ce livre, c'est, dans le drame actuel de la pensée catholique, la position adoptée, revendiquée, proclamée par un homme qui, loyalement, fournit sur lui-même (p. 226) les renseignements limpides que voici : « Prêtre indigne (...) qui ne célèbre plus la messe, qui n'y assiste même plus, qui ne pratique plus la religion qu'il continue de professer (...) et dont la prière retourne à l'état de balbutiement comme si j'étais frappé d'hébétéisme spirituelle. »

Et c'est à ce drôle de croyant que le rédacteur en chef de l'Aurore, douze ans après le concile, proposa de tenir la chronique religieuse. Un côté d'humour noir et d'amère bouffonnerie dans le spectacle de cet intégriste matamore qui, néanmoins et de son propre aveu, ne « pratique » plus. Mais ledit rédacteur en chef avait pu, en 1971, savourer, dans le *Monde* renversé, un texte — hideux, odieux — du singulier dominicain contre les théologiens coupables d'avoir, au concile, tenté de remplacer la « langue de bois » ecclésiastique par des propos intelligibles, dans la ligne même que déjà, au dix-septième siècle, proposait Pascal : avant de prouver que le christianisme est véridique, faire désirer qu'il le soit. Et Bruckberger avait eu l'infamie d'écrire : « Nous vous attendions, messieurs (...). Nous vous connaissons (...). Nous vous avons déjà vu quelque part, un soir entre les soirs, au milieu du cliquetis des piques... »

Pas d'erreur, c'est bien de Gethsémani qu'il s'agit et de

schisme, mais avec un homme qu'on a vu si prévenant pour l'Opus Dei, les choses finiront sûrement par s'arranger.

Malheureusement l'Aurore, connu des déboires et « Bruck » dut chercher ailleurs les tréteaux de sa publicité. En dépit de son beau pamphlet : « Le capitalisme, mais c'est la vie ! », il ne persuada point Pauwels de l'accueillir.

Le pauvre vieux bonhomme est maintenant dans sa quatre-vingt-troisième année, désargenté, obligatoirement polygraphe pour s'assurer, s'il peut, de quoi vivre. Dispensons-nous donc de prendre au tragique les gesticulations vociférantes auxquelles il ne s'est que trop complu et pratiquons, à son égard, la chaude solidarité humaine d'un Frédéric Dard.

HENRI GUILLEMIN

★ A L'HEURE OU LES OMBRES S'ALLONGENT, *Mémoires* du RP Bruckberger, Albin Michel, 408 p., 130 F.

(1) Le précédent tome des *Mémoires* s'intitulait *Tu finiras sur l'échafaud*, Flammarion (voir « Le Monde des livres » du 15 décembre 1978).

PRIX FÉMINA VACARESCO

Michel
SCHNEIDERGlenn Gould
Piano soloL'UN
L'AUTRE
GALLIMARD

● ROMANS

Elémentaire,
mon cher Albert

Où l'on apprend, grâce à Alexis Lecaye, que de la rencontre d'Einstein et de Sherlock Holmes naquit la théorie de la relativité.

QUE les gardiens de la flamme holmésienne se rassurent : ils ne trouveront rien à redire au dernier pastiche d'Alexis Lecaye. L'observance des caractéristiques sherlockiennes y est parfaite. Holmes est génial et acerbé comme à l'accoutumée ; Watson, de son côté, consigne pieusement les détails qui nourriront ultérieurement sa prose. L'histoire débute en Angleterre pour se poursuivre en Suisse ; le temps est humide et désagréable... Bref, tout va bien. Heureusement, tout va aller très mal.

Alexis Lecaye, qui n'avait pas hésité, lors d'un précédent roman, à mettre face à face Sherlock Holmes et Karl Marx, hésite encore moins cette fois, laissant libre cours à sa loufoquerie naturelle, dans un style parfaitement mesuré. Pêle-mêle, un Sherlock vieillissant et retraité (dans le Sussex, of course) va rencontrer, puis affronter, à Berne en 1905, un groupe de jeunes réfugiés russes préparant la révolution ; un club très fermé de savants fous à la recherche du mouvement perpétuel ; une mystérieuse créature avec laquelle il entretient sans doute, lui, le célibataire endurci, de coupables relations.

Bien entendu, il va lui falloir résoudre une complexe énigme, où les mises en scène macabres et gothiques à la Edgar Poe se succè-

dent : un des savants du club se noie dans un bocal rempli de bichlorure de sodium, tandis qu'un autre est retrouvé à moitié nu, attaché à un pédalier, la tête couverte d'un casque de scaphandrier. Watson, de son côté, ne facilite pas la tâche du détective ; l'ami sage et fidèle est la victime involontaire de fulgurantes crises de priapisme... et est poursuivi par les révolutionnaires après avoir échangé quelques mots avec un certain Vladimir Ilitch Oulianov, croisé sur le pont du bateau qui le menait au Continent. « petit homme à la curieuse physiognomie, les yeux étirés sur les tempes, le nez court et épaté... la barbe courte ».

Une légère rivalité
intellectuelle

La situation, on le voit, n'est pas simple. Heureusement, Holmes va rencontrer un tout jeune homme, « bonhomme rondouillard aux cheveux frisés », génial : Albert Einstein, alors employé au Bureau des inventions de Berne et déjà père de famille. Après une légère rivalité intellectuelle, promptement résolue en une joute verbale (oui ou non Moriarty est-il un vrai penseur mathématicien ?), le génie déclinant reconnaît la valeur du génie

montant. Si Holmes parvient à éclaircir le mystère, c'est en partie grâce aux déductions scientifiques d'Einstein... A charge de revanche, car, ô miracle de la littérature, le lecteur ébahi apprend qu'Einstein a découvert la théorie de la relativité appuyé par la logique sherlockienne.

Les savants à l'esprit étroit peuvent, en une scène baroque digne des *Contes* d'Hoffmann, tenter de sauver par le crime leurs conceptions antiques, la révolution russe peut du passé faire table rase, la guerre de 1914 se préparer, la science moderne est en marche en la personne d'Albert Einstein, héritier des valeurs holmésiennes fondamentales : honneur et honnêteté. Holmes et Watson peuvent regagner sans crainte leur Grande-Bretagne natale... Quant à la surprenante affaire des vaches violées, rapidement évoquée au premier chapitre, elle trouve sa solution à la dernière page...

CHRISTILLA PELLÉ-DOUËL

★ EINSTEIN ET SHERLOCK HOLMES, d'Alexis Lecaye, Payot, 313 p., 98 F.

— Signalez aussi la parution d'un volume de la collection « Bonquins » (Robert Laffont) : *Les Exploits du docteur Challenger et autres aventures étranges*, de Conan Doyle, une édition établie et présentée par Francis Lacassin (1160 p., 120 F.).

La guerre sociale
à l'ombre des terrils

La mort n'oublie personne, ou comment Didier Daeninckx s'est pris d'amour pour le pays minier.

SOUS prétexte d'écrire une plaquette sur la libération du Pas-de-Calais, Marc Blinzel, un jeune historien, entreprend de recueillir les souvenirs de Jean Ricouart, un sans-grade de la Résistance, qui refuse de courir après une médaille parce que son ami marocain Moktar, mort en protégeant sa fuite, n'a même pas eu droit, après la guerre, à la « reconnaissance » d'une tombe.

Didier Daeninckx, grâce à de courts chapitres qui sont autant de parenthèses dans le récit des mésaventures de Jean Ricouart, fait vite comprendre que son roman *La mort n'oublie personne* n'est pas un ouvrage de plus sur

les drames de l'Occupation. Nous apprenons ainsi que Lucien Ricouart, le fils de Jean, qui ne supportait plus d'être traité de « fils d'assassin » par ses camarades de collège, avait cru plaider l'innocence de son père en se suicidant à quatorze ans, au fond d'un bassin, pendant la grande grève des mineurs de mars 1963. Le suicide avait été camouflé en accident.

Par son sens du détail dans l'observation des êtres et des lieux, Didier Daeninckx rappelle le meilleur Simenon. Le roman-cier (1) s'est pris d'amour pour le pays minier et ses habitants. Il exprime la nostalgie des coronas, aujourd'hui à l'abandon, où régnait une fraternité qui n'a pas résisté aux cités HLM : « Avant, tout était gris, tout était noir, les maisons, les trottoirs, les boutiques, jusqu'au ciel saturé de fumées et de poussier... On n'avait pas besoin de couleurs pour être ensemble... Les rues, les usines, ce n'était pas du décor... C'était notre vie. »

D'autres horizons
que le sien

Entre l'ancien résistant et le jeune historien, des liens d'amitié se tissent sans que l'un et l'autre en prennent conscience. Jean Ricouart se confie d'autant plus volontiers que la vanité ou la modestie sont des sentiments qu'il ignore. Et puis, après tout, la Résistance, pour lui et ses camarades, ne fut que la continuation, sous une autre forme, de la « guerre sociale ». En face, aux côtés des Allemands et des miliciens, il y avait les « pétains » et les « chouans du Nord » de Saint-Omer, en qui Ricouart reconnaissait les « jannes » briseurs de grève pour le compte des Houlliers.

Les sabotages de wagon à la halle et à la pâte d'éméri, l'attaque d'une imprimerie, sa propre arrestation par des miliciens et les tortures qui suivirent,

le vieux homme raconte tout d'une voix égale, comme si un autre que lui-même avait vécu ces événements. La prison, avant la déportation, sera pour Jean Ricouart l'occasion de rencontrer des hommes venus d'autres horizons que le sien. C'est ainsi qu'un instituteur lui fera connaître Rimbaud et Trenet, Fréhel et Apollinaire. Deux ans après son retour des camps, Jean Ricouart sera accusé de « complicité de meurtre » pour des faits ayant trait à son passé de résistant.

Didier Daeninckx décrit avec un humour noir à souhait des magistrats, mal remis de leur « grande frousse » des années 1945-1946, qui se flattent désormais d'avoir servi la justice sous Vichy comme le paysan labourait son champ. « Je lègue mes yeux à la Banque des yeux pour qu'ils votent la fin de votre régime. » Tel sera le commentaire de Camblain, condamné à mort puis gracié par le président Aurélien. Quant à Ricouart, il sera condamné à sept années de prison, et au suicide, à terme, de son fils.

Les dernières pages de ce livre qui devrait inspirer un cinéaste sont déconcertantes. Sans les dévoiler, disons simplement que l'auteur y énonce sa conception de la « guerre sociale ». La seule guerre qui ne connaît jamais de paix. Seulement des armistices plus ou moins hypocrites...

PIERRE DRACHLINE

★ LA MORT N'OUBLIE PERSONNE, de Didier Daeninckx, Denoël, 166 p., 75 F.

(1) *Mourtes pour mémoire*, Métropole, le Bourreau et son double, L'antre noir, etc. (Gallimard, « Série noire »).

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4556

Michel Rio, l'ordre et le chaos

**Merlin, le septième roman
d'un écrivain rigoureux, brillant,**

COMME toujours avec Michel Rio, on est ébloui par la maîtrise et la perfection. *Merlin* est plus achevé, plus épuré encore que les précédents romans, plus pessimiste aussi, peut-être. Comme toujours, on est « piégé » par Rio. On pressent de cet homme de grande culture un jeu subtil avec la pensée et la littérature que vient une envie de « faire le malin ». On veut lui montrer qu'on a compris son propos ou, au moins, cherché à inventer (à tous les sens du mot, y compris l'original) la signification de son texte.

Alors, on risque d'oublier de dire à quel point ce qu'écrivit Rio est simplement beau. A quel point on lit ce *Merlin* dans la tension et la jubilation. Ces cent cinquante pages denses sont comme une longue épopée, jalonnée de batailles et de descriptions magnifiques, de brumes, de plaines aux « pâleurs immenses et fugitives », de corps, de sang, dans une atmosphère shakespearienne. Ce n'est pas une nouvelle version du vieux mythe du Roi Arthur, c'est le *Merlin* de Michel Rio, qui commence son récit par : « J'ai cent ans », et qui raconte, non seulement cent ans d'une légende, mais plusieurs siècles de réflexion sur l'ordre et le chaos.

« Il n'y a que la guerre », répète à Merlin enfant (il a cinq ans) son grand-père, roi des Demetres, auquel il doit succéder. Mais Merlin laisse le pouvoir à Uther, en échange de l'éducation de son héritier (ce sera Arthur), pour que règne un jour « un homme nouveau, (...) un homme de savoir ». A la question : « Par quoi durer ? », Merlin préfère la réponse de l'éducation à celle du pouvoir. Par la guerre et la conquête on s'étend dans l'espace, par l'éducation on dure dans le temps, pense-t-il.

Michel Rio :
au plein cœur
des « Lumières »



D'où sa déclaration aux guerriers de la Table ronde : « Vous avez été choisis pour siéger à cette table parce que vous êtes des hommes de pouvoir. Mais vous ne savez rien ou presque du pouvoir. Vous n'en connaissez que les causes simples, vaincre ou être vaincu, et les effets élémentaires, l'autorité ou la servitude, la possession ou la privation, la jouissance ou la mort (...). La guerre ne fait que commencer. Mais ce n'est plus la guerre d'une ambition contre une autre. C'est la guerre du droit contre la force, de la lumière contre l'obscurité, de l'esprit contre la nature, de Satan contre l'ignorance et de Dieu contre sa propre création. Vous êtes des instruments de mort et je ferai de vous des instruments d'éternité. Vous êtes la nuit et vous serez un jour sans fin. Vous êtes le tumulte et vous serez la loi. »

Quand on sait à quel point Rio a toujours joué sur et avec le dix-

huitième siècle, comment ne pas se sentir, ici, au plein cœur des « Lumières » ? Mais Merlin échoue. Il lui faut bien en revenir à la phrase du grand-père, « il n'y a que la guerre ». Et puis Merlin est un personnage a-historique. Il a cinq ans et neuf ans quand il prend ses grandes décisions, cent ans quand il raconte. La chronologie très précise que Rio place à la fin de son roman est un piège. Avec *Merlin*, on est sorti de l'histoire, de la vraisemblance, de la rationalité, de l'idéologie du progrès.

Merlin est un livre anti-raison, anti-Lumières, tout est dit dans une annexe signée « l'auteur » et qu'il faudrait pouvoir citer entièrement tant elle est une perfection de brièveté et de finesse. « Je me suis permis là, pour ma commodité et mon plaisir, écrit notamment Rio, un exercice de logique sur la fiction et l'histoire (...) qui fait de mon entreprise une scandaleuse appropriation, une trahison réduite dans l'espace, mais

qui a déjà ses fidèles

illimitée dans l'esprit, consistant à accaparer sans pitié une grande légende (...) non dans une intention culturelle, esthétique ou didactique, ou toute autre intention louable inspirée par le bien public et la dévotion à notre héritage, mais à mon seul profit. »

Une relation incestueuse

« A mon seul profit », autant dire au profit de la littérature. Car, comme *Merlin*, le personnage, est le fruit d'un inceste — enfant de son grand-père et de sa mère, enfant du Diable, c'est-à-dire de l'esprit de connaissance. — *Merlin*, le roman, est le résultat d'une relation incestueuse à la littérature, la preuve que la littérature est, par essence, endogamique, que le savoir est incestueux, se nourrissant incessamment de lui-même.

Merlin, vaincu, « porte le deuil d'un monde » où il avait cru voir « la victoire ébauchée d'une idée » et comprend enfin pourquoi l'homme « vivait davantage, depuis la nuit des temps, de légende que d'histoire, et pourquoi, dans son esprit, en fin de compte, la poésie prévalait sur le pouvoir. Parce que la légende construisait inlassablement une éternité dont l'histoire s'évertuait à démontrer le mensonge. » « Et moi qui ai fait de ma puissance avais sommé l'histoire d'admettre l'éternité de la Table, conclut-il, je construisais, dans le dénuement, un monument à mon propre échec, qui resterait sans doute ce que j'avais fait de plus beau et de plus durable. » Un « monument » ? Une épopée, peut-être ; une légende, certainement ; un livre, assurément.

JOSYANE SAVIGNEAU.
★ *MERLIN*, de Michel Rio, Éditions du Seuil, 160 p., 72 F.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Caprice, petite île

(Suite de la page 17.)

Domestique de luxe, voilà bien le meilleur observatoire de la nature humaine, poussée aux extrêmes par l'aisance illimitée, surtout si, comme notre héros, on manque d'imagination. A Grosvenor (Surrey), Nicolas « fait » garçon d'étage dans un château gothique pour gotha (on verra plus loin comment l'altération, le calembour même, exercices éminemment contagieux, prennent place dans la thématique libertaire de l'auteur !). Les agences matrimoniales, aussi, illustrant bien les petites détresses et la loterie du monde. Nicolas sert d'appât pour des candidats au mariage. Se savoir monnayable donne la vraie mesure des élans du corps.

De l'élan, l'héritier Saint Damien finit par en éprouver, plus que d'habitude et de raison, pour une gamine de douze ans, fille d'un candidat à la présidence du Mexique. Va-t-il enfin s'imaginer — nous disons bien : s'imaginer — que l'amour fou, par ses chaînes mêmes, recèle toutes les libertés ? C'est compter sans les intrigues sanglantes dont l'Amérique centrale serait aussi prodigue que de bananes, et sans l'espionnage des contours dignes de ce nom. Un oiseau dans le ciel nous emmène dans une villa grecque aux eaux couleur d'innocence première, dans des rebondissements de roman d'espionnage, à New-York, chez les Tounaregs, et jusque dans cet autre désert sans repère visible qu'on appelle la fiction.

J'ai parlé de sourires et de rires. On les doit pour la plupart aux « parts » du narrateur — je ne vois pas de terme plus juste que cet emprunt du roman au théâtre, où l'auteur, déjà, se faisait entendre pour son compte à l'avant-scène et à la première personne, non sans nouveauté.

Ces « parts » savoureuses concernent indifféremment la manière dont le récit s'agence, le choix d'un coup de théâtre ou d'un mot. Ils peuvent prendre la forme d'arrêt sur l'image : description d'un personnage à tête de lapin, d'une Anglaise ressemblant à un vieux gant blanc. Certains comportements sont regardés avec l'ingénuité fûtée des enfants découvrant la comédie adulte : ainsi, la manière dont les notables se croient obligés de grimacer quand ils se lèvent de leur fauteuil — je ne l'avais pas remarqué, or c'est exact, vérifiez vous-même, et demandons-nous pourquoi cette expression de douleur muette ! Les observations abondent, dont chaque lecteur peut dresser l'inventaire et faire son profit : par exemple, sur les véritables souvenirs de New-York ou de San-Francisco dont le cinéma américain a tapissé nos mémoires européennes...

La drôlerie naît également des répliques dites « d'auteur » : la Grâce est le patrie des « passions fortes », car

on peut très bien... « s'y mettre à six dans un taxi » ; New-York et les romans offrent une même « commodité » : les taxis y arrivent dès qu'on le souhaite... Le narrateur ne dédaigne pas de jouer mécaniquement sur les mots, en son nom propre ou en s'abritant derrière une certaine Maïté qui partage son goût potache pour les à-peu-près du genre « la Pythie vient en mangeant ».

On aurait tort de croire qu'il ne s'agit là que d'une faiblesse (... coupable, ajouteraient les distributeurs de lieux communs). Les copulations inopinées des mots, comme celles des corps, réjouissent Carassou comme autant de pieds de nez aux puissants et aux doctes qui veulent un monde organisé et signifiant. A leur façon, ils contribuent à préserver la part de gratuité fortuite qui fait le prix de la vie.

NOUS voilà ramenés à l'idée centrale du roman, le mot « idée » ne voulant en rien offenser l'auteur, mais plutôt rassurer ceux de mes lecteurs du journal qui hésiteraient à devenir les siens par crainte d'un amusement sans arrière-plan.

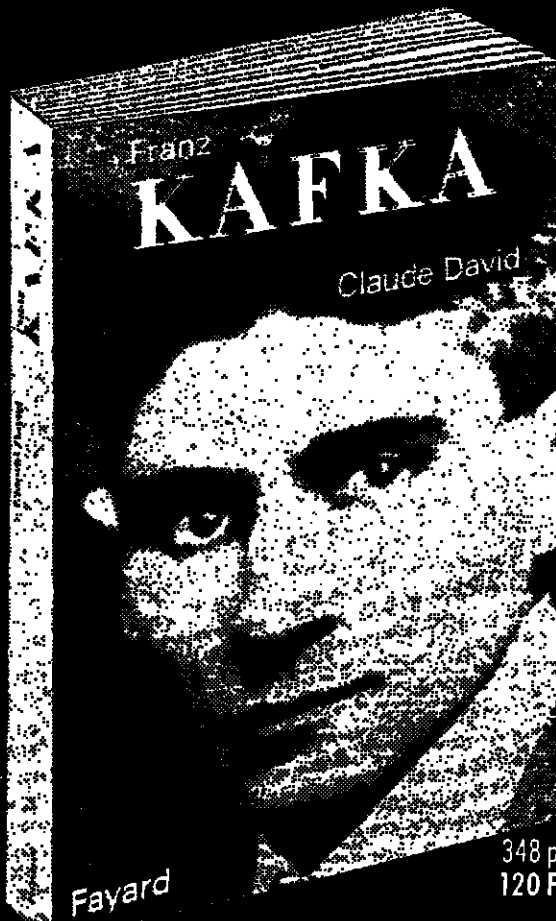
L'arrière-plan est bien là. En devenant tour à tour photographe ambulant, animateur de discothèque, croupier ou agent électoral, un peu à l'instar d'un autre champion de la liberté, Figaro, le petit Nicolas incite à retourner en tous sens l'antique question : comment préserver le hasard de la nécessité et ménager les occurrences, seules dignes d'être vécues, où l'existence se joue comme aux dés, sur un coup de tête, dans l'instant, selon ce qu'on appelle l'inspiration du moment ? Des bouts de réponse sont avancés : ne jamais rester plus de trois mois dans un même milieu, à faire la même chose ; considérer que la péripétie chère aux aventuriers vaut toujours mieux que l'établissement à la bourgeoise...

Sur les chemins de la liberté, comme titrait Sartre, ne se dressent pas seulement les règlements, la bêtise générale, l'inertie, mais aussi la pesanteur intrinsèque des choses. Plus facile à dire qu'à faire, objecterez-vous ! Certes, d'autant que l'esprit de gravité rassure. Admettre que rien n'est sérieux, hors le face-à-face hypothétique avec Dieu, ne vas pas sans vertige ; justement, ce vertige de la lubie, l'ilot de vacuité qui précède les plongées fous, les « allez, tant pis, j'y vais, arrivera ce qui arrivera ». Caprice, petite île, pourrait-on dire, en jouant, comme l'auteur, sur le titre d'un de ses premiers succès.

Il arrive que la liberté prenne le visage d'un roman, même si ce ne doit pas être le dernier. C'est vrai de celui-ci.

★ *UN OISEAU DANS LE CIEL*, de Féliçia Marceau, Gallimard, 262 p., 85 F.

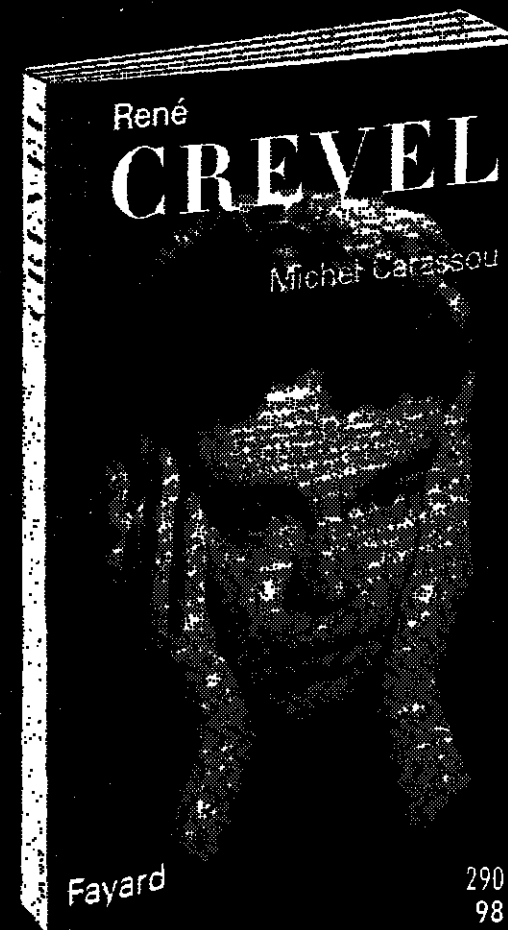
KAFKA



Claude David, le maître d'œuvre des volumes de « la Pléiade » consacrés à Kafka, nous introduit, en biographe scrupuleux, dans les arcanes d'une enquête menée avec minutie... C'est l'arpenteur de l'univers kafkaïen.

Roland Jaccard, *Le Monde*

CREVEL



La biographie que Michel Carassou consacre à René Crevel est parfaite.

Hugo Marsan, *Gai Pied*

Avec émotion souvent, avec précision toujours, Michel Carassou suit pas à pas celui que Michel Leiris décrivait comme « une manière de somnambule ». Son récit est enlevé, presque haletant.

Pierre Drachline, *Le Monde*

FAYARD

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Le « réalisme magique » Barbara Pym de Jeanette Winterson ou l'exotisme d'une tasse de thé

Une Anglaise de vingt-sept ans,
à l'humour très noir.

Deux romans de cet écrivain secret, reconnu, oublié,
et enfin, depuis sa mort en 1980, retrouvé.

Il est toute une lignée de romancières anglaises qui ont le goût du bizarre et de la cruauté, un humour très noir ainsi que la volonté évidente d'écorner les valeurs en place. Elles traitent des sujets les plus graves subrepticement et sans s'apaiser. Ainsi Muriel Spark s'interrogeait sur la mort et l'existence de Dieu dans un roman où la mort, justement, se rappelle au bon souvenir de quelques vieillards par l'usage du téléphone (*Memento mori*) (1). Ainsi Jeanette Winterson, dernière-née de ces romancières (elle a vingt-sept ans), dont les trois romans furent salués par la critique anglosaxonne. Son premier livre, une autobiographie intitulée *Oranges Are Not the Only Fruit*, qui reçut en 1985 le prix Whitbread du meilleur premier roman, retraçait les péripéties d'une enfance consacrée à la lecture de la Bible et au précepte.

Élevée au sein d'une secte religieuse (la Pentecostale Church) par une mère qui passe le plus clair de son temps à l'église, l'héroïne est destinée à la carrière de prédicateur. Le mélange de la langue biblique et de la langue familière, telle qu'on la parle dans une communauté ouvrière du nord de l'Angleterre, rend compte, sur le mode comique, des difficultés d'adaptation rencontrées par le personnage (prénommé Jeanette comme son auteur). Ce récit, qui racontait en outre sa passion pour une femme, eut pour effet de brouiller Jeanette Winterson avec sa famille.

Le cuisinier de Napoléon

Mais, avant même cette rupture, elle avait, par souci d'indépendance, entrepris des travaux divers, traversant des épisodes qui ne laissent pas d'évoquer certains romans d'Evelyn Waugh, (*le Cher Disparu*) : « Le salon funéraire où je travaillais appartenait à des amis de mes parents ; j'y faisais les bouquets. (...) Un jour, l'un des corps n'était pas prêt et on m'a demandé d'intervenir. Cela m'a plu. On était tranquille. C'était certainement mieux que la camionnette d'ice-creams où je me suis fait voler (...) ».

Pendant cette période de sa vie, Jeanette Winterson n'écrivait pas. Pour écrire, il lui faut pouvoir être seule et « changer de réalité. La réalité, ce n'est plus le téléphone qui sonne ou les courses à faire, mais les personnages que je crée et qui prennent vie ». Elle écrit ses romans dans une retraite totale, à la campagne, en travaillant continuellement pendant quelques semaines.

Le second, *Boating for Beginners*, remplaçait le livre de la Genèse dans le contexte des temps actuels, dominés par les médias et la publicité. On y lit notamment cette déclaration d'un intérêt si brûlant aujourd'hui, et qui peut de surcroît servir de fil directeur à la lecture de la *Passion de Napoléon* : « Les fanatiques sont des fous dangereux et

ils pourraient bien détruire le monde en déclenchant un nouveau déluge et leur foi l'exige. Les gens raisonnables ne viendront jamais à bout de ces excès, à moins qu'ils ne trouvent en eux-mêmes des mythes contraires et apprennent à combattre le feu par le feu. »

Dans la *Passion de Napoléon*, Jeanette Winterson remonte à nouveau le cours de l'Histoire pour traiter de l'ascension et de la chute de Napoléon ; elle le fait avec une bonne dose de fantaisie, si bien que le roman offre en premier lieu « ces couleurs et cette folie » en lesquelles J. Winterson voit « une nourriture pour le cœur ». L'histoire retrace les aventures du jeune Henri, qui a une passion pour Napoléon, lequel, de son côté, aime à la passion le poulet. Henri devient donc le cuisinier de Napoléon et le suit à travers ses campagnes en compagnie du main Domino et d'un prêtre défrôqué, jusqu'au moment où, dans la souffrance de la retraite de Russie, son amour se transforme en haine. L'amour, Henri le découvre avec Villanelle, une prostituée vénitienne dont le récit occupe le second chapitre du livre.

Ce survol de l'Histoire et de l'espace, cette liberté d'inspiration, comme l'insistance sur le thème du changement de sexe, rappellent *Orlando*, de Virginia Woolf ; mais si J. Winterson a « le don de prestidigitant », elle n'a pas « l'abrienne subtilité » (2) de V. Woolf, ses effets de surprise et sa phrase sont moins manœuvrés ; il est question des pieds palmés de Villanelle ainsi que du cœur qu'elle laisse (littéralement) derrière elle, dans la maison de son amant vénitien, pour le remettre en place le jour où Henri, après une longue quête, le lui aura rendu. Nous sommes dans le genre du « réalisme magique » en vogue en Angleterre à l'heure actuelle.

Ces histoires merveilleuses qui portent sur la passion et le sentiment d'inachèvement, sur le plaisir et la désillusion, sont contées en des phrases brèves et rythmées qui participent du travail poétique et visent à atteindre chez le lecteur un niveau plus profond que celui de la conscience. Jeanette Winterson lit son texte à voix haute trois ou quatre fois, comme elle le faisait au temps où elle préparait ses sermons — car il s'agissait alors, par le rythme, de toucher l'auditeur et de lui faire sentir, autant que comprendre, la force de l'idée exposée : « La plupart du temps, je lis de la poésie, dit Jeanette Winterson, mais aussi Chaucer et les romans médiévaux, c'est ce qui donne un sens à ma vie. »

CHRISTINE JORDIS.

* LA PASSION DE NAPOLEON, de Jeanette Winterson, traduit de l'anglais par Isabelle Delord, Philippe Laffont, 223 p., 95 F.

(1) Laffont, 1964, 1986.

(2) John Cowper Powys, Dorothy Richardson.

COMME une gazelle apprivoisée est le premier livre que Barbara Pym ait publié, en 1950. Elle l'a écrit avant la guerre, tout comme *Adam et Cassandra*, auquel elle a travaillé quelque mois plus tard. Il existe trois sortes de romans de Barbara Pym selon le cadre où elle situe l'action : des romans paroissiaux (toute l'intrigue tourne autour d'une église anglicane dont le pasteur, nimbé d'une aura de séduction auprès de vieilles filles dévouées, mais facétieuses à leurs heures, est à marier), des romans universitaires (souvenirs d'Oxford, où Barbara Pym a commencé à écrire et a connu quelques passions contrariées qui nourriront ses rêveries et son œuvre) et des romans londoniens dont les héros sont des bibliothécaires et des chercheurs sans renommée.

Ces catégories autorisent quelques variations et interprétations. L'église n'est jamais absente et il est rare qu'un ethnologue ou autre spécialiste ne pointe le nez.

L'univers est donc réduit. Comme le dit une admiratrice et fidèle lectrice de Pym, l'américaine Allison Lurie : « Je ne parle que de ce que je connais. » Et l'une et l'autre en savent long sur les ridicules attachants des solitaires et sur la fonction révélatrice de l'ironie en littérature. Barbara Pym est-elle, comme l'avance hardiment Joyce Carol Oates, une romancière « religieuse » ? Certes, le *Church Times*, qui n'a pas l'habitude de rendre compte de romans, avait fait une exception pour elle et lui avait même

commandé une nouvelle. Mais la religion n'est ici qu'un mode de vie, une sorte de code, un langage que l'écrivain utilise et décrit avec la patience désintéressée d'un oralthologue. De foi, inutile de le dire, il n'est guère question. Et si

Interviewée à la BBC, en 1978, Barbara Pym déclarait : « Peut-être ai-je été influencée par quelque chose que l'on m'a dit, une fois à propos de Proust : on prétendait qu'il retouchait ses personnages pour les rendre plus.



Barbara Pym : un humour brutal.

l'héroïne de *Comme une gazelle*, Belinda, alter ego de Barbara, chante « Les voies du seigneur sont impénétrables », on ne peut penser avec sérieux que c'est l'expression de l'humilité du croyant, face à la toute-puissance du créateur.

Malheureusement, je pense — et je suppose que d'autres en conviendront — qu'il est plus intéressant d'écrire sur les caractéristiques les moins admirables des gens que de rendre compte de leurs vertus. »

Écrit en 1974, dans sa première version, *Comme une gazelle apprivoisée*, raconte l'histoire de deux sœurs, Harriet et Belinda, doubles transparents de Hilary et Barbara Pym. En 1934, Barbara Pym avait vingt et un ans et elle étudiait la littérature anglaise à Oxford. Elle se représente son avenir sous un jour extraordinaire, gris, mais prémonitoire. Elle se voit vieille fille avec sa sœur. Elle s'attribue une sorte de désabusement amusé, mais teinté d'une forme épisodique de romantisme. Une vie sans autre événement que le mariage des autres et la venue ou le départ de jeunes vicaires, séduisants, bruns, à l'air italien, mais un peu maladi, qui épouseront des jeunes filles plus jolies, plus jeunes et plus insignifiantes qu'elle.

Une suite

d'anecdotes comiques

Troisième roman à l'intérieur des deux autres, à peine ébauché celui-là : l'histoire de Diana Hopewell, dont des fragments s'insèrent dans les lettres. Les vies inventées ne sont guère plus romanesques que la vie réelle ; les détails triviaux y ont leur juste part. « L'écrivain crée le paysage imaginaire avec des fragments de la réalité... ». Si bien que, l'égalité de ton aide, les frontières s'effacent et les vies se confondent : les personnages des divers romans existent sur un même plan, traversent les mêmes expériences.

Miss Peabody, dans sa quête amoureuse de Diana Hopewell, va-t-elle rencontrer Miss Thorne, dont le cœur est occupé par une de ses élèves ? Les thèmes de la solitude et de l'amour sont traités dans une suite d'anecdotes comiques. C'est tout naturellement que Miss Peabody, à la mort de Diana Hopewell, s'assurant à son tour devant une machine à écrire, assumera son héritage.

Ch. J.

* L'HÉRITAGE DE MISS PEABODY, d'Elisabeth Jolley, traduit de l'anglais par Claire Malroux, éd. Tierce/Deux temps, 186 p., 80 F.

(1) Éditions Calmann-Lévy, 1987.

Ce roman romanié après la guerre a certainement bénéficié de la maturité de Barbara Pym qui, entre-temps, avait vieilli, aimé et écrit. Elle travaillait surtout à l'International African Institute, véritable laboratoire d'ethnologie comparée. Une séance de projection de diapositives, un thé, une kermesse, une messe sont pour la romancière autant de cérémonies ésotériques qui rendent l'Angleterre exotique pour un Anglais lui-même. Que dire alors d'un lecteur français ?

Cassandra

en Hongrie

Deux ans plus tard, Barbara Pym écrit *Adam et Cassandra* que nous donnons les nouvelles éditions Salvy, dans une traduction dont le naturel s'explique peut-être par le métier même du traducteur : Françoise Dupuis-grenet-Desroussilles est conservateur à la Bibliothèque nationale, spécialisée dans les bibles. Peut-on imaginer métier plus pymien ?

C'est dans un village du Shropshire — d'où Barbara était originaire — qu'arrive un beau jour un jeune Hongrois, M. Tilos, qui jette son dévolu sur Cassandra. Cassandra est encore jeune, mais déjà installée dans l'ennui serein d'une vie conjugale frustrante : son mari, romancier obscur, mais notabilité locale, compte sur l'admiration qu'il ne saurait manquer de susciter en elle, pour s'épargner tout égard. Cassandra ne songe même pas à le tromper, ni même à éveiller sa jalousie. Et c'est avec la plus parfaite innocence qu'elle se rend en Hongrie pendant qu'Adam est censé faire des recherches à Oxford. Le village tout entier jase sur une idylle entre le Hongrois et Cassandra. Mais cette idylle n'aura pas lieu. Un soubresaut de conscience et de peur décourage Cassandra et son retour de flamme chez son mari rétablit la situation du couple fugitivement ébranlée.

Adam et Cassandra est un des rares romans de Barbara Pym situés en partie à l'étranger. Les héroïnes de cette romancière, casanière (qui vécut cependant en Pologne et en Italie) partent une fois pour Rome et une autre pour la Finlande. Barbara et sa sœur avaient visité avec un groupe d'étudiants Budapest en 1935. De ce voyage touristique, ne semblent être demeurés dans la mémoire de l'écrivain qu'un Luna-Park et un paysage bien anglais. Le tourisme, c'est chez elle que Barbara Pym s'y adonnait.

Malgré certains raccourcis de la narration, *Adam et Cassandra* possède déjà toutes les caractéristiques de l'art de la romancière et la brutalité inévitables de son humour. A vingt-trois ans, Barbara Pym avait déjà choisi : elle serait célibataire, romancière et drôle, très drôle.

RENÉ DE CECCATTY.

* COMME UNE GAZELLE APPRIVOISÉE, de Barbara Pym, traduit de l'anglais par Bernard Turle, Fayard, 274 p., 95 F.

* ADAM ET CASSANDRA, de Barbara Pym, traduit par F. Dupuis-grenet-Desroussilles, Salvy, 256 p., 120 F.

L'autre vie d'une vieille fille anglaise

« C'est une très importante dans un roman, écrivait la romancière Diana Hopewell à sa correspondante Miss Peabody, c'est l'effet de la fiction sur soi-même. » Et aussi, ajoutait-elle, la façon dont la fiction met en œuvre la réalité. « Tel est bien le sujet de ce roman, qui, par le biais de la fantaisie et de l'humour, montre combien subrepticement se déplace la ligne de partage entre la fiction et la réalité. D'Elisabeth Jolley, romancière australienne — « née dans une famille à moitié anglaise et aux trois quarts viennoise », dit son éditeur, — nous connaissons un roman traduit en français, le *Man-songe*.

Les rêves

de Miss Peabody

Dans l'héritage de Miss Peabody, deux romans se côtoient au point qu'on ne fait bientôt plus la distinction entre l'ordre du réel et celui de l'imaginaire, entre l'histoire initiale — celle de Miss Peabody, une vieille fille que la médiocrité de sa vie pousse à rêver — et l'histoire inventée — celle de Miss Thorne, qui sut, elle, trouver dans le pensionnat qu'elle dirige des plaisirs substantiels. Au reste, le livre d'Elisabeth Jolley commence par une phrase révélatrice : « Les nuits appartenaient à la romancière. »

La nuit, Miss Peabody lit avec avidité les lettres que lui envoie Diana Hopewell, romancière qu'elle admire pour son livre *Les Anges cavaliers* ; ces lettres sont en fait les extraits d'un roman encore sans titre, qui est en train de s'écrire et auquel marque donc un enchaînement logique. La nuit, Miss Peabody, à travers ces pages sans suite, tente de reconstituer

Eugen HERRIGEL

LA VOIE DU ZEN

suivi de
Pratique du bouddhisme Zen

12X16, 192 pp., nouvelle édition 57 FF

Maison neuve & Larose

— LA VIE DU LIVRE —

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12

STAGES D'ÉDITION

— INITIATION : Connaissance des métiers de l'édition ; fonctionnement d'une maison d'édition.

— SPÉCIALISATION : Fabrication ; service de presse ; droits des auteurs ; création d'une maison d'édition.

Reus. et inscriptions : S.I.P.E.L.

8, pl. du Palais-Bourbon, 75007
Tél. : 45-51-55-50 - 45-50-23-30

50 من الأصل

Le dieu Pan n'est pas mort

Un volumineux « Cahier de l'Herne » consacré à D. H. Lawrence, des poèmes, une nouvelle traduction...

« VOUS êtes une de ces femmes perverses et à moitié folles qui ne peuvent s'empêcher de courir après la dépravation, qui ont la nostalgie de la boue. » Le jugement définitif, et tellement erroné, par lequel Lady Chatterley est envoyée en enfer est ici prononcé par son mari, mais c'est probablement en ces mêmes termes que le roman de D. H. Lawrence fut condamné par la société anglaise, jusqu'en 1960, faut-il le rappeler ?

La publication d'un volumineux Cahier de l'Herne particulièrement riche en contributions et en traductions, d'une anthologie de poèmes, sous l'égide du chien (par le poète Lorand Gaspar et Sarah Clair, dans une nouvelle collection de La Différence, « Orphée », dirigée par Claude-Michel Clunay, qui signe également une postface éclairante) et enfin d'une nouvelle traduction de *St. Mawr*, sous le titre de *Femmes en exil* (1), est l'occasion, quatre ans après le centenaire de la naissance de l'écrivain, de revenir sur cette œuvre dont la force de provocation n'est assurément pas éteinte.

« Le sexe n'est vraiment qu'un contact, le plus intime des contacts. Et c'est un contact dont nous avons peur. » A travers la garde-chasse, c'est Lawrence qui, en 1928, exprime moins la vitalité qui animait les idées de ses premiers livres et de ses poèmes qu'une amertume annonciatrice de la mort, une amertume gagnée à lutter vainement contre l'incompréhension de ses contemporains, depuis l'interdiction et l'autodafé de *L'Arc-en-ciel*, en novembre 1915.

L'amour de Frieda von Richthofen, l'amitié d'Aldous Huxley, de Katherine Mansfield, de Bertrand Russell ou d'E.M. Forster ne l'aideront guère à faire entendre sa voix, sinon à titre posthume. Outre leurs témoignages et leurs lettres, le volume de l'Herne propose de nombreuses études thématiques, toujours extrêmement vigilantes sur les contradictions de cet auteur foisonnant (avec notamment un intéressant essai de Ginette Katz-Roy sur la tentation antisémite de Lawrence, très justement expliquée et dénoncée), sans jamais sombrer dans le lyrisme, le pan-

syrique ou le « psychanalyse » auxquels pourraient conduire cette œuvre constamment exaltée et sensuelle.

Dans une lettre à Ernest Collings du 17 janvier 1913, Lawrence écrivait : « Je conçois le corps de l'homme comme une flamme d'une chandelle toujours dressée, et pourtant fluide ; et l'intellect est tout juste la lumière qui se répand sur les choses alentour. » Cette haute idée du corps détermine chaque poème, chaque essai, chaque roman de Lawrence : « Même l'arc-en-ciel a un corps fait de fine pluie », note-t-il dans un poème.

Peintre, esthète, diémine

Il y a, chez lui, une sorte de redémption de l'humanité, accomplie par la nature, thème qu'il emprunte, sans le cacher, à Walt Whitman. Le teret qui termine le poème intitulé *L'Allégorie de la mort* pourrait très bien constituer l'épilogue de *Femmes en exil* : « Les hommes s'empêchent l'un l'autre d'être des hommes, mais dans les grands espaces de la mort, sous les baisers des vents d'au-delà, s'ouvrent des fleurs violettes. » Et c'est avec raison que J.-M.G. Le Clezio, dans le Cahier de l'Herne, écrit, devant le paysage du Nouveau-Mexique : « L'éternité est indienne, elle est dans ce ciel de l'altitude, dans ce silence d'avant les déluges de fer et de feu. C'est ici, dans cette forêt, que je peux entendre tout à fait la voix de Lawrence. »

D.H. Lawrence écrivait *St. Mawr* en 1924. Il ne lui restait plus que six ans à vivre. Il avait déjà beaucoup voyagé, à Ceylan, en Australie, mais surtout en Amérique. Il avait été invité, en 1922, à Taos, au Nouveau-Mexique par Mabel Dodge Luhan, « riche américaine entichée d'indianisme et de psychologie jungienne » (l'Herne). Et le Ranch Kiowa, qui inspire celui où s'installent les héros de ces *Femmes en exil*, lui est donné par sa mécène, en échange du manuscrit de son grand roman autobiographique, *Amants et fils*. C'est

probablement lors de son deuxième séjour au Nouveau-Mexique, entre mars et août, qu'il rédige son bref roman.

Rappelons que *L'Amant de lady Chatterley* ne sera achevé, avec ses trois versions successives, que trois ans plus tard. Il est donc permis de lire *St. Mawr* comme une esquisse thématique du chef-d'œuvre de Lawrence. De quoi s'agit-il, en effet ? Une jeune femme, Lou, est frustrée par son mari, peintre, esthète, efféminé. Elle a connu avec lui une passion éphémère. Mais, à la différence de Constance Chatterley, elle préfère la chasteté rebelle à l'attrait de la chair. Ce n'est pas une chasteté pudibonde ou puritaine : c'est plutôt la manifestation de sa liberté. Aucun amour incarné ne saurait lui donner le sentiment d'exister. Sa mère, Mrs. Witt, tentée, une dernière fois, de vaincre les préjugés de son monde et propose à un palefrenier de devenir son mari. Lewis, l'homme du peuple, qui annonce le garde-chasse, refuse l'offre qui lui est faite : l'attraction sexuelle lui semble insuffisante pour conjurer l'antimonde des classes sociales.

Beaucoup plus négatif que *L'Amant de lady Chatterley*, *Femmes en exil* est aussi plus lyrique. Le dieu Pan, ici sous la forme d'un cheval, règne sur le monde : « Il était tout ce qu'on voit quand on voit tout. Pendant le jour, on voit les choses. Mais si l'on ouvre son troisième œil, celui qui ne voit que les choses invisibles, on peut voir Pan, caché dans les choses ; on peut le voir avec ce troisième œil, qui est obscur. »

Les personnages de Lawrence se plaignent souvent d'être entourés de morts-vivants ou de « demi-vivants ». Mrs. Witt, elle-même, a l'impression que sa vie « n'a été qu'une suite de fautes-part quotidiennes imprimées dans une colonne de journal ». Fuyant la civilisation des « eunuques », elle essaie, avec sa fille, de reconstruire non pas un état de nature, mais plutôt un univers utopique et provisoire. « Les hommes et les femmes se sont déjà fait tant de mal qu'ils feraient mieux de se séparer jusqu'à ce qu'ils aient réappris à se montrer généreux les uns envers les autres. » C'est une leçon d'éthique qui pour les censeurs est restée lettre morte.

R. de C.

★ D.H. LAWRENCE, sous la direction de Ginette Katz-Roy et Myriam Librach, *Cahier de l'Herne*, 296 p., 300 F.

★ SOUS L'ÉTOILE DU CHIEN, poèmes traduits par Lorand Gaspar et Sarah Clair, préface de D. H. Lawrence, postface de Claude-Michel Clunay, « Orphée », La Différence, 128 p., 29 F., édition bilingue.

★ FEMMES EN EXIL (St. Mawr) de D. H. Lawrence, traduit de l'anglais par Marc Amfreville et Anne Wickes, Minerve, 186 p., 96 F.

(1) *St. Mawr* a été traduit une première fois en 1932, par Jean Cabellé, aux éditions du Silex, sous le titre *La Femme et la Bête*, et réédité en 1947 aux Nouvelles éditions latines et en 1980 chez NEO.

Autres parutions

● Walter de La Mare (1873-1956) va être mieux connu en France. Après *L'Amantier* (éd. Ombres, 1988), voici un roman, racontant la vie d'une recluse : *Miniature ou les Mémoires de Miss M.* (préface de Mario Pruz, « Terrain vague », Lonsfeld, trad. de Christine Guille et Florence Levy-Pacot, 576 p., 160 F. ; et un recueil de nouvelles « fantastiques » (préface de Marianne Tori, éd. Ombres, trad. de Dominique Bertrand et Marianne Tori, 242 p., 110 F.).

● Des nouvelles d'Evelyn Waugh (1903-1968), réunies sous le titre évocateur : *La fin d'une époque*. Sous l'œil de cet écrivain, les personnages ne sont jamais des « héros », toujours des « victimes » impitoyablement démasquées (Gust Voltaire, trad. de Jocelyne Gourand, 276 p., 120 F.).

Les enfants perdus de Shakespeare

Cyril Connolly et Franck Venaille racontent comment Maclean, Burgess et Philby devinrent des agents soviétiques

RAPPELONS les faits : en 1951, en pleine guerre froide, deux diplomates anglais parmi les plus brillants, Guy Burgess et Donald Maclean, disparaissent. On les soupçonne d'être passés à l'Est. Un an plus tard, un écrivain, et pas des moindres puisqu'il s'agit de Cyril Connolly, l'ami de George Orwell et d'Aldous Huxley, publie dans *The Sunday Times* le résultat de ses réflexions sous le titre : « Les diplomates disparus, variations sur une énigme. » Connolly entend prouver que « nul n'a le droit de tirer des conclusions défavorables sur des êtres dont il ne sait rien ».

L'intérêt des observations de Connolly est évident : il a connu Burgess et il fut sans doute l'un des derniers à approcher Maclean avant sa fuite. Comme eux, il vivait dans cette sphère de la société londonienne où littérature et politique convergent, et où la passion pour les idées est tempérée par la soif des plaisirs. « S'ils ont trahi, dit Connolly, ils n'ont trahi qu'eux-mêmes. Mais, comme dans tous les cas où des individus paraissent agir contre leurs propres intérêts politiques, il nous faut remonter à l'enfance. »

En une cinquantaine de pages, Connolly trace un portrait éblouissant des deux « traîtres » subjugués à Cambridge par le marxisme, en leur permanente contre deux ennemis, l'Alcool et l'adolescence, et peut-être enfin réconciliés avec eux-mêmes grâce à ce mystérieux élixir : le prolétariat. Et voici, enfin, le mythe qui les transfigure : on a cru les apercevoir, à Bruxelles, comme Verlaine et Rimbaud. On les a croisés sous les tonnelles d'un restaurant de Prague. On assure qu'ils jouent aux échecs dans une prison moscovite. Nous sommes en 1952 et l'énigme est loin d'être résolue. Connolly mourra en 1974, sans connaître le mot de la fin, pour autant qu'il y en ait un.

Les rebondissements, en revanche, ne manquent pas dans cette affaire qui secoue l'Angleterre. En 1963, c'est au tour de Kim Philby, le « troisième homme », l'un des maîtres du contre-espionnage britannique, traqué, harcelé, par l'Intelligence Service, de se réfugier en Union soviétique. Or, depuis 1948, la CIA sait que Maclean, Burgess et Philby sont des agents soviétiques. Le directeur de la CIA, James Jesus Angleton, prend son temps. Lui aussi est fasciné par cette « trinité impie ». Ce théoricien de la souffrance, ce professionnel du soupçon, songe, en surveillant le trio, à sa propre jeunesse à Yale, où il avait créé,



Cyril Connolly : invitation à la trahison.

avec Ezra Pound, Dylan Thomas et Cummings, une revue de poésie, *Furioso*. Il admire Cyril Connolly, et il est trop intelligent pour croire aux vertus de l'action.

Un bref éloge funèbre

Franck Venaille, qui reprend le dossier là où Connolly l'a abandonné, insiste sur ce point : aux yeux de leurs pairs, Maclean, Burgess et Philby étaient insoupçonnables. Le premier à mourir, en 1963, en plein été, à Moscou, c'est Guy Burgess, miné par une maladie curieuse pour un internationaliste : le mal du pays. Le brillant secrétaire d'ambassade est devenu un gros homme aux joues bouffies, qui a pour seul remède à son angoisse ses bouteilles de cognac arménien. Donald Maclean prononcera sur sa tombe un bref éloge funèbre.

Torrente Ballester le baroque

(Suite de la page 17.)

Torrente Ballester ne se contente pas d'affirmer par les moyens de la logique la plus inattendue que la réalité n'est que de l'imagination qui ne s'est pas tout à fait donné les moyens de réussir, il le prouve, en transformant des personnages avérés, « historiques », en fantômes incertains et des créatures réputées de fiction en acteurs des vraies tragédies et des vrais bonheurs de l'humanité. Il lit l'histoire en poète, la littérature en théologien, la mythologie en amoureux et la métaphysique en humoriste. Et pourtant, *Ille des Jacinthes coupées* demeure, de bout en bout, dans la profusion même de sa joie de conter et de

surprendre, un « vrai » roman : une entreprise de capture.

Roman de virtuosité, si brillant qu'on en reste étonné, *Ille des Jacinthes* peut parfois donner l'impression d'un jeu passionnant mais gratuit, d'un hommage rendu aux pouvoirs infinis de l'écriture. *Don Juan*, roman rassurant ceux qui pourraient craindre que Torrente Ballester ne soit qu'un éblouissant jongleur de mots et d'images. Non que le livre soit plus simple ou plus reposant : il court sur les trois cent soixante-dix ans du mythe de don Juan, mais on y voit s'affirmer, par une ligne plus soulignée, les thèmes historiques et religieux que ne cessent de dessiner les arabesques stylistiques de cet écrivain baroque. Des thèmes baroques, précisément : la prédestination, la présence du Mal dans l'histoire, la difficulté d'inscrire une morale dans une destinée humaine qui paraît placée sous les signes du hasard, de la précarité et de la plus totale méconnaissance de soi-même.

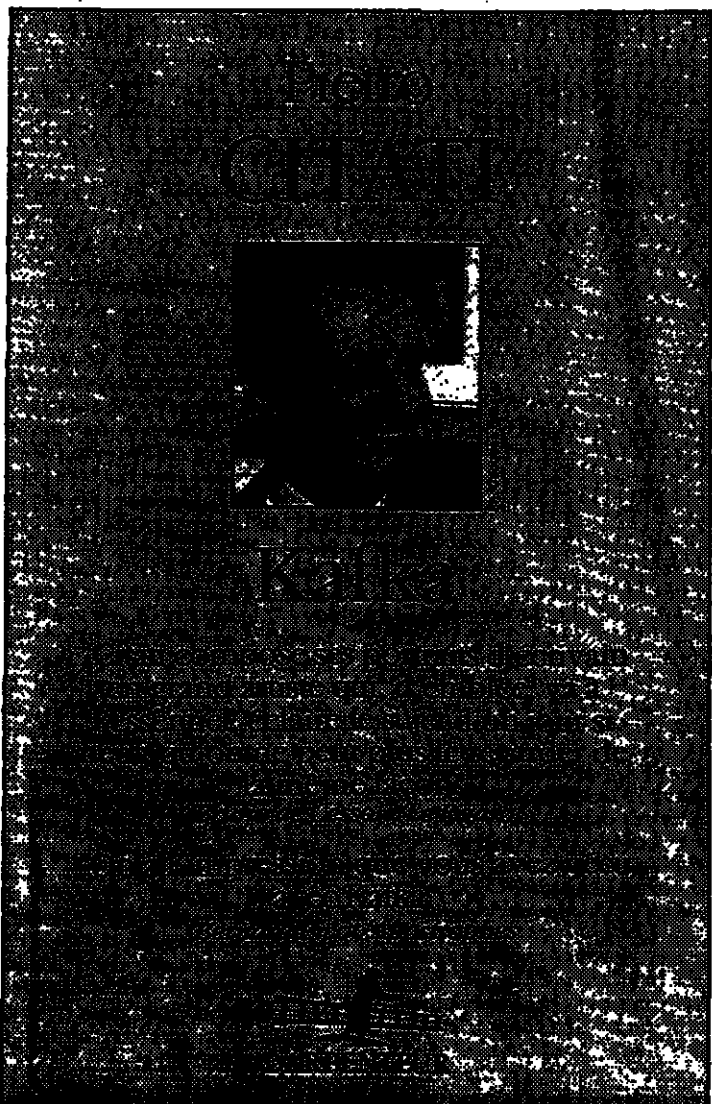
Car cette œuvre en méandres et en éclats, en longues harmoniques et en contrepoint frénétique, ne cesse de dire, de digression en entrelacs, le besoin de lumière, d'intelligence et de bonheur qu'éprouvent les hommes, et les ténèbres dans lesquelles ils sont enfermés.

PIERRE LEPAPE.

★ L'ILE DES JACINTHES COUPÉES, de Gonzalo Torrente Ballester, traduit de l'espagnol par Claude Bleton, Actes Sud, 390 p., 139 F.

★ DON JUAN, ROMAN, du même auteur, traduit de l'espagnol par Eliseo Lavand, éd. Albi (9, rue Jeanvix, 21000 Dijon), 380 p., 149 F. — Signalez également la traduction d'un des grands romans réalistes espagnols des années 50, *Gran Sol* (« grand soleil »), d'Ignacio Aldecoa, traduit par Lucien Coste, éd. Jacqueline Chambon, 270 p., 96 F.

Nos lecteurs retrouveront la chronique de Nicole Zand dans le Monde des livres du vendredi 14 avril.



Jean Guerreschi
Montée en première ligne
Grand Prix de l'Humour noir 1988
Prix François Mauriac 1988
Prix Roland Dorgelès 1989

JEAN GUERRESCHI
Montée en première ligne
JULLIARD

JULLIARD

L'inauguration de la Pyramide

Le roman du Grand Louvre

Le président de la République a inauguré mercredi après-midi les dessous de la Pyramide qui se dresse dans la cour Napoléon. Il était accompagné de Jack Lang, ministre de la culture, d'Emile Biasini, secrétaire d'Etat aux grands travaux, de Michel Lacroix, directeur du musée, et bien sûr de Ieoh Ming Pei, l'architecte du polyèdre et de ses dessous.

DEPUIS que le passage Richelieu est ouvert au public, la foule envahit la cour Napoléon. Pendant les week-ends ensoleillés de l'hiver dernier, trente mille personnes se pressaient pour admirer la pyramide de verre, flanquée de ses trois petits pyramidiens, et tenter d'apercevoir ses entrailles. Les esprits les plus chevronnés ne glosent plus que sur les difficultés de son entretien mais s'extasient sur l'agilité des « montagnards » chargés de la nettoyer. Quant à la statue du Bernin, Louis XIV caracolant sur son cheval de plomb, elle fait l'unanimité. Où sont passés les détracteurs, groupés en associations pour mieux combattre le monstre qui s'apprêtait à déshonorer un de nos vieux palais ?

Arriver au Grand Louvre, c'est revenir de loin. Il faut se souvenir de la cohue navrante de l'ancienne billetterie, des panneaux brinquebalants qui annonçaient les salles ouvertes et fermées. Il faut se souvenir de la cafétéria, précipitamment refaite à la demande de Jack Lang, pour permettre finalement la victoire du copeau sec de saumon sur le copeau sec de jambon de Paris. Se souvenir encore de la poussière sur les tables ! Et des gardiens hargneux ! Quelle ambiance !...

La nature, qui sait où elle met les pieds, avait suscité autour d'un tronc commun d'exaspération deux écoles opposées. L'une, fortement stéréotypée, préconisait la reconstruction d'une galerie idéale sur le modèle des anciens musées des Beaux-Arts, où, sur deux ou trois niveaux — comme cela avait été préservé à titre d'exemple dans l'enceinte même du Louvre — s'alignaient les œuvres. Le coup d'œil expert de l'amateur devait assurément y trouver son compte. L'autre école, tout à la fois soucieuse de démocratie et de prestige électoral, tablait sur la grandeur, l'immensité, la richesse, bref sur ce qu'une

vision tout aussi stéréotypée des choses désignait comme un piège à touristes. On note au passage que, par bien des aspects, les querelles qui entourent l'opéra rejoignent cette opposition entre l'amateur de droit divin et le vulgaire peuplé.

La suspense ayant fait long feu, on sait que c'est la deuxième hypothèse qui l'a finalement emporté. Pourtant le Grand Louvre, malgré toute l'ingénierie qui dès à présent l'accompagne, ne doit pas masquer un Louvre plus grand encore, plus ambitieux. Ce Louvre-ci a été conçu pour répondre quand il sera achevé, dans quelques années, à un nombre considérable de besoins, de problèmes, de désirs, exprimés avec une netteté variable par le public, les conservateurs, les chercheurs, les gardiens, les conférenciers, tout un univers de groupes qui ne se perçoivent pas comme les utilisateurs de la même « machine ». Une « machine » qui utilise l'ancien palais lui-même pour survivre à son ancienne déchéance, et les œuvres elles-mêmes dont la perfection, retirée du marché, n'a plus de sens qu'à travers l'hypertrophie d'un hommage quotidien.

Le tumulte, les insultes et les coups fourrés

Mais l'accouchement de ce Grand Louvre — et le succès de la Pyramide le fait un peu oublier — fut long et douloureux. Il s'est fait dans le tumulte, les insultes et les coups fourrés. Le choix, en juillet 1983, de Pei l'architecte sino-américain, fit d'abord scandale. Comme si on avait besoin d'aller chercher, de l'autre côté de l'Atlantique un tel praticien. Le parti architectural qu'il proposa provoqua un tollé. Le maire de Paris eut l'impression de la trouver à son goût, il fut ramené par ses proches à des sentiments plus orthodoxes. Michel Guy, ancien ministre de la culture, prit la tête de la croisade des anti. Il créa une association et

réclama une simulation en grandeur nature. Elle lui fut accordée au printemps 1985.

Les débuts des travaux provoquèrent des éciens inattendus. Des fouilles archéologiques étaient entreprises à cette occasion. On apprit alors que cette discipline avait aussi une couleur politique. Michel Fleury, qui exhumait dans la Cour carrée les vestiges considérables de la forteresse de Philippe-Auguste, pratiquait des fouilles « réactionnaires », tandis que celles conduites par Yves de Kisch et Pierre-Jean Trombetta, dans la cour Napoléon, avaient des relents quasi bolcheviques. Le premier était accusé de travailler à coup de pelle-taques et les seconds de ne s'intéresser qu'aux fonds de latrines. La querelle reposait surtout sur des questions de personnes, mais quand le président de la République vint sur place, les chefs de chantier firent noblement fouilles à part. Et aujourd'hui encore, les pièces trouvées dans la Cour carrée (la casque de Charles VI, notamment) exposées dans la salle Saint-Louis ne se mêlent pas à celles ramassées dans la cour voisine.

Le feu s'éteignait quand un autre incendie éclata. Le ministre des finances, Pierre Bérégovoy, démenagé avec quelques semaines d'avance sur le planning des travaux. Histoire de les accélérer. Et surtout de les rendre irréversibles, les adversaires de la Pyramide n'ayant pas encore désarmé. Les élections de mars 86 approchaient et un changement de majorité était prévisible. Mauvais calcul. La droite occupa Matignon et Edouard Balladur le bureau de Pierre Bérégovoy. Le premier pensa, non sans raison, que son prédécesseur avait voulu lui forcer la main. Il se réinstalla donc immédiatement dans les locaux mis à mal. Les cloisons furent remontées et le grand argentier annonça que jamais il ne s'édifierait à Bercy. Les travaux se poursuivaient néanmoins tandis que le nouveau locataire

de la rue de Valois, François Léotard, négociait avec son intractable collègue des finances.

En juillet 1987, tandis que les grues vrombissaient sous les fenêtres du ministère, une transaction fut passée. Elle permit de déclarer le tout et son contraire. A la fois, la poursuite des travaux et leur arrêt dans les ailes où vauquaient les fonctionnaires, le déménagement du ministère et son maintien sur place. Mais Emile Biasini, président de l'établissement public du Grand Louvre et qui avait bataillé pied à pied pour la bonne marche du projet, dut renoncer, atteint par la limite d'âge. Il fut remplacé par Pierre-Yves Ligen. Quant à la couverture des cours des finances, elle fut repoussée. Et la deuxième tranche des travaux renvoyée à des budgets lointains. Les plus optimistes n'envisageaient pas l'ouverture du plus grand musée du monde avant l'an 2000.

L'entrée la plus chère du monde

La réélection de François Mitterrand bouleversa ces prédictions pessimistes. Emile Biasini est nommé aux grands travaux, un secrétariat taillé pour sa forte carrure. Le 14 octobre 1987, il inaugure en compagnie du président de la République, le passage Richelieu aménagé par le Louvre. Au fronton de la porte, rue de Rivoli, on lit désormais : Musée du Louvre. Aujourd'hui, la première tranche des travaux est achevée. La symbolique du musée nouveau, la pyramide d'acier et de verre, haute de vingt et un mètres, composée de six cent soixante-quinze losanges et de cent dix-huit triangles d'un verre spécial, se dresse au milieu de la cour Napoléon.

Symbole du nouveau musée, c'en est aussi la porte triomphale. Si ce n'était que cela, ce serait l'entrée la plus chère du

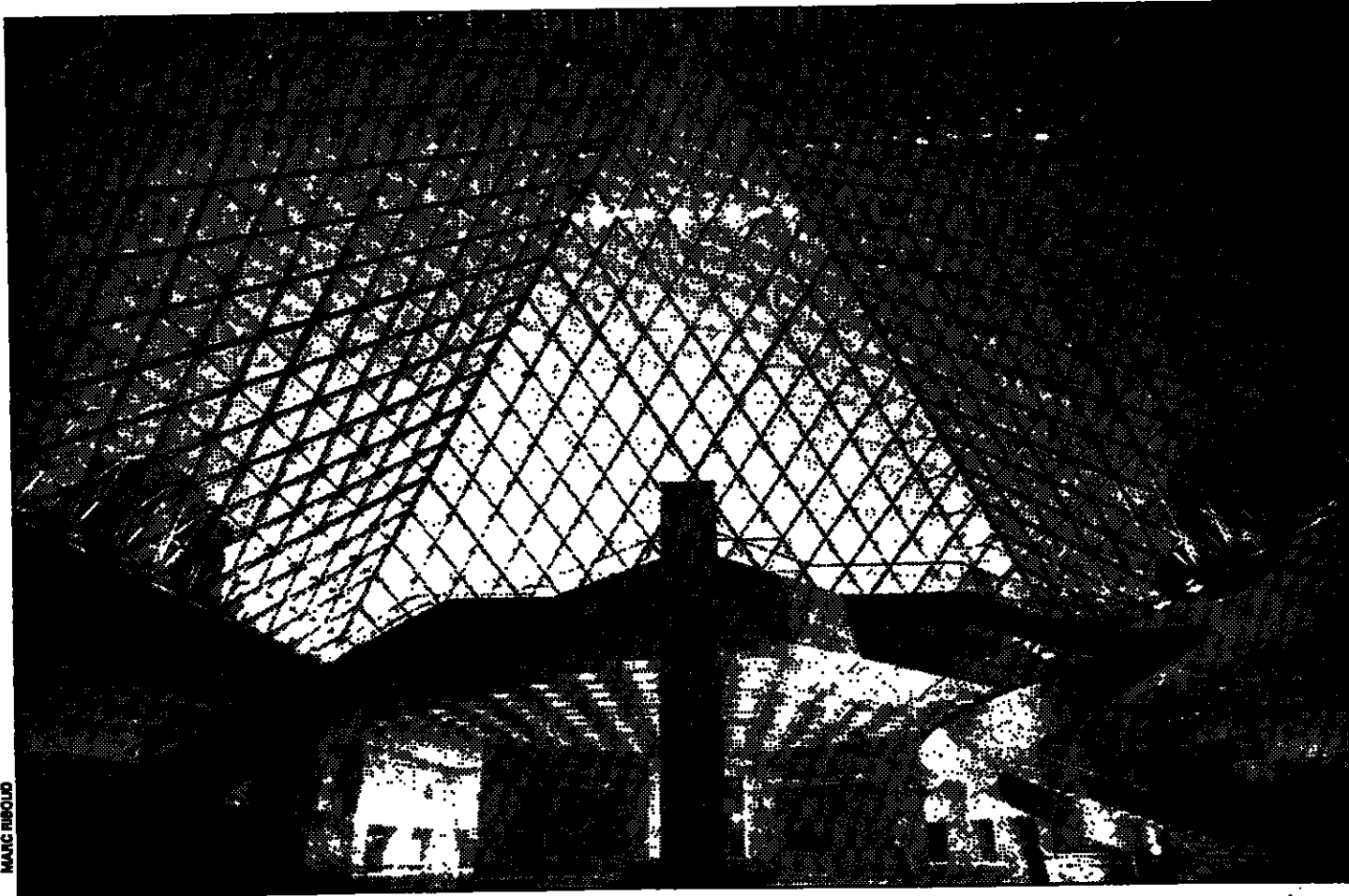
Un entretien avec Ieoh Ming Pei

Le triomphe modeste

Choisi par le président de la République en mai 1983, l'architecte américain auteur de la pyramide évoque ici son travail. Dernières questions avant le verdict populaire.

LA Victoire de Samothrace est restée à sa place, en haut du grand escalier qui fut dessiné pour elle. L'emplacement que l'M. Pei lui avait réservé, dans les premières maquettes, sous la pyramide, est pour l'instant vide. « Il aurait fallu Brancusi, mais il est mort », nous dit l'architecte qui a renoncé depuis longtemps à la Victoire. Mais qui n'a renoncé à rien d'autre. Ni à la légèreté, ni à la transparence. Ni à la modestie qu'il pratique avec une rigueur ténue, et qui aura sans doute contribué à faire admettre l'audace claire de son propos. Dernières questions avant le verdict populaire.

« La pyramide est d'humour changeante, l'humour de Paris. Opaque, elle devient une forme, un objet ; transparente, elle laisse voir le palais. Au début, je la préférais sous un ciel bleu. Maintenant je l'aime par tous les temps (nous écrivons vendredi, il faisait gris). C'est vrai, ce n'est pas vraiment de l'architecture ; cela relève plutôt de l'art de l'illusion. La stricte géométrie du plan l'inscrit dans la continuité de l'art français du paysage. Un jour prochain, il faudra rénover les Tuileries, qui sont en piètre état et l'on retrouvera sans doute le des-



sin de Le Notre qui était au pied du château. Et l'on verra à quel point Le Notre m'a inspiré. »

La transparence ? « Plus

important encore à mes yeux était l'absence de couleur du verre. Le verre moderne contient du fer ; épais, il devient vert. Je voulais du blanc. Avec le soutien de M. Biasini, nous avons pu persuader Saint-Gobain de le mettre au point. Mais c'était difficile, car il ne s'agissait pas de le produire en série, ni de construire cent pyramides... »

Des satisfactions ? « Le chantier s'est bien déroulé. J'ai même été étonné, vraiment au-delà de mes espérances — j'avais pu voir certaines constructions aux Halles ou à la Défense — par le degré de raffinement, de perfection de la mise en œuvre. Je ne m'attendais pas à un tel niveau de qualité. Il y a eu sur ce chantier un « esprit de corps » (il prononce le mot en français), et les entreprises étaient très motivées. »

L'architecte Yann Weymouth, l'un des responsables de l'agence parisienne de Pei, énumère volontiers les prouesses techniques réalisées par des entreprises fran-

çaises ou européennes. Une seule exception : une entreprise de Boston spécialisée dans l'accastillage des navires de compétition et dont l'invention estampillée Grand Louvre va servir dans la prochaine America Cup.

La politique française ? « Régulée au rayon des mauvais souvenirs, la polémique déclenchée au début de 1984 après la séance boulesse de la commission des monuments historiques. « Ce fut pour moi une véritable surprise, un choc très brutal. Je ne comprenais pas que mon projet soit rejeté si violemment avant même d'être complètement examiné. Fort heureusement, par la suite, nous avons bénéficié du soutien de personnalités liées à l'opposition. M. Claude Pompidou, qui connaît bien l'art et l'architecture, a joué un rôle très positif. M. Chirac lui-même approuvait le projet, et l'état d'esprit a beaucoup changé après qu'on eut vu, en mai 1985, des câbles dans la cour Napoléon en préfigurant le volume de la pyramide. Mais je dois dire que j'ai été

inquiet tout au long du chantier. Il y a pourtant une chose dont on peut être fier, c'est d'avoir réalisé cela en quatre ans et demi, dont une année de fouilles archéologiques. C'est presque miraculeux. A la National Gallery, à Washington, le chantier avait duré sept ans. »

Le rôle du président de la République ? « Le premier avis de M. Mitterrand sur l'idée a été favorable, et cela m'a donné du courage. Par la suite, il a suivi le projet de très près. Une fois que le concept était approuvé, il s'est beaucoup intéressé aux matériaux. Nous lui avons montré des dizaines d'échantillons de pierre, de couleur, de verre, de métal. Pierre blonde de Montrachet, comme les façades du Louvre, détails gris, comme les toits. »

« Une seule réticence, un jour. « Les pyramidiens sont-ils nécessaires ? », a demandé M. Mitterrand. J'ai expliqué leur rôle, distribuer la lumière, empêcher un trop grand contraste entre l'espace éclairé par la pyramide et les trois galeries qui condu-

sent au musée, dissiper le jour progressivement. Et ce fut accepté. »

Le succès ? « Le plus important ne sera pas le nombre des visiteurs, mais la qualité de la visite. Sa durée, le plaisir qu'ils vont en tirer. Au Metropolitan, à New-York, la durée moyenne des visites est de trois heures. Au Louvre, c'était une heure vingt. J'aimerais bien que les jeunes, les étudiants, viennent, se sentent bien, aient envie de rester. »

Des projets ? « Plus de musées pour l'instant. Plus de musées, mais encore un peu de Louvre, puisque Pei étudie la galerie de peintures de l'aile Richelieu. « En Amérique, on se satisfait généralement de la lumière artificielle. Mais, ici, Michel Lacroix nous a demandé de travailler surtout avec la lumière naturelle. C'est un nouveau défi. »

Dans la seule biographie en français sur l'architecte américain (publiée aux Editions Hazan), l'auteur, Bruno Zevi, indique que, bien avant de devenir célèbre en les construisant, Pei avait choisi pour thème de son diplôme « Un musée d'art oriental à Shanghai ». « J'étais l'élève de Gropius, théoricien du style international, pour qui l'industrialisation allait obliger l'architecture à être la même partout. Modeste étudiant, j'ai dit : « Professeur, puis-je faire intervenir d'autres facteurs que la mécanisation dans mon projet ? » En Occident, les musées offrent généralement un espace monumental ponctué de colonnes. En Chine, l'art n'est pas destiné à glorifier l'empire ; il doit plutôt satisfaire des aspirations individuelles ; c'est un rapport plus intime. L'architecture du musée doit en tenir compte. Gropius était certes un prophète. Mais j'estime que l'architecture doit refléter les modes de vie particuliers, l'histoire et la culture. Universalité de l'architecture ne signifie pas uniformité. » Pei s'en souviendra quand il refusera de céder au style international pour sa première commande en Chine, l'hôtel des Collines parfumées, près de Pékin.

L'année 1989 comptera double dans la carrière de cet Américain né à Canton en 1917. Aujourd'hui, la pyramide et le nouveau Louvre ; à la fin de l'année, le gratte-ciel de la Banque de Chine populaire qui se termine à Hongkong. Dans chaque ville, sur chacun de ces chantiers majeurs, l'un des deux fils de l'architecte qui ont choisi le métier de leur père.

MICHEL CHAMPENOIS.

Douze nouvelles

Vice



Un entretien avec F

Le Louvre pratique

- INFORMATIONS : tél. : 40-20-51-51.
- ENTRÉE PRINCIPALE : Pyramide (cour Napoléon).
- AUTRES ENTRÉES :
 - Passage public (place du Palais-Royal/rue de Rivoli).
 - Porte Jaujard
- MÉTRO : station Palais-Royal-Musée du Louvre.
- OUVERTURE du musée tous les jours sauf le mardi : de 9 heures à 18 heures.
- NOCTURNES : jusqu'à 21 h 45, le mercredi et lundi.
- OUVERTURE DU HALL NAPOLEON (sous Pyramide). Sont ouverts tous les jours de 9 heures à 22 heures, sauf le mardi.

- l'auditorium du Louvre.
- les salles de l'histoire du Louvre et les fossés du Louvre médiéval.
- le restaurant Le Grand Louvre.
- la Café du Louvre.
- la Librairie du Musée (de 9 h 30 à 22 heures) et de 12 heures à 22 heures : les expositions temporaires.
- TARIFS : 25 F pour les adultes, 13 F pour les 18-25 ans et pour les plus de 60 ans. Gratuit pour les moins de 18 ans ainsi que pour les amis du Louvre et quelques autres catégories.

L'école du Musée, qui ouvrira ses portes au public dès jeudi 30 mars, sera gratuite pour tout le monde jusqu'à la fin de la semaine.

Culture

et des sous-sols de la cour Napoléon

monde : 2 milliards de francs pour la première tranche des travaux. La deuxième, qui doit s'achever dans quatre ans, coûtera plus de 3 milliards de francs, sans compter le parking souterrain et ses accès : plus de 800 millions de francs. Pour ce prix, quand même, la réflexion totale des façades du palais est entreprise. Mais il s'agit d'autre chose. D'une véritable agora souterraine composée d'un hall d'accueil vaste comme un porte-avions équipé de quinze moniteurs vidéo qui permettront de repérer les salles inamoviblement fermées.

Mais aussi d'une immense librairie — la plus grande librairie d'art, disent fièrement les responsables du musée. De deux cafés, d'une brasserie, d'un restaurant de luxe et de plusieurs boutiques. Un espace ouvert tard le soir, meublé par Jean-Michel Wilmotte, qui fera oublier le sinistre parking et le bosquet mitéux qui végétaient au centre du palais. C'est aussi une salle d'exposition temporaire de 1 200 mètres carrés et une autre consacrée à l'histoire du château, admirablement mise en scène par Richard Peduzzi. Et un auditorium de quatre cent vingt places qui a l'ambition de devenir une véritable « salle parisienne ».

Les réserves sont évidemment les plus sophistiquées qui soient : la « VDI », la voie de desserte intérieure, véritable route souterraine qui permet tous les transports et toutes les manipulations possibles, hors des circuits de visite et sans passer par l'extérieur du bâtiment, transforme de facto une structure archaïque en ce qu'on pourrait imaginer être un musée idéal. Les systèmes de gardiennage, de surveillance incendie sont au plus près de la notion actuelle d'infailibilité. Et, bien sûr, les équipements les plus sophistiqués, comme Agalé, ont été mis à la disposition des chercheurs qui traquent l'authenticité des œuvres dans de lointaines forêts de protos, arbres centenaires s'il en est.

Clou de cet univers souterrain, les vestiges de la forteresse médiévale de Philippe Auguste, des murailles hautes de 7 mètres, soigneusement présentées. Le visiteur qui circulera dans ces fossés pleins d'ombres et de mystère saisira presque physiquement le passé invisible du château. Le légitime coup d'architecture enterrée de Pei.

« *Less is more* », disait laconiquement Mies van der Rohe, figure tutélaire d'un style international dont l'AM, Pei a parfois su prendre le meilleur. Trois mots qui contraignent à la plus brève traduction, au risque d'en perdre le sens, par exemple : « moins il y en a, plus il y en a ». Rendons hommage à Pei, il a tout mis en œuvre, et a d'ailleurs disposé des moyens adéquats, pour s'approcher de cette perfection prônée par Mies et dont on ferait volontiers un hymne à la transparence, si le mot n'était précédemment sujet à grognements et à transpositions depuis l'édification de la Pyramide.

Du gris taciturne au rouge intense

Mais il serait navrant de continuer à épiloguer sur cette Pyramide, non seulement parce qu'elle n'est — on le découvre bien à présent — que la pointe de l'iceberg dans l'océan Grand Louvre, mais parce qu'elle est aussi changeante qu'une pochette de météorologiste, allant du gris taciturne au rouge intense des soirs ensoleillés. Et, pour en finir une fois pour toutes avec le cour Napoléon, nous vous accorderons tout de même que les trois avatars de pyramide qu'on a baptisés pyramidons, sans doute en hommage à l'industrie pharmaceutique, ont l'air de trois svornons renfrognés, immobiles, encombrants, qui attendraient la première occasion pour faire un mauvais coup. Laissons-les, descendons.

Une fois posé le point d'exclamation, trois approches sont possibles pour évoquer ce qui est censé n'être que « l'entrée » du Grand Louvre mais qui est en soit une pièce d'architecture autonome. La première de ces approches, et qui vient d'ailleurs immédiatement à l'esprit tant le parti est clair, relève de la jubilation géométrique. Une fois acquiescée la certitude que, hors la Pyramide (et ses sales pyramidons), il n'était guère de salut pour donner espace et lumière à si vaste souterrain, le projet ne pouvait plus guère échapper au principe du carré dont les certitudes, comme chacun sait, ne s'accroissent que fort mal avec les longueurs du rectangle, mais qui peut entretenir des amitiés particulières avec le cercle.

Tout, dans l'immense sous-sol obéit donc au carré, c'est-à-dire en fait aux huit directions que suggèrent les angles et les côtés. Ainsi la géographie du musée est-elle dès le premier instant révisée, même si la longueur des trajets à parcourir pour aller voir telle ou telle œuvre relève encore du « mystère de la Grande Pyramide », comme nous l'a enseigné la bande dessinée.

Une seconde approche sera seulement formelle et spatiale. Une approche en « *Oh* » et « *Ah* » et « *Hi* » et « *Ho* ». Pour la forme, elle va tout bonnement au plus simple, au plus clair de ce que demande la clarté de l'espace. Pas de fioritures — ce qui ne veut pas dire absence d'effet ou de choix décoratif, — mais tout, dans cette première phase du Grand Louvre recherche l'économie de moyens, l'expression de la pensée misionnaire, le rejet de ce qui pourrait être perçu demain comme la mystification d'une époque, d'une mode. Tout est donc au plus près l'anchèvement des espaces, succession de salles aux fonctions définies où l'on chercherait vainement l'embryon de ce qu'on

appelle un « couloir », Pei ayant manifestement voulu faire mentir ceux qui dépeignent à l'avance son projet comme ce labyrinthe.

L'association de l'approche géométrique et de l'approche formelle et spatiale permet aussi de mesurer le travail de Pei pour faire dialoguer les anciens bâtiments avec les nouveaux espaces. En empruntant au style international sa rigidité protestante, en fuyant les dentelles dont s'est couvert Orsay, en choisissant très modestement une pierre et un béton dans les tonalités exactes du palais, il a tout bonnement opté pour le plus petit dénominateur commun à toutes les formes de « classicisme », heureuses ou moins heureuses, chargées ou raffinées, qui se sont juxtaposées, accumulées au Louvre. Avec cette formidable contrainte supplémentaire qui était de créer un lien « naturel » entre les structures révélées du château fédéral et celles que l'histoire leur avait jusqu'à présent substituées.

Un hommage au public

Mais c'est enfin, et surtout, en termes de société que le nouvel espace doit être regardé. Le travail de Pei, étayé par les crédits importants accordés au projet, ont permis de faire du Louvre le premier des grands musées français qui respecte autant le public que les œuvres, dont l'architecture, sans perdre de sa force, s'efface devant les exigences du plaisir, et qui ait l'ambition — qui vivra verra — de mettre sur un pied d'égalité le souci de la conservation et celui de la présentation.

Jusqu'à présent, les concepteurs de musée ne pouvaient s'empêcher de placer des signes, des symboles, des distances, qui formaient autant de barrières entre un

public « toléré » et une culture un peu hautaine et jolouement gardée. Or cette immense salle d'accueil du Grand Louvre et ses ramifications sont d'abord un hommage au public. C'est ce qu'exprime clairement la perfection de chaque détail — ceux de Pei, mais aussi ceux de Wilmotte et de Peduzzi, — le soin apporté à la taille de la pierre, au lissage du béton, au choix des rampes, de l'éclairage...

Une œuvre parfaite. Sans doute pas. Elle a, dans sa perfection un peu américaine, des emphases et des lourdeurs, comme le triangle de béton qui sert de tremplin entre l'entrée de la Pyramide et le grand hall d'accueil, comme ce pilier carré, resté vide, comme le dessin de l'escalier, aussi pesant qu'est léger l'escalier hélicoïdal.

Des erreurs plus graves, en revanche, sont issues de la collision entre les conceptions de Pei et celles des « titulaires » ordinaires de l'architecture du Louvre. D'où la juxtaposition du béton lisse, raffiné, de Pei, et le vocabulaire daté, genre « Monuments historiques » découvrant à la fin des années 60 le béton brut de décoffrage de feu Le Corbusier, qui fait avec un charme variable l'entourage du Louvre médiéval. Dans le même ordre d'idées, on évoquera le souterrain de l'avenue du Général-Lemoinne, mais pour en sortir le plus vite possible, tant cette opération fait notre tristesse.

Mais ce ne sont là que détails qui pourront d'ailleurs être améliorés par la suite. Des détails au regard de la formidable réussite de cette première tranche. Il faudra maintenant attendre 1993 pour juger l'ensemble du « plus grand musée du monde », quand toutes les salles auront été réorganisées, et la ministère des finances occupé...

FREDÉRIC EDELMANN
et EMMANUEL DE ROUX.

Douze nouvelles salles pour les classiques français

Nicolas, Philippe et Sébastien...

Poussin, Champaigne, Bourdon : ce sont les nouveaux privilégiés du Louvre, dans des salles qui respectent leurs œuvres.

Le paradis se mérite. Pour atteindre le nouveau paradis de la peinture française classique, il a fallu dix ans de patience aux conservateurs. Pour l'atteindre, il faudra aux visiteurs la force de graver deux étages qui en valent cinq ou six d'un bâtiment ordinaire. Mais au bout de l'effort, il y a la récompense : douze salles qui racontent l'histoire de la peinture française du quinzième siècle à la fin du dix-septième, de Jean le Bon à Louis XIV. Douze salles claires, sobres et — c'est évidemment l'essentiel — peuplées d'œuvres incomparables. Et, pour certaines, méconnues, puisées absentes des salles du Louvre depuis des décennies pour cause d'exiguïté et de surpeuplement. Ces douze salles, au second étage de la cour Carrée, forment pour l'heure un ensemble, quoiqu'elles ne soient qu'un fragment, le premier achevé, d'une galerie qui, tout autour de la cour, présentera à la suite le dix-huitième siècle et les débuts du néo-classicisme en une suite chronologique et cohérente de tableaux. Cet immense travail sera achevé, promet-on, en 1993,



« Repas chez Simon », de Subleyras

au moment où la construction d'un escalator dans l'aile Rivoli épargnera enfin à l'amateur un effort athlétique qui pourrait être dissuasif. Des réajustements, quelques menus changements dans l'accolage seront alors nécessaires afin de reconstituer le

parcours à partir de cet escalator salvateur. Il est prévu d'alléger à cet occasion l'actuel accrochage en gagnant des cimaises et de remédier à l'effet de saturation qui pourrait être ressenti aujourd'hui dans quelques salles.

Tel quel cependant, ce presque définitif, en partie provisoire, a

grand air. Et pas seulement à cause de ce qui s'y voit, l'âge d'or de la « grande peinture », peinture sacrée, peinture d'histoire, formats immenses, mises en scène puissantes, drames, batailles, miracles et triomphes. Car, s'il n'est pas neuf d'affirmer que le

siècle de Poussin et de Bourdon, celui de Champaigne, de Lebrun, de La Hyre, des Le Nain et de Jouvenet — la liste est naturellement incomplète — fut d'une fécondité et d'une diversité tout simplement effarantes, il est neuf de pouvoir vérifier tout cela sur pièces.

L'expérience aidant, il y avait tout à redouter de l'aménagement de ces espaces par un architecte. L'exhibitionnisme ravageur de Gae Aulenti a prouvé à Orsay ce que peut un volontarisme indiscipliné. Par bonheur, le travail d'André Motte se recommande à l'inverse par sa sobriété. Les contraintes étaient nombreuses : il fallait laisser assez de fenêtres ouvertes, parce que les vues sur le palais, le quartier et le jardin sont admirables. Il fallait composer avec les changements de niveaux, jouer avec les escaliers et les passages. Il fallait, évidemment, maintenir le principe de l'éclairage zénithal. Et il fallait plus que tout respecter les œuvres.

Résultat : un style si épuré qu'il se voit à peine. Des sols de pierre grise, qui remontent en dalles dans les embrassements, un tissu gris plus soutenu sur les murs, une présentation simple des cartels et des inventions de détail très adroites, telles ces vitrines sans reflet ni montures encombrantes qui protègent sans masquer.

Seule réserve : les panneaux qui ont été introduits dans plusieurs salles afin d'obtenir des surfaces d'accrochage nouvelles réduisent les volumes initiaux et nuisent à la perspective d'enfilade. Dans la salle Poussin, l'effet est malheureux, assurément, et

mériterait d'être corrigé. Dans la salle Champaigne, le risque est moins lourd. Ou plutôt, la révélation d'un tableau jadis béni par le lycée Henri-IV, l'*Apparition de saint Gervais et de saint Protas*, retient trop le regard pour qu'il s'attarde aux imperfections du décor.

Car tel était le dilemme : réaliser une présentation aérée et spectaculaire de style « moderne » ou révéler au public les Lebrun hollywoodiens et rubéniens, les Champaigne à mi-chemin de Van Eyck et de David, les Jouvenet patibulaires et les natures mortes archaïques qu'il n'avait jamais contemplées qu'en photographies.

On imagine sans peine que Pierre Rosenberg et Jean-Pierre Cuzin, les maîtres d'œuvres de l'entreprise, en bouillottes érudites et amoureux de la peinture qu'ils sont, n'ont pas longtemps résisté aux plaisirs de la résurrection et de la découverte. Ils ont composé un panthéon plein d'imprévu, une collection qui ne se contente pas de rendre hommage aux signatures universellement vénéfées, mais impose la vision d'un dix-septième siècle complet, parfois solemnel et grandiloquent, le dix-septième de Lebrun, parfois galant, précieux et futile; celui de Stella et de La Hyre, parfois romain, quand Poussin apparaît, et parfois campagnard, quand les Le Nain tirent le portrait des laborieux et des « gueux ». Il y a là du Corneille et du La Fontaine, du Racine et du Scarron, du Pascal et du Molière. Tout un siècle, en somme; et l'un des plus grands.

PHILIPPE DAGEN.

Un entretien avec Pierre Rosenberg

Le retour des grands formats

Pierre Rosenberg, conservateur en chef du département des peintures du musée du Louvre explique l'importance des nouvelles salles consacrées à la peinture française du XVII^e siècle où sont accrochées des toiles, depuis longtemps cantonnées dans les réserves.

« Est-ce la place aujourd'hui conquise qui vous a incité à montrer davantage de tableaux ? »

— Beaucoup de ces tableaux étaient montrés avant la guerre de 14. Je crois qu'on peut expliquer ce qui est arrivé assez simplement. Jusqu'à 1914, on acceptait encore la présentation

cadre à cadre des tableaux, et de haut en bas. On ne voyait même plus la couleur des murs ! Puis la mode a changé. Cela nous a obligé, génération après génération, jusqu'aux années 50, à mettre en réserve beaucoup de ces œuvres. Il fallait qu'ils sortent à nouveau.

— Est-ce que cette présentation d'œuvres provenant des réserves va modifier la vision que nous avions ainsi du XVII^e siècle ?

— Ces nouvelles salles qui, faut-il le redire, sont anciennes dans leur conception, tiennent compte de l'évolution de l'histoire de l'art des cinquante dernières années : la nature morte par exemple qui était complètement négligée, ainsi que La Tour, ou Le Nain. Elles vont permettre d'accrocher les grands formats, gloire de la peinture française du XVII^e. Ceux-ci sont un peu le spécificité du Louvre. Cela donne une

vision plus équilibrée, plus juste, de la peinture française de ce siècle. Ce qui impressionnait les gens de cette époque, ce qui faisait notre succès en France et hors de nos frontières, c'étaient encore ces grands formats.

— Le public aujourd'hui ne comprend plus, ou comprend difficilement, et les musées ne l'ont pas aidé, que ces grands formats représentaient non seulement des tours de force, mais aussi des exploits, au sens noble du terme, des exploits artistiques admirés. Les petits tableaux, les portraits, ou les natures mortes, étaient considérés comme des choses beaucoup moins extraordinaires. Il faut donc rétablir cette vision historique.

— Cela dit, le vrai problème du Louvre, celui qui devra prendre en charge la nouvelle génération des conservateurs, ce n'est pas tellement le musée lui-même, dont les collections sont archiconnues maintenant, dont les œuvres sont reproduites partout

dans nos catalogues, c'est l'énorme quantité de tableaux, que nous avons hors du Louvre, des tableaux qui sont en dépôt dans les musées de province, dans les ambassades et les ministères...

— Quant à la répartition actuelle, peinture française, italienne et écoles du Nord, elle a à mon sens plusieurs avantages, dont celui de la clarté. On peut critiquer cette répartition en trois sections ? Fallait-il au contraire jouer la continuité de l'ensemble en suivant l'histoire de la peinture, XV^e, XVI^e, etc. ? On y a beaucoup réfléchi, mais je crois que le Louvre est conçu de telle manière que la formule qui aurait consisté à avancer comme ça n'est pas possible : l'architecture du musée, des espaces qui nous sont dévolus, obligeait à choisir ce parti.

Propos recueillis par
GENEVIÈVE BREERETTE.

Culture

L'inauguration de la Pyramide et des sous-sols du Musée du Louvre

Honneur au cousin Pons

Pour fêter son renouveau, le Louvre célèbre son passé : celui des donations successives qui ont fait du palais un labyrinthe aux trésors.

PONS cachait à tous les regards une collection de chefs-d'œuvre en tout genre dont le catalogue atteignait au fabuleux numéro 1907. (...) C'étaient des tableaux triés dans les quarante-cinq mille tableaux qui s'exposent par an dans les ventes parisiennes ; des porcelaines de Sèvres, achetées chez les Auvergnats, ces satellites de la Bande-Noire qui ramenaient sur des charrettes les merveilles de la France-Pompadour. Et plus loin : « Entre Pons et monsieur Sauvageot, il se rencontrait quelques ressemblances. » Monsieur Sauvageot ? Il a existé autrefois que dans l'esprit de Balzac. Il se préoccupe de Charles, il était violoniste et collectionneur. En 1856, il donna au Louvre sa collection de pièces du Moyen Âge et de la Renaissance.

Il est l'un des deux mille sept cents donateurs du Louvre, de sa fondation à nos jours, l'un de ceux auxquels le musée rend un juste hommage, puisqu'il leur doit sinon tout, du moins beaucoup de ses fabuleuses richesses. Nul doute que le cousin Pons, si le roman de Balzac finissait bien, léguerait au Louvre son éventail peint par Watteau, ses tabatières et ses porcelaines Louis XV. Il aurait alors droit, dans l'exposition d'aujourd'hui, à une notice et à une vitrine. A une salle peut-

être même, à l'instar des La Caze, fils de La Salle, Moreau-Nélaton et autres bienfaiteurs, tardivement récompensés de leur lucidité et de leur magnificence.

Pour mettre quelque ordre dans cette histoire encombrée de noms propres et de dates, plusieurs solutions se présentent. On aurait pu inventer un classement par types d'objets et par civilisations - tous les marbres réunis, toutes les pièces égyptiennes ensemble. On aurait pu songer à une typologie des donateurs et distinguer les officiels des privés, les gouvernants des amateurs. La sociologie y eût trouvé son compte, et l'on se serait aperçu sans doute qu'il existe un « goût de banquier » ou un « goût d'aristocrate ». Mais ça aurait été mettre trop de rigueur et de catégories dans un domaine par excellence mouvant et rebelle aux systèmes.

Un panthéon bizarre

Michel Lacroix et ses collaborateurs ont préféré l'ordre chronologique qui leur a permis de constituer une noble galerie de chefs-d'œuvre, où l'assyrien côtoie le hollandais, le florentin l'indien, le chinois le vase. On s'y promène dans un panthéon bizarre et somptueux de trois cent cinquante œuvres, d'une pièce célèbre à une autre obscurité, de la *Bethsabée de Rembrandt* au *Bain turc* d'Ingres. C'est l'apothéose du mélange des genres et des temps. L'exposition s'efforce aussi de suggérer une histoire du goût. Reconstituer celle-ci n'est pas chose commune, ne serait-ce que parce que telle donation des années 20 ou 30 renvoie à une vogue d'un demi-siècle ou d'un siècle antérieur. Il suffit que le petit-fils donne au nom de son grand-père pour que l'histoire s'embroute et que l'interprétation se fausse... Il reste que quelques idées directrices apparaissent, qui confirment les recherches de la naissance science des collections. L'Empire et la Restauration aiment l'antique grec et romain, sans dédaigner l'égyptien - Bonaparte oblige. La romantique monarchie de Juillet

découvre le Moyen Âge sous toutes ses formes, romanes, gothiques ou musulmanes. Elle y ajoute la première Renaissance.

Le triomphe du dix-huitième siècle

Le grand triomphe pour tant, le siècle qui ressuscite après 1840, c'est celui qu'idolâtre le cousin Pons : le dix-huitième. Sous le Second Empire, Watteau, Fragonard et Chardin ont leur seconde heure de gloire. Ébénistes, porcelaniers et sculpteurs les accompagnent dans leur marche à la gloire, qui ne finit pas jusqu'à aujourd'hui, jusqu'à Fragonard donné par Roberto Polo. Cet amour du rococo n'exclut pas d'autres dévotions, à Raphaël, à Vinci, à Delacroix et aux Anciens. En 1881, le legs Gatteaux offre la *Draperie* de Léonard. En 1895, les Rothschild donnent le trésor de Boscoreale. En 1902, la donation Thomy-Thierry est consacrée à la peinture du dix-neuvième siècle français.

Passé 1880, dégarer tendances et engouements devient donc impossible. Tout entre au musée, l'Islam et Corot, les tapisseries flamandes, les manuscrits italiens et l'école de Barbizon. A curiosité universelle, collections encyclopédiques. Exception faite des arts d'Extrême-Orient, cantonnés à Guimet, des arts africains et océaniques, découverts plus tardivement, et des « modernes », l'art du monde entier a vocation à finir dans les réserves du Louvre.

Et cela, il faut le redire, car telle est la principale leçon de l'exposition, conservateurs et visiteurs le doivent à la générosité des amateurs ! Générosité est le mot, puisqu'on a banni de l'exposition ceux qui ont vendu et ceux qui ont cédé à la tentation de la donation. Point de bonté intéressée ici, ou, au mieux, car les donateurs ne se peignent qu'en estime, courtoisie et menus privilèges mondains. Le Louvre ne repose pas sur l'ingénieux système de la déduction fiscale, à l'inverse de son rival, le Metropolitan de New-York. La Caze, qui donna en 1869 la chère *Bethsabée* et quelques merveilles du dix-huitième, Edmond de Roche-

child, quand il offrit, en 1937, son cabinet de gravures et dessins, l'un des plus beaux qui soient, la princesse Arconati-Visconti, Chanchard, Carlos de Beistegui, les Amis du Musée, qui payèrent le *Bain turc* et cent autres tableaux rares, à quel impératif ont-ils obéi ? A un certain idéal du musée. A une idée très arrêtée du bien public et de l'amour de l'art.

Trouisme ? Dire que le grandeur du musée dépend immédiatement de celle de ses donateurs conduit pourtant à douter du système actuel du « tout-musée ». La curiosité des amateurs ne connaît, par définition, ni limites ni règles. Elle se guide sur le plaisir, obéit au hasard et au marché. Elle profite de toutes les occasions, elle « chine », elle dépoussière et exhume l'oublié et l'inconnu. Elle achète Watteau quand on le brade et Renoir quand on le méprise. Imprévisible, elle ignore le « bon goût », l'académique et l'institutionnel.

Substituer le choix du conservateur à celui du collectionneur, comme cela se fait dans tous les musées d'art contemporain, revient à négliger cette simple évidence. Et à remplacer une curiosité universelle par une curiosité organisée et, nécessairement, partielle. Si passionnante que soit l'exposition du Louvre, elle pêche par excès de discrétion sur ce point. On peut imaginer que les conservateurs d'aujourd'hui n'ont point cru opportun de rappeler que, souvent, les donateurs ont eu raison contre les conservateurs d'autrefois, et Moreau-Nélaton et Caillette contre ceux qui ne jugeaient pas leurs présents dignes du musée. L'affaire Caillette, dont les toiles impressionnistes furent longtemps refusées par les musées, relève de la compétence d'Orsay. Sans doute. Pour que justice soit rendue aux oubliés de la bienfaisance, aux « princesses du bric-à-brac », comme l'écrivait Balzac, ce rappel n'aurait cependant pas été superflu. Présentée comme elle l'est aujourd'hui, la leçon d'histoire est somptueuse, mais il lui manque une morale.

PHILIPPE DAGEN.

Un accélérateur nommé AGLAE

M. Jack Lang, ministre de la culture, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, et M. Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux, viennent d'inaugurer AGLAE dans le laboratoire de recherche des musées de France (LRMF).

Il ne s'agit pas, bien évidemment, de l'une des trois Grâces, filles de Zeus (1), mais, plus prosaïquement, de l'accélérateur Grand Louvre d'analyse élémentaire (qu'il serait plus précis d'appeler analyse du Grand Louvre par accélérateur électrostatique). Élémentaire ne veut pas dire simple, et encore moins simpliste, mais signifie que cette machine est capable de détecter les divers éléments chimiques entrant pour une dizaine de parties par million (ppm) dans la composition de matériaux organiques ou inorganiques tels que verre, peinture, pierre précieuse ou non, céramique, métaux, etc.

AGLAE est le premier accélérateur au monde à équiper un laboratoire réservé, par définition, à l'étude des « objets » artistiques ou archéologiques. Il augmente notablement les capacités du LRMF. Sans parler des 3 000 mètres carrés de plancher aménagés spécialement dans les nouveaux locaux souterrains enfouis sous l'extrémité sud-ouest de la cour Napoléon, qui remplaceront en 1990 les 1 000 mètres carrés du laboratoire actuel.

Médecin argentin et fortuné

Pasteur a été le premier à présenter - dès 1865 - l'alliance fructueuse de la science et de l'art. Mais l'impulsion décisive vint de médecine (2). Pendant la guerre de 1914-1918, le professeur Ledoux-Lebart et le peintre Jean-Gabriel Gouinat (ultérieurement chef de l'atelier de restauration du Louvre) radiographièrent des tableaux pour occuper les quelques loisirs que leur laissait leur travail dans une « ambulance » militaire. Un deuxième médecin, le docteur Chéron, eut la même idée. Avec Gouinat, il commençait à radiographier des tableaux dans les sous-sols du Louvre. Troisième médecin à intervenir, cette fois de façon décisive : le docteur Fernando Perez, médecin argentin de mère française et ancien ambassadeur d'Argentine à Rome, obtint des locaux de l'administration du Louvre et de l'argent d'un de ses amis, Carlos Malinvi, médecin argentin lui-même et fortuné.

Ainsi le laboratoire, existant théoriquement depuis 1923, put être vraiment créé en 1931. Les deux premiers directeurs furent les docteurs Jacques Dupont et Jean Vernier-Ruiz. Dirigé de 1948 à 1982 par M^{me} Magdeleine Hours et, depuis, par M. Jack Ligo, le LRMF s'est considérablement développé : actuellement, une cinquantaine de personnes (dont la moitié sont physiciens et chimistes de formation) y travaillent.

Avant même la mise en service d'AGLAE, le laboratoire de recherche des musées de France disposait des équipements permettant l'observation de surface (lumière rasante et photographie, microscope optique, microscope électronique à balayage, ultraviolet, infrarouge), l'observation en profondeur (rayons X), l'analyse de minuscules échantillons prélevés dans l'objet à étudier et l'analyse élémentaire non destructive des surfaces (spectrométrie d'émission dans l'ultraviolet à

source de plasma d'argon, microscope électronique couplé à un détecteur de rayons X, fluorescence X, etc.).

AGLAE représente un progrès considérable par rapport à ces deux dernières méthodes. Celle-ci, en effet, ne permet « voir » que les éléments plus lourds que le silicium (qui a le numéro 14 du tableau de Mendeleïev), ce qui exclut de leurs analyses une grande partie des éléments chimiques. En outre, la fluorescence X détecte les éléments présents dans une « cible » de 2 à 5 millimètres carrés (parfois de 1 millimètre carré seulement) avec une limite de détection de 10 ppm (un pour cent mille) ; le microscope électronique à détecteur de rayons X analyse les éléments présents dans une « cible » de 1 millimètre (appelé couramment micron) carré avec une limite de détection de 1 % ou de 1 %.

Bleu de Berlin bleu de Prusse

Les performances d'AGLAE sont sensiblement plus grandes : le système détecte et dose tous les éléments et, lorsqu'il sera doté (en 1995) de toutes ses extensions, il pourra servir à dater par le carbone 14. La « cible » d'AGLAE a une surface allant de quelques millimètres carrés à quelques centimètres carrés et le dosage « intéressé » les 20 microns les plus superficiels, avec une limite de détection de l'ordre de 1 ppm. AGLAE sera entièrement automatisée, permettant ainsi l'analyse de grandes séries d'objets et donc l'obtention d'échantillonnages statistiquement représentatifs.

La composition précise des matériaux utilisés dans les « objets » artistiques ou archéologiques permet d'identifier l'origine de ces matériaux, parfois les ateliers et les époques de fabrication.

Depuis quelques mois, AGLAE est à l'essai, notamment sur des pigments venant d'une boutique spécialisée parisienne, *À la momie*, ouverte aux dix-huitième et dix-neuvième siècles, pigments conservés au Musée des arts et traditions populaires. Ont été analysés en particulier toute une série de bleus très proches les uns des autres, bleu de Berlin, bleu minéral en grains, bleu de Prusse, bleu minéral à l'essence, bleu de Prusse pur, bleu minéral Le Franc. Avec les « vieilles » machines, on savait simplement que tous ces bleus contenaient du fer et du potassium, sans connaître leur dosage.

Grâce à AGLAE, on connaît les « recettes » de chaque bleu. Les quantités des divers éléments varient en fait beaucoup selon les pigments : carbone de 23,4 % à 15 % ; azote de 26,8 % à 12,2 % ; fer de 37,4 % à 18 % ; potassium de 12,4 % à 2,1 %. Celles des éléments en trace (moins de 1 %) sont : aluminium de 5 700 ppm à rien de détectable ; zinc de 1 600 ppm à 73 ppm ; phosphore 13 % à rien de détectable ; manganèse de 2 500 ppm à 95 ppm, etc.

Le prochain sujet d'études d'AGLAE est déjà choisi : les feuilles d'or (et leur matière de fixation) des primitifs italiens à fonds dorés.

AGLAE est une machine américaine fabriquée par la société NEC. Son prix, dans son état actuel, est de 10 millions de francs (y compris l'informatique), qui ont été donnés au ministère de la culture par le ministère de la recherche.

YVONNE REBEYROL.

(1) Les trois Grâces, ou Charites, étaient Aglaé, Thalie et Euphrosyne.
(2) Les détails qui suivent sont extraits du livre de Magdeleine Hours, *Une vie au Louvre*, Robert Laffont, 1987.

DOMICILIATIONS COMMERCIALES

DIX ANS D'EXPÉRIENCE DES CLIENTS SATISFAITS et pourtant LES MOINS CHERS DE PARIS

En prenant le pack :
Séjour social + permanence téléphonique + suivi du courrier

GEICA 56 bis, rue du Louvre 75002 Paris
42-96-41-12

PREMIÈRE le 7 MONTPARNASSE

MYRIAM DE COLOMBE PRÉSENTE

ANDRÉ DUSSOLLIER

PHILIPPINE LEROY-BEAULIEU
FRANÇOIS CHAUMETTE



Les Caprices de Marianne

DE ALFRED DE MUSSET

MISE EN SCÈNE
BERNARD MURAT
LOC. 43.22.77.74

AU FOYER DES 19 H. ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS
DU MARDI AU SAMEDI 21H DIMANCHE 16H

Un décor pour 800 ans d'histoire

L'UNITÉ des bâtiments du Louvre est factice. On la doit à Hector Lefuel. C'est en effet à cet architecte - ainsi qu'à Visconti - que Napoléon III confia l'achèvement du « grand dessin », c'est-à-dire la réunion du château du Louvre au palais des Tuileries. Son parti pris n'était pas mauvais : pour masquer la dissymétrie des deux ailes, il inventa deux séries de bâtiments dont la construction allait générer la cour Napoléon. Mais il substitua au rythme classique de Percier et Fontaine, les architectes de Napoléon I^{er}, précurseurs de son plan, l'éclectisme à la mode au milieu du dix-neuvième siècle. Les nouveaux pavillons sont de lourds pastiches néo-Renaissance surchargés de décorations.

Plus grave : pour donner une unité à ce nouvel ensemble, il remodela une grande partie de la décoration antérieure. Il est donc aujourd'hui difficile, pour un œil non exercé, de distinguer les différentes étapes de la construction du château. Grâce à Richard Peduzzi, chargé de l'aménagement de deux salles où est racontée cette histoire, cela devient lumineux.

Il a imaginé une sorte de labyrinthe de cloisons rythmé

par onze plans-reliefs suspendus verticalement. Chacun d'entre eux représente un état différent du château et de son environnement. On passe ainsi de la forteresse de Philippe d'Auguste au château de Charles V (celui qui illustre les *Riches Heures du duc de Berry*). On voit apparaître les Tuileries, construites par Catherine de Médicis, bientôt reliées par son gendre, Henri IV, au Louvre de François I^{er}. Le jardin se modifie au gré des modes. Les parterres italiens sont redessinés par Le Nôtre. Tout un labyrinthe de rues, de constructions s'insinue entre Louvre et Tuileries. Les dernières seront détruites sous le Second Empire. Les Tuileries disparaîtront en 1871, ouvrant une perspective vers l'Arc de triomphe qui n'a pas fini de faire parler d'elle.

Ces plans-reliefs sont accompagnés de tableaux, de dessins, de gravures et de photos qui illustrent l'occupation et la transformation perpétuelle du palais, tour à tour résidence royale, logement pour artistes, ministère et musée. Richard Peduzzi signe là une réussite absolue.

E. de R.

NOUVELLE FORMULE

Le Monde

ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

En une création musée consacrée à François Truffaut, cherche personnalités et cinéphilas désirant participer à cette action.

Contactez :
M^{me} Sylvie DUBOIS
82, bd St-Denis
92400 Courbevoie
et 6, rue de la Guette
Samoreau - 77210 Avon

CALENDRIER

DES ADMINISTRATEURS

DE CONCERTS

Théâtre
ATHÈNES
L. JOUVET
1er et
2e et
3e et
4e et
5e et
6e et
7e et
8e et
9e et
10e et
11e et
12e et

SUSAN DUNN
Soprano
JOHN WUSTMAN
Piano
HARDEL, WOLF
SHELUS, TOST
BENFELD, YERDI

هكذا من الأصل

Culture

La mort de Bernard Blier
L'indispensable

Il avait un talent aigu dans un corps rond. Bernard Blier, mort la nuit dernière à soixante-trois ans, jouissait du fâcheux privilège de vieillir. Il est inséparable de nos souvenirs, de notre amour du cinéma français, de notre tendresse pour le cinéma italien.

Bernard Blier a beaucoup travaillé, cent cinquante films en cinquante ans de carrière, et toujours — c'est la marque singulière de sa gloire — il a respecté les personnes qu'il acceptait d'incarner, cocus, mafieux, gendarmes, prêtres ou bagarriers, les nobilitant de son humanité goguenarde.

D'un comédien qui s'impose dans les seconds rôles, on dit qu'il joue les utilités. Bernard Blier,

lui, a vite joué les indispensables : l'échancier de l'Hôtel du Nord, le pianiste du Quai des Orfèvres... Bien plus tard, qui mieux que lui sut canser de l'Audiard, cher tonton flingueur. Et qui mieux que lui sut entrer dans l'univers jovial et désespéré de son fils, Bertrand Blier, et s'inviter en prince à son étonnant *Buffet froid* ?

Il y a peu de mois, sur le plateau de *Mangecous*, son dernier film, où il était l'oncle Saitiel, le plus sage et le plus fou des « valeureux » d'Albert Cohen, Bernard Blier apparaissait encore tel un gros chat lucide ayant connu sept vies, cent rôles, un peu repu, jamais blasé.

Pendant les prises de vues en Grèce, sous le canicule, on glissait des poches de glaçons sous sa

lourde redingote. Il ne se plaignait pas. Il disait, gourmand : « Je n'ai pas vu un texte pareil depuis *Anouilh et Giraudoux* ».

Mais le 4 mars dernier, les téléspectateurs, bouleversés, eurent la révélation que la maladie avait fondroyé le « valeureux ». A la cérémonie des obsèques, il apparut, dans son smoking devenu bien trop grand pour lui, avançant à petits pas, avec un sourire déjà parti. La salle se leva et l'applaudit longuement, comme pour lui dire au revoir, et merci, monsieur Blier. Son ami Michel Serrault lui remettait un « trophée d'acteur » qu'il n'avait même plus la force de porter. Serrault avait les larmes aux yeux. Il n'était pas le seul.

DANIELE HEYMANN.

Bon garçon, bourgeois, gangster

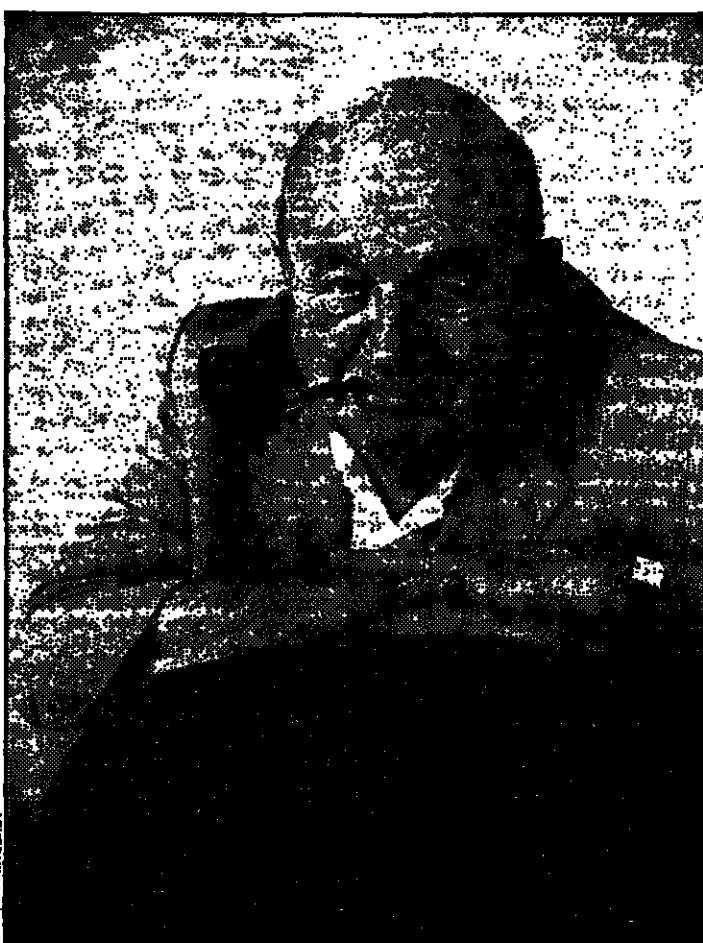
C'est cinquante films, au moins, depuis 1937 : de nombreuses pièces de théâtre, des émissions de télévision : la carrière de Bernard Blier fut peu commune. Il était de ces acteurs pour qui jouer représentait une seconde nature et qui, même dans des petits rôles, ne passaient jamais inaperçus, car ils avaient, avec une parfaite conscience professionnelle, créé un personnage, filé pour une simple apparition.

La douceur physique de sa jeunesse s'épanouit avec l'âge. Il avait le front dégarni, il devint chauve. Il s'est grisé pour des compositions, il a été le bon garçon qui voit la jeune fille amoureuse partir avec un autre, le mari trompé qui, parfois, se venge, l'homme fou, le policier retour, le gangster ou l'espion fauchard.

Bernard Blier naît le 11 janvier 1916 à Buenos-Aires, parce que son père, biologiste à l'Institut Pasteur, se trouve, alors, en mission en Argentine, accompagné de son épouse. En 1918, la famille rentre à Paris. Bernard Blier fait des études au lycée Condorcet, où il gagne, surtout, une réputation de farceur. Mais il rêve d'être comédien, s'inscrit au cours d'art dramatique de Julien Berthelin et de Raymond Rouleau. Celui-ci le fait débiter au cinéma dans *Trois, six, neuf* (1937), qu'il réalise, puis le reprend dans *Le Messager*, dont Jean Gabin est la vedette. En même temps, Bernard Blier tente d'entrer au Conservatoire. Il est recalé trois fois. Louis Jouvet l'admet dans sa classe comme auditeur et lui conseille de persévérer. Enfin reçu au Conservatoire, Bernard Blier devient l'élève de Jouvet, qui le dirige vers le théâtre.

Un nouveau démarrage

Bernard Blier se fait connaître à la scène tout en cherchant de petits rôles de cinéma. Sa expérience avec Louis Jouvet se renouvelle, en 1938, dans le film de Marcel Allégret, *Entrée des artistes* sur l'apprentissage des jeunes comédiens. Puis voilà Bernard Blier évincé du canal



Saint-Martin, bafoué par sa femme, pour *Hôtel du Nord* de Marcel Carné (1938). Au moment où la guerre éclate, il s'est, en somme, imposé. Mobilisé, il est fait prisonnier en 1940 ; il s'évade et reprend son métier.

Pendant l'Occupation, il tourne sous la direction de Christian-Jaque (*Premier bal*, *L'Assassinat du père Noël*, *Carmen*), de Marcel L'Herbier (*La Nuit fantastique*), de Roger Richebé (*Romanes de trois*, *Domino*), de Marc Allégret (*Les Petites du quai aux fleurs*, où débute Gérard Philipe). Au cours de cette époque, il manifeste un talent singulier dans un film qui ne

l'est pas moins, *Marie-Martine*, d'Albert Valentin (1942). Et on le voit beaucoup au théâtre.

En 1946, Bernard Blier fait un nouveau démarrage au cinéma dans *Le Café du cadran* de Jean Gohret. L'année suivante, c'est la rencontre avec Henri-Georges Clouzot pour *Quai des Orfèvres*, où il devient un acteur de premier plan, auprès de Suzy Delair et de son maître Louis Jouvet. C'est aussi la rencontre avec Yves Allégret pour *Déjà d'Amers*, où il est le partenaire de Simone Signoret. 1948 : Bernard Blier, maintenant très demandé, est l'interprète de Christian-Jaque (*L'Homme à l'arme*) et Jean-Paul Le Chanois

(*L'Ecole buissonnière*). 1950 : il tient deux grands rôles qui ne sont pas des « emplois » faciles, dans *Sans laisser d'adresse*, de Jean-Paul Le Chanois, et *Mandage*, d'Yves Allégret (avec, à nouveau, Simone Signoret). Autres rôles importants chez André Cayatte : *Avant le déluge* (1953) et *Le Dossier noir* (1955) ; chez Georges Lampin, une version moderne de *Crime et châtiment* (1956), avec Robert Hossein ; et chez Jean-Paul Le Chanois : Javert, face à Gabin-Valljean dans une nouvelle version des *Misérables* de Victor Hugo (1957). Bernard Blier a quarante ans. Il tourne désormais quatre à huit films par an et il est demandé par le cinéma italien : *La Grande Guerre*, de Mario Monicelli (1959) ; *Le Bossu de Rome*, de Carlo Lizzani (1960) ; *Chacun son alibi*, de Mario Camerini (1960).

Ces années-là sont marquées par son entrée dans les films de Georges Lautner, dont il va être un des interprètes favoris (*Marche ou crève*, *Arrêtez les tambours*, *le Septième Juré*, *les Tontons flingueurs*, *les Barbouzes*), comme il sera, dans les années 70, un des interprètes favoris de Michel Audiard, passé à la réalisation. Pierre Richard, Jean YVES, Yves Robert font appel à lui. Du côté de l'Italie, il y aura Luciano Visconti (*L'Etranger*, 1967), Ettore Scola (*Nos héros réussiront-ils à retrouver leur ami, mystérieusement disparu en Afrique ?*, 1968, Luigi Comencini (Eugénio, 1980, *Cuore*, 1983, et quelques autres).

La soixantaine dépassée, Bernard Blier ralentit un peu son activité cinématographique, mais quelle maîtrise et quelle vérité dans ces quelques rôles de *Série noire* (Alain Corneau, 1979 *Buffet froid* (Bernard Blier, son fils, 1979), *Je hais les acteurs* (Gérard Krawczyk, 1986). Et, comme s'il avait voulu se dépasser, il termine sa carrière avec le rôle tout empreint d'humanité, d'humour et de gravité, de Saitiel, l'un des « valeureux » du roman d'Albert Cohen, *Mangecous*, adapté et filmé par Moshe Mischal.

JACQUES SICLIER.

La mort de Madeleine Ozeray

L'elfe blond

La comédienne Madeleine Ozeray est décédée, à Paris, à l'âge de soixante-dix-huit ans des suites d'une longue maladie.

On se souvient d'elle comme de l'interprète du théâtre de Giraudoux, dans les années 30. Elle était dirigée par Louis Jouvet, dont elle partagea la vie. On se souvient d'elle comme de l'elfe blond, la tendre ingénue du cinéma français dans ces années 30. Cheveux moussus, regard clair, teint diaphane. Elle était un être de rêve, à côté d'Annabella, Danielle Darrieux.

Madeleine Ozeray naît à Bouillon, dans les Ardennes belges, le 5 juin 1910. Elle vit une enfance heureuse, puis est envoyée en pension à Bruxelles. Elle a quinze ans, fait ses études, entre au Conservatoire dont elle sort avec un premier prix de comédie. Elle fait des débuts au Théâtre du Parc de Bruxelles où Raymond Rouleau, la remarque. Il l'engage dans sa troupe qui comprend, alors, Jean Servais, Lucienne Lemarchand, Tania Balachova, monte le *Mal de la jeunesse*, de Ferdinand Bruckner. Le spectacle et la troupe se transportent à Paris. C'est, pour tous, le succès.

Madeleine Ozeray tourne son premier film en 1932, dans une comédie de Max Neufeld *La dame de Maxim's*.

De sa rencontre avec Jouvet naît une grande carrière théâtrale : *Tess*, la *nymphe au cœur fidèle*,

adapté pour la scène par Jean Giraudoux, et les pièces de celui-ci : *Intermezzo*, *Ondine*, d'après le conte de La Motte Fournil, *Electre*, *La guerre de Troie n'aura pas lieu* (rôle d'Hélène la blonde). Elle est, aussi, Agnès, dans *L'Ecole des femmes*, de Molière.

Parallèlement, le cinéma ne la lâche pas : *Liliom* de Fritz Lang (1934) ; *La Maison dans la dune*, de Pierre Billon (1934) ; *les Mystères de Paris*, de Felix Gandera (1935, où elle interprète Fleur-de-Marie) ; *Crime et Châtiment*, de Pierre Chenal ; *le Coupable*, de Raymond Bernard (1936) ; *la Dame de pique*, de Fedor Ozep (1937) ; *Ramuntcho*, de René Barberis, et *la Fin du jour*, de Julien Duvivier (1939).

La guerre, l'exode vont tout changer. Jouvet et sa troupe partent pour la Suisse, où Max Ophüls, émigré, veut faire un film, avec eux, de *L'Ecole des femmes*. Fascinant projet non abouti. La troupe s'en va en tournée en Amérique du Sud. Jouvet et Madeleine Ozeray se séparent. En 1944, elle tourne un film au Chili : *le Moulin des Andes*, de Jacques Rémy.

Trente ans après, Madeleine Ozeray joue dans *les Gens de l'été*, de Claude Chabrol, téléfilm, faisant partie d'une série : *Histoires insolites*. De 1974 à 1980, on la verra dans *la Race des seigneurs*, de Pierre Granier-Deferre, *le Vieux Fusil*, de Robert Enrico, et *Chère Inconnue*, de Moshe Mizrahi. Il y a trois ans, Jack Lang, ministre de la culture, l'avait faite commandeur des arts et lettres.

J. S.

La cérémonie des oscars américains

Le triomphe de « Rainman » et de Dustin Hoffman

Jodie Foster battant Meryl Streep et Glenn Close pour l'oscar de la meilleure actrice a constitué la grande surprise de la cérémonie des oscars, qui s'est achevée dans la nuit de mercredi à jeudi, à Los Angeles.

Lauréat attendu (il parlait favori), Dustin Hoffman domine à cette soirée un moment de vraie émotion : il remercie les trois actrices qui lui avaient servi de modèles, et les pensionnaires d'un hôpital de Los Angeles, qui, en smoking, champagne à la main, célébraient sa victoire autour du lit où son père gît dans le coma. Parti en tête des pronostics, *Rainman* triomphait (quatre oscars), suivi des *Liaisons dangereuses* (trois oscars) et *Roger Rabbit* (trois également, surtout techniques). La France remportait l'oscar du meilleur documentaire de long métrage, avec *Hôtel Terminus* de Marcel Ophüls (production américaine).

L'autre surprise : pour la première fois depuis longtemps, sous la direction du producteur Alan Carr, la soirée des oscars a été un vrai spectacle, filmé à une allure d'enfer (trois heures à peine au lieu de quatre habituellement).

C'est en hommage aux « monuments » classés et aux générations passées, présentes et futures de Hollywood que s'est ouverte cette cérémonie (la soixante et unième). Cyd Charisse célébrait le corymb de légende Roy Rogers, qui faisait risette à Alice Faye, qui passait la relais à Dorothy Lamour, laquelle montrait (de loin) les kilos qu'elle avait perdus pour l'occasion. Rob Lowe flirtait avec Blanche-Neige sur une adaptation du *Proud Mary* de

Tina Turner, avec une bonne volonté et un entrain risqué tout qui compensaient la justesse approximative de la voix.

La soirée donnait déjà lors dans l'humour, le glamour et la nostalgie. Avec, par exemple, un époustouflant montage sur la danse à l'écran, allant d'Astaire, Gene Kelly, Rita Hayworth, Marilyn et Jane Russell, Betty Grable, Bob Hope et James Cagney, Maurice Chevalier, etc. Avec aussi deux étonnantes documents, presque totalement inconnus, révélant une Jodie Foster (douze ans) qui pose la chaussette, et un duo Mac West-Rock Hudson.

R. B.

Principales récompenses

Meilleur film : *Rainman*.
Meilleure réalisation : Barry Levinson (*Rainman*).
Meilleur acteur : Dustin Hoffman (*Rainman*).
Meilleure actrice : Jodie Foster (*les Accusés*).
Meilleur second rôle masculin : Kevin Kline (*Un poison nommé Wanda*).
Meilleur second rôle féminin : Geena Davis (*Voyageur malgré lui*).
Meilleur film étranger : *Pelle le conquérant*, de Bille August.
Meilleur documentaire : *Hôtel Terminus*, de Marcel Ophüls.
Meilleurs costumes : James Acheson (*les Liaisons dangereuses*).

Communication

Baisse des profits du premier groupe publicitaire mondial

Une année difficile pour le groupe Saatchi

Les géants ont des pieds d'argile. Le premier groupe publicitaire mondial, Saatchi et Saatchi PLC, a annoncé, mardi 21 mars, une baisse de ses profits avant impôts en 1988, pour la première fois depuis son existence. L'an dernier, les profits du groupe étaient de 138 millions de livres (1,5 milliard de francs), cette année, ils ne devaient guère dépasser 95 millions de livres (1 milliard de francs). Dès le deuxième trimestre, l'action Saatchi et Saatchi a dégringolé, perdant 60 pence le 21 mars, puis à nouveau 15 pence le lendemain. Stabilisée à 303 pence en fin de semaine, l'action du groupe britannique perdait encore 3 pence pendant le week-end pascal.

Maurice Saatchi, président du groupe, ne s'en est pas caché. « Nous nous attendions à une substantielle baisse de profit pour le premier semestre de cette année, a-t-il déclaré lors d'une récente réunion des administrateurs du groupe à Londres, et la seconde moitié 1989 sera dure. Mais nous sommes déterminés à faire nos preuves, en nous montrant attentifs et prudents ».

La prudence n'a certes pas été la qualité primordiale des frères Saatchi. Maurice, le financier, et Charles, le créatif, grand collectionneur de peintures minimalistes, ont révisé depuis 1970 une formidable boulimie qui fit de l'agence londonienne de leurs débuts un groupe tentaculaire, mêlant la publicité et le conseil aux entreprises et tissant un réseau anglo-saxon, de la Grande-Bretagne aux Etats-Unis. La fringale d'acquisitions de Saatchi et Saatchi, réalisée grâce à la combinaison d'une véritable créativité publicitaire et d'une ingénierie financière sophistiquée, a permis au groupe britannique de se hisser au premier rang mondial, avec un chiffre d'affaires en 1987 de l'ordre de 67 milliards de francs, soit presque le double du chiffre d'affaires de son challenger, le groupe américain Interpublic.

Après avoir jeté leur dévolu sur la filiale britannique de l'agence américaine Compton au milieu des années 70 — ce qui leur permit d'accéder au club très fermé des dix premières agences britanniques — les frères Saatchi décrochèrent en 1978 un contrat mirifique, celui du Parti conservateur britannique. La victoire de Margaret Thatcher leur vaudra d'importantes budgets publicitaires pendant près de dix ans.

En 1980, ils franchissent l'Atlantique et prennent le contrôle de Compton Worldwide puis, achètent en 1986 l'agence américaine new-yorkaise Ted Bates pour 2,7 milliards de francs. Mais les annonceurs ne suivent pas. Saatchi et Saatchi perd plusieurs budgets, tandis que plusieurs collaborateurs de Ted Bates fuient les deux vagues des britanniques, que Madison Avenue, la meque des publicitaires new-yorkais, regarde avec condescendance, voire avec une certaine haine.

Les deux frères n'en ont cure. En Grande-Bretagne, ils se lancent dans une offre de rachat du groupe ban-

caire Midland. L'attaque échouera, mais la communauté financière britannique, longtemps en admiration devant l'agilité financière des frères Saatchi, leur en gardera un certain ressentiment. Aux Etats-Unis, le groupe s'intéresse dès 1984 au marché du conseil des entreprises et rachète, coup sur coup, le groupe Hay et Yankelovich Clancy Solomon, non sans avoir approché le respectable cabinet Arthur Andersen et avoir débouché quelques-uns de ses salariés. Mais les profits du secteur, après avoir triplé le chiffre d'affaires en 1987, marquent ensuite le pas.

La faiblesse des investissements publicitaires aux Etats-Unis — ceux-ci enregistrent une baisse de 5% en 1987, selon l'hebdomadaire *Advertising Age* — vient noircir le tableau. La morosité croît au sein de Saatchi et Saatchi, alimentée par le retrait du budget tabac de la société Reynolds (à la suite d'une publicité contre le tabac concoctée par Saatchi et Saatchi pour une compagnie aérienne américaine) et par l'annonce d'une augmentation de salaire de 25% que s'accroissent royalement les deux frères.

Coups d'épingle sans doute, mais qui renforcent l'image d'une force fragile et qui font enfler la rumeur d'une opération publique d'achat (OPA) sur le groupe. OPA à laquelle réviserait le patron de presse britannique Robert Maxwell ou Bob Jacoby, l'ancien patron de Ted Bates. Evinçé lors du rachat de l'agence par Saatchi et Saatchi mais lesté de solides indemnités, Bob Jacoby songerait à sa revanche.

Pourtant, les spécialistes, sans nier les erreurs des frères Saatchi, n'y croient guère. « Le climat est moins favorable aux entreprises de communication, qui ont eu longtemps le vent en poupe auprès des financiers », note Bernard Brochand, président international de DDB Needham. « Saatchi souffre de ses acquisitions boulimiques et de sa fuite en avant. La baisse de l'activité américaine est tout au plus une mauvaise surprise pour lui », renchérit ce PDG d'un groupe publicitaire américain.

Pour Didier Colmet-Daage, PDG de Saatchi et Saatchi Advertising France, la réalité est encore plus simple : « Le ralentissement est effectif, mais en 1983, le groupe réalisait 11,2 millions de livres de profit. En six ans, il a décaplé ce chiffre. Une des erreurs de cette société a été d'habituer son environnement à un rythme de croissance important. En 1989, Saatchi et Saatchi doit réaliser environ 100 millions de francs de profit, soit un chiffre proche de celui de 1988 qui intégrait des plus-values de change et des cessions d'actifs. Quant à une OPA, elle est difficile. La capitalisation boursière de Saatchi est de l'ordre de 5 milliards de francs. Il en faudrait le double pour la réussir. Et la garantie que ses auteurs seront meilleurs gestionnaires que les Saatchi... »

YVES-MARIE LABÉ.

Table ronde sur l'avenir des NMPP

La CFDT y voit une « mascarade de consultations »

La table ronde concernant l'avenir et la modernisation du système de distribution des quotidiens et périodiques, organisée jeudi 30 mars, ne recueille pas l'assentiment de la Fédération des travailleurs de l'information, du livre, de l'audiovisuel et de la communication (FTILAC-CFDT). Le syndicat, qui regroupe 20 % du personnel des NMPP, a critiqué, mercredi 29 mars, la « mascarade » de cette table ronde et stigmatisé les « discussions séparées » qui y prévalent.

Dans la matinée, les éditeurs de journaux, la direction générale des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) et les six ministères concernés (emploi, communication, industrie, etc.) rencontrent les représentants CGT des NMPP ; dans l'après-midi, ce sera au tour de la CFDT, de FO, de la CGC et de la CFTC de négocier avec ces interlocuteurs.

« C'est, de fait, la CGT qui décide dans la presse parisienne et la distribution », a estimé M. Michel Morlet, secrétaire général de la FTILAC-CFDT. Selon lui, « la stratégie paritaire qui consiste à privilégier des accords catégoriels avec la seule CGT est sans issue ; les accords entre ouvriers imprimeurs CGT et distribution CGT sont là pour nous le rappeler ».

Le secrétaire général de la FTILAC a critiqué « la direction de

NMPP, condamnée en 1986 pour discrimination syndicale mais qui refuse toujours d'appliquer le droit du travail », direction soutenue « implicitement par les pouvoirs publics ».

La FTILAC-CFDT se rend donc « sans illusions » à cette « mascarade de consultation ». Elle avance pourtant plusieurs propositions, dans le respect de la loi de 1947 qui crée les NMPP et instaure l'égalité de traitement entre tous les journaux distribués. Ainsi, elle réclame la présence d'un représentant de chacune des confédérations syndicales au Conseil supérieur des messageries (le « parlement » des NMPP) et une nécessaire diminution des coûts de distribution, « à condition que l'emploi ne soit pas touché ».

Une meilleure gestion des honoraires et de l'emploi, un autre, selon la CFDT, de créer deux cent trente emplois qui se substitueront aux quatre cent vingt mille heures supplémentaires annuelles facturées par les NMPP. En plus de l'étude de l'extension du portage des journaux à domicile et de la création de nouveaux points de vente, ainsi que le lancement d'un service international permettant le développement de la presse française à l'étranger, la CFDT préconise la négociation d'un accord-cadre entre les acteurs de la presse et de la distribution (éditeurs et syndicats).

(Publicité)

LIL TIL

La première crème qui donne du volume aux cellules de votre peau grâce à la présence d'une hormone juvénile.

Vendu en pharmacie

LES RIDES SOUS CONTRÔLE MÉDICAL

Une nouvelle technique qui permet de traiter les rides d'expression et de vieillissement pour quelques années.

Tél. : 47-42-20-12

MICHEL SWISS

vous accorde les mêmes remises exceptionnelles qu'à ses touristes étrangers

PARFUMS

ACCESSOIRES HAUTE-COUTURE
PRODUITS DE BEAUTÉ
MAROQUINERIE - PORCELAINE

TOUTES LES GRANDES MARQUES

16, rue de la Paix
75002 PARIS, 2^e étage
Tél. : 42-61-61-71



ÉPILATION DÉFINITIVE

Visage et corps pour hommes et femmes sans douleur

Technique japonaise
CLINIQUE JUNOT

Tél. : 42-85-46-75

FORME ET BEAUTÉ

LA beauté printanière !
Aujourd'hui, la beauté ne se contente plus d'une crème que l'on applique avant de s'endormir.

Derrière la beauté d'aujourd'hui se cache toute une science, prête à vous rendre mince, à vous redonner une peau de bébé, à vous mettre dans une forme olympique. Tout cela grâce à une multitude de moyens ! Aussi avons-nous choisi, dans cette page, de donner quelques exemples, soigneusement sélectionnés. Nous vous proposons « une palette » de ce qu'il y a de plus pointu dans ce domaine, où le consommateur a parfois des difficultés à choisir. Ainsi, nous avons fait un premier tri... pour vous aider à être la plus belle du printemps. Plus belle que le printemps !

LE LIFTING DOUCEUR

Se faire un lifting en douceur, c'est possible ! Oui, avec Medicoop qui a mis au point l'appareil « Myolift », une invention signée Charly Ancolio. Avec le temps, comme vous le savez, apparaissent des rides et, plus tard des rides. Pourquoi ? Parce que les muscles se relâchent, c'est ici que Myolift entre en jeu. Il reproduit les stimulations électriques semblables à celles, naturelles, de notre corps ! Ainsi, les muscles retrouvent leur jeunesse et redonnent au visage et au corps fermété. 10 à 12 séances pour un traitement du visage et du cou. Medicoop, 9, rue Casimir Delavigne 75005 Paris. Tél. : 43-25-23-23.

ENFIN !

Il est naturel, il est hypoallergénique et il ne détruit pas l'œzone. DEOROCHE de BIOFORMULE est un nouveau déodorant sans odeur : il respecte votre parfum habituel. Constitué de sels minéraux naturels, il s'utilise après humidification dans le creux de l'aisselle ou sous la voûte plantaire. Il est extrêmement efficace et de plus très économique ; sa durée d'utilisation, supérieure à 6 mois, son prix : 129 F francs, des laboratoires Bioformule, 11, place Carnot 58000 Nevers. Tél. : 86-36-75-75. Il sera très décoratif dans votre salle de bain et n'oubliez pas sa philosophie : il ne détruit pas l'œzone.

MATIS, L'INNOVATEUR

La jeune société française Matis montre, encore une fois sa force, avec un nouveau produit, unique en son genre, la ligne « Bio-Ecran Maquillage-Camouflage », ce sont

douze petits pots contenant des crèmes teintées compactes, acceptées par le corps médical et souvent prescrites par des dermatologues ! En effet, elles sont parfaites pour masquer toutes sortes d'imperfections telles que taches de naissance, cicatrices, brûlures en plus : elles donnent un teint absolument parfait ! 12 teintes. Numéro vert. Matis. Tél. : 05-00-85-33.

UNE NOUVELLE ARME ANTI-RIDES

Une nouvelle technique dans le traitement des rides du visage, c'est ce que propose Art Médica. Il s'agit de dermo-polymère, qui vous permettra de traiter toutes les rides, aussi bien les profondes que les superficielles ! Les intérêts de cette méthode par rapport aux injections classiques sont nombreux. Cette méthode permet, en effet, de supprimer l'aspect triste et fatigué du visage en augmentant le volume du derme ; mieux, elle est durable et ne nécessite aucun test allergique. 1 000 à 2 000 F la séance selon l'âge et le nombre de rides ! Tél. : 47-42-20-12.

ÉPILATION DÉFINITIVE

L'épilation classique, c'est-à-dire le rasoir, les cires, la pince à épiler, les crèmes... c'est la barbe ! Alors qu'il existe, depuis longtemps, une méthode d'épilation définitive. Seulement voilà, elle faisait mal et brûlait l'épiderme ! Aujourd'hui, pourtant, il n'en est plus de même grâce à des aiguilles venues du Japon et munies d'une gaine d'isolation thermique évi-

tant toute brûlure ! Le médecin peut donc, sous anesthésie locale, traiter des densités de poils très importantes, sans cicatrices - et cela sur toutes les parties du corps. Enfin ! Chez Art Médica, 31, rue Tranchot, 75008 Paris. Tél. : 47-42-20-12.

TRÉBEL PREND BIEN SOIN DE VOUS !

Trébel, « le soin de soi ». Ce centre d'esthétique a vraiment le vent en poupe grâce à sa dynamique directrice Régine Ferrère qui propose, dans son cadre nouvellement redécoré, deux soins indispensables pour le printemps. Voici, pour les jambes, trente minutes de repos « Phytomergie » avec épilation exclusive, massage des jambes et des pieds, plus un soin « jambes lourdes », 120 F. Ou alors, le « ticket forme » pour le corps et le visage à l'aide de la gamme Decleor, qui vous fera naître à la vie en 90 minutes. Quel vrai plaisir ! Ouvert de 9 heures à 19 h 30, sauf dimanche. 60, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : 45-62-08-10.

LA PEAU DOUCE COMME DE LA SOIE !

Vous connaissez déjà les crèmes hydratantes, nourrissantes, traitantes mais pas encore la crème « volumétricienne » de visage : « Lilitil » de Phytodif ! Elle est vraiment miraculeuse, songez donc : elle nourrit et hydrate la peau en profondeur, ensuite, elle la rend douce comme de la soie ! Comment ? Grâce à une huile biologique, extraite du Bombyx Mori (bombyx mûrier ou ver à soie) ! Ce n'est pas tout, voici que ce bombyx mûrier contient aussi de l'œcythone qui n'est autre qu'une véritable hormone juvénile naturelle. Voilà le miracle ! Lilitil, 98 F le tube. En pharmacie.

LA BEAUTÉ A DES PRIX CONFORTABLES !

Les crèmes de beauté, c'est important pour votre peau, mais aussi pour votre budget ! N'avez-vous jamais pensé à Michel Swiss ? Oui, chez lui vous trouverez tous les produits que vous cherchez, et à des prix exceptionnels ! Une adresse bien connue

des étrangers de passage à Paris, pourquoi pas vous, alors ? Sachez que vous y trouverez aussi les parfums de grandes marques et même les tout derniers, ainsi que des accessoires haute couture, maroquinerie, porcelaines, etc. Cette caverne d'Ali Baba se trouve 16, rue de la Paix, 75002 Paris, 2^e étage. Asc. Tél. : 42-61-61-11.

SOINS À PARTIR DE PLANTES !

Le concept Toulaud consiste en une spécialité : la phytothérapie. Ce sont des produits exclusivement développés à partir de plantes de très haute qualité. Voici, par exemple, la cure silhouette que vous trouverez toute prête dans un coffret pour une durée de 4 jours. 100 % naturel et sans danger, une cure conçue pour l'amaigrissement et pour l'après-grossesse. Ce coffret contient 4 baïnes, 2 « phytosilhouettes », 1 boisson alimentaire et 1 savon aux plantes, 678 F. Toulaud. Tél. : (75) 60-91-44.

LA FORME CHEZ SOI

Mettez-vous en forme chez vous, grâce à Espace Forme. Sous ce nom sont regroupés bon nombre de spécialistes pour mieux vous conseiller afin de créer, chez vous, une pièce de « mise en forme » ! 140 m² pourraient, par exemple, contenir des appareils de gymnastique, un jacuzzi, un hammam, un sauna sec et un solarium ! Espace Forme assure le choix, l'installation, le conseil, la maintenance, etc. Dérivés et projets personnalisés. Espace Forme. Tél. : 39-89-15-12.

LA BEAUTÉ PAR VOIE INTERNE

Retrouvez, en quelques semaines, la force et la vitalité de votre peau et de vos cheveux à l'aide des gélules transparentes Bioformule. Ce sont des petites bombes vitaminées que l'on prend comme des compléments alimentaires. Elles pallient votre manque de vitamines et d'acides aminés, ces derniers étant un nouveau masque de notre société moderne ! 3 gélules par jour pendant 33 jours et le tour est joué ! 55 F le flacon de 50 gélules.

Ça vient de sortir

Le regard des arts !

Voici que le milieu artistique vient de se mêler du regard de madame, de la bouche et des ongles aussi, d'ailleurs ! Le premier, c'est Paloma Picasso, fille du père, qui propose une ligne somptueuse composée de masques, d'un crayon noir, d'un rouge à lèvres et d'un poudrier précieux ! Tous sont embellis dans des « bijoux Art », et le poudrier rechargeable est doté à la fin ! Vous n'aurez plus peur de vous faire une beauté, en beauté !

Voyager à l'heure

Eh, c'est, comme vous le savez, l'orchestre du temps, et cela se confirme avec sa dernière création : « Voyager », une montre trouvant sa place dans la ligne « Sport ». Son aspect général est d'être muni d'une bague tournante sur laquelle vous trouvez le nom d'une ville grande, correspondant chacune à une fusion horaire ! C'est dire que vous avez l'heure partout dans le monde, en un simple tour de main ! Or ou acier, ou, or et acier ? Or et acier avec bracelets cuir, s'il vous plaît ! 19 800 F.

La glace gourmande

On croirait de la publicité pour un autre produit, parce qu'elle en a tellement l'air ! Elle en a la couleur et elle en a la température, mais ce n'est pas une glace classique. En effet, l'Oran de Danone est une glace à base de yoghourt ! C'est dire que vous pouvez vous régaler sans peur pour les maches avec un baquet à la fraise, à la vanille, à la framboise ou aux fruits exotiques. Il ne contient en valeur énergétique que 50,1 kcal ! Miam, miam ! 14,50 F les six bâtonnets.

Traitement de tapis anti-taches gratuit

Pour tout tapis donné en restauration chez Robin, on vous offre un traitement anti-taches Scottgard gratuit, et cela jusqu'au 15 mai ! Bien sûr, votre tapis sera aussi nettoyé en profondeur, gommé et il retrouvera ses couleurs d'origine. Compter 75 F le m² pour un tapis d'orient. Dans la région parisienne, Robin assure une prise en charge. Service info-conseil : tél. : (1) 46-57-64-00.

Craquer pour la pierre

Plus besoin de parcourir la planète afin de trouver le gris veiné aux tons exacts de votre collection de vases art-déco ! C'est aussi démodé que de prendre le train, le bateau, l'avion et un canot pour traverser le bleu de Bégin. Non, aujourd'hui, on va tout simplement à « La Marbrerie » pour choisir des marbres venus des quatre coins du monde. Il faut là d'une véritable exposition d'art ! 58, rue Saint-Denis, 93300 Aubervilliers.

Un atchoum très chic !

Vite le froid, la pluie, l'humidité, pourvu que je m'en tienne ! Oui, Lotus lance « Kallie », une boîte à mouchoirs en papier dont le design est comme pensé pour votre Rolls, puisque la boîte n'est autre qu'une imitation « loupe d'orme ». À vos souhaits ! 14 F la boîte de 30 mouchoirs.

Rochas pour toujours !

La ligne d'accessoires mérite toujours une grande attention car elle est vraiment exceptionnelle ! Pour le printemps et l'été, Rochas ne fait pas faux bond avec ses gants en daim, frangés, mi-long ou long, dans des coloris stars. Quant aux bijoux, deux superbes lignes, l'une d'inspiration « aztèque », de style escargot ; l'autre gréco-romaine avec amphores et coquilles. Elles sont si jolies l'une et l'autre que l'on préfère les deux ! C'est toujours comme cela chez Rochas. 33, rue François-I^{er}, 75008 Paris.

Erratum :

Dans la page « Quartier Saint-Germain-Oddon » du 16 daté 17 mars 1989, il était indiqué que la boutique Marie Moor s'était, alors que ce n'était pas le cas.

G. P.

LES FEMMES CHANGENT, L'UNIVERS DE LEUR BEAUTÉ AUSSI



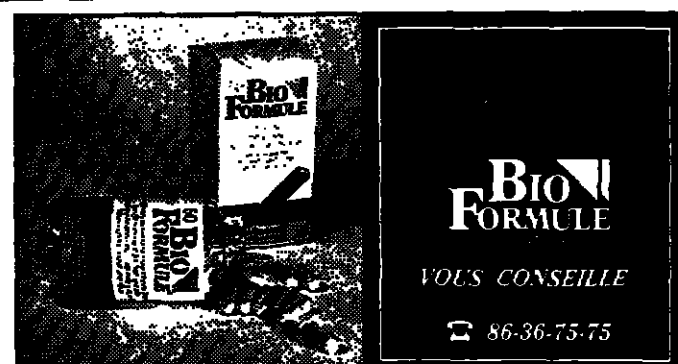
LA BEAUTÉ PILOTÉE PAR ORDINATEUR

MATIS

PARIS

LISTE DES MAGASINS SUR SIMPLE DEMANDE

MATIS
5, rue Scribe
75009 PARIS
47-42-66-66



BIO FORMULE

VOUS CONSEILLE

86-36-75-75

Trébel

Centre d'Esthétique
"Le Soins de Soi"
SOINS À LA CARTE
Méthode Régine Ferrère
« Le soin de soi »
« Mince dans une enveloppe de plaisir »
SOINS POUR HOMME
Épilation à la cire renouvelée à chaque client
60, rue de Miromesnil, PARIS-8^e
Tél. 46-82-06-10

DECLÉOR

L'APPROCHE FONDAMENTALE DE LA BEAUTÉ

Les soins DECLÉOR sont les gestes quotidiens d'une femme active qui permettent de garder l'équilibre d'une peau saine



Points de vente :
Parfumeries
et grands magasins
DECLÉOR
378, rue Saint-Honoré
75001 Paris
Tél. : 42-86-84-82

Marie Moor

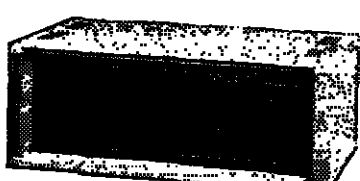
présente sa nouvelle collection
PRINTEMPS-ÉTÉ 89
ouvert de mardi à samedi
de 11 h à 19 h
74, rue Notre-Dame-des-Champs
75008 PARIS
Tél. : (1) 43-25-23-83

ESPACE FORME

CHEZ VOUS LA FORME !
Confiez-vous 20 à 30 m², nous
petrons en œuvre votre
PIÈCE FORME (SPA - SAUNA
HAMMAM - SOLARIUM, etc.)
Tous travaux sous coordination
architecte DPLG
SHOW-ROOM
41, boulevard Pasteur (N° 14)
95210 SAINT-GRATIEN
Tél. 39-89-15-12



EDICOOP déride le temps



l'unique méthode de lifting
doux sans chirurgie

LE MEDICOOP-MYOLIFT

chez votre technicienne conseil-beauté

Pour connaître l'adresse de votre centre
MEDICOOP-MYOLIFT le plus proche de chez
vous, appelez :

SOS LIFTING 43-25-25-23

CENTRE TOULAUD

présent au Salon de la Franchise. Stand : F.O.

VENTE et SOINS en PHYTOTHÉRAPIE

07130 SOYONS
Tél. 75-60-91-44

505 من الأصل

Spectacles

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX

A NIGHT IN HAVANA. Film américain de John Holland, v.a. : Action Christiana, 6 (43-29-11-30) ; Le Triomphe, 9 (43-29-45-76).

HIGH HOPES. Film britannique de Mike Leigh, v.a. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-29-19-08) ; Gaumont Paroisse, 14 (43-33-30-40).

MISSISSIPPI BURNING. Film américain d'Alan Parker, v.a. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beauregard, 6 (42-22-87-23) ; UGC Bastion, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-04-04) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-22-82) ; UGC Biarritz, 9 (43-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-07-04-01) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 1 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-43-93) ; Paramount Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Faurvillat, 12 (43-43-01-59) ; Météor, 14 (45-39-32-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-05) ; UGC Convention, 15 (45-74-46-01).

93-40. Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01).

OPPRESSIONS. Film français de Jean Canchy : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-63).

TEQUILA SUÑE. Film américain de Robert Towne, v.a. : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; George V, 9 (45-42-41-46) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-43-93) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-04-04) ; Paramount Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-26-13-44) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Cléby, 18 (45-22-46-01) ; Le Cambodge, 20 (46-36-10-90).

UN TOUR DE MANÈGE. Film français de Pierre Pradins : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Pathé Haussmann, 6 (46-32-79-38) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-44-24-24)

Le Barbier de Séville (1933), d'Habert Bourlon et Jean Kimm, 16 h ; Hommage à Kiyoko Tanaka : les Soeurs de Mishima (1952, v.a. s.l.), de Komuro Yoshimura, 19 h ; Hommage à Kiyoko Tanaka : le Secret (1952, v.a. s.l.), de Seiji Hisamatsu, 21 h 15.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (47-37-27-29)

Rimski et le cinéma : la Femme de mes amours (1988, v.a. s.l.), de Gianfranco Mingozzi, 14 h 30 ; Fata Morgana (1985, v.a. s.l.), de Pupi Avati, 17 h 30 ; Le Christ d'est arrêté à Eboli (1978, v.a. s.l.), de Francesco Rosi, 20 h 30.

L'Afrique à Paris : Négritudes : Accusés Gaumont, Paris des négritudes (1970) de Jean Schmidt, Un cœur gros comme ça (1961) de François Reichenbach, 14 h 30 ; Guerre d'Algérie : Accusés Gaumont, les Sacrifiés (1982) d'Okacha Touita, 16 h 30 ; Guerre d'Algérie : Algérie : le mois de l'été (1962) de Pierre Migonot : le Combat dans l'été (1961) d'Alain Cavalier, 18 h 30 ; Cinéma : Fata Morgana (1985) de Claude Autant-Lara, Yvette (1927) d'Alberto Cavallotti, 20 h 30.

Les séances spéciales

ALIENS LE RETOUR (**) (A, v.a.)

Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 22 h 30.

ALLEMAGNE ANNEE ZERO (Fr.-It., v.a.) : Chry Palace, 9 (43-54-07-76) 12 h.

L'ANNÉE DU SOLEIL CALME (Pol., A.-All., v.a.) : Accotons, 5 (46-33-86-86) 16 h.

LE RAISER DE LA FEMME ARAIGNEE (A, v.a.) : Saint-Lambert, 15 (43-32-91-68) 21 h.

BIANCA (It., v.a.) : Reflet Média Logos, 14 h 30 ; Reflet Média Logos, 14 h 30 ; Reflet Média Logos, 14 h 30.

BIRD (A, v.a.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 17 h 10.

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.a.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82) 13 h 40.

LA COULEUR DE L'ARGENT (A, v.a.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 22 h 15.

CRUISING (**) (A, v.a.) : Accotons, 5 (46-33-86-86) 14 h.

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 18 h 20.

LE DERNIER TANGO A PARIS (**) (Fr.-It., v.a.) : Studio des Urulines, 5 (43-26-19-09) 22 h.

EMBRASSE-MOI (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) 12 h.

LES ENCHAÎNÉS (A, v.a.) : Saint-Lambert, 15 (43-32-91-68) 18 h 45.

FURYO (Jap., v.a.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 22 h.

GERTRUD (Dan., v.a.) : Les Trois Balcons, 6 (45-61-10-60) 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

HELLZAPOPPIN (A, v.a.) : Studio des Urulines, 5 (43-26-19-09) 20 h 15.

L'HISTOIRE SANS FIN (AD, v.a.) : Studio des Urulines, 5 (43-26-19-09) 14 h.

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS (Hong Kong, v.a.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-63) 22 h.

JOYEUX DEUX (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (43-32-91-68) 17 h.

JOYCE KATHAN LIVINGSTON LE GOELAND (A, v.a.) : Saint-Lambert, 15 (43-32-91-68) 17 h.

LADYHAWKE LA FEMME DE LA NUIT (A, v.a.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 19 h.

LEGEND (A, v.a.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 13 h 45.

MOGAMBO (A, v.a.) : Saint-Lambert, 15 (43-32-91-68) 18 h 45.

MONTY PYTHON A HOLLYWOOD (Brit., v.a.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 15 h 30.

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (Brit., v.a.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 15 h.

MORT A VENISE (It., v.a.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 16 h.

LA MOUCHE (**) (A, v.a.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 22 h.

PAYSAGE DANS LE BROUILLARD (Gr., v.a.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 20 h.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A, v.a.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 22 h.

PRÉMONITION CARMEN (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (43-32-91-68) 21 h.

QUI VEUT LA PEAU DE BOGUE RABBIT (A, v.a.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 18 h 20.

LE SACRIFICE (Fr.-Su., v.a.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 15 h 30.

LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A, v.a.) : Studio des Urulines, 5 (43-26-19-09) 15 h 45.

LE SORCERER ROUGE (Chin., v.a.) : Studio 28, 18 (46-06-36-07) 19 h, 21 h.

TAMPOPO (Jap., v.a.) : Chry Palace, 9 (43-54-07-76) 12 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (**) (A, v.a.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 22 h 30, 0 h 20.

TOP GUN (A, v.a.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 16 h 45.

LA TRAVIATA (It., v.a.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 17 h.

TROIS SOUS (It.-Fr.-All., v.a.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 18 h.

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A, v.a.) : Studio des Urulines, 5 (43-26-19-09) 18 h.

ZELIG (A, v.a.) : Accotons, 5 (46-33-86-86) 21 h 30.

Les grandes reprises

L'ANNÉE DU DRAGON (A, v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

BEAZZ (Brit., v.a.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71).

CASINO ROYALE (Brit., v.a.) : Le Choclat, 9 (43-54-51-60).

CHOCOLAT (Fr.) : Club, 9 (47-70-10-41).

LE CRIMINEL (A, v.a.) : Action Christiana, 6 (43-29-41-30).

LES DIABLES (**) (Brit., v.a.) : Accotons, 5 (46-33-86-86).

DOUBLE DÉTENTE (A, v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

EAST RIDER (A, v.a.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A, v.a.) : Action Christiana, 6 (43-29-41-30).

GERTRUD (Dan., v.a.) : Racine Odéon, 6 (43-26-19-09) 14 h.

L'HONNEUR DES PRIZZI (A, v.a.) : Panthéon, 5 (43-54-15-04).

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

PARIS EN VISITES

VENDREDI 31 MARS

Théâtre de l'Odéon, 14 h 30, sur les marches. Inscriptions au 45-55-87-93 (D. Bouchard).

Galerie rénovée et passages convertis : 14 h 30, métro Bourne, sortie Bibliothèque nationale (Fileries).

Jardins et églises de Batignolles-Epiettes : 14 h 30, métro Brochant (Paris pittoresque et insolite).

Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges : 14 h 30, métro Saint-Paul (Réaumur du passé).

La crypte de Philippe Auguste et de Charles V : métro Palais-Royal, sortie rue de Rivoli (M. Banassat).

Baudelaire, le poète initié : 15 heures, métro Temple, sortie (L. Haullier).

Quand Paris dansait avec Marianne : 15 heures, Petit Palais, hall d'entrée (Approche de l'art).

Églises méconnues : Saint-Vincent-de-Paul : 15 heures, entrée principale, place Franz-Liszt (Paris et son histoire).

Quand Paris dansait avec Marianne : 15 heures, Petit Palais, hall d'entrée (M. Hager).

Exposition Gauguin : 16 heures, Grand Palais, porte A (Tourisme culturel).

Monuments historiques

L'Église Saint-Etienne-du-Mont : 14 h 30, façade principale, place Sainte-Geneviève.

La Sorbonne ou l'Université de Paris au Moyen Âge : 15 heures, 47, rue des Écoles.

A la découverte d'un temple bouddhique : 15 heures, 40, route de ceinture du lac Daumesnil, métro Porte Dorée.

CONFÉRENCES

22, rue de Naples, 14 h 30 : « D'Isis à la Vierge, un enfant sur les genoux » (Approche de l'art).

107, rue de Reuilly (salle 1) : 19 heures : « Astronomie et astrologie » par D. Olivier (Université libre de Paris et de l'Île-de-France).

Hôtel Concorde-Saint-Lazare, 108, rue Saint-Lazare, 20 heures : « La méditation, une science de poète » (AGEASAC).

11 bis, rue de Kepler, 20 h 15 : « Les potentialités de l'homme transpersonnel » : Entrée gratuite (Loge unie des théosophes).

Jeudi 30 mars

KES (Brit., v.a.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-63).

LENNY (A, v.a.) : Action Écoles, 5 (43-25-72-07).

LES LIASONS DANGEREUSES (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-53-74) ; Saint-Germain Studio, 9 (46-33-63-20) ; Les Trois Balcons, 6 (45-61-10-60) ; Studio 43, 9 (47-70-63-40) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20).

LOVE STREAMS (A, v.a.) : L'Estropé, 14 (45-43-41-63).

LES MARY AU GRAND MAGASIN (A, v.a.) : Action Écoles, 5 (43-25-72-07).

POLICE FÉDÉRALE LOS ANGELES (A, v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41) ; Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LE PORT DE L'ANGOISSE (A, v.a.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) ; Les Trois Balcons, 6 (45-61-10-60).

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

RISKY BUSINESS (A, v.a.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

ROCKY III, ENQUÊTE DU TIGRE (A, v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A, v.a.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

STRANGER THAN PARADISE (A, v.a.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-63).

TOSCANINI (It.-Fr., v.a.) : Vendôme Opéra, 2 (47-42-56-31).

LE TROISIÈME HOMME (Brit., v.a.) : Le Champ, 9 (43-54-51-60).

VIE ET MORT D'UNE ÉTOILE (O) : Ciné des Sciences et de l'Industrie, Planétarium, 19 (40-05-72-65).

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

A PABLO PICASSO, Roussin Théâtre (42-71-30-20) 20 h 30 ; dim. 16 h 30.

SAVANNAH BAY, Théâtre Renaud-Barrault (42-56-60-70) 20 h 30.

ARÈNES DE LUTICE (42-66-34-84). Aladin's palace aux 1.000 miroirs : 20 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). O Les Enfants du Soleil : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-34). Henri IV : 21 h.

ATHÈNES-LOUIS JOUVET (47-62-67-27). Salle C. Renaud, Callas : 20 h 30.

Salle Louis Jouvet. O Les Amants magnifiques : 20 h 30.

AU COUVENT DES CORDELIERS (43-29-40-63). Une folie électorale : 21 h.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). O Tintin Andromède (spectacle en langue anglaise) : 19 h 30.

CARTOUCHE. THÉÂTRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). Tandis que dort le chat : 20 h 30.

CARTOUCHE. THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-34-08). O Le Lézard : 20 h 30.

CARTOUCHE. THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Le Petit Triporteur des soumissions : 20 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-24-10). O La Topologie et Jacques Lacan : 20 h.

CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE (40-05-70-70). O Les Savants et la Révolution : 15 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE D'UNIVERSITÉS (43-59-38-69). Grand Théâtre. O La Fausse Suivante ou le Fourbe puni : 20 h 30. La Galerie. O Zaire ou le Fautisme religieux : 20 h 30. La Résistance. O Le Chénier : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Brasseur, Brul : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). O Britannicus : 20 h 30.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Une nuit à la campagne : 20 h 30.

ELDORADO (43-68-32-26). O Rêve de Vico : 14 h 30.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). The Divine Roman : 20 h 30.

GUICHET MONTMARTRE (43-27-88-61). Corps à cœur : 18 h 45. Les aboiements : 20 h 30. Jangleries ou Histoire du tigre et autres histoires : 22 h 15.

GYMNASIE MARIE-BEL (42-46-78-79). L'Es-tu-tu de ma vie : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Contre-étoile chavre : 19 h 30. La Loge : 20 h 30. Les Mystères de la Révolution : 21 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). O La Vierge : 21 h.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Entre nous soit dit : 21 h.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Ce jour-là : 20 h 30. Commissions-vous la vie : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Le Jardin d'Al Mustafà le prophète : 20 h. Quant au diable, s'en parait pas : 21 h 30. Théâtre romain. L'Acquiescent : 18 h 45. O Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h. O Après la pluie, le beau temps : 21 h 30.

MARSEILLE (42-97-59-81). O Les Sept Miracles de Jésus : 18 h. La Foire d'empoison : 21 h.

MARAIS (42-78-03-53). O Une vie vécue : 18 h 30. L'Avarice : 20 h 45.

MARIE STUART (45-06-17-80). Le Revenant : 18 h 30. O Les Héritiers : 20 h 30. O Lettres de la marquise de M. au comte de R. : 22 h.

MARGNY (45-08-85-97). O Starmania : 21 h.

MARGNY (PETIT) (42-25-20-74). La Face cachée d'Orion : 21 h.

MATHURINS (45-65-90-00). Une vie de théâtre : 21 h.

MATHURINS (PETITS) (45-65-90-00). Pour l'amour de Marie Saint : 19 h.

MOGADOR (48-78-75-00). D'Artagnan : 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32). La Moquette : 20 h 30.

OUVRE (48-74-42-52). O Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45.

PALAIS ROYAL (43-97-59-81). Et le spectacle continue ! Raymond Devos : 20 h 30.

PÉNICHE-OPÉRA (42-45-18-20). O Nits et les comédiens ambulants : 21 h.

POCHE-MONTMARTRE (45-48-92-97). Salle J. Journal d'une petite fille : 21 h. Salle L. Ossia : 21 h.

RANELAGH (42-88-64-44). L'Effet des rayons gamma sur les marguerites : 21 h.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). O A Pablo Picasso : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10). L'éléphant : 20 h 30.

THÉÂTRE 13 (45-88-16-30). Comme il vous plait : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA BELLE DE MAI (43-56-64-37). Nina c'est autre chose Théâtre en appartement : 20 h 30.

torionnes, suites populaires colombiennes.

RESTAURANT CÔTÉ JARDIN (45-08-11-35) Nicolas Valente, Hervé N'Kama, 22 h 30. Films, piano. Œuvres de Fauré, Schumann, Schubert, Poulenc.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41) Ensemble d'archets français. Jusqu'au 18 mai. 21 h. Dir. Jean-François Gommier. « Les Quatre Saisons », de Vivaldi.

SALLE CORTOT (17) Atelier musical de Ville-d'Avray, 20 h 30. Dir. Jean-Louis Petit. P. Bocquillon (fl.), D. Vidal (clar.), M.-C. Millère (vi.), J. Wiedner (cello), J. Morata (piano). Œuvres de Chaynes, Coméd, Gannett, Messiaen, Poulenc.

SALLE GAVEAU (8) (45-53-05-07) Dans le cadre du VII^e Festival international de guitare, Toulon, 20 h 30. Guit. Juan et Antonio Carreras (guit., chant), Pepa Bermudez (danse). Soirée flamenco.

TOURTOUR (48-87-82-48). Pascal Le Franch, Guy Perla, 19 h. Accordéon. Œuvres de Bach, Fauré, Grieg, Weil.

Jazz, pop, rock

ESPACE PIERRE-CARDIN (42-66-33-20). O Les Gais Quartier, 20 h 30. (dernière).

LE MONTANA (45-48-93-08). Trio René Urtegar, 22 h 30, avec Hervé Meschinot. Au club.

HORAIRE	POTERS AYANT REQUIS LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
		Santa-Barbara	Actual, région.	Actual, région.	Top 50	Shen et Shen	Emballages
19 h 22	42,2	76,6	5,4	3,1	3,4	3,2	1,4
		New Fortnes	Loft Story	19-20 info	Nelle part	Shen et Shen	Emballages
19 h 46	46,0	24,6	6,4	6,1	2,6	3,9	1,3
		Journal	Journal	La classe	Nelle part	Journal	Cody show
20 h 16	56,8	24,6	15,3	8,6	2,1	3,6	4,0
		Scènes inédites	Sentiments	L'Age des	Ciné miles	Des amis	Gladiator
20 h 56	67,1	36,3	14,4	3,6	1,7	7,6	4,6
		Scènes inédites	Sentiments	Journal	Chances 1	Des amis	Gladiator
22 h 8	66,7	36,6	16,6	2,1	1,6	3,4	4,6
		En Rêve	Documentaire	Coderiques	Three amigos	Deuxième secrets	Libre et change
22 h 44	26,1	8,6	7,4	1,2	0,6	6,3	1,2

spécial de la Météorologie nationale.)

هكذا من الأصل

Le Monde
CADRES

Le Cabinet EDP a proposé aux lecteurs du MONDE les postes suivants:

- **ANIMATEUR PROGRES DES ENTREPRISES** de haut niveau Paris réf. 12A 1377-88R
- **CHIEF DE SERVICE GESTION DE PRODUCTION** ± 300 Kf/m hebdo Paris réf. 12A 1375-88R
- **CONTRÔLEUR DE GESTION** haut niveau 300 000 F+ hebdo réf. 12B 1378-88R
- **CHIEF DE PROJET** OPAD Amiens réf. 12B 1299-88R
- **Vice directeur technique d'affaires, devenu RESPONSABLE D'UNE CENTRE DE PROFIT** ville de l'Alsace réf. 12B 1136-88R

Si vous êtes intéressé par l'un de nos postes, adressez votre dossier de candidature au Cabinet EDP, en précisant la référence.

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Rech. AMBATEUR/RECHERCHEUR pour 60 000 pour hôtel-club en Grèce.

Se présenter avec dossier professionnel, vendredi ou samedi à partir de 14 h 30 à M. GRECE, 1, place André-Malraux, 75003 PARIS. (1) 42-41-62-62.

Import. groupe immobilier rest. NÉGOCEURS H.F. - dynamisme et créativité - contact direct V.P. + R. + commission + frais vol. - poste stable et évolutif - salaire motivant - gros soutien publicitaire. SIFECO, 78, rue Turbigo, PARIS-3.

Importance 500 d'édition internationale, basée à Paris, recherche:

RESP. ÉDITORIAL

Bilingue anglais-français, de niveau universitaire. Il sera pour mission de coordonner et de superviser un projet d'ouvrage international. Une vaste connaissance littéraire et scientifique ainsi qu'une exp. de plusieurs années dans le domaine de l'édition sont requises. Env. C.V. + photo et réf. s/réf. 1318 à 08C BP 220, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

capitaux propositions commerciales

PRÊTS TOUTS USAGES Réponse immédiate. For. de comm. Immo 42-67-21-88.



forclum

4000 personnes - 2 milliards de C.A.
Société spécialisée dans le génie électrique et les automatismes industriels recherche un

Chef de projet

- Sa fonction:** - responsable des applications comptables et financières.
- Sa mission:** - participer à l'élaboration du nouveau système d'information, - assurer la mise en place, sur 40 sites, des applications sous UNIX actuellement en cours de test sur 2 sites-pilotes, - conduire les développements complémentaires.
- Ses moyens:** - une équipe de 2 personnes, - un IBM 4381 sous VM, DOS/VSE avec CICS-VSAM, SNA, - des machines UNIX.
- Son profil:** - un diplôme d'ingénieur, option informatique: IDN, ENSI, INSA... - 2 à 4 ans d'expérience en informatique de gestion, - une maîtrise des environnements IBM et/ou UNIX.

Le cas échéant, la formation à UNIX et aux bases de données relationnelles sera assurée. Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence 8910 AC à notre conseil.

CREFORM - 7, rue Louis David - 75110 PARIS

FORCLUM

Communication et Publicité
EUROCOM

PILOTE DU GROUPE DE COMMUNICATION FRANÇAIS, DES SPÉCIALISÉS DANS LA PUBLICITÉ (CA DOULEUR)

CHIEF DE PUBLICITÉ PA

MANAGEMENT DE BUDGETS CLIENTS, VOUS DEVREZ GÉRER LE DÉVELOPPEMENT.

DE LA COMMUNICATION, AFIN DE RÉPONDRE À CET AD-RESSAGE, NOUS RECHERCHONS UNE

ASSISTANTE CHIEF DE PUBLICITÉ

RECHERCHONS UN BOUTEN SURVEILLANT SETS.

Merci d'envoyer votre C.V. PHOTO et RÉFÉRENCES À JEAN-PAUL FAULT - ORGANISME PUBLICITÉ - 1, rue de Valenciennes - 75001 PARIS - OÙ VOUS GARANTIRONS UNE RÉPONSE RAPIDE.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

DIPLOME D'EXPERTISE COMPTABLE ET GESTION ENTREPRISE. - Grande expérience comptabilité générale analytique, trésorerie, financement crédits, exportation. Important capital relation France, pays Maghreb.

RECHERCHE: poste sur Paris. (Section BCO/CR 1327.)

A NUMÉRO 1 D'ATTAQUE, NUMÉRO 2 OPERATIONNEL. - Hiérarchiser, diagnostiquer, organiser. Etre parfaitement bilingue anglais mais aussi assurer un secrétariat de très haut niveau, sont de nos compétences de base.

PARLONS-EN. (Section BCO/BS Cadres IV 1328.)

J.F. 29 ans - DESS PSYCHOLOGIE. - Diplômes graphologie, 5 ans expérience missions: formations en communication, en restructuration. Prospection commerciale. Etude de poste, entretiens tests, bilan, conseil, communication interne. Responsable recrutement.

RECHERCHE: poste à responsabilité dans un département ressources humaines. (Section BCO/MR 1329.)

TECHNICIEN SUPERIEUR CONTROLE. - Ebarbage acier et fonderie. Aciers modules, 35 ans. Niveau ingénieur CNAM métallurgie. Anglais technique, arabe courant. 15 ans expérience encadrement d'ateliers.

RECHERCHE: fonction technique et administrative: adjoint à directeur PMI-PME secteur traitement thermique, poste au sein d'un B.E. mécanique générale. Paris, province. (Section BCO/MS 1330.)

INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN. - 53 ans. Diplôme I.A.E. Anglais. 5 ans expérience comme directeur d'un établissement de 250 personnes. Expérience en recherche, développement, production, relations humaines.

RECHERCHE: direction d'usine ou industrielle. (Section BCO/CR 1335.)

H. 24 ans. - Formation publicité, relations publiques (BTS PUB. + ISERP).

RECHERCHE: poste d'assistant de communication, ouvert à toutes propositions. Disponible immédiatement. (Section BCO/JV 1336.)

JEUNE CADRE FONCTION PERSONNEL. - 30 ans. 3^e cycle management et développement des ressources humaines IGS. Expérience d'assistant. Plan de formation, recrutement, gestion des carrières, gestion des contrats à durée déterminée.

RECHERCHE poste dans DRH.

ÉTUDIERAIT: toutes propositions. Paris et province. (Section BCO/ALB Cadres IV 1337.)

PROFESSIONNELLE DE LA COMMUNICATION. - Parfaitement bilingue, vous lancez le défi de l'Europe sans frontières. 8 ans expérience en R.P. marketing direct, élaboration de dossiers de presse, création d'événements, de Salons... au service d'un poste à responsabilité en agence de communication et/ou agence de la R.P.

(Section BCO/BD 1338.)



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER:
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL.: 42-85-44-40, poste 27.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt

PORT-ROYAL

2 p. refait neuf. 1.050.000 F. Agence Denbourg 42-71-87-88.

7^e arrdt

PL. MONTREUIL, dans bel imm.

2 chbres, s. de bains, cab. toil., 2 w.c., 1^{er} ét. réf. Tél.: 46-34-13-18.

12^e arrdt

GARE DE LYON (PES)

3 p., cul., s. de bains, chf. centr., 1^{er} étage réf. URGENT. 46-34-13-18.

16^e arrdt

GAMBETTA

MAISON-LOFT 350 m²

Poss. 3 lots. 42-72-40-19.

17^e arrdt

Marché des notaires, 2 p., 38,50 m², terrasse 52,50 m².

FÈRE-CHAMPELLET, s/p. 3-8-10/14, 14-17 h. Réf. 42-66-43-07, M. Rolland.

appartements achats

Rech. 2 à 4 p. PARIS, pré-ère 5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, ou sans travail. PAIE CPT chez notaire. (1) 40-73-48-07 même soir.

locations non meublées offres

Paris

UNESCO STANDING

Beau studio, deux chbrs, 3,500 m² et ch. 46-06-10-08.

VILLA PATRICE-BOUDARD

3 p., 80 m², p.-de-c. + cour privative, 4 600 F ch. comp. CIGMO 48-24-00-02.

maisons individuelles

A VENDRE

Cause double emploi dans job lotissement belles MAI-SONS individuelles, 1 studio avec mezzanine, litchonette équipée, salle de bains, w.c., meublé pin massé naturel, grand placard de rangement, tout matériel (vaisselle), cou-ches à part, terrasse déli-ée, abri de jardin, parking, piscine privée, tous com-merces, 850 m de la plage, 10 km de Royan.

Pré: 250.000 F. 42-66-43-07, M. Rolland.

Tél.: 16 (1) 44-88-06-19.

locations meublées offres

Paris

Rue de SEINE, vue dégagée, superbe 5 p., état impeccable. 26.000 F mensuel. MID-INT. 43-23-39-01.

bureaux

Locations

Votre adresse commerciale ou

SIEGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, téléx.

CONSTITUTION STES

Précompt. Délais rapides.

ASPAC 42-43-50-50 +

VOTRE SIEGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

Constitution de société et tous services 43-55-17-50.

OPERA

Bureaux prestige équipés, salle de réunion, domiciliation, téléphone, vidéo, télécopie.

Tél.: (1) 42-50-01-60.

DOMICILIATION P

Bureaux, téléx, télécop.

AGECO - 42-94-95-28.

AGENDA IMMOBILIER

BANDOL-LE CASTELLET

A 5 minutes de Bandol au village de Castellet avec vue splendide sur le golfe.

La belle des Landes et les villages environnants.

1.345 m²

440.000 F HT

GRASSE

Dans la capitale des parfums et des arts de Grasse.

A quelques minutes de la gare de Cannes.

2.500 m²

500.000 F HT

BORMES-LES-MIMOSAS

Dans Le Languedoc 300 m de la plage. Un univers de douceur et de soleil.

500 m²

250.000 F HT

LOZÈRES

Dans la Provence de GRAND.

Entre le lac et les villages.

1.800 m²

220.000 F HT

LE 1^{er} CONSTRUCTEUR REGIONAL EN PROVENCE COTE D'AZUR

Vous en ferez!

Pour visiter nos terrains prestigieux, téléphonez ou remplissez le coupon et envoyez-le à: VILLAS PRISME.

VILLA PRISME LE PUYRELL

Sous la garde de la Gendarmerie.

Tél.: 93-38-00-66.

VILLAS PRISME

Non

Adresse

Tél.

CEST BEAU UNE PRISME

RÉSIDENTE

MAÏKA CANNES

37, boulevard MONTFLEURY - CANNES

Une petite résidence de luxe, vue mer, proche Croisette. Très beaux 2 P. et 3 P.

Tél. bureaux de vente: 93-43-46-64.

Commercialisation: **JOHN TAYLOR** - 55, La Croisette, 06400 CANNES

Tél.: 93-38-00-66 - Fax.: 93-38-13-65.

Dans le cadre des activités sociales du Comité central d'entreprise:

RECHERCHONS LOCATIONS APPARTEMENTS

EN JOUISSANCE PARTAGÉE (MULTI-PROPRIÉTÉ)

MER et/ou MONTAGNE

En contrepartie de la gratuité de location, le CEE assurera le paiement des charges. Contrats sous seing privé. Durée à définir. Rachet possible sous conditions financières intéressantes.

Communiquer propositions écrites à:

M. le secrétaire du CEE de l'ADNSEA,

27, rue Faidherbe, 59800 Lille.

Vie associative

A l'écoute des brutes domestiques...

La violence masculine peut causer d'immenses dégâts dans un foyer. Des centres d'accueil ont été ouverts pour les « cogneurs » et pour leurs victimes.

« UNE belle vie, quoi. Je ne sais pas ce qui m'a pris. » Paul, quarante-quatre ans, jusqu'à présent heureux en ménage, père de deux grands garçons, technicien apprécié dans une entreprise lyonnaise, propriétaire de sa villa et d'une résidence secondaire, sanglotait doucement. C'était il y a quelques semaines dans le bureau impersonnel du centre d'accueil pour hommes violents où des équipes de psychologues tiennent permanence chaque lundi à Villeurbanne.

A la suite d'un incident banal, Paul venait de secouer sa femme un peu trop vigoureusement. « Seulement secouer, précisait-il, pas frapper. » Sans doute, mais

ce n'était pas la première fois. L'épouse épouvantée s'était enfuie et les enfants se cachaient dans leur chambre. Paul, l'honorable Paul, se retrouvait seul, condamné par son entourage. Ne sachant à qui se confier, il était venu au centre comme une éponge. Les larmes aux yeux, il déplorait vingt ans de vie. On l'avait écouté, reconforté. On le recevait à nouveau la semaine suivante pour prolonger le dialogue, faire le point. Paul n'est jamais revenu. Il s'est donné la mort.

Ce drame fournit la mesure des dégâts que la violence masculine peut causer dans un foyer. Quels sont les recours ?

En France, la justice n'intervient que si l'épouse agresse à dix jours d'incapacité de travail et si les enfants présentent des plaies sérieuses, suspectes et répétées. « De toutes les façons, la prison n'arrange rien, commente Bruno Héral, l'un des bénévoles du centre de Villeurbanne. La violence n'est que le symptôme d'un trouble plus profond qu'il faut mettre au jour. Pour cela, une seule méthode : écouter l'homme, le faire parler, l'aider à prendre conscience de son problème conjugal et à trouver la solution lui-même. »

Trois centres d'accueil ont été ouverts en France ces derniers mois, d'abord à Lyon (1), puis à Marseille et à Paris. A la perma-

nence de Villeurbanne, une équipe est disponible tous les lundis, de 17 heures à 20 heures. Ce soir, ils sont deux : Daniel Welzer-Lang, un anthropologue de trente et un ans qui a longuement enquêté dans les prisons sur les détenus coupables de viols (2), et Bruno Héral, quarante et un ans, éducateur spécialisé. Le téléphone sonne. Une femme est au bout du fil : « Mon mari vient de me frapper. J'ai peur. Que faire ? »

Pas la moindre subvention

La violence domestique est beaucoup plus fréquente qu'on ne le pense. En France, on enregistre annuellement vingt mille cas de femmes battues et des milliers d'affaires d'enfants martyrs, sans compter les viols. Mais comme tout cela se passe derrière le mur de la vie privée... Il faut que les victimes soient au bout du rouleau pour appeler à l'aide. Que leur dire ? De se mettre à l'abri puis, la tempête passée, de convaincre leur cher bourreau de venir parler à des inconnus. Pas facile. Si le cogneur se décide enfin, Daniel et Bruno le reçoivent, l'écoutent patiemment pendant une bonne heure et l'incitent à revenir la semaine suivante. Quand le dialogue est ainsi amorcé, ils lui proposent une douzaine d'entretiens hebdomadaires à raison de 100 francs par séance, soit seul, soit dans un groupe de parole, avec d'autres hommes dans le même cas.

« Tous ces gens sont dans une profonde détresse, explique Bruno. S'ils se sont décidés à venir, c'est que pour la première fois de leur vie les inconvénients provoqués par leur attitude surpassent les avantages. Gérer le gosse, secourir la femme, jusqu'à s'être fait une façon commode d'associer leur autorité, de régner en maître. Mais cette fois la vio-

lence a fait ses valises, ou bien la police est intervenue. Le cogneur est désemparé. Son système est en miettes. »

Les violents sont de tout âge et de toute condition. Parmi les clients de Villeurbanne, on trouve des fonctionnaires, des ouvriers, un technicien du bâtiment, un étudiant. Pourquoi donc ces M. Tout-le-monde en viennent-ils aux coups ? « Le plus souvent par incapacité à exprimer leurs émotions, dit Bruno. Depuis leur plus tendre enfance, on apprend aux garçons à cacher leurs sentiments. « Vous n'êtes pas des gonzesses », leur serine-t-on. Cette éducation réussit si bien que certains n'arrivent plus jamais à dire leur angoisse, à expliciter un problème conjugal. Alors ils s'emportent, et les muscles parlent. Solution : libérer la parole. »

Un jeune chômeur lyonnais a essayé d'étrangler la compagne qu'il aime et avec laquelle il vit depuis trois ans. Il vient au centre, et, semaine après semaine, parvient à expliciter une foule de choses. La règle veut que tous les entretiens soient enregistrés. Au bout de trois mois, il demande les cassettes : « Je voudrais les faire écouter à ma compagne, explique-t-il. Jamais je n'osais lui dire tout cela de vive voix. »

« Attention, précise Daniel, un centre d'accueil n'est ni un cabi-

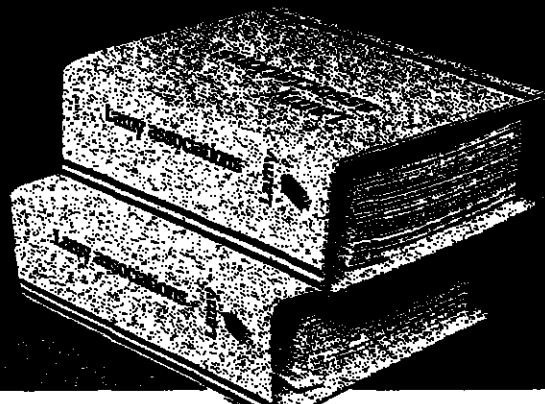
net où l'on soigne, ni un confessionnal où l'on absout. Plutôt un lieu d'accouchement où chacun trouve sa vérité. » Le travail des « écouteurs » est donc frustrant. Le plus souvent ils n'entendent plus jamais parler de leurs « clients ». Certains ne sont venus s'associer dans le petit bureau que pour faire plaisir à une assistante sociale, à un médecin ou même à leur compagne. Ils accomplissent une formalité mais n'ont pas vraiment envie de changer. Ils rechuteront à coup sûr. D'autres sont carrément désespérés et même dangereux.

On comprend que les débuts des centres d'accueil français pour hommes violents soient difficiles et que leurs promoteurs soient parfois saisis par le découragement. Ceux de Villeurbanne n'ont reçu pour l'instant aucun encouragement officiel, pas la moindre subvention. La violence domestique n'est pas une préoccupation pour les pouvoirs publics. Si elle dégénère, elle devient un banal fait divers et au plus une affaire de justice. Cependant, chaque année en France, elle tue et mutilé des dizaines d'innocents.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Centre régional d'accueil pour hommes violents : 2, rue Lakanal, 69100 Villeurbanne. Tél. : 78-89-50-61.
(2) Le Viol au masculin par Daniel Welzer-Lang. Ed. L'Harmattan, 1988.

Lamy associations : Attendu depuis 1901



Parce qu'il n'existait aucun ouvrage de référence pour les associations, les Editions Lamy ont créé le Lamy associations. Exhaustif, il aborde les aspects juridiques, la fiscalité, la comptabilité... Pratique, il illustre ses études détaillées de tableaux, de cas concrets... Actualisé, en 2 volumes à feuillets mobiles, il bénéficie de mises à jour permanentes. Opérationnel, il considère tout problème, d'ordre général ou particulier. Un allié précieux à commander dès aujourd'hui

LAMY ASSOCIATIONS : LE CŒUR A SA RAISON

BON DE COMMANDE

oui, je désire m'abonner pour l'année 1989 au Lamy associations

au prix exceptionnel de 1 130 F TTC (IVA 5,50 %) au lieu de 1 320 F TTC, payable uniquement la première année, franco de port et d'emballage.

Ce prix comprend l'achat de l'ouvrage de base en 2 volumes à feuillets mobiles et une provision de 370 F TTC sur l'abonnement aux mises à jour. En fin d'année, un compte définitif sera établi en fonction des mises à jour livrées, sur la base de 2,20 F TTC la page.

☐ Société ou ☐ Association

Adresse

Nom

Fonction

J'ai bien noté que je recevrai une facture, que mon abonnement est renouvelable par tacite reconduction, et que je pourrai y mettre fin chaque année un mois avant sa date d'échéance.

* offre valable jusqu'au 15 mai 1989.

Bon de commande à envoyer, accompagné de votre règlement à
Editions LAMY, 230 rue de Crimée, 75019 PARIS

Renseignements : 16 (1) 40 38 03 03

MIGRATIONS ÉTUDES

Publication bimestrielle publiée par l'Agence pour le Développement des Relations Interculturelles (ADRI) pour le ministère de la Solidarité. L'objectif est de diffuser sous forme de synthèses les études sur l'immigration commandées par les pouvoirs publics. Dans chaque numéro, un thème différent : jeunes immigrés, jeunes immigrés, réintégration, insertion socio-professionnelle des migrants... Abonnement : 100 F ADRI - 42, rue Cambes 75015 PARIS



DROUOT RICHELIEU

9, rue Drouot, 75009 PARIS

Téléphone : 48-00-20-20

Téléc : Drouot 642280

Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-63-12-68

Les expositions auront lieu le vendredi de 14 heures à 18 heures, sauf indication particulière, * après le matin de la vente.

SAMEDI 1^{er} AVRIL

S. 3. - Deux Rugs, bij. - M^{me} CHEVAL.

LUNDI 3 AVRIL

S. 1. - 14 h 15 Succession de M^{me} L. - Estampes, dessins, tableaux, objets de valeur, objets d'art et meubles des 18^e et 19^e siècles. Fines Gravures quant de querc. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

S. 4. - Atelier MERLI - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 7. - Objets d'art et d'ameublement. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

MARDI 4 AVRIL

S. 8. - 14 h Estampes et tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.

MERCREDI 5 AVRIL

S. 1. - Estampes, tableaux anciens et modernes, bel ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M^{me} AUDAR, GODEAU, SOLANET.

S. 2. - Tab. bij. mod. - M^{me} BOISGIRARD.

S. 6. - 14 h 15 bijoux, objets de valeur, orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Fromanger, Véronique Fromanger. Exposition publique salle 6 mardi 4 avril de 11 h à 18 h visible à l'étude, 12, rue Favart, 75002 Paris (sur rendez-vous) les jeudi 30 et vendredi 31 mars.

S. 7. - Deux anses et de 19^e. - M^{me} RENAUD (ARCOLE).

S. 11. - Tab. bij. mod. - M^{me} WAPLER.

JEUDI 6 AVRIL

S. 7. - Suits de la vente du 5 avril. - M^{me} RENAUD (ARCOLE).

S. 9. - 14 h 15 Bons meubles, objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

S. 14. - Tableaux, bijoux, meubles. - M^{me} CHAMPELLAND, GIFFER, VETRAU. Tél. : 42-94-10-24.

VENREDI 7 AVRIL

S. 2. - Tableaux, bijoux, meubles. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 3. - Timbres-poste. - M^{me} AUDAR, GODEAU, SOLANET.

S. 5. - 14 h 30 Tableaux modernes et contemporains. - M^{me} LOUDMER.

S. 6. - 11 h et 14 h 15 Estampes anciennes et modernes. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. M. Fromanger, expert. Exposition publique : salle 6, jeudi 6 avril de 11 h à 18 h et salle 8, vendredi 7 avril de 11 h à 12 h.

S. 10. - Tab. mod. - M^{me} ROBERT.

S. 11. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 12. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 13. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 14. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 15. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 16. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 17. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 18. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 19. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 20. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 21. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 22. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 23. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 24. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 25. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 26. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 27. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 28. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 29. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 30. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 31. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 32. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 33. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 34. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

S. 35. - Tab. mod. - M^{me} WAPLER.

Entreprendre Ensemble

INNOVER ET INVESTIR AVEC LE CREDIT COOPERATIF

Le Crédit coopératif est heureux de vous annoncer pour l'année 1989, deux nouvelles créations pour les Associations :

LE LIVRET ÉPARGNE PLUS = ÉPARGNE + CRÉDIT

Le PLUS, c'est la possibilité d'obtenir un crédit à un taux privilégié avec des garanties simplifiées. Le « LIVRET ÉPARGNE PLUS », un moyen complémentaire de financement.

Crédit coopératif, la Banque qui fait confiance à ses sociétaires.

« CONFIANCE ASSOCIATIONS » UNE NOUVELLE GAMME DE CRÉDITS

• à moyen et long terme (de 2 jusqu'à 22 ans) avec des taux compétitifs,
• une réelle diversité d'options,
• des décisions décentralisées, donc plus rapides et des garanties allégées.

هكذا من الأصيل

Vie associative

Enfants sans défense

Élargir les droits des enfants sans pour autant retirer aux parents leurs responsabilités

A l'heure où l'on ne cesse de parler des droits de l'enfant, il est inévitable que l'on se penche sur la défense de l'enfant en justice.

En France, les colloques succèdent aux colloques sur ce thème. Les 16 et 17 mars, celui de la Fondation pour l'enfance, avec l'Institut de l'enfance et de la famille et l'IEFA (Enfants et Familles d'aujourd'hui), qui a réuni un grand nombre d'avocats, de magistrats, de travailleurs sociaux et de représentants d'associations, a montré que l'idée d'une assistance juridique pour les enfants fait son chemin.

On remarque que, si l'enfant bénéficie d'une plus grande autonomie, le droit n'a pas évolué et les distorsions se multiplient en même temps qu'elles s'accroissent : le juge a de plus en plus de mal à discerner l'intérêt de l'enfant dans les litiges opposant les parents ; l'enfant est écartelé entre les différentes instances qui peuvent s'occuper de lui...

Le mineur étant aux yeux de la loi française un incapable, de multiples personnes sont supposées veiller sur son intérêt : ses parents en premier lieu mais aussi le juge, le procureur et, dans certains cas, un avocat. Depuis quelque temps, on voit également des associations se porter de plus en plus souvent partie civile dans des procès où l'enfant est victime de ses parents (excision, violences). Mais, on constate que trop de représentation ou d'assistance finit par avoir l'effet contraire de celui escompté. Comme l'explique, Pascal Vivet, le président de l'Association française pour le développement des droits de l'enfant (AFDDE), « l'enfant est actuellement victime d'un syndrome de Zorro ». Tout le monde veut voler à son secours et parler au nom de son intérêt supposé, mais qui rappelle ses droits ?

La constatation est unanime : le système actuel est insatisfaisant et le titre même de colloque n'était pas équivoque : « Pour une réelle défense de l'enfant en justice ».

L'avocate Claire Neirink s'est appliquée à montrer les incohérences dans le domaine du droit civil. Tantôt l'enfant peut être représenté par un avocat choisi par un de ses parents (action de recherche en paternité ou en maternité, contestation de reconnaissance) ; tantôt il peut être entendu par un juge (enfants du divorce : audition obligatoire pour les plus de treize ans) ou bien son avis est recueilli par les travailleurs sociaux qui le transmettent aux juges (doivent donner leur accord : l'enfant de plus de treize ans pour l'adoption plénière, de plus de quinze ans dans le cas de l'adoption simple) ; tantôt, enfin, l'enfant est l'objet du procès, mais il est tenu complètement à l'écart : c'est le cas en matière d'émancipation, d'inceste, de garde pour un enfant naturel...

Pas de formule magique

Cette situation conduit à des aberrations comme la possibilité d'émanciper un enfant malgré lui, puisque, à aucun moment il n'est prévu de recueillir son point de vue ; ou encore la défense d'une petite fille, victime d'abus sexuels de la part de son père ou beau-père, prise en charge par sa mère qui s'était tue jusqu'à ce que l'affaire éclate.

Il faut aussi constater la discrimination dont sont victimes les enfants naturels par rapport à des enfants légitimes : si ces derniers sont entendus par le juge lorsque leurs parents se disputent un droit de garde ou de visite, rien n'est prévu pour les enfants naturels.

Selon M^{me} Neirink, le législateur, en harmonisant le droit des enfants, devrait prévoir la présence systématique d'avocats chargés de leur défense. Mais une enquête présentée par M. Philippe Chailoux, premier juge pour enfants à Paris, montre que la présence de l'avocat ne réunit pas tous les problèmes. Cette enquête, menée par le service d'études du centre de

recherche de Vancresson auprès des présidents de bureau d'aide judiciaire des tribunaux où siège un tribunal pour enfants et auprès des juges pour enfants révèle que, même lorsque la présence d'un avocat est prévue, elle est très souvent mal ou non utilisée.

En matière d'assistance éducative, par exemple (la procédure concerne en moyenne 80 000 enfants par an), l'assistance de l'avocat n'est pas obligatoire mais elle est rendue possible ; cependant personne n'informe l'enfant de son droit. De toute façon il n'y a pas d'avocats spécialisés et on n'a pas les moyens de les rémunérer. Le juge pourrait en commettre un d'office mais il ne le fait quasiment jamais parce qu'il considère qu'il agit dans l'intérêt de l'enfant.

En matière pénale, l'assistance de l'avocat pour un mineur est plus qu'un droit, c'est une obligation, mais aux différents stades de la procédure celle-ci n'est pas toujours requise (chaque année 70 000 mineurs ont affaire à la justice pénale).

Le juge est tenu de désigner un avocat quand le mineur n'a pas son propre avocat, mais il ne le fait que rarement lors de l'instruction. En revanche, il y pense fréquemment pour le débat contradictoire : 80 % des juges organisent ce débat en présence d'un avocat, notamment quand ils envisagent la détention. M. Chailoux souligne d'ailleurs que cette présence a fait notablement reculer le nombre des mineurs incarcérés.

En ce qui concerne l'audience du jugement en cabinet (cas peu graves) l'assistance d'un avocat n'est pas obligatoire et n'est en fait requise que dans le cas où des intérêts financiers sont en jeu (coups et blessures). Dans les cas graves, l'audience a lieu au tribunal et le mineur doit obligatoirement être assisté d'un avocat. Si l'on constate un respect général de cette obligation, on note en revanche que les avocats sont souvent commis d'office au dernier moment et s'occupent d'une vingtaine de cas dans la même journée sans avoir matériellement le temps de se pencher sur les dossiers.

Des simulacres de défense

« On assiste à des simulacres de défense », explique M^{me} Stéphanie Ambry, avocat au barreau de Bordeaux, « il faut interdire ces pratiques. Il y va de la protection de l'enfant qui, après une telle expérience, sort avec une image négative de la justice. Il faudrait qu'un avocat soit désigné dès l'inculpation, qu'il puisse suivre l'affaire et autant que possible qu'il soit rappelé personnellement en cas de récidive ».

Plusieurs arguments plaident en faveur d'un avocat défenseur de l'enfant. Celui-ci disait par exemple les droits de l'enfant lorsque les autres représentants mettaient en avant l'intérêt supposé du mineur : l'enfant divisé entre son père et sa mère pourrait alors rappeler qu'il n'a pas décidé la séparation et qu'on doit lui permettre de conserver des liens avec ses deux parents. De même, l'enfant abusé pourrait mieux se faire entendre... Reste à savoir quand cette assistance est souhaitable. Pour M^{me} Johanne Doncet, avocate à Montréal, tout enfant, dès sa naissance, peut être défendu. Avant sept ans quand il s'agit de veiller à ce que toutes les procédures soient conformes à la loi et aux droits de l'enfant. Après cet âge, l'avis de l'enfant peut être recueilli.

Mais avec ces défenseurs des enfants on peut craindre de voir

apparaître un lobby d'avocats autour d'eux. Pour éviter cela, certains avocats comme Agnès Fiehot, plaident pour un financement des interventions, forfaitaire et public, par le biais notamment des Caisses d'allocation familiales (CAF). Reste à juguler la volonté interventionniste de quelques avocats. Il y aurait alors fort à craindre que de nouveaux conflits naissent là où a priori il n'y en a pas.

Plus généralement il y aurait danger à ne confier la défense de l'enfant qu'aux seuls avocats : « L'enfant doit être entendu par tous », estime M. Philippe Chailoux. Ce message a été entendu par le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, qui a conclu le colloque de la Fondation pour l'enfance par ces mots : « N'écoutez pas à tous les adultes, et pas seulement aux magistrats et aux avocats, qu'il faut apprendre à écouter et à entendre les enfants. Mais c'est alors la place du mineur dans notre société qu'il convient de redéfinir. Si la justice se hasarde à la déterminer seule, elle ferait sans nul doute fausse route ».

Avancer à petits pas

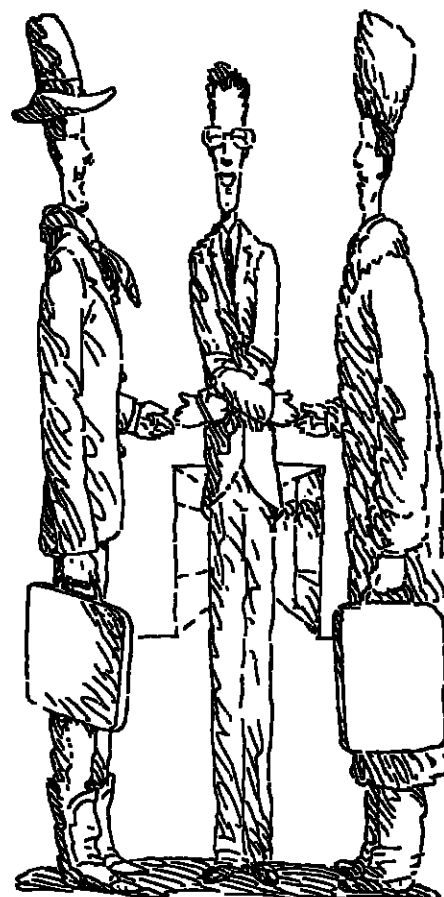
Quelques instants auparavant, le garde des sceaux avait reconnu que « le moment est probablement venu d'élargir les droits de l'enfant, d'en améliorer les possibilités d'exercice, et d'instaurer une réelle défense de l'enfant en justice ». Mais plutôt qu'un grand chambardement, le ministre de la justice préfère avancer à petits pas : « En responsabilisant davantage les mineurs, ne risque-t-on pas de désresponsabiliser les adultes à leur endroit ? Autrement dit, le droit des mineurs ne doit pas s'enrichir sur les ruines de la protection qui lui est due ». Aussi dans un premier temps a-t-il choisi de concentrer l'action de son ministère sur l'information auprès des jeunes sur les droits qu'ils possèdent déjà afin qu'ils les utilisent.

Des expériences existent auxquelles collaborent avocats, collectivités locales et associations. M. Arpaillange a demandé à la direction de l'éducation surveillée de susciter et de soutenir des initiatives allant dans ce sens. Il souhaite également que des efforts soient fournis pour former plus largement les magistrats à l'écoute des enfants. « Cette formation, les juges des enfants l'ont acquise... mais les juges d'instruction... les magistrats du parquet, les juges des affaires matrimoniales doivent, eux, absolument l'acquiescer ».

En ce qui concerne les avocats, M. Arpaillange note qu'« il ne suffit pas de rendre la défense obligatoire pour qu'elle soit réelle et efficace ». Il souhaite cependant que « chaque fois, qu'ils sont concernés par une décision judiciaire, les mineurs puissent être accompagnés pendant toute la procédure par un défenseur attentif et compétent. Un défenseur à côté du mineur et non pas à la place du mineur ». Là encore une formation spécifique s'impose et le ministre a décidé de soutenir des expériences dans une dizaine de barreaux. L'an prochain, les conclusions seront tirées pour voir quelles nouvelles voies emprunter.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

* AFDE, 1, rue du 11 novembre - 92120 Montrouge.
* Fondation pour l'enfance, 8, rue des Jardins-Saint-Paul - 75004 Paris. Tél. : 42-74-51-91.
* IDEF, 3, rue Cug-Héron - 75001 Paris. Tél. : 42-97-40-03.
* EFA, 28, rue Didot - 75014 Paris. Tél. : 40-44-47-36.
* Défense des enfants-International. Case postale 88 - Ch. 1211 Genève 20. Tél. : 22-34-05-58.

Grande Foire d'Avril
Milan 15-23 Avril '89

A Milan, USA et URSS font de grandes affaires: les vôtres.

Les USA et l'URSS sont de plus en plus proches. A la

Grande Foire d'Avril, vous

pourrez vous mettre en

contact avec toutes les

réalités de ces deux mondes

si différents et si variés à la fois.

Du côté américain, en plus des stands

des exposants, vous trouverez "Invest in USA"

l'espace où les entrepreneurs américains proposent, dans des projets

communs, des investissements pour les capitaux européens.

Après le succès d'"Italia 2000", le salon de l'économie italienne à

Moscou, une occasion exceptionnelle pour ren-

contrer les pays de l'Est. L'URSS et les pays du CO-

MECON viennent chez nous pour acquiescer entre autres

choses le savoir faire et la technologie, pour créer des

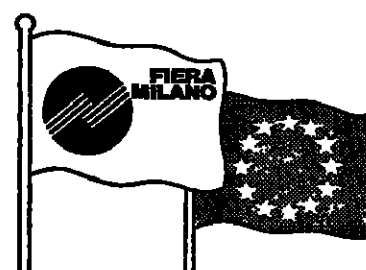
partnerships et pour exposer leurs meilleures productions

industrielles et scientifiques.

A la Grande Foire d'Avril, vos intérêts croissent. A

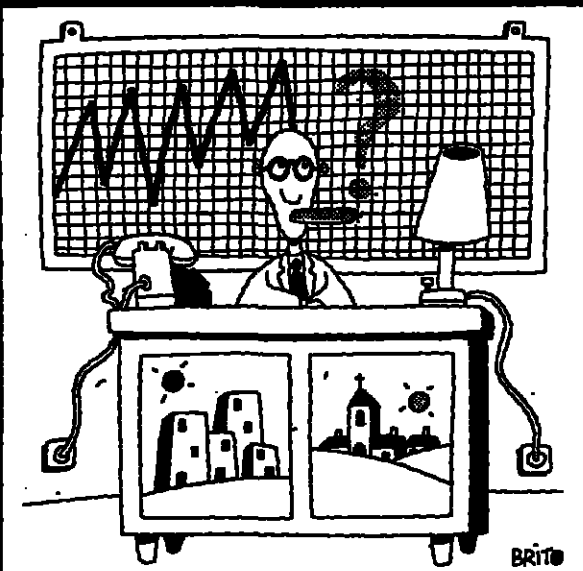
l'est comme à l'ouest.

E.A. Fiera Internazionale di Milano
Tél. (02) 46071 - Télex 33190 EAFM I
32221 EAFM I - Cable FIERAMI.



Grande Foire d'Avril 1989.
En direct avec 1992.

fonda

l'association.
un management original ?colloque à Paris
25-26 avril 89comment concilier
efficacité économique
et éthique associative ?renseignements et inscriptions :
fondation pour la vie associative
18, rue de Varenne 75007 Paris
tél. (1) 45.49.06.58

EDITIONS STH
6, avenue Léon-Henry 75016 Paris. Tél. : 45.27.10.15
Des ouvrages qui font autorité

LA JURISPRUDENCE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL
BRUNO GENEVOIS

« Qui pouvait d'ailleurs, mieux que B. Genevois, actuel Secrétaire général du Conseil constitutionnel, entreprendre une telle synthèse ? »

Rav. 16, Droit adm. 4 (2), mars-avril 1988.
« Des qualités incontestables qui font de cet ouvrage un classique. » - 406 pages, 150 F.

L'auteur : Secrétaire général du Conseil Constitutionnel, professeur à l'E.P. de Paris.

Economie

La dette du tiers-monde au centre des réunions de Washington

Le troisième cercle

Les tabous tombent les uns après les autres. La crise de la dette du tiers-monde n'est pas aussi dangereuse. Le décalage entre les règles du jeu — en pleine évolution — des banques et des gouvernements des pays industrialisés et une réalité vécue comme désespérante par les pays en développement s'est assoupli. Cette année, les rencontres internationales. Essentiellement financier avec la crise mondiale de l'été 1982, le problème de l'endettement — 1 300 milliards de dollars fin 1988 — a pris une dimension stratégique.

Il suffit de se reporter près de sept ans en arrière pour mesurer l'évolution des esprits. A l'époque, nul n'avait mesuré les méfaits de la thèse du recyclage des pétrodollars. La flambée des cours du pétrole, en 1973, avait alimenté des liquidités surabondantes et les banques se battaient auprès des pays du tiers-monde pour repêcher les surplus de l'OPEP. Les gouvernements des pays industrialisés les y encourageaient pour assurer le maintien de leurs exportations. Les États du tiers-monde se sont laissés séduire, sans se soucier outre mesure de la rentabilité de leurs emprunts.

Le mirage de cette prospérité à crédit, un temps renforcé par la hausse du cours des matières premières qui assurent souvent l'essentiel des ressources extérieures du tiers-monde, s'évanouissait brutalement. Récession, chute des cours des produits de base, flambée des taux d'intérêt dans le sillage de la cure d'austérité imposée par les États-Unis : les recettes des pays en développement s'amenuisaient au moment même où leurs remboursements s'alourdissaient. Pour l'ensemble du tiers-monde, le coût de ces chocs successifs est évalué à 3 % de leurs revenus entre 1981 et 1986.

Prise de conscience, la communauté internationale attribue, dans un premier

temps, à une simple « crise de liquidité » la déroute financière du Mexique suivie par beaucoup d'autres, des Philippines à l'Afrique. Pour éviter une contamination risquant, de proche en proche, de mettre en faillite des banques trop lourdement engagées et, par là même, tout le système financier mondial, chacun s'empresse de boucher les trous, de rééchelonner les échéances et d'évaluer les dégâts.

Cette première phase d'évaluation n'aura qu'un temps. La « stabilisation » préchée aux pays endettés comme providence s'éternise sans porter ses fruits. Les cures d'austérité budgétaire, la réduction des importations, les dévaluations pour promouvoir les exportations se suivent, sous la surveillance du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale. La rigueur se traduit le plus souvent par une déflation et surtout par une chute libre des investissements, ces garants de la croissance à venir d'un pays, sans que l'inflation désarme.

Les limites de cette « gestion » de la dette amènent les pays industrialisés à s'interroger sur un premier pas et à envisager une stratégie plus équilibrée où l'effort concerté de chacun permettrait de revenir à des bases plus saines : aux pays endettés de poursuivre sur la voie de l'assainissement, aux créanciers et aux organismes internationaux d'apporter les nouveaux capitaux dont le tiers-monde a un urgent besoin pour faire repartir la machine économique. L'assainissement, tarifé des États-Unis, a permis à cette approche d'être connue sous le nom du secrétaire américain au Trésor de l'époque, James Baker, devenu aujourd'hui secrétaire d'État de l'administration Bush. Lancé à l'automne 1985, le « plan Baker » se révélera rapidement un échec. Le poids du service de la dette reste insupportable.

La crise de la dette sera au centre des rencontres de printemps qui vont se tenir à Washington : une réunion du groupe des sept principaux pays industrialisés, dimanche 2 avril, le comité intermédiaire du Fonds monétaire international le lendemain et le comité de développement, organe commun au FMI et à la Banque mondiale, mardi 4 avril. Les discussions, a souhaité mercredi 29 mars, le secrétaire américain au Trésor Nicholas Brady, devraient faire avancer les propositions de réduction de dette qu'il a faites et « mettre au point beaucoup de détails ». Le président vénézuélien, M. Carlos Andrés Pérez, a estimé pour sa part mercredi 29 mars à Atlanta (États-Unis) que ces propositions constituaient une « excellente base de discussion et de concertation ». La France, pour sa part, espère que le dossier de l'allègement de la dette pourra aboutir lors du sommet des Sept à Paris, en juillet prochain.

ble pour des pays dont le revenu par habitant restait, fin 1988, inférieur à son niveau de 1980.

Il apparaît vite que l'un des piliers du plan Baker, le retour à la crédibilité financière des pays débiteurs et, par là même, la reprise des crédits bancaires, se dérobe. Durant cette seconde phase, les banques se sont en effet remuées et débarrassées de l'angoisse d'un effacement du système financier international. Au prix de l'abandon de certains tabous. En échangeant sur un marché parallèle des créances dépréciées selon l'offre et la demande, elles reconnaissent implicitement que leurs prêts ne seront jamais intégralement remboursés.

La fin de cette fiction se conjugue à la recherche de bilans plus équilibrés, à la multiplication de provisions sur

créances douteuses et, surtout, à un désengagement des pays du tiers-monde au profit de marchés jugés plus sûrs et plus porteurs, comme les États-Unis, avides d'investissements pour couvrir leurs propres déficits extérieurs. Les rééchelonnements de paiements des pays du tiers-monde se multiplient, affaiblis par de nouvelles techniques aboutissant à l'élaboration de « menus » (voir ci-dessous). Ils ne sont pas suffisants pour couvrir les pertes et que se rouvre véritablement le robinet des prêts et des investissements. Les pays endettés — les pays latino-américains en particulier — continuent de rembourser plus qu'ils ne reçoivent.

La montée des tensions sociales dans des nations qui ne voient plus l'utilité de rembourser éternellement leur dette

aux prix de sacrifices internes finit par ébranler les gouvernements des pays industrialisés.

1988 marque le début d'une troisième phase. L'objectif d'une stabilisation a fait place à celui du retour à la croissance. Les créanciers publics décident de se doter des moyens d'y parvenir en se déclarant prêts à réduire la dette et non plus à l'étaler simplement dans le temps. Appliquant à l'Afrique l'idée même des « menus » d'options élaborés par les banques avec leurs débiteurs, les gouvernements créent des « fonds de garantie » pour le service de la dette, sur les « propositions Mitterrand ». Les nations surendettées, très pauvres et prêtes à poursuivre un effort d'assainissement sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale bénéficieront d'un allègement de leurs remboursements auprès du Club de Paris, réunissant les États créanciers. Ces derniers ont désormais le choix entre une annulation du tiers du service de la dette, une réduction des taux d'intérêt ou un allongement des délais de paiement.

Les contribuables vont payer

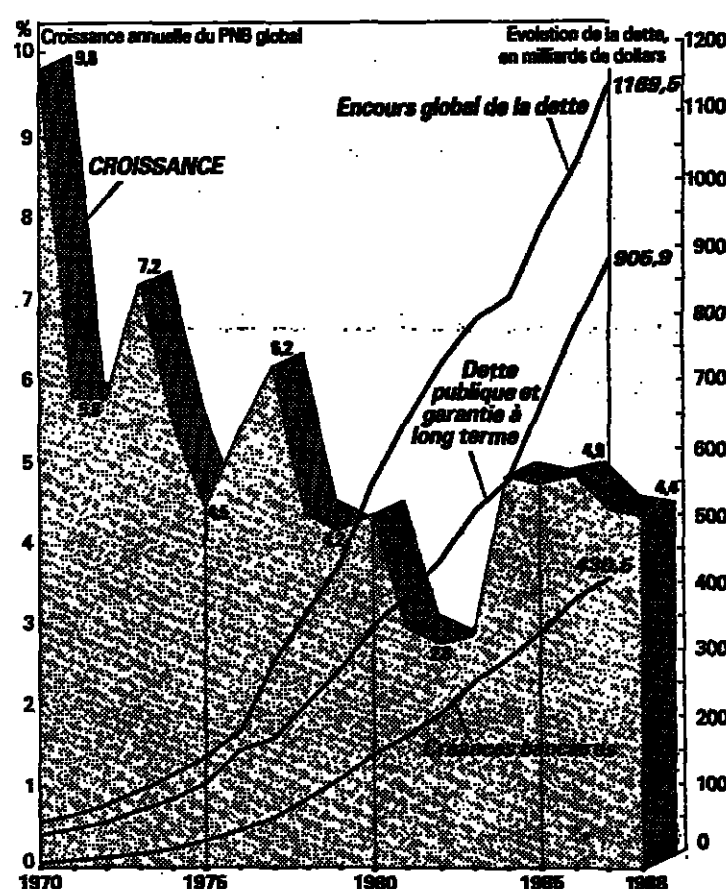
Cette période, réelle en termes politiques, ne suffira certainement pas à résoudre tous les maux des plus démunis, concentrés en tant qu'africains. Elle permettra, malgré tout, de faire tomber un nouveau tabou, celui du transfert de risque de la dette du privé aux pouvoirs publics et, par là même,

lancées à l'automne par la France et le Japon, il y a quinze jours par les États-Unis (voir ci-contre).

Pour les pays industrialisés, l'idée même d'un fonds de garantie de paiement, paraphrased pour les banques qui accepteraient de réduire la dette de pays en développement, constitue un véritable pas de géant. Quel que soit le mécanisme qui finira par prévaloir, les gouvernements prendront, d'une façon ou d'une autre, la responsabilité du recouvrement des échéances auprès des banques qui, chacune le reconnaît, se sont souvent inconsidérément engagées par le passé. L'habillage moralisateur ne manquera pas. Les États-Unis notamment exigent des bénéficiaires de cet effort une politique libérale et un rapatriement des capitaux, souvent placés à l'abri de banques américaines. D'autres pays industrialisés, dont la France, seront soucieux d'éviter qu'un nouveau mécanisme ne profite qu'aux alliés politiques ou régionaux de Washington. Un plan taillé sur mesure pour le seul Mexique ou pour le Venezuela, où les émeutes de mars ont réveillé les consciences, serait réducteur et dangereux.

Il est vrai que, si le front commun des banques s'est effrit au fil de sept ans de crise de la dette, celui des débiteurs ne s'est jamais réuni. Pour les opérations de sauvetage au cas par cas ne doit pas laisser sur le bord du chemin des pays dont les mérites seraient établis ou fonction de simples critères stratégiques.

Evolution de la dette et croissance du PNB



Source : Banque mondiale.

aux contribuables. Une réalité entrée discrètement dans les faits. Si les banques commerciales se sont désengagées, en trois ans, à hauteur de quelque 20 milliards de dollars, des pays du tiers-monde, les gouvernements ont augmenté leurs crédits de 30 milliards. Restait à en tirer les conséquences pour les nations paralysées par une dette contractée auprès d'instituts de crédit. C'est chose faite avec les propositions

françaises. Mais si le processus est en marche, l'ourd de débats difficiles entre pays créanciers, il doit avancer rapidement. Faute de quoi, la course, entre l'orthodoxie financière et la sauvegarde de la démocratie se soldera par un échec des démocrates et un grave revers pour la crédibilité des pays industrialisés.

FRANÇOIS CROUGNEAU

Trois plans sur la table

Une centaine de « plans » destinés à résoudre le problème de la dette ont été recensés. De par leur portée politique, trois d'entre eux dominent les débats à venir, ceux du Japon et de la France, lancés à quelques jours d'intervalle en septembre 1988 et celui des États-Unis, annoncé le 10 mars 1989 par le secrétaire au Trésor, Nicholas Brady. Tous les trois s'adressent à des pays à revenu « intermédiaire » lourdement endettés auprès des banques commerciales et acceptant de faire un effort d'assainissement de leur gestion économique. Il s'agit, en majorité, de pays latino-américains mais aussi la Banque mondiale étudie le cas du Maroc. Leur objectif fondamental est simple : réduire — et non annuler totalement — l'endettement en introduisant une garantie publique et multilatérale entre créanciers privés et débiteurs.

Les banques ayant en fait admis que la totalité de leurs créances ne seront jamais remboursées, il leur est proposé d'en échanger une part contre l'assurance de versements réguliers des paiements au titre du capital comme des intérêts restants. De tels échanges se fondent sur des pratiques désormais bien rodées, impliquant une décade évoluant au gré de l'offre et de la demande. Sur le marché parallèle de la dette, qui s'est créé ces dernières années, les créances du tiers-monde s'échangeaient à la mi-mars à 40 centimes pour 1 franc nominal. Tout le débat porte sur le dispositif de garanties à imaginer.

— L'initiative japonaise : la plus complexe, elle comporte deux volets : l'octroi de crédits nouveaux, le bras financier du gouvernement, de prêts complémentaires aux crédits accordés par le FMI. Ces prêts, à taux privilégiés, permettraient aux pays débiteurs d'accroître leurs réserves. Par ailleurs, le FMI assurerait la gestion de deux fonds de garantie. L'un, alimenté par le dépôt d'une partie des réserves

monétaires du pays débiteur, garantirait partiellement le remboursement du principal et des intérêts aux banques après la conversion de dettes en obligations, sans décade préalable. L'autre fonds, alimenté par des recettes à l'exportation des pays débiteurs couvrirait le remboursement du capital de la dette, rééchelonnée aux termes d'une négociation entre créanciers et débiteurs.

— L'initiative américaine : encore très vague quant aux mécanismes à utiliser ce que la presse appelle désormais le « plan Brady » prévoit l'utilisation d'une part des ressources du FMI et de la Banque mondiale pour la garantie d'opérations d'échanges de dettes, moyennant décade. Cette approche passe par l'augmentation du capital du FMI, en cours de discussion et dont M. Brady espère qu'elle aboutira avant le fin de 1989. Une option multilatérale pour assurer le traitement au cas par cas des problèmes des débiteurs. Les règles respectives des fonds et de la Banque mondiale restent par contre à définir comme le caractère supplémentaire des financements dérogés pour assurer aux banques la garantie, tout au moins partielle, de leurs intérêts.

F. Cr.

Un « menu » diversifié

Au cours des deux dernières années, les banques ont dû tirer le leçon de leurs différences. Elles avaient longtemps cherché un traitement parfaitement égalitaire lors des rééchelonnements de dette prévoyant un allègement dans le temps des paiements, une période de grâce et, généralement, l'attribution d'argent frais. La diversité des règles comptables et fiscales a fait apparaître des intérêts plus particuliers après le vague de constitutions de provisions contre les créances douteuses. Un mouvement précoce en Europe et qui s'est accéléré aux États-Unis à partir de la décision de la Citibank d'assainir ses comptes, en mai 1987. De nouvelles méthodes ont été fléchies pour assurer un traitement plus individualisé de la dette et par là même plus attractif pour les banques créancières. Révisées en « menu », ces nouvelles options ont trouvé leur expression la plus classique, en juin 1988, lors de l'accord mis en place avec le Brésil :

— un rééchelonnement de 95 % des échéances portant sur la période

1987-1993. Étalée sur vingt ans dont huit de grâce, 61 milliards de dollars dus par le Brésil bénéficieraient d'un taux d'intérêt légèrement réduit ;

— Le renouvellement de crédits commerciaux et interbancaires ;

— L'offre de « bons de sortie » pour amener les banques de petite taille ou cherchant à se désengager partiellement à ne pas compliquer les futures négociations sur la dette. Les candidats à une telle « sortie » du tour de table ont pu échanger leurs créances contre des obligations, dont l'avantage est d'être garanti par le gouvernement brésilien contre le risque de change ou l'inflation ;

— L'octroi de 6,2 milliards de dollars d'argent frais, sous trois formes : des financements avec la Banque mondiale, 750 millions de dollars étant ainsi assurés d'une garantie multilatérale ; des dépôts auprès des banques brésiliennes, utilisables, après un an de gel, pour le financement d'opérations commerciales ; des conversions de dettes en prises de

participation dans des entreprises ou des projets d'investissements productifs, sans décade préalable.

Ce type d'opérations conjugué à des échanges de dettes sur le marché parallèle entre banques cherchant à diversifier ou à alléger leurs portefeuilles a joué, en 1988, sur environ 30 milliards de dollars. La part des richesses de dette par les débiteurs est encore marginale. Elle retient pourtant l'attention de tous les pays du tiers-monde qui cherchent, eux aussi, à profiter de la décade pour réduire à moindre coût leur endettement.

La Bolivie a ainsi épongé le moitié de sa dette auprès des banques, soit quelque 600 millions de dollars, en la rachetant grâce à une décade de 89 %, autrement dit en payant 11 cents chaque dollar de sa dette nominale. Une opération unique en son genre et gérée par le Fonds monétaire international. La Paz étant, en dépit d'efforts jugés méritoires, dans l'impossibilité évidente d'honorer ses échéances.

Autre cas particulier, le Chili a pu racheter 500 millions de dollars de dettes moyennant une décade de 40 %, une opération financée grâce au fonds conjoncturel de Santiago, alimenté par les ressources tirées du cuivre.

Dernier exemple hors normes, le Mexique a pu réduire d'environ 1 milliard de dollars sa dette grâce au « partage imaginé » avec la Morgan américaine : la conversion de créances en obligations mexicaines partiellement garanties par des bons du Trésor américain. Avec le recul du temps, le relatif échec de cette tentative, appréciée à l'époque, semble clair : les banques se voyaient garantir le remboursement de leur capital largement protégé par leurs provisions, pour des créances douteuses, et non leurs intérêts, ultime point sensible. Une leçon retenue par les Français et les Japonais dans leurs dernières propositions de réduction de la dette : les intérêts, eux aussi, seront couverts par une assurance internationale.

F. Cr.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Compagnie Malienne des fibres textiles (C.M.D.T.) domiciliée B.P. 487 à Bamako, République du Mali, lance un appel d'offre pour la construction à Koumantou (Mali) :

— d'une usine d'épandage de coton-graine.

Le dossier se décompose en quatre lots distincts :

- lot n° 1 : GÉNIE CIVIL
- lots n° 2 et 3 : CHARPENTES
- lot n° 4 : BATIMENTS DE SERVICE - ANNEXES

Financement : Caisse centrale de coopération économique.

Délais : date limite de remise des offres : 31 mai 1989 à 10 h.

L'avis d'appel d'offres détaillé peut être retiré auprès de la C.M.D.T. à Bamako ou auprès de la C.F. Française pour le développement des fibres textiles (C.F.D.T.), 13, rue de Monceau à Paris 8^e. Tél. : 43-59-53-95.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré aux mêmes adresses contre remise d'un chèque certifié de 2 400 F, ou 120 000 FCFA établi à l'ordre de la C.M.D.T., B.P. 487 Bamako (Mali).

voiture 205 (3 ou 5 portes)
voiture 309 (3 ou 5 portes)
finitions en BOIS

plancher de bord et rappels sur les portes
(loupe d'orme ou ronce de noyer)

GRATUIT



toujours plus avec la griffe
NEUBAUER
PEUGEOT

Offre valable sur présentation de cette annonce, sur prix listé Automobile Peugeot au 30 janvier 1989.

A l'exception de la motorisation 204 cm³/1205 et 2118 cm³/1300.

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

هكذا من الأصل

Économie

AFFAIRES

En attendant la télévision à haute définition

JVC va lancer le nouveau magnétoscope S-VHS

Les jours du magnétoscope VHS (Video Home System), en service maintenant depuis près de quatorze ans, sont comptés. Son inventeur, la firme japonaise JVC (groupe japonais Matsushita), lancera dans les premiers jours d'avril, sur le marché français, son frère cadet surdormi, le S-VHS, au double standard PAL et SECAM.

Annoucé depuis plusieurs années, la révolution de la vidéo est en marche. Le S-VHS amène à l'image de télévision une amélioration comparable à celle apportée au son « audio » par le laser. Ce n'est pas encore de la haute définition (1), mais cela y ressemble.

Le progrès introduit par le nouveau magnétoscope S-VHS de JVC, le HR-S 5000S, est important. La qualité des images est améliorée de 70% environ avec une résolution portée de 250 lignes (VHS classique) à plus de 400 lignes (2). En plus de son incontestable supériorité, le HR-S 5000S possède un gros atout : l'appareil est compatible, autrement dit capable de fonctionner avec les actuelles cassettes VHS, mais naturellement sans donner la

plénitude de ses moyens, des cassettes spéciales S-VHS étant requises à cette fin.

Après les États-Unis (été 1988), l'Europe, deuxième marché mondial, est donc maintenant la cible du groupe japonais. Le moment est bien choisi, puisque, sauf imprévu, le satellite TDF-1 devrait commencer au début de l'été prochain à diffuser des émissions télévisées au nouveau standard européen D2-Mac Paquet très supérieur en qualité au SECAM français et au PAL allemand - nouveau standard éminent, qui préfigure l'avenir, vers la moitié des années 90, de la télévision à haute définition sur écran de rapport 16/9, de type cinémascope.

Les concurrents devront suivre

La firme JVC ne sera cependant pas seule à se lancer sur le nouveau créneau de la vidéo de haute qualité promise dans quelques années à prendre le pas sur l'actuel VHS. Tous les licenciés de la firme nipponne vont le suivre, et ils sont légion après la mort du V-2000 et du Betamax et la suprématie acquise par le VHS (75 % du marché mondial du

magnétoscope, 210 millions d'appareils vendus en quatorze ans). Ainsi, Philips devrait commercialiser un appareil de ce type au mois de juin prochain.

Mais le progrès s'accompagne toujours, au début, de quelques inconvénients. Le S-VHS est trop performant, et les téléviseurs actuels en service sont incapables de restituer intégralement l'amélioration de qualité.

Ces téléviseurs ne possèdent pas, en outre, de prise spéciale Y/C (luminance, chrominance) pour accueillir le branchement d'un magnétoscope S-VHS. Et la prise péritel, dont ces téléviseurs sont dotés, occasionne une légère perte de qualité. D'où la nécessité d'adopter un boîtier spécial. Deuxième inconvénient : le HR-S 5000S est cher (près de 17 000 francs), comme le seront tous les magnétoscopes de ce type lancés par les autres marques, et le boîtier coûtera 2 000 francs. Quant aux cassettes S-VHS, leur prix devrait se situer entre 130 F et 150 F.

Les responsables de JVC ne se disent cependant pas inquiets par cet aspect dissuasif. L'usine du groupe au Japon est déjà en rupture de stock. Se référant à l'engouement de la clientèle américaine, le président de JVC France prévoit de prendre en 1989 de 3 % à 4 % du marché français de la vidéo haute résolution. Selon lui, si le développement du produit se fait bien, les prix devraient rapidement baisser dans les trois ou quatre prochaines années.

Str de son fait, JVC lance en même temps sur le marché deux téléviseurs haute résolution adaptés au S-VHS, et le caméscope n'est pas loin. A l'automne, ce sera au tour d'un magnétoscope S-VHS-C d'arriver sur le marché.

La détermination manifestée par JVC à imposer rapidement ces nouveaux matériels tient certes à la confiance très grande que lui a donnée l'écrasante victoire de son VHS sur les autres standards (V-2000 de Philips, Betamax de Sony), mais aussi à la volonté de sa direction de faire barrage au débordement de la concurrence sauvage sud-coréenne.

Qu'ils le veuillent ou non, les Samsung et autres fabricants de matériels électroniques installés dans le Pays du matin calme devront passer sous les fourches caudines du grand frère japonais pour obtenir la licence, s'ils veulent participer au développement de la télévision du vingt et unième siècle.

ANDRÉ DESSOT.

(1) Les fabricants de matériels électroniques sont tacitement convenus que la haute définition correspondait au double du ligneage de télévision actuel, soit 1 050 lignes pour l'ACTV américain (de laboratoire) et 1 125 lignes pour le système japonais NHK, 1 250 lignes pour le procédé européen HD-Mac.

(2) A cause des parasites, des pertes en lignes et à l'émission, de la courbure des tubes TV, les images actuelles de télévision ne comportent guère plus de 300 lignes.

Nouvelle crise chez Chaffoteaux et Maury

Nommé en septembre dernier, M. Georges Danton, président du directoire de Chaffoteaux et Maury, vient de démissionner. Le conseil de surveillance a immédiatement désigné M. Mohamed Al Hasselini pour le remplacer à la tête de cette entreprise, spécialiste des chaudières et numéro trois européen de son secteur.

Cette société scénariste est en crise larvée depuis près de vingt ans. Et le plan de redressement présenté en décembre dernier par M. Danton était le troisième du genre pour restructurer cette société, qui réalise un chiffre d'affaires de 930 millions de francs mais a enregistré 170 millions de francs de pertes nettes en 1988. Le Groupe d'investissement du Maghreb et du Moyen-Orient (GIMMO), présidé par M. Djillali Mehri, un homme d'affaires algérien qui a repris Chaffoteaux et Maury en 1985, devait apporter 200 millions de francs supplémentaires pour financer ce plan.

Celui-ci prévoyait la mise sur le marché de nouveaux produits. Mais il était surtout draconien sur le plan social : six cents emplois devaient être supprimés dans les trois prochaines années à l'usine de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), qui emploie actuellement mille trois cents personnes. L'annonce de ces mesures avait d'ailleurs provoqué une vive réaction du personnel, qui sous l'impulsion de la CGT s'est mis

en grève pendant près de quatre semaines pour s'opposer à ce projet. Ce syndicat espère d'ailleurs que le départ de M. Danton entraînera l'annulation de son plan.

Rien n'est moins sûr. Le conseil de surveillance, qui s'est réuni mercredi après-midi, a en effet confirmé la validité de ce plan. Le GIMMO a par ailleurs promis de respecter ses engagements financiers et d'assurer la pérennité de l'entreprise, notamment en écartant tout risque de dépôt de bilan pendant que se déroule la négociation avec un futur partenaire ou repreneur.

Car c'est bien là que se situe la clé de l'avenir de l'entreprise. Le dernier volet du plan de redressement prévoyait l'entrée d'un partenaire industriel susceptible d'appuyer la stratégie de développement, notamment européenne, de la société. Des négociations sont, semble-t-il, en cours avec le groupe italien Novicelli, tandis que le groupe Sici et la Générale des eaux ont fait des propositions de reprise. Mais la difficulté de s'entendre sur le niveau et la nature de ces achats font traîner les discussions. Au point que certains, dont les pouvoirs publics, s'inquiètent pour l'avenir de l'entreprise. Ces atterrissements pourraient bien être aussi à l'origine du départ inopiné de M. Danton, qui garde cependant un titre de conseiller et un rôle dans les négociations en cours.

F. Ch.

SOCIAL

Succès foudroyant du RMI à la Réunion

SAINT-DENIS (la Réunion)
de notre correspondant

Bien que son montant soit dans les départements d'outre-mer réduit de 20 % (destinés à alimenter un fonds d'intervention sociale), le revenu minimum d'insertion (RMI) a connu à la Réunion un succès foudroyant. Au point que le gouvernement s'inquiète aujourd'hui de son coût. En effet, au 15 mars, 75 000 demandes avaient été déposées dans les mairies (pour 350 000 en métropole !). 67 000 dossiers étant jugés recevables, le coût est évalué à quelque 800 millions de francs par an.

Ce nombre exceptionnel de demandes enregistrées entre le 30 janvier et le 15 mars s'explique aisément. Avant les élections municipales, les élus locaux ont jugé indispensable de faire bénéficier leurs administrés de ce droit nouveau. Le conseil général a recruté pas moins de trois cents conseillers, installés dans les mairies et les mairies annexes, pour accueillir les demandeurs, potentiellement nombreux en raison du chômage structurel que connaît l'île (35 % de la population active).

Devant le coût prévu, le gouvernement a dépêché sur place M. Bertrand Fragonard, délégué interministériel chargé du RMI. En effet, le financement nécessaire dépasserait les évaluations faites naguère pour la réalisation de la « parité sociale globale » dans le département.

ALIX DJOUX.

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

Intéressement aux performances et aux résultats chez Unimétal

Un « plan d'action qualité » va être établi chez Unimétal, fixant des objectifs de productivité des outils, de consommation, de délais de livraison, de recours à la sous-traitance et pour le gestion des stocks. La réalisation de ce plan déterminera dans chaque établissement le montant des primes trimestrielles d'intéressement aux performances, en vertu d'un accord signé à l'automne dernier avec les syndicats CFTD, FO et CFTC pour les années 1988, 1989 et 1990. Ce texte (avec une formule provisoire pour 1988) complète l'accord-cadre signé en même temps par ces syndicats sur l'intéressement des résultats d'Unimétal et de l'ensemble de la branche « produits longs courants » d'Usinor-Sacilor. La somme attribuée à l'intéressement correspond au pourcentage du chiffre d'affaires représenté par le « résultat courant ». Elle sera fixée annuellement au vu des résultats de l'année antérieure. Jusqu'à 30 % du chiffre d'affaires, la prime versée à chaque salarié sera identique. Au-delà, elle sera hiérarchisée selon le salaire. L'ensemble représentera au maximum 7 % de la masse salariale, dont 3 % pour l'intéressement aux performances.

● Un comité d'entreprises coûteux. — Bar-Lorforge, société sidérurgique de Nancy, va devoir payer 1,5 million de francs à son comité d'entreprise. La cour d'appel de Nancy a condamné, le mardi 14 mars, la société à verser un rappel de 902 000 F pour la subvention aux œuvres sociales du CE, pour les années 1988 et 1987, ainsi que les intérêts de cet arriéré. En 1985, la société, en difficulté, avait décidé de ramener la subvention versée de 1,8 % de la masse salariale (taux appliqué depuis treize ans) à 0,9 %. Le comité d'entreprise avait saisi le tribunal de Nancy, faisant valoir qu'il s'agissait d'un usage constant qui ne pouvait être remis en cause. Pour 1988 et les années suivantes, la subvention

devra être calculée sur la base antérieure.

● L'APEC concurrence les job's conventions. — A Rouen, les 15 et 16 mars, l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) s'est livrée à une expérience dans le cadre des « Rencontres industrielles et techniques ». Elle a organisé une job's convention qui a permis la présentation de vingt-cinq entreprises à des cadres confirmés ou à de jeunes diplômés. A cette occasion, cinquante postes étaient proposés. L'Association pour l'emploi des cadres tente ainsi de prendre pied sur le marché des job's conventions, en pleine expansion. Les premières d'entre elles, lancées sur Paris, attirant à chaque fois des milliers de candidats.

Le Monde

et

La Revue française de Finances publiques

présentent le colloque

LE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Mercredi 26 avril et jeudi 27 avril 1989
Université Paris Dauphine

au programme

- ▷ Le panorama en France et à l'étranger du financement de l'enseignement supérieur
- ▷ Partenaires et usagers : leurs stratégies à l'égard du financement
- ▷ Les grands programmes universitaires de la Communauté européenne
- ▷ Le management et la gestion des établissements
- ▷ Les conditions de l'évolution du financement de l'enseignement supérieur.

avec la participation de Lionel JOSPIN, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Inscriptions-renseignements-programme

EJA Formation Véra-Couturier, - 26, rue Vercingétorix, 75014 Paris

Tél. : (1) 43-35-01-67

Téléc. : EJA 203 918 F. Télécopie : (1) 43-20-07-42

avec le concours de la Commission des Communautés européennes

LA TOUR EIFFEL A 100 ANS

Hommage de la Monnaie de Paris.

UNE NOUVELLE PIÈCE DE COLLECTION EN OR OU EN ARGENT.

5 F TOUR EIFFEL

Une pièce de collection en Or ou en Argent, vient d'être émise le 23 mars 1989 par la Monnaie de Paris, pour célébrer les 100 ans de la TOUR EIFFEL.

Devenez le possesseur privilégié de la pièce 5 F TOUR EIFFEL.

Offrez-la, c'est un objet d'art, au tirage limité, le plus élégant souvenir de Paris. C'est aussi une valeur sûre. Ce sera un cadeau toujours apprécié.

Pièces disponibles :
• Galerie de vente
2, rue Guénégaud, 75006 PARIS
• Etablissement monétaire de France
Voie Romane, 93894 PESSAC Cedex

Vente par correspondance :
• LA MONNAIE DE PARIS
11, quai de Conti, 75270 PARIS CEDEX 06
Tél. (1) 40 46 36 39
(1) 40 46 36 39

Monnaie de Paris
Créatrice de Trésors

Je désire recevoir gratuitement votre dépliant sur la pièce 5 F TOUR EIFFEL en Or ou en Argent (écrire en capitales).

NOM

PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

La MONNAIE DE PARIS 11, quai de Conti, 75270 Paris Cedex 06.

L.M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Résultats de l'exercice 1988
Le conseil d'administration d'Intertechnique, réuni le 23 mars, a arrêté les comptes de l'exercice 1988 qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 20 juin.

Le périmètre de consolidation n'a pas subi de modification significative. Pour la branche aérospatiale et systèmes :

- le chiffre d'affaires HT a été de 872,1 millions contre 809,8 en 1987, soit une progression de 7,7 % ;
- le montant HT des commandes reçues, de 960,1 millions contre 847,2, soit une progression de 13,3 % ; le carnet de commandes, de 857,8 millions contre 787,5 ;
- les études propres, de 75,8 millions contre 70,8, soit respectivement 8,7 % et 8,7 % du chiffre d'affaires ;
- la marge brute d'autofinancement, de 165,9 millions contre 147,2, soit respectivement 19 % et 18,2 % du chiffre d'affaires ;
- le résultat net, de 61,5 millions contre 51,3, soit respectivement 7,1 % et 6,3 % du chiffre d'affaires.

Pour la branche informatique :

- le chiffre d'affaires HT a été de 1 140,1 millions contre 1 012,8 en 1987, soit une progression de 12,6 % ;
- le montant HT des commandes reçues, de 1 123,8 millions contre 1 005,8, soit une progression de 11,7 % ;
- les études propres, de 113,2 millions contre 104,9, soit respectivement 9,9 % et 10,4 % du chiffre d'affaires ;
- la marge brute d'autofinancement, de 161,4 millions contre 153,9, soit respectivement 14,2 % et 15,2 % du chiffre d'affaires ;
- le résultat net, après amortissement de 2 millions d'écarts d'acquisition, a été de 26,3 millions contre 32,4, soit respectivement 2,3 % et 3,2 % du chiffre d'affaires.

Consolidés au niveau du groupe :

- le chiffre d'affaires HT a été de 1 982,8 millions contre 1 817,6 en 1987, soit une progression de 9,1 % ;
- le montant HT des commandes reçues, de 2 052,9 millions contre 1 848,2, soit une progression de 11,1 % ;
- les études propres, de 188,9 millions contre 175,7, soit respectivement 9,5 % et 9,7 % du chiffre d'affaires ;
- la marge brute d'autofinancement, de 322,1 millions contre 297,1, soit respectivement 16,2 % et 16,3 % du chiffre d'affaires ;
- le résultat net, après amortissement de 2 millions d'écarts d'acquisition, a été de 52,7 millions contre 59,7, soit respectivement 4,2 % et 4,4 % du chiffre d'affaires.

La part d'Intertechnique dans le résultat net du groupe s'est élevée à 75,8 millions contre 72 en 1987 ; la contribution de la branche aérospatiale et systèmes a été de 59,9 millions contre 50,4 ; celle de la branche informatique de 15,9 millions contre 21,6.

Ramenée à une action, la part d'Intertechnique dans le résultat net du groupe est de 82,45 F ; en 1987, elle était de 78,38 F ; le nombre d'actions est identique en 1988 et 1987.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire le versement d'un dividende de 22 F, soit 33 F de revenus global, en augmentation de 5 % sur celui de l'exercice 1987.

Le conseil proposera à l'assemblée la nomination de M. René Massing comme administrateur.

M. Maillat a informé le conseil de l'existence, entre la Financière du Rond-Point, le groupe Rivaud et lui-même, d'un pacte d'actionnaires qui constitue un bloc de contrôle représentant 60 % du capital de la société.

La cession des actions IN2 à Siemens, annoncée à la suite du conseil d'administration du 17 janvier 1989, se fera sur la base d'un prix de 315 F par action ; la transaction est assortie de garanties et d'une clause de non-concurrence.

Pour Intertechnique, la plus-value consolidée résultant de cette cession, tous impôts et frais annexes payés, ne sera pas inférieure à 125 millions, dont 60 millions constatés dès 1989 ; les fonds propres dégrèvés disponibles ne seront pas inférieurs à 405 millions, dont 265 millions dès 1989.

Après cette cession, la branche aérospatiale et systèmes constitue la totalité des activités du groupe ; mais Intertechnique dispose des moyens financiers qui lui permettent d'acquiescer sa politique d'expansion externe, consolidant ainsi sa vocation de pôle de regroupement européen dans le domaine aérospatial et systèmes, domaine où, depuis 1984, le taux d'accroissement de son chiffre d'affaires est en moyenne de 15 % par an et sa rentabilité nette, supérieure à 15 % du chiffre d'affaires.

Pour le court terme, le résultat financier attendu du placement des fonds propres dégrèvés devrait sensiblement compenser la cession de la branche informatique à la part d'Intertechnique dans le résultat net consolidé du groupe.



À la suite de la séance du 22 mars 1989, le conseil d'administration de Clause SA (Groupe Clause) a coopté comme administrateurs, en remplacement de MM. Augustin de la Boullerie et Bernard Pagery démissionnaires, MM. Pierre Barberis et Jean-Claude Vimont.

Le conseil a porté M. Pierre Barberis à la présidence et M. Gilles Bédollet, administrateur directeur général, s'est vu confirmer dans ses fonctions.



LE GROUPE SIEMENS DEVIENT LE PRINCIPAL ACTIONNAIRE DE LA SOCIÉTÉ IN2 :
LA REPRISE DE LA COTATION AU SECOND MARCHÉ DE LA BOURSE DE PARIS
DE LA SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE IN2 INTERVIENDRA LE 3 AVRIL PROCHAIN. CE RAPPROCHEMENT EXEMPLAIRE ENTRE DEUX ENTREPRISES EUROPÉENNES VA APPORTER À IN2 DE NOUVEAUX MOYENS TECHNOLOGIQUES, COMMERCIAUX ET FINANCIERS POUR POURSUIVRE SON EXPANSION EN FRANCE ET AU PLAN INTERNATIONAL.

Prise de contrôle par Siemens AG

En exécution de l'accord intervenu entre Intertechnique et Siemens AG le 17 janvier 1989, concernant la cession des actions IN2 détenues par Intertechnique, Siemens AG acquerra, le 30 mars 1989, au bloc de 1 000 000 actions IN2, jouissance 1^{er} janvier 1988, soit 51,7 % de son capital actuel, au prix de 315 francs l'action.

Conformément à la réglementation boursière, la société Siemens AG s'est engagée vis-à-vis du conseil des Bourses de valeurs, à acquiescer toutes quantités d'actions, jouissance 1^{er} janvier 1988 au prix de 315 francs et toutes quantités d'actions, jouissance 1^{er} janvier 1989, au prix de 308,25 francs, qui seront présentées à la vente pendant quinze séances de Bourse à compter du 3 avril.

Par ailleurs, Siemens AG a fait part au conseil des Bourses de valeurs de son désir de voir maintenir la cotation du titre IN2 au second marché de la Bourse de Paris pour permettre que de nombreux actionnaires restent associés à elle pour prendre part au développement futur de l'entreprise.

L'activité et les résultats d'IN2 en 1988

Le chiffre d'affaires d'IN2, en 1988, a atteint 1,14 milliard de francs, en progression de 12,6 % par rapport à 1987.

Le résultat d'exploitation courant a fortement progressé (34 %), atteignant 92,7 millions de francs.

Néanmoins le bénéfice net, qui a atteint, avant prise en compte de 2 millions de francs d'amortissement d'écarts d'acquisitions, 28,3 millions de francs, soit 2,5 % du chiffre d'affaires, est en baisse par rapport à celui de 1987, qui se montait à 32,4 millions de francs.

Cette baisse est due à de très forts investissements commerciaux et à des pertes exceptionnelles dans les filiales étrangères (35,8 millions de francs par rapport à 9,6 millions de francs en 1987).

IN2 a poursuivi sa politique d'investissements en recherche-développement en consacrant aux études propres 113,2 millions de francs, soit 9,9 % de son chiffre d'affaires.

La part du chiffre d'affaires réalisée à l'exportation atteint 15,6 %. Les commandes se sont élevées à 1 123,8 millions de francs, soit une croissance de 11,7 % dans l'année, supérieure au niveau moyen de croissance du marché informatique en France.

Les capitaux propres du groupe IN2, qui s'élevaient à 402,65 millions de francs à la fin de l'année 1987, s'élèveront à 421,5 millions de francs à la fin de 1988 après affectation du dividende au titre de 1988, proposé à la prochaine assemblée générale.

Fidèle à sa politique de distribution modérée de dividende et, afin de maintenir la qualité du financement de la société, le conseil d'administration a proposé de fixer le dividende à 4,50 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 2,25 francs.

Perspectives d'IN2

L'intention de Siemens AG est que le groupe IN2 devienne le centre opérationnel principal de ses activités de mini et micro-informatique en France et un centre de compétences mondial dans de nombreux domaines.

Pour les années à venir, on peut entrevoir de nombreux sujets d'amélioration de l'efficacité et de la rentabilité d'IN2 :

- les nombreux produits nouveaux mis sur le marché fin 1988 seront pleinement disponibles en phase industrielle ;
- l'effet d'échelle résultant du rachat de la société Leonard en fin 1987 se fera pleinement sentir au plan commercial et industriel ;
- les pertes encourues dans les années précédentes par les filiales étrangères seront fortement réduites.

L'arrivée de Siemens ouvre, d'autre part, en de nombreux points, des perspectives favorables au développement et à la rentabilité d'IN2 :

- au plan commercial, grâce à la mise à disposition d'IN2 de l'organisation internationale de Siemens et également en France dans les nombreux secteurs de clientèle tels que le médical, où pourront s'exercer des activités coordonnées ;
- au plan technique et industriel, où IN2 pourra profiter pleinement de la forte assise technologique de Siemens dans les domaines de l'informatique et de la microélectronique notamment.



Réuni le 22 mars 1989, sous la présidence de Daniel Deguen, le conseil a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

Les encours bruts ont progressé de 7 649 millions de francs à 8 276 millions de francs. L'activité a été forte dans le domaine des prêts aux professionnels de l'immobilier ; elle s'est, au contraire, ralentie pour les prêts à moyen et long terme dont la rentabilité s'amenuise en raison de l'intensité de la concurrence.

Poursuivant l'exécution du programme de modernisation et d'équipement lancé en 1987 en coopération étroite avec sa maison mère, la Mutuelle assurance artisanale de France (MAAF), la Banque hypothécaire européenne a encore accru son effort à ce titre en 1988. Le résultat d'exploitation dégage cependant un excédent de 7,2 millions de francs comparable à celui de l'an dernier.

Une plus-value immobilière de 66,9 millions de francs a été consacrée, à hauteur de 42 millions de francs, au renforcement des provisions pour éventualités diverses. Le total des prélèvements effectués sur les résultats depuis 1986 pour faire face aux conséquences des remboursements anticipés se trouve de ce fait porté à 65 millions de francs.

Les charges exceptionnelles s'élèvent, de leur côté, à 26,9 millions de francs, l'exercice supportant en particulier le coût des mesures prises à la fin de l'année pour favoriser un allègement des effectifs. Une réduction sensible des frais généraux se trouve ainsi amorcée dès 1989.

An total, le résultat net de la banque s'élève à 5,2 millions de francs contre 3,8 millions de francs l'an dernier. Le résultat consolidé du groupe passe, de son côté, de 0,4 million de francs à 15 millions de francs.

(en million de francs)	GROUPE BHE		SOCIÉTÉ BHE	
	1987	1988 (1)	1987	1988
Produit net bancaire	496,8	524,7	409,4	434,6
Résultat d'exploitation	11,4	12,4	10,5	7,2
Résultat exceptionnel	(10,5)	55,6	(3,7)	40,0
Provisions pour éventualités diverses	(0,5)	(53,0)	3,0	(42,0)
Résultat net	0,4	15,0	3,8	5,2

(1) Après sortie du périmètre de consolidation de la Société anonyme immobilière du 58, rue La Boétie.



CREISSANCE DES RÉSULTATS ET PROJET DE RESTRUCTURATION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

Le conseil d'administration de CLH-Compagnie La Hénin s'est réuni le 24 mars 1989 pour arrêter les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 1988.

RÉSULTAT SOCIAL

Le résultat social courant s'élève à 74,1 millions de francs contre 39,1 en 1987. Cette importante progression a pour origine :

- la capacité de filiales, dont les fonds propres ont été accrus les années précédentes, à distribuer un dividende ;
- la prise de participation dans la société Rougie (foie gras) ;
- l'amélioration quasi générale des dividendes perçus des autres filiales.

Une charge d'impôt exceptionnelle, de 39,4 millions de francs, relative à la plus-value de 298 millions de francs réalisée en 1985 lors de l'apport des centres commerciaux à CECEP, a été constatée à la suite de la cession de la totalité de la participation dans cette dernière société. En conséquence, le résultat net de l'exercice, après éléments exceptionnels, ressort à 68,8 millions de francs contre 73,2 en 1987.

RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Le résultat net consolidé total s'élève à 502 millions de francs contre 295 en 1987. Cette forte augmentation s'analyse, pour l'essentiel, par la plus-value d'apport des centres commerciaux à CECEP en 1985 ; cette plus-value était, jusqu'à la cession des titres CECEP en 1988, éliminée en consolidation.

La baisse du résultat courant consolidé (150 millions de francs contre 171 en 1987) a pour principales causes, d'une part, la diminution du résultat des Salins du Midi (conditions climatiques ayant fortement limité les ventes de sel de déneigement) et, d'autre part, la sortie de CECEP du périmètre de consolidation (la cession ayant eu lieu en octobre 1988, l'absence du résultat CECEP n'a pas été compensée par la réduction des charges financières).

Le prix de cession de la participation dans CECEP (750 millions de francs dont 450 encaissés et le solde devant être encaissé en 1989 et 1990) a rendu possible une réduction de l'endettement financier (675 millions de francs au 31/12/1988 contre 929 au 31/12/1987).

Le conseil décide de proposer à l'Assemblée générale, qui se tiendra le mercredi 3 mai 1989, la distribution d'un dividende de 14,50 F par action assorti d'un avoir fiscal de 7,25 F. Il est rappelé qu'un acompte de 14,50 F par action a été réglé en décembre 1988.

Le conseil a, d'autre part, décidé de réunir le même jour une Assemblée générale extraordinaire en vue de procéder au renouvellement d'autorisations relatives à l'utilisation de différents moyens financiers.

RESTRUCTURATION

Le conseil d'administration, après analyse du développement des intérêts immobiliers dans les différentes filiales du groupe, a jugé opportun de mettre à l'étude leur regroupement dans la Compagnie foncière internationale qui bénéficie d'une longue expérience en matière immobilière et a une structure opérationnelle lui permettant d'assurer, au niveau du groupe, un développement national et international dans ce domaine.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

PRETABAIL - SICOMMERCE



L'exercice 1988 a été marqué par l'absorption de Sicommerce dans le cadre du rapprochement entre les sociétés du Groupe Courcelles et celles du Groupe Arc Union. La fusion a été réalisée avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1988. A cette occasion, Prétabail-Sicommi a pris la dénomination de Prétabail-Sicommerce.

Engagements de crédit-bail : + 12,7 %

L'activité de crédit-bail a connu un développement sensible, avec 249 millions de francs de contrats signés (221 millions de francs en 1987) ; il s'y ajoute des reports de signatures sur 1989 pour plus de 100 millions de francs, alors qu'à la fin de 1987 tous les contrats négociés avaient pu être signés avant la clôture de l'exercice. Le total des immobilisations brutes en crédit-bail atteint 2,15 milliards de francs, en progression de 5,2 %.

Patrimoine locatif : 2,3 milliards de francs

Simultanément, la politique de développement d'un patrimoine locatif à haut rendement sur des emplacements de qualité a été poursuivie et confortée harmonieusement par l'absorption de Sicommerce, dont le patrimoine était essentiellement constitué par des locaux commerciaux. En 1988, 173 millions de francs d'investissements nouveaux ont été réalisés, portant le montant des immobilisations brutes à 1,417 millions de francs, en progression de 15,1 % par rapport à 1987. La valeur de ce patrimoine peut être estimée à environ 2,3 milliards de francs - comportant notamment 54 % de bureaux et 21 % de locaux commerciaux - ce qui fait apparaître, par rapport à sa valeur nette au bilan, une plus-value latente de 1,120 millions de francs.

Rendement : 9 %

Le bénéfice net ressort à 236,2 millions de francs. Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale, qui se tiendra le 30 mai 1989, de distribuer 201,5 millions de francs, soit un dividende de 94 F (91 F au titre de l'exercice 87). Les actions créées en rémunération des apports de Sicommerce recevront 65 % de ce dividende. En consolidant Omni-Energie, le bénéfice du groupe est de 239,9 millions de francs.

La capitalisation boursière de Prétabail-Sicommerce atteint, avant détachement du coupon, 2,3 milliards de francs ; elle est du même ordre de grandeur que la seule valeur estimée du patrimoine locatif, sans prise en compte de la valorisation des encours de crédit-bail. Elle correspond à un rendement de 9 %.

Le conseil d'administration du 23 mars 1989 a renouvelé le mandat de Président Directeur Général de Monsieur Joseph-Camille Genton.

ARC UNION MANDATAIRE

UNION FINANCIERE DE FRANCE BANQUE

RESULTATS 1988

BENEFICE NET +17,2%

DIVIDENDE +19%

Le conseil d'Administration de l'Union Financière de France Banque, réuni le 22 mars 1989 sous la présidence de Philippe Geslin, a commenté et analysé l'activité du Groupe et les comptes sociaux pour l'année 1988.

Alors que l'on escomptait une année difficile à la suite de la crise boursière de l'automne 1987, l'activité du Groupe a été satisfaisante ; ainsi, les capitaux recueillis et les engagements d'épargne souscrits en 1988 ont marqué, avec un total de F 6.851.149.000, une progression de 9,9 % par rapport à l'année précédente.

Les actifs gérés ou suivis pour le compte de la clientèle s'élevaient à F 19.517.929.000 au 31 décembre 1988. Cette progression, de 41 % sur l'année antérieure, est consécutive à la valorisation des actifs mobiliers autant qu'à l'activité commerciale.

Le bénéfice de l'Union Financière de France Banque, société mère du Groupe, s'élève à F 159.568.257 contre F 165.861.856 pour l'exercice 1987 qui bénéficiait d'un profit exceptionnel de F 40.987.000 (cession de l'immeuble de la rue Newton).

Le bénéfice consolidé après impôt s'établit à F 168.640.559, en augmentation de 17,2 % par rapport au bénéfice de 1987.

Le conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Annuelle la distribution d'un dividende brut de F 28,50 par action, se décomposant en dividende net de F 19 et avoir fiscal de F 9,50, en augmentation de 19 % sur l'exercice précédent.

هكذا من الأصلي

Économie

REPÈRES

Conjoncture

Baisse de l'indice composite américain

L'indice composite de l'économie américaine, ensemble d'indicateurs censé préfigurer la conjoncture à court terme, a subi une baisse de 0,3 % au mois de février. En décembre et janvier, cet indice avait augmenté de 0,6 % et 0,7 % respectivement. L'indice composite de février confirme la récession basée de l'activité aux États-Unis — apparente dans certains indices comme la diminution des commandes de biens durables et de consommation — et le ralentissement de l'offre de monnaie.

Industrie

Bons résultats pour la chimie française

La chimie française a délogé, pour 1988, un excédent commercial de 22,4 milliards de francs, en augmentation de 4,2 % sur 1987. Les exportations ont progressé de 14,2 % à 130,6 milliards de francs, moins vite que les importations dont le volume s'est élevé à 108,2 milliards de francs (+ 16,6 %). Début février, l'Union des industries chimiques avait annoncé que la chimie française avait enregistré pour 1988 un taux de croissance exceptionnel de 6,5 % en volume pour un chiffre d'affaires de 305 milliards de francs.

Investissements

Six grandes firmes américaines en Union soviétique

Six grandes firmes américaines devaient, selon le quotidien new-yorkais *The Wall Street Journal*, signer, le jeudi 30 mars à Moscou, un accord commercial devant servir de base à la création de sociétés mixtes (jusqu'à vingt-cinq). Si l'accord est concrétisé, il devrait provoquer, au cours des quinze prochaines années, un flux d'investissements américains en Union soviétique de 5 à 10 mil-

liards de dollars (30 à 60 milliards de francs environ), alors que le commerce bilatéral total entre les deux pays est inférieur, à l'heure actuelle, à 2 milliards de dollars annuellement. Chevron, Eastman Kodak, Johnson and Johnson, KIR Nabisco, Archer Daniels Midland et Mercator (banque d'affaires de cette dernière) devraient ainsi s'implanter dans des secteurs tels que l'énergie, les industries agro-alimentaires et pharmaceutiques, les produits de soins. Cependant, le constructeur automobile Ford Motor, qui aurait envisagé de produire des voitures dans la ville de Gorki, s'est finalement retiré des négociations.

Paiements extérieurs

Le déficit britannique

Le commerce extérieur de la Grande-Bretagne a été déficitaire de 2,2 milliards de livres en février. Le déficit était de 2,1 milliards de livres en janvier 1989 et de 1,64 milliard en février 1988. Pour la première fois depuis mai 1980, la balance pétrolière a été déficitaire de 18 millions de livres, du fait à la fois d'une forte demande et de la réduction de production entraînée par l'explosion en juillet dernier de la piste-forme « Piper-Alpha », ainsi que d'incidents survenus en décembre et janvier sur des champs pétroliers (Fulmar et Brent « D »).

La balance des paiements courants a, elle, enregistré un déficit de 1,7 milliard de livres en février en données corrigées des variations saisonnières contre 1,6 milliard en janvier (chiffre révisé) et 1,2 milliard en février 1988.

Prix

+ 0,2 % en mars pour la RFA

Les prix de détail en RFA ont augmenté de 0,2 % en mars, selon les chiffres provisoires, et de 2,7 % en un an (mars 1988 à mars 1989). En février, les prix avaient augmenté de 0,3 % par rapport à janvier (+ 2,6 % en un an) et de 1,1 % en janvier par rapport à décembre à cause du relèvement de certaines taxes.

COMMERCE

Au cours des douze derniers mois

Un Français sur dix a eu un litige en matière de consommation

Un Français sur dix a eu à régler un litige de consommation au cours des douze derniers mois. Et dans 71 % des cas, l'intéressé est intervenu seul auprès du professionnel responsable. Ceux qui n'ont pas eu de problème feroient, en cas de besoin, appel, dans 32 % des cas, à une organisation de consommateurs locale ou nationale. C'est ce qui ressort d'un sondage (1) pratiqué par le cabinet ISL à la demande du secrétariat d'État à la consommation, pour le compte des vingt associations nationales de consommateurs, et que Anne-Véronique Néritz a présenté à la presse, jeudi 30 mars.

Trois massivement, les personnes interrogées pensent que c'est d'abord aux professionnels, fabricants et distributeurs, qu'incombe la charge d'informer le consommateur sur les produits et les services et ensuite aux organisations de consommateurs. Pourtant, avant d'effectuer un achat, c'est d'abord la bouche à oreille qui informe, suivi immédiatement des articles parus dans la presse, spécialisée ou non, et des résultats des tests comparatifs, réalisés par les organisations de consommateurs ou les professionnels.

En cas de litige nécessitant le recours aux procédures judiciaires, la moitié des Français aimeraient pouvoir être représentés par une organisation de consommateurs. Celles-ci jouissent

d'ailleurs d'une bonne image, 76 % des personnes interrogées les jugeant « très accessibles » ou « assez accessibles », contre 56 % pour les assistantes sociales et 49 % pour les avocats. Et 81 % des interrogés les jugent « efficaces » (56 % pour les avocats et 52 % pour les tribunaux).

Cependant, pour résoudre les litiges, la priorité reste donnée à la discussion directe avec le professionnel en cause (59 %), suivie, mais de très loin, par la négociation par l'intermédiaire d'une organisation de consommateurs (17 %). Les hommes de loi, avocats, huissiers, notaires viennent bien après (8 %), le recours en justice (4 %) et la négociation par l'intermédiaire de l'administration (2 %) n'ayant que très peu de succès.

A l'horizon européen de 1993, près d'un Français sur deux (45 %) estime que la protection du consommateur sera améliorée. 42 % estiment que leurs intérêts devront être garantis par l'action des organisations de consommateurs nationales ou européennes, contre 29 % par le libre jeu de la concurrence, 23 % par l'intervention de la CEE et 23 % par l'intervention de chacun des États membres.

(1) Sondage effectué auprès d'un échantillon de mille personnes interrogées du 17 février au 3 mars.

CONJONCTURE

Les prix en France
Hausse de 0,3 % en février

La hausse des prix de détail en France a été de 0,3 % en février, a annoncé l'INSEE, confirmant son estimation provisoire de la mi-mars. L'indice s'est inscrit à 175,2, contre 174,7 en janvier, sur la base 100 en 1980. En un an (février 1989 comparé à février 1988), la hausse des prix est de 3,4 %. Calculé sur les trois derniers mois connus (décembre, janvier, février), le rythme annuel d'inflation est de 3,6 %.

Les prix alimentaires ont augmenté de 0,3 % en un mois et de 2,9 % en un an, les principales hausses venant de la boucherie, des corps gras (saucisses, lardons), ainsi que du lait, des fromages et des boissons alcoolisées.

Les prix des produits manufacturés du secteur privé ont augmenté, quant à eux, de 0,2 % en un mois, et de 2,2 % en un an. Les automobiles augmentent de 1,2 % en un mois, et de 3,6 % en un an, contribuant pour un demi-dixième de point à la hausse de 0,3 % de février.

Les prix des services du secteur privé ont augmenté de 0,5 % en un mois et de 5 % en un an. Principales hausses : les services liés à l'utilisation des véhicules privés et les hôtels, cafés, restaurants et cantines.

L'indice de février se ressent de la hausse des prix des produits pétroliers, qui ont augmenté de 0,7 % en un mois et de 7,3 % en un an. Les tarifs publics freinent, quant à eux, la hausse d'ensemble, avec une augmentation de seulement 2,1 % sur un an.

PÊCHE

Les négociateurs de Paris et d'Ottawa sont proches d'un accord

Une semaine après la remise par le médiateur, M. Enrique Iglesias, de ses conclusions aux gouvernements français et canadien, il apparaît, selon les milieux diplomatiques proches des négociateurs, qu'un accord pour régler les contentieux entre Ottawa et Paris sur la pêche pourrait être trouvé dans les prochains jours.

Les conclusions de M. Iglesias n'ont pas été rendues publiques, mais les quotas de morues qu'il recommande pour les pêcheurs français de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Saint-Malo, sans être évidemment totalement conformes aux demandes, devraient être de nature à satisfaire à la fois les pouvoirs publics et les professionnels.

Ces quotas de pêche français dans les eaux canadiennes seraient fixés en tonnage pour trois ans (1989-1990-1991) et il n'est pas exclu que les chalutiers de Saint-Pierre (une flottille appelée à compter sept bateaux, dont deux congélateurs) puissent à nouveau fréquenter le golfe du Saint-Laurent, une zone très poissonneuse, où les professionnels de l'archipel estiment disposer de « droits historiques ».

Les dernières difficultés que les négociateurs vont essayer de surmonter d'ici la fin de la semaine pour aboutir à un accord global tiennent à la composition du tribunal international d'arbitrage. Celui-ci sera chargé, au terme d'une procédure nécessairement longue, de régler l'autre volet — très délicat — du contentieux, à savoir la délimitation des frontières maritimes entre les deux pays et notamment entre l'archipel français et l'île canadienne de Terre-Neuve, particulièrement défavorisée au plan économique.

Ce tribunal sera composé de cinq juges professionnels dont un français et un canadien d'ores et déjà acceptés par les deux parties. C'est sur les noms des trois autres que l'accord entre les deux pays n'avait pas encore été trouvé, jeudi 30 mars, au matin.

F. Gr.

BSN, C'EST TOUT CE QUE J'AIME.

Danone, Gervais, Panzani, Amora, Blédina, Fie Qui Chante, Liebig, Lu, L'Alsacienne, Heudebert, Kronenbourg, Karstenbrun, Evian, Badoit, Pommery, Lanson... Tout ce que j'aime, c'est BSN. C'est BSN, premier groupe alimentaire français, qui rassemble plus de cent marques parmi les plus prestigieuses dans le monde. Avec elles, BSN, présent dans la vie de chacun, dans tous les pays, tout au long de la journée, vous montre « de l'aube jusqu'au bout de la nuit ». Premier producteur européen de bouteilles de verre, BSN est devenu, en vingt ans, le premier fabricant mondial de produits laitiers frais et d'eaux minérales, le deuxième en Europe pour la bière et les pâtes alimentaires, le troisième dans le monde pour les biscuits et le champagne. Aujourd'hui, BSN a atteint la dimension internationale, emploie 42 000 personnes et réalise un chiffre d'affaires de plus de 42 milliards de francs. BSN, c'est tout ce que j'aime.

BSN A DIVISÉ SON TITRE PAR 10. VOUS AUSSI, DEVEZ-VOUS ACTIONNAIRE DE BSN

BSN
PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Marchés financiers

BOURSE DU 29 MARS

Cours relevé
à 17 h 57

[illegible]**Comptant** (sélection)**SICAV** (sélection)

29/3

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	
Obligations			CLIC (Fin. Ind.)	...	192	Luce	1480	...	1220	153	A.A.A.	...	977 20	953 37	Francis Piere	95 10	95 21	Pierre Invest.	724 82	881 76	
Enr. 8,80 % 77	124 85	7 474	C.I. Maritime	...	895	Macintosh Bell	...	118 50	Vins	...	780	Asellon	...	228 67	232 52c	Francis Régis	1168 79	1126 01	Placement A	1071 80	1071 80
5,80 % 78/83	100 90	8 881	Marengo (Ind.)	1688	1232	Marengo Ind. Ind.	...	147 50	Wander	...	1470	Actions France	...	523 83	504 03	Francis Associés	23 75	28 75	Placement C-term	74461 01	74461 01
10,80 % 79/84	180 46	8 086	Classe	...	896	Marengo S.A.	...	438	Bras. du Maroc	...	1470	Actions électorales	...	538 25	504 03	Francis Espagne	23 75	28 75	Placement J	57822 47	57822 47
13,25 % 80/89	104 30	10 564	Colmifit (L)	1118	1105	Marengo Part.	...	352	...	...	134 90	Associés	...	538 25	504 03	Francis Ind.	23 75	28 75	Placement Premier	58889 98	58889 98
15,20 % 82/90	105 55	12 329	Dogil	...	352	Midi Déployé	...	830	...	...	...	A.G.F. Assur. Ind. CFI	...	1120 20	1022 85	Francisco	11405 57	11405 57	Placement	117 82	114 47
16 % jan 82	100 90	9 324	Compas	...	150 50	Mons	...	150 50	...	...	...	A.G.F. 5000	...	610 12	565 24	Francor	21 03	23 47	Primeville	11130 70	11119 19
18,50 % fév. 83	109 30	10 888	Co Industrielle	...	3930	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. ECU	...	1105 55	1094 81	Francilux	26 64	30 33	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
18,40 % oct. 83	115 95	11 859	Comp. Lyon-80	...	945	Org. Lyon-80	...	465	...	...	...	A.G.F. Fonder	...	1101 57	1071 07	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
12,25 % oct. 84	108 38	5 740	Concorda (L)	...	945	Org. (Nac. del)	212	212	...	...	...	A.G.F. Interfide	...	121 98	119 37	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
11 % fév. 85	111 65	1 026	C.M.P.	...	16 56	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
10,26 % mars 86	105 65	1 075	C.G. Gén. Ind.	561	570	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
OAT 12,75 % 83	2016 50	105 65	C. Universal Ind.	...	594	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
OAT 9,80 % 1987	106 58	2 675	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
OAT 9,80 % 1995	103 87	1 957	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF Bapier jans. 85	107 52	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind. Ind.	221 51	221 51
CHF jans. 85	102 75	2 137	Odéon	...	151 50	Org. (Nac. del)	...	431 70	...	...	...	A.G.F. OBLIG.	...	1117 17	1111 61	Francilux	26 64	26 96	Primeville Ind		

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 29/3	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 29/3
			Achat	Vente			
Etats-Unis (5 £)	6 376	6 382	6 176	6 575	Or fin (50 en barre)	80500	79000
ECU	7 045	7 027			Or fin (au pesant)	80500	79200
Allemagne (100 M)	16 195	16 230	157 500	167 500	Pièces françaises (20 F)	461	458
Belgique (100 F)	17 168	18 119	15 650	16 800	Pièces françaises (10 F)	461	458
Pays-Bas (100 f.)	239 900	239 900	230 500	310 500	Pièces italiennes (200 L)	476	475
Danemark (100 kr.)	88 780	88 830	83 500	90 500	Pièces italiennes (100 L)	461	458
Espagne (100 Ptas)	128 500	128 500	128 500	128 500	Souverains	586	577
Grèce (100 drachmes)	10 840	10 767	10 476	11 250	Pièces de 20 drachmes	1360	1370
Irlande (100 pence)	4 008	3 984	3 700	4 600	Pièces de 10 drachmes	1560	1362 50
Italie (1 000 lire)	6 013	6 002	4 450	4 350	Pièces de 50 pesetas	870	
Japon (100 ¥)	368 000	371 000	371 000	371 000	Pièces de 10 pesetas	2995	2995
Suède (100 kron.)	88 230	89 180	96 500	102 500	Pièces de 10 florins	481	478
Autriche (100 sch.)	48 032	47 978	46 500	49 500	Or Londres		
Espagne (100 pes.)	45 455	5 424	5 200	5 780	Or Suedois		
Portugal (100 esc.)	4 010	3 987	3 600	4 550	Or Hongkong		
Coupes (en 10)	5 341	5 355	5 150	5 650	Argent Londres		
Argente (100 pes.)	4 787	4 806	4 650	4 870			

[illegible]

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 Le conflit afghan. - Les droits de l'homme en Chine. 4 L'extrême droite en RFA. 6 Première nuit de répit à Beyrouth.	8 La législation sur les étrangers en France. - Statu quo en Corse. 9 Le remaniement ministériel. 13 Les journées parlementaires du PS. - La réunion du comité central du PCF.	14 L'identification d'un cadavre par les empreintes génétiques. 15 Football : la fin du Matra Racing. - Défense : des civils aux commandes des trois services de renseignement.	24-25-26 L'inauguration de la Pyramide et des sous-sols du Musée du Louvre. 27 Les disparitions de Bernard Blier et de Madeleine Ozery. - Les Oscars américains. - COMMUNICATION : les difficultés du groupe publicitaire Saatchi.	34 La dette du tiers-monde au centre des réunions de Washington. 35 JVC va lancer le nouveau magnétoscope S-VHS. 38 L'harmonisation des marchés à terme d'instruments financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 31 Loto, Loterie 16 Campus 14 Carnet 16 Météorologie 30 Bulletin d'enseignement 30 Mots croisés 16 Radio-télévision 30 Spectacles 29	• La crise en Corée JOUR • Chaque matin le journal de la rédaction JOUR • L'actualité 24 heures sur 24 APF 3615 tapez LM 3615 tapez LEMONDE

L'affaire du Carrefour du développement

Le parquet général requiert un complément d'information sur les activités de M. Nucci

Un communiqué du parquet général de la Haute Cour de justice a fait savoir, jeudi 30 mars, que ce dernier venait, par un réquisitoire suppléant du même jour, de requérir un supplément d'information dans l'affaire concernant M. Christian Nucci, ancien ministre de la coopération (PS) impliqué dans l'affaire dite du Carrefour du développement.

A l'origine, en avril 1986, M. Christian Nucci avait été mis en cause par son ancien chef de cabinet, M. Yves Chaliar, alors en fuite, à propos d'un déficit estimé à 10 millions de francs dans la comptabilité de l'association Carrefour du développement, dont M. Chaliar était le trésorier, et de divers détournements. L'information judiciaire ouverte aussitôt, après les élections législatives de mars 1986, avait été conduite par M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction au tribunal de Paris. Elle fut marquée par diverses péripéties, dont la principale fut le retour en France et l'incarcération de M. Chaliar, qui après avoir gagné l'Amérique latine, repartit un « vrai-faux » passeport délivré par la DST. L'affaire devait amener le magistrat instructeur à rendre, le 6 mai 1987, une ordonnance par laquelle il déclarait que les faits relevés contre M. Nucci étaient de la seule compétence de la

Haute Cour de justice, conformément à l'article 68 de la Constitution, selon lequel « les crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions » par des ministres relèvent de cette juridiction particulière, composée de parlementaires.

Le 8 octobre 1987, l'Assemblée nationale avait voté la mise en accusation devant la Haute Cour de M. Nucci, le Sénat adoptant une résolution dans le même sens le 10 décembre suivant.

Le « cas Nucci » relevait désormais de la commission d'instruction de la Haute Cour, présidée par M. Paul Berthoin et composée de magistrats, tous membres de la Cour de cassation. Cette commission inculpa M. Nucci le 19 février 1988 de « faux en écritures publiques, et usage, faux en écritures privées, et usage, soustraction de fonds par dépositaire public, recel, et ce en qualité d'auteur ou de complice ».

Le 20 janvier 1989, la commission, estimant son instruction achevée, édictait le dossier et le transmettait au procureur général près la Cour de cassation, M. Pierre Bizio, pour qu'il prenne ses réquisitions en vue, pensait-on, d'un renvoi de l'inculpé devant la Haute Cour. Mais, dans son communiqué du 30 mars, le procureur général écrit que « après une étude approfondie du dossier, il [lui] est apparu qu'il ne lui était pas possible d'établir ses réquisitions définitives sans que soient préalablement effectuées des investigations complémentaires [...] ». Il a demandé à la commission d'instruction de procéder à ces nouvelles mesures d'information qu'il a très précisément énumérées. Dès que le dossier lui sera à nouveau communiqué, le procureur général prendra ses réquisitions dans le délai de trois mois prévu par l'article 175 du code de procédure pénale.

L'affaire Nucci, de toute évidence, n'est plus aujourd'hui l'affaire urgente dépeinte avant juin 1988.

Mort du général Gambiez ancien commandant en chef en Algérie

Ancien commandant en chef en Algérie pendant le « putsch des généraux », en avril 1961, dirigé contre la politique algérienne du général de Gaulle, le général d'armée (cadre de réserve) Fernand Gambiez est mort, dans la nuit du mercredi 29 au jeudi 30 mars, à l'hôpital militaire de Bégin (Val-de-Marne). Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Cet ancien spécialiste des commandos n'en avait ni le carrure ni le ton. De petite taille, souriant derrière ses lunettes, aimable et paternel, il était pourtant sans timidité. Fernand Gambiez était un homme attaché à ses croyances et à ses principes, fier de culture.

Né à Lille le 27 février 1903, fils d'un mineur du Borinage, il réussit à force de travail à entrer à Saint-Cyr. Capitaine de chasseurs à pied en 1940, il devient après l'armistice directeur de la section du « moral » au 3^e bureau de l'état-major de l'armée, franchit la frontière espagnole en décembre 1942, est emprisonné cinq mois au Carcel modelo de Barcelone, rejoint Alger, où il commande le bataillon de choc. Il débarque à sa tête à l'île d'Elbe, puis en Corse et poursuit le combat jusqu'en Allemagne. Le commandement de l'Ecole militaire de Saint-Maixent, puis l'Indochine. A ce catholicisme subtil et d'allure un peu ecclésiastique se mêlent un confit le secteur des évêchés - Phat Diem et Bui Chou - où des évêques vietnamiens nationalistes entretenaient leurs propres milices. Un de ses fils est tué au combat.

La diplomatie du général Gambiez, devenu chef d'état-major du commandant en chef en Indochine, le général Ely, sera fort nécessaire dans les mois qui suivent Dien Bien Phu pour assurer les rapatriements, les transferts de populations, pour faire face aux intrigues des sectes, aux pressions des Indochinois, et plus encore au début de 1958 : il est commandant supérieur des troupes en Tunisie au moment du bombardement de Sidiel. Les Tunisiens, en représailles, bloquent les unités françaises dans leurs bases de leurs casernes. Le général utilise un déguisement pour circuler. Il parvient à calmer l'impétuosité de ses subordonnés et à empêcher un affrontement armé.

Il commande ensuite le corps d'armée d'Oran, autre tâche difficile, tant sur le plan militaire que sur le plan politique et surtout psychologique. Plus difficile encore est le poste qu'on lui confie en février 1961 : le commandement en chef en Algérie, où il succède au

général Crépin. Moins de deux mois plus tard, c'est le putsch des généraux. Fernand Gambiez s'efforce en vain, seul, de barrer la route aux unités auxiliaires qui roulent dans la nuit vers Alger. On l'arrête, on l'arrête. Chale l'envoie en résidence surveillée dans le Sud. Témoin aux procès qui suivirent, il sera sévère pour les responsables mais prendra la défense des exécutants.

Une nouvelle carrière commence, consacrée à ses deux passions : la stratégie et l'histoire militaire. Il dirige l'Institut de défense nationale et le Centre des hautes études militaires, préside la commission française d'histoire militaire. Avec le colonel Sire, il publie les deux volumes d'une *Histoire de la première guerre mondiale* et un essai : *L'Épée de Damoclès. La guerre en style indirect* et, seul, plusieurs ouvrages sur le dernier conflit mondial. Conseiller d'Etat au service extraordinaire, il préside le conseil d'administration de la Caisse nationale militaire de la Sécurité Sociale. En juin 1974, il est élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

Ce soldat sans appareil a rendu à une armée qui n'a pas toujours apprécié son dévouement l'immense service d'accepter, avec courage et loyauté, d'être l'homme des plus redoutables transitions.

JEAN PLANCHAIS.

M. Jospin présente son projet de loi d'orientation

Le projet de loi d'orientation sur l'éducation devrait être adopté le 17 mai prochain par le conseil des ministres afin de pouvoir être débattu au Parlement avant l'été. C'est en donnant ces précisions de calendrier que M. Lionel Jospin a ouvert, jeudi 30 mars, la dernière table ronde consacrée à la préparation de ce texte, en présence des représentants de tous les partenaires du système éducatif. Le ministre de l'éducation nationale a annoncé que le projet de loi définitif serait rédigé par le gouvernement sous une forme telle que les « grands objectifs » soient « compris et connus de tous ».

Le texte comporterait un exposé des motifs, bref, le dispositif de la loi en une vingtaine d'articles et un rapport d'une trentaine de pages développant la philosophie du projet, soit une structure comparable à la loi

Sur le vif

Vive la sélection !

Vous les aimez, vous, vos enfants ? Moi, oui, encore assez, mais c'est tout ce qu'ils peuvent être contrariants. Vous dites non, ils disent blanc, ils changent d'avis comme de chemise... tous les deux, trois ans. Ils sont tranchants, ténus, insaisissables. Et ça, non, ça, vous supportez pas. Vous voulez qu'ils vous aiment, vous voulez que ça aigüe, alors vous vous écrasez : Au fond, l'as peut-être raison.

Rappelez-vous, en novembre-décembre 1986, ces manifestes monstres contre la loi d'orientation, la loi Devoquet, ces cris, ces slogans, ces pancartes : Châtrons-matras, frite-fac, l'enfant tiens bon, nous reviendrons. Ben, ça y est, ils sont revenus. Ils sont là pour réclamer, vous ne devinez jamais quel : la sélection !

Non, c'est pas une blague, c'est un sondage que publie *Phosphore*, le très sérieux magazine des années-lycée. La sélection, ils l'exigent, là maintenant. Ils la trouvent normale, indispensable. Un système qui ne favoriserait pas le travail, l'assiduité, l'effort, la volonté de réussir, ça leur paraît impensable. Les nuls, les incapables, faut les éliminer à tous les âges, à tous les stades, à l'entrée de la sixième, de la seconde, et, tenez-vous bien, de l'université. Ça ne favorise que

les favoris, les fils à papa, les filles de bourgeois ? Quelle blague ! Ils sont 74 % à déclarer tranquillement : faire des études, les études de son choix, si on veut, on peut, pas de problèmes.

C'est pas fabuleux, ça ? Moi, ce qui me tue, c'est qu'à l'époque, bien qu'entièrement d'accord avec ce pauvre Devoquet, je m'étais inclinée, couchée à plat ventre devant la verve des gamins en colère. S'agissait pas de mettre les pieds dans le plat. Pensez au tollé suscité par Pauwels et son aide mental, par Pasquet et sa dédicace épitaphique sur la tombe encore fraîche du petit Malik assassiné, tabassé à mort par ses frs.

Pour moi, la sanglante défaite de mon Jaquot en mai dernier, c'est cette nuit-là, rue Monsieur-le-Prince, qu'elle a sonné, sur un coup de fil de son directeur de cabinet à Londres, où, totalement inconscient, il avait jugé bon d'aller faire de l'ombre à mon Ministre. Fais gaffe, Rocky, le vent est en train de tourner. Cade pas trop à l'égalitarisme ringard des profs, sinon leurs élèves, pourraient bientôt te désavouer.

CLAUDE SARRAUTE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 30 mars
Petite hausse

Cinquième journée consécutive de hausse si l'on en croit l'indicateur instantané qui, en fin de matinée, s'appréciait de 0,29 %. A l'image des autres séances, ce léger mouvement de progression se déroule dans un marché calme. Les hausses étaient entamées par Leroy-Somer (+ 4,1 %), Nord-Est (+ 3,3 %), Essilor ADP (+ 2,9 %) et Duménil-Leblé (+ 2,9 %). En baisse figuraient UFB-Lacabail (- 4,6 %), Laboratoire Roger Bellon (- 3 %) et Eurocom (- 2,8 %).

SCIENCE & VIE

ECONOMIE
BOURSE :
LES PETITS
PORTEURS
BERNÉS

Après avoir été encouragés par les gouvernements successifs et par leurs banquiers à investir en Bourse, les petits actionnaires se voient aujourd'hui lourdement taxés. Que reste-t-il du capitalisme populaire ?

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Dossier : la boulimie des grandes surfaces
- Les salaires au mérite en question
- Les sept pièges de l'assurance-auto

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE
COMPRENDRE POUR AGIR

EN BREF

• **LIBAN** : violente explosion dans un dépôt de gaz. — A peine les habitants de Beyrouth ont-ils eu le temps de goûter le calme revenu, mercredi soir, après les violents bombardements de ces quinze derniers jours, qu'une formidable déflagration a secoué leur ville, jeudi matin 30 mars. Un réservoir de gaz du dépôt de Dora, en feu depuis trois jours, a explosé, provoquant de graves dégâts dans un rayon de cinq kilomètres. (Corresp.)

• **Décès du guide Patrick Vallancourt**. — Le guide Patrick Vallancourt, âgé de quarante et un ans, est mort, mardi 28 mars, après avoir dévalé lors de l'ascension d'une falaise des Cévennes à Revens (Gard). Né à Lyon, il vivait à Argentières (Haute-Savoie) où il dirigeait un centre de ski de haute montagne. Il s'était illustré dans les années 70 en ouvrant à ski des cols et cols extrêmes dans le massif du Mont-

Le numéro du « Monde » daté 30 mars 1989 a été tiré à 508 708 exemplaires

Blanc et de l'Oisans, puis dans les Andes. Il avait effectué la descente du mont Blanc avec son fils Yannick alors âgé de douze ans.

• **Fuillade entre policiers et manifestants à Nice** : un mort, un blessé grave. — Un manifestant a été tué et un autre grièvement blessé, mercredi après-midi 29 mars, dans un bar du quartier Magasin à Nice au cours d'une fusillade qui les opposait à des policiers. Les faits se sont produits à 16 heures alors que huit policiers du groupe de répression du banditisme et de la brigade des stupéfiants investissent le bar Avarte, avenue de Californie, quartier ouest de la ville, pour arrêter les deux hommes, recherchés au cours d'une enquête sur une attaque à main armée. Miraculeusement, l'échange de coups de feu entre gangsters et policiers n'a fait aucune victime parmi les nombreux consommateurs présents à ce moment-là dans l'établissement. L'identité des deux hommes, âgés d'une trentaine d'années, n'a pas été divulguée. — (Corresp.)

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

A B C D E F G H

l'Organiseur II

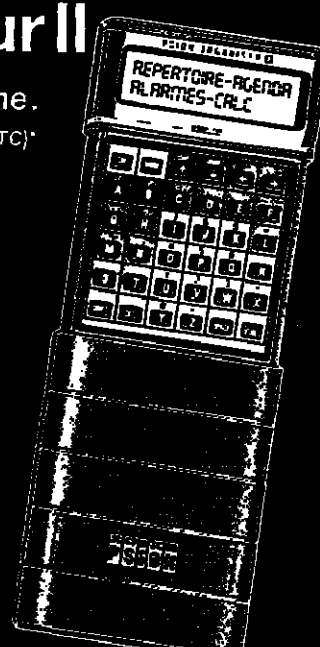
Tout. Dans votre poche.
Pour 990 F HT (1174 F TTC)

- ✓ Répertoire électronique
- ✓ Agenda
- ✓ Horloge-calendrier
- ✓ Calculatrice
- ✓ Programmable
- ✓ Et si facile d'emploi !

En vente dans les magasins
Fnac, Darty, la Régalie, Cdiscount,
la Librairie et dans
tous les points de vente.

UNIBOURN REPARTIR
PSION Aware

Tél. : 45.23.21.12
Tél. : 45.23.21.12



ANALYSE : Répertoire électronique, Agenda, Horloge-calendrier, Calculatrice, Programmable, Et si facile d'emploi !
En vente dans les magasins Fnac, Darty, la Régalie, Cdiscount, la Librairie et dans tous les points de vente.
UNIBOURN REPARTIR PSION Aware
Tél. : 45.23.21.12
Tél. : 45.23.21.12